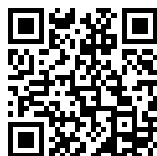

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

MICHIGAN STATE LIBRARIES



3 1293 01839 9240

RSFB

L

Q

RE
PLAC
TO A

PERIODICAL

REMOTE STORAGE

PLACE IN RETURN BOX to remove this checkout from your record.
TO AVOID FINES return on or before date due.

DATE DUE	DATE DUE	DATE DUE

1/98 c:/CIRC/DateDue.p65-p.17

60

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

2^e Série, Tome XI^e (60^e Volume)

1911



NANCY
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
PALAIS DUCAL
GRANDE-RUE (VILLE-VIEILLE)

—
1911

BULLETIN MENSUEL

DE LA

Société d'archéologie lorraine

ET DU

Musée historique lorrain

2^e Série, Tome XI^e (60^e Volume)

1911



NANCY

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

PALAIS DUCAL

GRANDE-RUE (VILLE-VIEILLE)

—
1911

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 1. — JANVIER 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 9 décembre 1910.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

La Société des mines de Valleroy, MM. Arthur Géraud, Henri Launoy, l'abbé Laurent et Louis Remy ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

La Société décide l'échange de ses publications avec celles du Musée national suisse.

M. le Président a le plaisir d'annoncer que les espoirs d'agrandissement du Musée, auxquels il avait fait allusion dans une précédente réunion, se sont enfin réalisés. La Ville de Nancy a bien voulu mettre à la disposition du Musée trois nouvelles salles. Celle du rez-de-chaussée sera destinée à l'art populaire. A cette occasion, une nouvelle section, la section V, a été créée, et M. Charles Sadoul en

a été nommé conservateur (séance du Comité du 2 décembre). Une grande salle, au premier étage, sera consacrée à l'histoire de Nancy, l'ancienne salle à ce affectée ne répondant plus à l'importance de la ville et de nos collections. Cette dernière recevra la collection de ferronnerie. La troisième salle, située entre la salle des tapisseries et le vestibule de l'École primaire supérieure, aménagée, elle aussi, définitivement, sera consacrée aux gloires militaires de la Lorraine. Plus tard, la salle des tapisseries sera transformée en salle des armes. Le Comité du Musée a voté à la Municipalité de chaleureux remerciements, auxquels la Société est heureuse de joindre les siens.

Il est procédé au renouvellement des commissions, dont la composition figure dans le volume annuel des *Mémoires*.

Distinctions honorifiques.

M. Christian Pfister vient d'être promu officier, et M. Charles Dessez nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Admissions.

MM. le docteur Pierre Bonnette, François Boucher, Édouard Carion, Henri Honnorat et le R. P. Jean Parisot sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : MM. le général **Goetschy**, commandant le 20^e corps d'armée, Palais du Gouvernement, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; Paul **Cuny**, député des Vosges, 92, avenue Henri-Martin, Paris, par les mêmes ; Abel **Ferry**, député des Vosges, 1, rue Bayard, Paris, par

MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Charles Sadoul ; le docteur Georges **Grandjean**, député de Meurthe-et-Moselle, 12, rue du Lunain, Paris, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; **Maginot**, député de la Meuse, 1 *ter*, rue Mora, Enghien-les-Bains (S.-et-O.), par les mêmes ; Jules **Claretie**, de l'Académie française, administrateur général de la Comédie française, 153, boulevard Haussmann, Paris, par les mêmes ; Henri **Welschinger**, membre de l'Institut, 15, rue de Vaugirard, Paris, par MM. Pierre Boyé, le médecin-inspecteur Schneider et Alexandre de Roche du Teilloy ; Maurice **Baudot**, notaire, 46, rue Gambetta, par MM. Edmond des Robert, Paul des Robert et Paul Luc ; Lucien **Besnard**, docteur ès lettres, docteur en philosophie de l'Université de Strasbourg, ancien professeur-suppléant à l'Université de Budapest, 8, clos Olry, par MM. Albert Collignon, Georges Pariset et Robert Parisot ; André **de Boissonneaux de Chevigny**, château de Martigny, près Longuyon, par MM. Edmond des Robert, Paul des Robert et Henri Sechehaye ; Émile **Dehaye**, négociant, 30, rue Molitor, par MM. Émile Duvernoy, l'abbé Edmond Chatton et Edmond des Robert ; le vicomte **du Fou**, 79, rue Saint-Georges, par MM. Edmond des Robert, le vicomte de Lesguern et Marcel Maure ; Achille **Giron**, ancien adjoint au maire de Nancy, 38, rue de Metz, par MM. Justin Favier, Charles Sadoul et Georges Demeufve ; Philippe **Houot**, notaire, 9, rue Chanzy, par MM. Justin Favier, Charles Sadoul et Pierre Boyé ; Charles **Mangeot**, agrégé de l'Université, professeur au collège Stanislas, 97, boulevard Arago, Paris, par MM. Georges Goury, François Berlet et Charles Sadoul ; Hubert **Michel**, médecin-vétérinaire à Dieuze, par MM. Pierre Boyé, Charles Sadoul et Émile Duvernoy ; Édouard **Renard**, notaire à Châtel-sur-Moselle, par MM. Pierre Boyé, Émile Duvernoy et Charles Sadoul ; Jean **Regnier**, comte de **Massa**, 17, rue Margueritte,

Paris, par MM. Paul Delaval, Edmond des Robert et le comte Antoine de Mahuet.

Ouvrages offerts à la Société.

Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy (1641-1790), par le comte A. DE MAHUET. Nancy, Sidot frères, 1911, in-8 de xx-316 p., avec 42 portraits et 280 blasons.

Ahnentafel sr. Kais.-u-Koen. Hoheit des durchl. Herrn Erzherzogs Franz Ferdinand von Oesterreich-Este, par Otto FORST. Halm et Goldmann, Vienne et Leipzig, 1910, in-4°, 43 p. et 33 tableaux.

Revue générale de l'Exposition de Nancy, 1909, et palmarès de la Société industrielle de l'Est, publié par les soins de la Société industrielle de l'Est. Nancy, 1910, in-8 de 625 p., avec de nombreuses illustrations dans le texte.

Les Archives révolutionnaires du département de la Moselle, à Metz (I. District de Briey. — II. District de Longwy. — III. Actes et correspondance des représentants du peuple), par Ernest HAUVILLER. Paris, Leroux, et Metz, Scriba, 1910. (Ext. de 33 p. in-8 des *Annales révolutionnaires*.)

Exposition d'autographes, de portraits et d'éditions d'Alfred de Musset... Catalogue des objets exposés. Paris, 1910, 14 p. in-8. (Envoi de M. René de Mandre.)

Les Municipalités de Nancy (1791-1910), par Paul DENIS. Nancy, Crépin-Leblond, 1910, in-8 de 198 p., avec portraits. (Envoi de la Ville de Nancy ; 3 exemplaires.)

Lectures.

M. Pierre Boyé lit une communication de M. Christian PFISTER : *Le cardinal de Grandvelle à Nancy (mars 1564)*. La Société en vote l'impression dans le prochain volume des *Mémoires*, et nomme pour en former la Commission

de revision : MM. Émile Duvernoy, René Martz et Eugène Spire.

M. Albert RIEDER lit son étude sur : *Le porche de l'église Saint-Michel à Saint-Mihiel*. La Société en vote également l'impression dans les *Mémoires* ; la Commission de revision sera composée de MM. Léon Germain de Maily, Henri Bernard et Marcel Maure.

M. l'abbé Edmond CHATTON commence la lecture de son travail intitulé : *Itinéraire et ravages, en Lorraine, des réîtres sous la conduite du duc de Bouillon (1587)*.

Avis importants.

I. — Nos confrères auront plaisir à constater qu'avec le présent numéro, le *Bulletin* inaugure des caractères neufs. Les *Mémoires* seront imprimés de même à partir du volume de 1914, qui paraîtra dans un an environ. En outre, la disposition typographique des titres a été remaniée, de façon à leur donner un aspect plus moderne et plus élégant ; et à rendre nos publications, non seulement plus faciles à lire, mais aussi plus agréables à regarder.

En apportant ces améliorations qui, on le conçoit, ont entraîné une dépense appréciable, notre dévoué imprimeur a formulé le désir fort légitime qu'à l'avenir on facilitât sa tâche en ne lui remettant que des manuscrits bien rédigés, sans surcharges, sans ratures, définitifs, écrits lisiblement. Nous engageons donc avec instance nos confrères à se reporter aux « Conseils à nos collaborateurs », qui ont été publiés dans le *Bulletin* d'avril 1908, ainsi qu'à l'avis qui figure à la seconde page de la couverture des *Mémoires*, et à les suivre strictement, dans

l'intérêt de la Société, et aussi dans l'intérêt de leurs travaux, qui seront imprimés bien plus correctement s'ils nous remettent de bons manuscrits. Précisant ce qui n'était qu'indiqué au début de ces « Conseils », nous dirons que les travaux à imprimer doivent être écrits sur du papier in-folio ou in-quarto, avec marge équivalant au tiers de la feuille. Nous ajouterons que, pour écrire lisiblement, il faut avant tout écrire gros et espacer ses lignes; enfin, que les personnes dont l'écriture est décidément mauvaise auront tout avantage à recopier ou à faire recopier leurs articles à la machine à écrire.

Le Bureau se verra dans la nécessité de retourner à leurs auteurs les manuscrits qui, ne remplissant pas ces conditions, seraient trop difficiles à imprimer et entraîneraient par suite pour la Société des dépenses excessives.

II. — Notre Société possède une bibliothèque ouverte à tous ses membres et qu'elle tient à enrichir. Aussi sera-t-on reconnaissant à nos confrères de lui offrir tous leurs ouvrages ou tirages à part, ou, à défaut de tirages à part, les numéros de périodiques dans lesquels auront paru leurs articles.

Un compte rendu sommaire des travaux de toutes sortes publiés par nos confrères et concernant la Lorraine sera inséré dans la bibliographie du *Bulletin*, quand ces travaux auront été envoyés en double exemplaire.

III. — A plusieurs reprises (par exemple en 1910, p. 142, 164, 262), le *Bulletin* a servi d'intermédiaire entre les membres de la Société pour demander et transmettre des renseignements. Pensant rendre service à nos confrères et faciliter leurs études, nous comptons bien maintenir et développer cette pratique. Le *Bulletin* deviendra ainsi plus vivant et plus efficace, et il facilitera la collaboration, l'échange des idées et des indications de toutes

sortes si nécessaire dans les sciences historiques et archéologiques.

Il va de soi que nous écarterions les questions futiles, et celles dont la solution se trouve sans peine dans tous les ouvrages les plus répandus ; on ne se propose pas en effet de dispenser nos confrères de faire des recherches, mais de les aider quand leurs recherches, poussées consciencieusement, n'ont pu aboutir. Le *Bulletin* ne publie que de l'inédit, et il ne saurait sans déchoir, ni reproduire des détails déjà imprimés ailleurs, ni même renvoyer à des livres connus de tous.

MÉMOIRES

Les « *Epinicia* » d'Alphonse de Rambervillers.

Dans les divers articles que nous avons, M. Duvernoy et moi, consacrés à Alphonse de Rambervillers, les *Epinicia* n'obtiennent qu'une brève mention. En effet, nous ne connaissions de ce poème latin, jusqu'à ces derniers temps, que le titre ; c'est Rambervillers lui-même qui le cite dans une lettre à Peiresc, du 30 avril 1621 (1). Quant au livre lui-même, on avait perdu ses traces. Nos recherches dans les principales bibliothèques de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Autriche, étaient restées sans résultat. Cependant le poème avait bien réellement paru au commencement du XVII^e siècle, et M. Urbain (2) en signalait un exemplaire, figurant dans le catalogue de la librairie

(1) Cf. Ch. URBAIN, *Un amateur lorrain correspondant de Peiresc*, Paris, 1896, p. 37. — Cette brochure est extraite du *Bulletin du Bibliophile* pour 1896.

(2) Même *Bulletin*, 1897, p. 44.

Techener (nov.-déc. 1896, n° 10 024). J'eus la pensée de m'adresser au successeur de Techener, à M. Henri Leclerc, mais il ne put me fournir aucun renseignement sur la personne aux mains de laquelle était passé l'intéressant volume. Mon ami, M. Bonnefon, conservateur à la Bibliothèque de l'Arsenal, me conseilla de m'adresser au comte de Pange ; M. Duvernoy se hâta de lui écrire, et nous fûmes très étonnés d'apprendre, par son obligeante entremise, qu'un exemplaire probablement unique des *Epinicia* se trouvait au British Museum, sous la cote C. 57. d. 2. Restait à le consulter, et même, si l'on pouvait, à en prendre copie. Cela nous fut malheureusement impossible ; mais, pendant les grandes vacances de 1910, un de mes amis, M. Walter Thomas, professeur de langue et de littérature anglaise à la Faculté des lettres de Lyon, étant de passage à Londres, a bien voulu se charger de décrire et d'analyser le volume. Ce sont ses notes que je communique aux érudits lorrains, et l'article, à vrai dire, devrait être signé de lui.

Cet exemplaire du British Museum contient, reliés ensemble à une date récente, l'*Apocalypsis Bohemica* et les *Epinicia*. La feuille de titre des *Epinicia* n'offre ni le nom de l'auteur, ni celui du lieu, ni celui de l'éditeur. Nulle part ne se montre la moindre approbation, le moindre permis d'imprimer. L'opuscule compte 50 pages in-4° et environ 1.100 hexamètres.

Voici le titre exact, offrant quelques variantes avec celui qui se trouve dans la lettre à Peiresc : *Epiniciorum A populo | christiano, post | deletos acie Pragensi perduelles | , Deo, | Sanctis, | Ferdinando Caesari Invictissimo | , Maximiliano Bavariae duci fortissimo, caeterisque piae militiae, | tam superstitibus quam fato functis bellatoribus | , exhibendorum | Pegmata Sacra | . Opus ex Apocalypsi Bohemica jam ab anno edita prodiens, mira | sane reconditae eruditionis varietate*

excultum, ad Dei, fit | deique gloriam promovendam, et calamitates, quae Bo | hemiae et Germaniae imminet, avertendas, per | -quam utile, et summopere necessarium | . Cum examine et licentia superiorum. MDCXXI.

Au-dessous, une gravure. Elle représente un ange qui élève dans sa main droite une épée flamboyante et foule aux pieds un serpent, un dragon et un milan ; dans sa main gauche il tient une table portant l'inscription : *Omnes gentes, plaudite manibus, jubilate Deo in voce exaltationis. Quoniam Dominus excelsus, terribilis, Rex magnus super omnem terram, subjecit populos nobis, et gentes sub pedibus nostris. Psal. 46.*

A gauche de la gravure, figurent des trophées d'armes et des canons ; à droite, des instruments de musique.

Page 1, le titre est répété.

Les quatre premiers vers du poème sont les suivants :

Aliger Empyreae Cursor mirabilis aulae,
Sancte Dei Vates, fidiissime Praeco Tonantis,
O mihi quam vera cecinisti oracula voce,
Pannonici cuperem cum finem agnoscere belli !

L'auteur chante la victoire de César sur les rebelles et les hérétiques ; il invoque l'aide divine. La Germanie avait apostasié, mais les Autrichiens ont défendu l'antique foi. L'Hérésie en personne a appelé le peuple aux armes ; la Bohême dans sa folie a fait la guerre à ses propres rois. Voici que Ferdinand se décide à secourir ceux qui ont servi fidèlement sa cause et celle de l'Église.

Invitus sic arma capis, fortissime Caesar,
Haud tamen humanis confidis viribus omni
Ex animo, sed spem supremo in Numine ponis.

Ferdinand adresse à Dieu une prière :

Parte sed ex alla populi stat turba rebellis
Pannoniae, vetito sociatus foedere Belga,

Errorisque tenax Germanus, Turca, Britannus
Et Dacus et Scythicis erumpens Tartarus antris,
Et reliqui, quorum mentes malus occupat Error,
Infestis coeunt animis et robore toto
Austriaci tentant excindere culmen honoris.

Frédéric vaincu s'enfuit devant le César Ferdinand.

Sic ope divina colubri se nexibus Ales
Liberat et coetu sociarum freta volucrum,
Cornices avidas, Miluumque fugavit edacem
Perdomitoque suas rupes ex hoste recepit.

Le Palatinat est envahi et le poète se répand en actions de grâces.

Vos ideo, coeli qui lucida regna tenetis,
O animae quas vera quies et plena bonorum
Copia summorum facit omni ex parte beatas,
Reddite pro nobis, nunc vota ardentia, grates
Immensasque Deo cupida persolvite mente.

Le ciel résonne de louanges ; la Piété, la Prudence, le Salut du peuple apparaissent au poète et célèbrent le triomphe impérial. Ici de nouvelles allégories se pressent sous la plume de Rambervillers ; il apostrophe avec emphase Maximilien, le duc de Saxe, Spinola, les mânes des combattants qui ont péri pour la foi. Cependant la Bohême se lamente des ravages qu'elle subit ; elle appelle Ferdinand et renie Frédéric. Alors la Germanie apparaît au poète et déplore sa décadence :

Namque Dei timor omnis abest, omnisque vetustae
Relligionis honos, et coeli cura recedit.

Elle appelle son peuple à l'union, à la soumission envers l'empereur, et fait l'éloge de l'Autriche que Dieu protège visiblement. Le poème se termine par l'énumération des signes certains de cette faveur divine.

Telle est cette épopée qui se rapproche beaucoup, pour la composition, les procédés et le style, de l'*Apocalypsis Bohemica*. Il nous paraît intéressant de signaler les nombreuses gravures, dessinées de la main même de Rambervillers, et dont il a illustré son œuvre.

P. 17. La Trinité et la Vierge parmi les Anges. Au-dessous l'inscription : *Gloriosum et eucharisticum pegma Deo Virginique Matri, et Sanctis ob contritas acie Pragensi perduelles sacrum* (1).

P. 19. Deux médailles gravées, face et revers, avec cette indication : *Numismata ad Dei gloriam cusa pro Victoria Pragensi*. L'une représente à l'avvers une couronne entre deux glaives et deux palmes, et porte l'inscription : *Caeli primata favore, VI idus Novembres 1620* ; au revers est figurée une femme que la foudre écrase, avec ces mots : *Rebellio desuper icta jacet*. — La seconde médaille montre un ange qui relève l'Église affaissée à terre : *Surgit honore geminato*. Au revers, le ciel avec une couronne, la terre avec un trophée d'armes : *Sed e caelo in solo*.

P. 21. Un portique de trois étages avec, au sommet, une statue triomphale, *Gloria*. Au troisième étage, à gauche, une statue : *Salus populi*. A droite, une autre statue armée du foudre et d'un glaive : *Terror in hostes*. Au centre, un aigle à deux têtes. — Au deuxième étage, quatre statues qui sont, de gauche à droite : *Pietas, Prudentia, Fortitudo, Foelicitas* (sic). — Au bas, cinq statues, de gauche à droite : *Hector, Alexander, Traianus, Scipio, Caesar*. En bas, cette inscription : *Arcus duplex triumphi Caesaris Ferdinandi Invictissimi*.

P. 24. Deux médailles, avec cette inscription entre elles : *Numismata Caesaris Invictiss. ob deletos hostes*. — Celle de gauche porte à l'avvers un aigle vainqueur : *Emicat hoste domito sic*, au revers une pyramide couronnée du

(1) La bataille de Prague, ou de la Montagne blanche, fut gagnée par les Impériaux le 8 novembre 1620.

globe impérial et de la croix : *Manet inconcussum*. — Celle de droite montre sur l'avvers une main portant une couronne : *Sine fine dedit imperium*, et sur le revers un écu repoussant des traits : *Abilis* (sic) *ritu nullo penetr.*

P. 26. Porche à deux étages, dominé par une statue qui porte une palme et deux couronnes : *Gratia*. — A l'étage supérieur deux statues qui sont, de gauche à droite : *Fama* et *Prosperitas*; au-dessous, quatre autres : *Fides*, *Labor*, *Justitia*, *Integritas*; on lit la devise : *Moles victoriae Maximiliano Boiorum Duci fortiss. posita* (1).

P. 29. — Deux médailles : *Numismata Bavarica propter victoriam Pragensem*. Celle de gauche montre les troupes ennemies fuyant devant uné tempête : *Adestis vestris sic rebus*. Au revers un ange offre un laurier : *Labore tuo stat parta*. — Celle de droite est présentée par une main. Inscription : *Caesar Augustus Pater Patriae* au centre, et en exergue : *Caesari quae Caesaris*. Le revers représente un autel avec une couronne et un globe; en l'air, une palme. *Utrumque debetur*.

P. 30. Une pyramide surmontée d'une statue qui porte en main sceptre et couronne. A droite et à gauche deux Victoires. *Piramis fidelitatis Duci Saxonico constructa* (2).

(1) Maximilien I^{er}, duc de Bavière (1598-1651), porta à partir de 1623 le titre d'électeur. Il était chef de la Ligue catholique en Allemagne, et avait épousé Élisabeth de Lorraine, fille du duc Charles III, deux motifs pour lui assurer le respect d'Alphonse de Rambervillers et le faire glorifier dans son livre. De plus, c'était le général bavarois Tilly qui avait gagné la victoire de Prague.

(2) Le duc électeur de Saxe, Jean-Georges I^{er} (1611-1656), était resté fidèle à l'empereur pendant toute cette guerre; il ne se détacha de lui que onze ans plus tard, en 1631, pour se joindre à Gustave-Adolphe. L'électeur palatin étant calviniste, les princes luthériens, dont était l'électeur de Saxe, ne le soutinrent pas dans sa lutte contre l'empereur : ce prince, disaient-ils, n'avait échappé aux griffes de l'antechrist de Rome que pour tomber dans celles de l'antechrist de Genève. (SCHILLER, *Hist. de la guerre de Trente-Ans*, traduct. Carlowitz, p. 91.)

P. 31. Une médaille, dont une des faces, à gauche, représente une couronne impériale : *Soloque Coeloque*. Sur l'autre face, à droite, on voit une corde nouée qui semble descendre, et un renard et un lion qui s'enfuient. *Nec laesus ab illo nec ab hoc*. — *Numismata saxonica ob fidem servatam*.

P. 32. Statue équestre, avec cette inscription : *Statua equestris virtutis bellicae ergo marchioni Spinulaeo (1) conflata*.

P. 33. Obélisque avec divers signes hiéroglyphiques, qui sont, de haut en bas : un coq, un bœuf, des foudres, un lion terrassant un dragon, un blason. — Des deux côtés de l'obélisque, deux autels. — *Obeliscus Hieroglyphicus comiti Bocquoio ob Martios labores confectus (2)*.

P. 35. Un cénotaphe entouré de couronnes : *Polyandron iis qui in pugna pro fide fortiter ceciderunt*.

P. 36. Une femme couronnée et éplorée. Au second plan, un pays ravagé par la guerre. *Bohemiae afflictae simulacrum*.

P. 41. Une figure de femme couronnée, au manteau déchiré. Dans le fond, une ville en flammes : *Germaniae lamentantis apparitio*.

P. 48. Titre : *Miracula ad asserendam Domus Austriae Magnitudinem ac Potentiam a Coelesti Numine edita*. En haut, à gauche, une gravure : *Rudolphus Haspurgensis Parocho Sacrosanctam Eucharistiam gerenti equum tradit, et dono dat, et ab eo expeditionem accipit* : An. 1240. Francisc. Guil. lib. 6. Ger. de Rov. Ann. Austr. lib. 6.

En haut, à droite, gravure : *Sanctimonialis propinqua*

(1) Sans doute le marquis de Spinola, qui commandait les troupes espagnoles des Pays-Bas et envahit le Palatinat pendant que l'électeur avait à défendre la Bohême.

(2) Le comte de Bucquoy (1561-1621), général autrichien, combattit à la bataille de Prague.

et sancta Monasterii Farenensis summa in terris honorum fastigia Rudolpho Haspurgensi postea Imperatori, posterisque a Deo promittit. Iad. Anth.

En bas, à gauche, une gravure : *Vates pius Frederico 2 Imperatori Rudolphum rerum post se potiturum, et maxima nepotibus imperia traditurum asserit eodem tempore.* Cuspicin Gerard et al.

En bas, à droite, carte de l'Amérique. Un ange y dirige trois vaisseaux : *Maxima Americae, Peruanae, Magellanicae et Indiae Imperia in Austriacorum Principum potestatem sub Carolo 5 Imperatore ann. sal. 1519 deveniunt* (1).

Tel est ce poème, publié sous le règne de l'empereur Ferdinand II (1619-1637). Il paraît offrir un intérêt documentaire ; un historien y trouverait sans doute plus d'une allusion à des événements curieux ou peu connus ; l'esprit, les sentiments des Lorrains de cette époque, leur sympathie pour la maison d'Autriche et le catholicisme, ont sans doute déposé leur empreinte dans ce poème emphatique, écrit d'un style vague, et pourtant sincère. J'ai cru devoir en faire l'analyse, et décrire même les gravures dont il est orné ; le symbolisme de l'auteur intéressera peut-être ceux de mes confrères qui sont spécialistes en ces matières. Au surplus, c'est Rambervillers qui est le dessinateur de ces figures, et rien de ce qui le concerne ne peut laisser indifférents les érudits Lorrains. S'en trouvera-t-il un parmi eux à qui sa situation et ses loisirs permettront de prendre, au British Museum, la copie complète et même le cliché photographique de ce volume, probablement unique au monde ? Une publication intégrale des *Epinicia* s'impose-t-elle ? Je ne prétends pas répondre d'avance à ces questions, ni même les soulever bruyam-

(1) Charles-Quint, déjà roi d'Espagne et des Indes, devint empereur en 1519.

ment, mais il ne me déplait pas d'attirer sur tous ces points l'attention du public lettré.

R. HARMAND.

La grotte du Géant.
(Fouilles de 1907 et 1908.)

Quand nous avons exploré, en 1900, la grotte dite du Géant, située à la limite des territoires de Villey-le-Sec et de Maron, mon collègue M. A. Poirot et moi (1), nous n'avons pas jugé à propos d'achever de vider le reste du couloir qui se trouvait au fond de la grotte, au delà de l'endroit où nous avions découvert une sépulture néolithique. Nous n'avions pas à ce moment à notre disposition les moyens de remédier au danger des éboulements pouvant survenir par suite du mauvais état de la voûte dans cette partie de la grotte.

J'ai fait reprendre le travail en 1907 et en 1908 (2), et pousser suffisamment à fond pour m'assurer qu'il n'y avait plus de chances de faire désormais aucune découverte.

Le couloir venait aboutir à une petite chambre, et était presque complètement obstrué par les éboulis et les matériaux ramenés de la chambre, qui avait été fouillée jadis par M. Husson et par des ouvriers habitant la grotte, lors de la construction de la voie ferrée. Ce passage n'était pas le seul par lequel on pouvait accéder à la chambre : on y arrivait également en suivant le troisième couloir de gauche, mais en rampant sur les mains et les genoux.

(1) J. BEAUPRÉ, *Note sur une sépulture néolithique découverte en 1900 dans la grotte du Géant.* (B. S. A. L., 1901, p. 8.)

(2) Étaient présents MM. C. Drouet, A. Poirot, J. Noël, A. de Novital et E. des Robert.

A une distance d'un mètre environ de l'endroit où se trouvait la sépulture, le sol descend, en même temps que le plafond s'abaisse, et le passage se rétrécit.

Comme je l'ai dit, le couloir était rempli de pierres venant de la voûte, de terres descendues par l'ouverture se trouvant dans le plafond de la chambre, et de débris de toutes sortes, rejetés soit de celle-ci, soit de l'entrée de la grotte. Au milieu de ces matériaux se trouvaient des débris appartenant à toutes les époques : poteries, ossements, etc., jusqu'à des ferrailles dont un éperon du ^{xvii}^e siècle et des morceaux de tuyaux de plomb.

Seule une couche de terre très fine, de coloration jaune, à peine épaisse de 0^m10, recouvrant la roche en place dans la partie la plus profonde de la fissure, présentait de l'intérêt, car elle n'avait pas été remaniée, au moins par places.

Elle m'a donné plusieurs fragments assez volumineux d'andouillers de renne.

J'ai adressé quelques-uns de ces débris à M. le Dr Capitan, en le priant de vouloir bien confirmer cette détermination. Ce sont, en effet, des restes d'un renne de petite taille, de même que celui dont on a signalé des ossements dans les grottes des environs de Saint-Mihiel.

COMTE J. BEAUPRÉ.

Une épitaphe lorraine en Bohême.

Un membre de la Société dunoise (de Châteaudun), M. A. Tivollier, professeur à Vienne (Autriche), veut bien envoyer à notre Société une épitaphe concernant un personnage d'origine lorraine. Il l'a trouvée dans l'église,

datant du xvi^e siècle, de Tabor, petite ville du sud de la Bohême, fameuse depuis les guerres des Hussites :

SIGY HAUT ET PUISANT SEIGNEUR
MESSIR COMTE DE JOYEUSE, EQUIER,
CHEVALIER, SEIGNEUR DE PETIT SIVRY
SITUÉE EN LORAINÉ, BAILLIAGE DE
LONQUION, CHAMBELLAN ACTUEL DE
LL. MM. IMP. ROY. APOST. ET GÉNÉRAL
MAJOR DE LEURS ARMÉE ; QUI A SERVI
A LA MAISON D'AUTRICHE L'ESPACE
DE L'ANS, NÉE AU DIT PETIT SIVRY
LE XXV DE NOVEMBRE MDCLXXXIX
DEG, AI LE XVIII DE SEPTEMBRE
MDCCLXXV A SA TERRE DE MIESCHITZ
PRIEZ DIEU POUR SON AME.

Petit-Sivry (actuellement-Xivry) est un hameau de la commune de Grand-Failly, située entre ce village et le bourg de Longuyon, chef-lieu du canton. En nous reportant à l'état civil de cette paroisse, analysé dans *l'Inventaire sommaire des Archives de Meurthe-et-Moselle*, E. Suppl. 615, nous trouvons que Jean-Baptiste, fils de Claude de Joyeuse de Champigneules, seigneur de Petit-Xivry, et de Marie-Catherine de Gorcy, y a été baptisé le 22 novembre 1699. Nul doute que ce Jean-Baptiste de Joyeuse ne soit le même dont on nous communique l'építaphe, malgré l'erreur très légère et très explicable dans la date de naissance, 25 novembre au lieu du 22 (1). Dans l'état civil de Longuyon (2), nous voyons que Claude de

(1) L'ignorance du français explique une autre faute de l'inscription, à la ligne antépénultième : *deg ai* est sans doute mis pour *décédé*.

(2) Même *Inventaire*, E. Suppl. 695.

Joyeuse-Sivry avait épousé Marie-Catherine de Gorcy, fille de Philippe-François de Gorcy, seigneur du Picon, et de Nicole de Villechaulle, le 25 novembre 1694, en la paroisse de Longuyon.

On trouve, au xvii^e et au xviii^e siècle, un certain nombre de personnages du nom de Joyeuse établis en Lorraine. Nous n'avons pu déterminer leurs rapports de parenté avec la célèbre famille des comtes, puis ducs de Joyeuse, originaire du Vivarais, et qui tint une haute situation à la cour de France à la fin du xvi^e siècle (1). Une branche de cette famille est celle des comtes de Grandpré, dont l'un fut gouverneur de la forteresse lorraine de Stenay (2). C'est peut-être de cette branche que sont sortis les Joyeuse lorrains. Parmi ceux-ci, Jean-Baptiste, dont on vient de lire l'épithaphe, n'est pas le seul qui ait pris du service en Autriche : en 1770 et 1771, on relève la mention de Jean-François, comte de Joyeuse, ancien capitaine de dragons au service de l'empereur (3).

Nous remercions vivement M. Tivollier de son obligeante communication, qu'apprécieront sans aucun doute tous les lecteurs du *Bulletin*. Il est à désirer qu'à son exemple, on nous fasse connaître les épithaphe et autres documents lorrains qui se trouvent encore à l'étranger ; nous nous empresserions de les publier avec tous les éclaircissements que nous pourrions réunir.

E. DUVERNOY.

(1) La généalogie de ces Joyeuse est dans le P. ANSELME, *Histoire généalogique...*, 3^e éd., t. III, p. 801-845.

(2) *Ibid.*, p. 843-844.

(3) Même *Inventaire*, E. Suppl. 614, 615.

CHRONIQUE

Versement de membre perpétuel.

A versé la somme de 200 francs dans les conditions indiquées à la délibération du 8 avril 1891, et est, en conséquence, devenu membre perpétuel de la Société d'archéologie lorraine : M. André DE BOISSONNEAUX DE CHEVIGNY, au château de Martigny, par Longuyon.

L' « Histoire de Nancy » à l'Académie française.

Dans son rapport sur les concours de l'année, lu à la séance publique de l'Académie française du 8 décembre 1910, le secrétaire perpétuel de la Compagnie, qui est un historien, M. Thureau-Dangin, s'exprime ainsi sur l'*Histoire de Nancy* de notre confrère, M. Pfister :

...Autrefois, le premier venu ne jugeait pas téméraire d'écrire une histoire universelle. Aujourd'hui, telle est notre exigence légitime de précision et d'exactitude, telle est aussi l'abondance des sources d'information, qu'on n'oserait pas entreprendre, je ne dirai pas une histoire universelle, mais même l'histoire d'un seul pays, à moins de s'y mettre à plusieurs, comme il se fait, sous nos yeux, chacun sait avec quel succès. L'historien isolé se borne à un règne, parfois à quelques années de ce règne, je dirai presque à quelques journées, car ce besoin du détail ne va pas sans exagération. Mais n'est-il pas une autre manière de préciser, en s'attachant non plus à une courte période, mais à une fraction du pays, à une province, à une ville ? Ainsi, depuis quelque temps, les histoires locales se multiplient-elles, nous révélant, ce qu'on paraissait avoir oublié, qu'il y avait en France, au *xvii^e* siècle, autre chose que Versailles, sous la Révolution autre chose que Paris. Mouvement fécond dont on peut déjà augurer qu'il élargira notre connaissance du passé, et que, sur certains points même, il la renouvellera. Il appartenait à l'Académie de reconnaître l'importance de ces travaux, en décernant, cette année, le grand prix Gobert à l'une de ces histoires locales, l'*Histoire de la Ville de Nancy*, par M. Pfister.

De toutes les provinces qui ont été successivement réunies au royaume de France, la Lorraine est la dernière venue, non

celle qui nous est aujourd'hui la moins chère, ni la moins attachée. Plusieurs historiens, et de ceux que nous nous honorons d'avoir possédés parmi nous, ont écrit sur la Lorraine. Mais la ville de Nancy, justement fière de son passé, a voulu avoir son histoire propre et elle en a chargé l'un des professeurs de son Université. De là, après de longues et consciencieuses recherches, les trois gros volumes in-4^o de plus de 1000 pages chacun, que nous présente M. Pfister. L'œuvre, au premier abord, en impose un peu par sa masse et par son poids, et l'on est tenté de se demander si l'auteur, après avoir découvert tant de choses dans ses recherches, n'a pas eu tort de vouloir tout faire rentrer dans son livre. Cependant, à pénétrer dans ces gros volumes, on s'y dirige avec aisance ; tout est bien ordonné, clairement exposé. Si l'auteur n'omet rien de ce qui est de son sujet, il n'en franchit pas les limites ; tout l'intéresse de ce qui se passe à Nancy, fait local ou contrecoup des événements du dehors, mais il s'y tient et ne se laisse jamais entraîner dans l'histoire générale. Ce qu'il nous apprend de l'évolution des mœurs, des manifestations de l'art, de la physionomie successive de la cité, n'est pas la partie la moins fouillée ni la moins curieuse de son œuvre. La langue est sobre, l'érudition sûre, les jugements probes. L'Académie s'est plu à récompenser une œuvre aussi considérable, et à témoigner par là de ses sentiments pour cette noble ville de Nancy, gardienne vigilante des « amitiés françaises » sur notre frontière mutilée.

BIBLIOGRAPHIE

— M. Marius VACHON consacre à la Lorraine, et surtout au Palais ducal de Nancy, une partie du chap. XV de son livre, *La Renaissance française, l'architecture nationale, les grands maîtres maçons*. Paris [1910], in-4 ill.

— Dans les *Annales de géographie* du 15 novembre 1910, p. 440-455, M. Gaston GRAVIER étudie *La plaine lorraine*, c'est-à-dire le pays essentiellement agricole qui s'étend entre la base

des Vosges et les côtes calcaires de la haute Meuse et du pays de Haye, et dont Mirecourt et Lunéville sont les principaux centres.

— Notre confrère M. Joseph BERTHELÉ a fondé récemment la revue *Ephemeris campanographica*. Dans le premier numéro (Montpellier, mars 1910), sont exposés les travaux de deux fondateurs de cloches lorrains, Jean-Baptiste et Jules Perret, dans le Gers et le Lot-et-Garonne, de 1844 à 1857.

— M. André DUBOSCQ publie, dans le *Journal des Débats* du 4 janvier 1911, une lettre inédite de Louis XV au roi Stanislas, écrite à Strasbourg le 9 octobre 1744, et dont l'original est à la Bibliothèque de Budapesth.

— Dans la *Revue de Gascogne* de février-mars 1910, M. J. LESTRADE donne la biographie d'Antoine-Eustache d'Osmond (1754-1823), qui fut évêque de Comminges sous l'ancien régime, puis évêque de Nancy de 1802 à 1810 ; notre confrère M. l'abbé Eug. MARTIN a étudié sa nomination en 1810 à l'archevêché de Florence, dans les *Mém. de l'Acad. de Stanislas*, 1909-1910.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

COMITÉ

Ont été élus membres du Comité du Musée historique lorrain : dans la séance du 9 décembre 1910, M. René WIENER ; dans la séance du 13 janvier 1911, M. l'abbé Félix RENAULD, chanoine titulaire de la Cathédrale.

DONS

SECTION III

Par M. Ch. BOURSIER, notaire à Nancy : Cadran solaire horizontal, en étain, fondu par Nicole (xviii^e siècle).

— Le lieutenant DE GOLBÉRY, à Abbeville : Deux éteignoirs pour torches, qui se trouvaient à Nancy dans la cour de l'hôtel sis rue des Dominicains, n° 8, de chaque côté de la porte d'entrée.

— M. A. MOUILLESAUX, à Laxou : Ancien étrier.

— M. A. DELCHARD, à Nancy : Heurtoir, daté de 1712, provenant de la porte de l'immeuble Frédéric Lillig, rue Saint-Julien, à Nancy.

— Le comte Jules BEAUPRÉ : Clef du XVIII^e siècle.

Petite gourde en verre verdâtre (XVIII^e siècle).

— M. MATHIOT, gendarme à Nancy : Boulet de canon trouvé dans les ruines du château d'Omont (Ardennes).

SECTION IV

Par la VILLE DE NANCY : Reproduction phototypique d'un portrait de Mathieu Croizier, maire de Nancy (1793-1794). [4 exemplaires.]

— M. Émile DUVERNOY : 1 lithographie, portrait, par Thorelle, 3 groupes, photographie.

SECTION V

Par M. Georges DEMEUFVE : Fer à repasser, cuivre, avec ornements ciselés ; date 1827. Travail lorrain.

— M. Émile DUVERNOY : Rouet ; provenance, confins de la Franche-Comté.

— ANONYME : Aquarelle de Louis Benoit, représentant une paysanne lorraine.

ACQUISITION

SECTION III

Fer à hosties provenant de Naix-aux-Forges (Meuse) [XVI^e siècle].

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 2. — FÉVRIER 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 13 janvier 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté

Communications.

MM. le docteur Pierre Bonnette, François Boucher, Édouard Carion, Henri Honnorat et dom Jean Parisot ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

La Société a reçu les vœux de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, exprimés sous une forme poétique. M. Alexandre de Roche du Teilloy veut bien se charger de rédiger notre réponse sous une forme analogue.

Le 22^e Congrès de la Fédération des Sociétés d'archéologie et d'histoire de Belgique se tiendra à Malines en 1911, du 5 au 10 août. Plusieurs exemplaires du programme provisoire de ce Congrès sont déposés sur le bureau.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès de MM. Mathieu Mieg, mort à Mulhouse, à l'âge de 61 ans ; et Léopold Lallement, vice-président du Bureau de bienfaisance, mort à Nancy, le 6 janvier, à l'âge de 75 ans. La Société a également perdu un de ses membres les plus anciens en la personne de M. l'abbé Edmond L'hôte, doyen du Chapitre de la cathédrale de Saint-Dié.

Distinctions honorifiques.

Le général Pau a été promu grand-officier de la Légion d'honneur, et le lieutenant-colonel L'huillier, officier.

M. Léopold Lallement avait reçu, quelques jours avant son décès, la médaille d'or de l'Assistance publique.

M. Edmond des Robert vient d'être élu associé-correspondant de l'Académie de Stanislas.

Admissions.

MM. le général Goetschy, Paul Cuny, Abel Ferry, le docteur Georges Grandjean, Maginot, Jules Claretie, Henri Welschinger, Maurice Baudot, Lucien Beszard, André de Boissonneaux de Chevigny, Émile Dehayé, le vicomte du Fou, Achille Giron, Philippe Houot, Charles Mangeot, Hubert Michel, Édouard Renard et Jean Regnier, comte de Massa, sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : MM. le commandant **Driant**, député de Meurthe-et-Moselle, 47, avenue Henri-Martin, Paris, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; Jules **Forget**, conservateur des eaux et forêts, 58, rue du faubourg Saint-Jean, par

MM. le baron de Thomassin de Montbel, Pierre Boyé et Justin Favier ; **Audéoud**, commandant au 6^e hussards, à Commercy, par MM. Marcel Maure, Léon Germain de Maidy et Pierre Boyé ; Henri **Demiau**, chef de bataillon d'infanterie en retraite, 123, rue Isabey, par MM. Émile Duvernoy, Robert Parisot et Georges Pariset ; **Évrard**, chef de section principal honoraire aux chemins de fer de l'Est, 31, rue Saint-Laurent, Pont-à-Mousson, par MM. Magot, Hérissé et Pierre Boyé ; Albert **François**, 43, rue du Montet, par MM. Georges Croisier, Paul Denis et Georges Goury ; Charles **Georges**, receveur de l'enregistrement, à Vézelize, par MM. Bernard Gegout, le comte Jules Beaupré et Julien Knecht ; le colonel **Gouy**, à Villers-lès-Nancy, par MM. Maurice Degoutin, Marcel Maure et Pierre Boyé ; Georges **Hottenger**, docteur en droit, ancien notaire, 11, rue des Tiercelins, par MM. Robert Parisot, Charles Sadoul et Pierre Boyé ; l'abbé P. **Huriet**, chapelain de N.-D. de Sion, par MM. Charles Sadoul, l'abbé Eugène Martin et Pierre Boyé ; Félicien **Joly**, ancien magistrat, 5 *ter*, rue du Grand-Verger, par MM. Charles Sadoul, Justin Favier et Jean Lambert ; Gédéon **Le Duchat d'Aubigny**, 54, rue Stanislas, par MM. Edmond des Robert, Paul des Robert et André de Chevigny ; Georges **Legey**, rédacteur au *Journal de la Meurthe et des Vosges*, 22, rue Claudot, par MM. Georges Croisier, Edmond des Robert et Charles Sadoul ; Paulin **Plauche-Gillon**, président honoraire, 30, rue Gengoult, Toul, par MM. Joseph Plauche-Gillon, Eugène Spire et Loppinet ; René **Spaeth** (René d'Alsace), à Blainville-sur-l'Eau, par MM. Charles Sadoul, Pierre Boyé et René Perrout ; Louis **Thiriot**, notaire, 19, rue Levée-de-Breuil, Commercy, par MM. Edmond des Robert, le comte Antoine de Mahuet et Marcel Maure ; Gaston **Vallin**, 26, rue Stanislas, par MM. Justin Favier, Charles Sadoul et le comte Antoine de Mahuet ; Edmond

Vesque, ancien pharmacien, 43, place de la Carrière, par MM. Émile Duvernoy, l'abbé Briot et de L'Héraule; Gaston **Zeller**, diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie, 5, rue Monmory, Vincennes, par MM. Christian Pfister, Pierre Boyé et Justin Favier.

Ouvrages offerts à la Société.

Die rœmischen Terrasigillata. Tœpfereien von Heiligenberg-Dinsheim und Ittenweiler im Elsass, par R. FORRER. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1911, gr. in-8 de 242 p., avec 40 planches hors texte et 246 figures dans le texte.

Le Monument de Bosserville, aux soldats morts pour la patrie en 1793-94 et en 1813-14, historique et nécrologe, par Émile BADEL. S. l. n. d.

Les armoiries de la famille de Zievel sur une plaque de cheminée et sur une pierre tombale de l'église des Trinitaires à Vianden, par Émile DIDERRICH. Extrait de 4 p. in-8.

Recherches sur l'origine du nom d'Arc, par Edmond DES ROBERT. Nancy, A. Crépin-Leblond, 1910, 52 p. in-8. (Ext. des *M. S. A. L.*, 1910.)

Lectures.

M. Émile DUVERNOY lit une notice sur : *Le premier archiviste de la Meurthe, François Éloy (1748-1814)*. La Société en vote l'impression dans les *Mémoires* et nomme pour former la Commission de revision : MM. Alexandre de Roche du Teilloy, Charles Guyot et de Gironcourt.

M. l'Abbé Edmond CHATTON continue la lecture de son travail intitulé : *Itinéraire et ravages, en Lorraine, des reîtres sous la conduite du duc de Bouillon (1587)*.

MÉMOIRES

L'« Arbre des Fées » à Domremy se trouvait-il en un lieu mal famé ? (1)

A quelque distance au sud de Domremy, sur la lisière du Bois-Chenu et auprès d'une fontaine, existait un très vieux hêtre, que l'on appelait l'Arbre des Fées ou des Dames; il tient une place dans l'histoire de Jeanne d'Arc. Cet arbre était évidemment un but de promenade, un lieu de réunion pour les enfants et les jeunes filles; elles y allaient chanter, quelquefois danser; elles y faisaient des guirlandes ou des couronnes de fleurs et en décoraient l'arbre en les suspendant à ses branches.

L'imagination populaire se plaisait à croire que les bois étaient, surtout auprès des fontaines, habités par des êtres surnaturels : des fées demeuraient au Bois-Chenu; parfois elles étaient venues jusqu'au bel arbre. Ces créatures mystérieuses et rarement tangibles, aux formes indécises et variables, inspiraient toujours quelque crainte; on ne connaissait pas au juste leurs relations avec Dieu, les anges et les démons; on ne savait que penser de leurs sentiments et de leurs pouvoirs. Pourtant, les *dames* de la forêt n'étaient pas, ce semble, des fées méchantes, qui jettent des mauvais sorts; elles n'échappaient point aux

(1) Cet article n'est pas un travail d'érudition : je n'avais pas l'intention de le donner à la Société d'archéologie lorraine, et je l'ai lu à l'une de ses séances simplement afin d'avoir l'opinion de mes confrères. Mais, avec une obligeance à laquelle je n'ai pas su résister, ils m'ont demandé de laisser imprimer cet article dans notre *Bulletin*, comme formant une suite naturelle à celui de M. Edmond Stofflet, inséré au numéro de mai 1910.

faiblesses de l'humanité : sujettes à des tentations, elles y succombaient parfois; et depuis longtemps, paraît-il, elles ne pouvaient plus se réunir à la fontaine; l'accès leur en était interdit, à cause de leurs péchés (1).

Jeanne d'Arc, étant enfant, ne s'isolait pas tant de ses compagnes, qu'elle ne vint également quelquefois à l'Arbre des Dames; elle prenait part aux jeux innocents qui avaient lieu sous ses ramures; elle y tressait aussi des couronnes, mais elle les apportait plutôt à l'église du village pour en orner l'autel ou la statue de la Sainte Vierge, ou bien encore, à d'autres églises ou chapelles.

Tout cela serait d'un mince intérêt, si les ennemis de la Pucelle ne s'étaient servis de ce nom d'Arbre des Fées pour médire du lieu où il se trouvait et des jeunes filles qui s'y rendaient. A les croire, l'arbre était ensorcelé; l'emplacement, de mauvaise réputation; Jeanne s'y livrait à des ébats criminels; elle y rendait un culte aux fées et y fabriquait des couronnes en leur honneur; elle y avait très fréquemment des visions, dans lesquelles elle disait reconnaître les saintes Catherine et Marguerite, mais qui n'étaient que des manifestations des démons.

Dans son intéressante étude sur la légende du Bois-Chenu, publiée récemment (2), M. Edmond Stofflet a parfaitement fait ressortir le mal fondé de ces accusations. Mais a-t-il suffisamment rendu justice à l'Arbre des Fées? En lisant son petit travail, mes doutes se sont éveillés à

(1) V. à la fin. — Peut-être, cependant, ces péchés avaient-ils consisté à lancer des enchantements magiques ou des maléices sur les gens de Domremy qui venaient à la fontaine. — L'une de ces fées avait eu, auprès de l'arbre, des conversations intimes avec un seigneur de Bourlémont; Jeanne Thiessellin, l'une des marraines de Jeanne, avait entendu dire qu'on lisait cela dans un roman. (WALLON, *Jeanne d'Arc*, 1876, in-4°, p. 31. — Etc.)

(2) *La Légende du Bois-Chenu à Domremy-la-Pucelle*, dans *B. S. A. L.*, 1910, p.99-114.

la phrase suivante, que je n'avais pas remarquée lors de la lecture faite en séance de la Société d'archéologie lorraine :

« Le curé de Domremy, aux Rogations, dirigeait une procession vers le hêtre séculaire et y lisait un passage de l'Evangile selon saint Jean, pour chasser de ce lieu mal famé les malins esprits. »

Devons-nous rechercher les textes originaux que l'auteur a pu consulter (1) ? Ils sont probablement peu formels et ambigus ; car autrement il y aurait plus de précision dans l'opinion formulée. Le lieu a été calomnié, mais à tort : les jeunes filles de Domremy, et surtout la douce Jeanne, auraient-elles été si souvent se réunir en un lieu mal famé ?

Plus j'y réfléchis, plus je suis porté à croire que l'erreur provient de la fausse interprétation d'un usage qui, loin de nuire à la réputation de l'Arbre des Fées, lui serait au contraire favorable. M. Stofflet parle des Rogations ; qu'est-ce donc que ces fêtes chrétiennes ? Les Rogations sont des prières publiques et liturgiques pour les biens de la terre, qui ont lieu aux trois jours précédant l'Ascension (2) ; chaque matin, les fidèles se réunissent à l'église paroissiale ; précédés du clergé, ils se rendent, en chantant les Litanies, à une « station », où la messe est célébrée ; puis l'on se disperse, ou bien l'on revient processionnellement à l'église. Chaque jour, la station doit varier et être fixée en un lieu très différent ; elle se fait, s'il est possible, à une chapelle ; sinon, vers une croix monumentale ; à défaut, l'on élève

(1) Quelques-uns seront rappelés plus loin.

(2) Au point de vue liturgique, on distingue les Rogations majeures, qui ont lieu le 25 avril, et les Rogations mineures, aux trois jours qui précèdent l'Ascension. C'est à ces dernières que, dans l'usage, on réserve le nom de Rogations. Pour les autres, on dit d'habitude « la procession de saint Marc », ou « de la Saint-Marc », parce que la fête de cet évangéliste tombe au 25 avril ; mais il n'y a, entre les deux choses, qu'une coïncidence de date.

un autel auprès d'un groupe d'arbres, soit même sous l'abri d'un arbre isolé, majestueux et imposant.

Quelles pouvaient être les stations à Domremy ? Nous l'ignorons. A l'ouest, le village, qui s'adosse aux collines bordant le lit de la Meuse, n'a pas d'issues faciles ; on pouvait, au nord, se diriger vers la route de Greux ; ou à l'est, prendre un chemin conduisant vers Maxey ou un autre village. Au sud, côté qui seul nous intéresse, il n'y avait pas, que l'on sache, de chapelle, ni même de croix de pierre. Ne serait-ce pas au hêtre séculaire, au populaire Arbre des Fées, que se rendait la procession et que se célébrait la messe ? Or, les messes des Rogations (1), comme toutes les messes ordinaires, se terminent par la récitation du prologue du quatrième évangile (2), et ce prologue, mystérieux et transcendant, passait pour jouir d'une puissance extraordinaire contre les démons et les maléfices. On saisit aisément le parti que des gens malintentionnés, ou même seulement mal informés, ont pu tirer de ce fait. Il est d'ailleurs possible que le curé de Domremy, se souvenant des traditions sur la venue des fées, ait donné plus de solennité à la récitation de cet évangile, sans que l'on puisse en conclure qu'il considérait l'arbre et le lieu comme ayant mauvaise réputation.

Il ne me paraît guère vraisemblable que ce curé ait arrêté une procession auprès de l'Arbre des Fées, simplement pour en chasser les malins esprits en y lisant le

(1) D'après les « paroissiens » que j'ai sous la main, la même messe, dans le rite romain actuel, se dit aux trois jours ; dans le rite nan-céen de la première moitié du xix^e siècle, la messe variait chaque jour. Je ne sais quel était l'usage toulousain au xv^e siècle.

(2) Depuis l'époque moderne, le célébrant lit ce prologue, à l'extrémité nord de l'autel (supposé orienté), sur l'un des trois « cartons d'autel », vulgairement dits *canons*. Anciennement, le prêtre le récitait par cœur, en quittant l'autel.

Prologue de saint Jean. Ce sont d'autres moyens que l'on employait d'habitude en pareille circonstance : appositions de croix, de statuettes de saints, bénédictions, aspersions d'eau bénite, etc. Cependant, admettons que le curé se soit réellement rendu à l'arbre pour y opérer ainsi qu'il a été dit. Il en résulterait que ce prêtre y craignait la présence de phantasmes dangereux ou inquiétants, mais non pas que le lieu fût mal réputé. Il y avait, croyait-on, des myriades de démons dans l'atmosphère, et partout il était utile de les expulser. Le lieu où l'on bâtit une église est rarement un endroit de mauvais renom ; néanmoins, la cérémonie de consécration est, en grande partie, d'un bout à l'autre, composée de signes, de formules et de prières, destinés à chasser les phantasmes. Les cimetières, qui recevaient une bénédiction spéciale et qui d'habitude entouraient les églises, étaient, certes, des lieux de dévotion ; cependant, on y craignait l'action des démons et l'on prenait contre eux des dispositions préservatrices continues : bénitiers, lanternes des morts, etc. Les maisons d'habitation ne sont pas non plus des lieux suspects ; et, toutefois, de combien de précautions n'usait-on pas ! Les Israélites en avaient donné l'exemple, en plaçant une *mesousah* à chacune des portes de leurs demeures ; ils conservent toute l'année, comme préservatifs, du pain sans levain de la Pâque. Les chrétiens faisaient bénir leurs maisons ; ils y gardaient du buis bénit le jour des Rameaux, (1) des *agnus Dei* de cire, des roses qui, pendant l'octave de la Fête-Dieu, avaient touché l'hostie consacrée (2), etc. On pouvait appréhender l'accès des puissances mystérieuses à l'Arbre des Fées, sans

(1) Cet usage est encore très répandu ; mais l'on y voit, je crois, un signe de piété, un appel à la bénédiction divine, plutôt qu'un talisman contre les démons.

(2) Je ne sais pas à quelle époque remontait ce gracieux usage ; depuis le mouvement liturgique du milieu du xix^e siècle, on ne fait

qu'il fût pour cela maudit, non plus que le lieu qu'il couvrait de son ombrage.

M. Stofflet, à qui j'ai exposé mes doutes, a eu l'obligeance de rechercher quelques textes et de m'en faire part (1) ; ils ne me paraissent nullement contredire mon opinion.

« Le premier des douze articles de l'accusation note que *la fontaine et l'arbre sont en lieu profane.* » En effet, il n'y avait point là de chapelle, ni de croix ; la fontaine ne se recommandait pas d'un saint ou d'une sainte. Mais un lieu profane n'est pas forcément un lieu maudit.

« Dans l'enquête de réhabilitation, les habitants de Domremy affirment que Jeanne ne fréquentait pas assidûment l'Arbre des Fées. » Il est connu qu'elle ne s'y rendait pas aussi souvent que les autres jeunes filles, et il y avait motif de le dire, puisque ses ennemis lui faisaient un grief de cette prétendue fréquentation. « L'un des habitants, Michel Lebrun, explique qu'elle n'y allait pas toute seule, *parce qu'elle était toute bonne.* » Il est facile de deviner le sens de cette remarque : une jeune fille qui se rend toute seule, sans raison sérieuse, vers la forêt, est bien vite soupçonnée d'y avoir des rendez-vous peu avouables.

Voici venir maintenant l'évangile de saint Jean, évidemment le prologue dont parlent, au procès de réhabilitation, deux témoins de Domremy.

plus toucher aux roses l'hostie elle-même, mais seulement la lunule qui la renferme dans l'ostensoir.

Dans mon enfance, à Sarrebourg, j'ai vu, en cas d'orage très violent, brûler des pétales de ces roses sur une pelle à feu chauffée au rouge.

(1) M. Stofflet, étant à la campagne, s'est excusé de n'avoir pu me renseigner d'une manière aussi complète qu'il l'aurait désiré. Je le prie d'agréer mes confraternels remerciements.

« Une vieille marraine (1) de la Pucelle, Béatrix Estellin, dépose dans l'enquête : *Lorsque, la veille de l'Ascension, l'on porte les croix à travers les champs, le curé va sous cet arbre ; il y chante l'évangile.*

« Quel évangile ? Un parrain, le laboureur Jean Morel, nous l'indique. Il a ouï dire que des femmes, des dames sorcières, appelées fées, allaient dans les temps anciens, danser en chœur sous cet arbre ; mais, à ce que l'on assure, depuis que l'on récite l'évangile de saint Jean, elles n'y vont plus (2). »

Or, je l'ai dit, le célèbre prologue termine les messes des Rogations, et le curé célébrait peut-être la messe auprès de l'arbre ; c'est du moins ce qu'a trouvé Michelet, auquel M. Stofflet me renvoie lui-même et dont l'opinion paraît d'autant moins suspecte de préjugé, qu'il n'a pas vu, ce semble, la relation de cette messe avec les ambarvales chrétiennes.

Les fées, dit-il, hantaient le Bois-Chenu ; « elles aimaient surtout certaine fontaine près d'un grand hêtre qu'on nommait l'arbre des fées, des *dames*. Les petits enfants y suspendaient des couronnes, y chantaient. Ces anciennes *dames* et maîtresses des forêts ne pouvaient plus, disait-on, se rassembler à la fontaine ; elles en avaient été exclues pour leurs péchés (3). Cependant, l'Église se défait toujours des vieilles divinités locales ; le curé, pour les chasser, allait chaque année dire une messe à la fontaine (4) ». — Où donc Michelet a-t-il puisé son information (5) ?

(1) Selon l'usage du temps, Jeanne d'Arc avait eu plusieurs parrains et marraines.

(2) « *...sed, ut dicitur, postquam evangelium beati Johannis legitur et dicitur, amplius vadunt.* »

(3) « *Propter earum peccata.* Procès de revision, déposition de Béatrix. »

(4) J. MICHELET, *Jeanne d'Arc*, Paris, 1856, p. 10-11.

(5) Je n'avais pas en mémoire ce passage de Michelet lorsque

Je me suis reporté aux actes du procès de réhabilitation et ne veux point céler que, d'après la déposition de Béatrix, l'évangile, durant la même procession, était chanté en différents endroits : à l'Arbre des Fées, à la fontaine voisine et à d'autres fontaines (1).

Il fallait pourtant bien que la messe fût dite quelque part ; l'emplacement le plus désigné n'était-il pas celui de cet arbre magnifique, auprès de la source où, au dimanche de *Lætare Jerusalem* (mi-carême), les jeunes garçons et filles de Domremy allaient « faire leurs fontaines » ?

Mais, objectera-t-on, comment Béatrix n'aurait-elle rien dit de la messe ? Cette omission pourrait s'expliquer par son état d'esprit. Les termes qu'elle emploie pour désigner la procession me paraissent être une preuve remarquable des préoccupations de ce témoin féminin, obsédé par l'idée des invisibles puissances perverses. Le signe de la croix met en fuite les démons ; de même, le fameux Prologue de saint Jean : c'est donc surtout, croit Béatrix, pour chasser les esprits malins, que « l'on porte les croix à travers les champs » et que le prêtre récite l'évangile. Elle est plus frappée de cela que des « rogations » pour les biens de la terre et de la célébration de la messe. Ce qui, à ses yeux, devait accentuer le caractère talismanique de ces actes, c'est que la procession, comme elle a soin de le mentionner, avait lieu la veille de l'Ascension, fête qui marque le triomphe du Christ Jésus, vainqueur de Satan.

L'idée m'est venue que le curé célébrait peut-être la messe du mercredi des Rogations auprès de l'Arbre des Fées. Cependant j'avoue qu'aucun des témoins aux procès de Jeanne d'Arc n'en fait mention, du moins que je sache.

(1) *Et dixit quod, quando curatus, in vigilia Ascensionis, portat cruces per campos, ipse vadit sublus illam arborem et ibidem cantat evangelium, et etiam vadit ad Fontem Rannorum et alios fontes ad cantandum evangelium prout vidit.* Voir QUICHERAT, *Procès*, t. II, p. 397 ; cf. Anatole FRANCE, *Vie de Jeanne d'Arc*, t. I, p. 14-15.

Je viens de relire, dans l'ouvrage d'E. O'Reilly, que j'ai sous la main (1), le résumé des dépositions relatives à l'Arbre des Fées et je suis frappé de l'admiration que tous les témoins expriment ou laissent entendre pour cet arbre ; il paraît avoir été, en quelque manière, leur joie, leur orgueil. Ces bons paysans aiment à raconter que les seigneurs, les dames et toute leur famille, se plaisaient à aller s'y promener et s'y reposer ; ils y étaient souvent accompagnés par leurs suivantes. Ils n'y manquaient guère, ce semble, le jour de *Lætare*, et y emmenaient les jeunes filles du village. Toutes ces dépositions donnent l'impression d'une sorte de culte rustique pour le bel arbre ; on en parle ainsi que d'un ami, comme avec une émotion respectueuse et reconnaissante.

L'un des habitants de Domremy, Gérardin, qui vient de rappeler le printanier dimanche des Fontaines, s'écrie : « Cet arbre est énorme et beau comme un lis en cette saison, avec son épais feuillage et ses branches qui s'étendent au loin et tombent jusqu'à terre(2) ». — Ce hêtre était « beau comme un lis » : ce n'est pas d'une telle expression que l'on ferait usage pour un arbre suspect !

Non, je ne puis le croire : ce n'est nullement parce qu'il considérerait le lieu comme sinistre, que le curé allait réciter l'évangile et, assez vraisemblablement, dire la messe auprès du beau hêtre ; la messe qu'il célébrait à cette procession était celle du troisième jour des Rogations, mercredi, veille de l'Ascension. Peut-être, au lieu de réciter simplement, à voix basse, à la fin de la messe, le prologue du 4^e évangile, le lisait-il à haute voix, ou même le chantait-il (3), afin d'empêcher le retour des fées et d'expulser tous les phantasmes.

(1) E. O'REILLY, *Les deux procès... de Jeanne d'Arc*, t. I, 1868, p. 184-91.

(2) *Idem*, p. 187.

(3) Je crois deviner une amplification féminine dans l'opinion que

Mais l'arbre n'était pas maudit ; l'emplacement n'avait pas mauvaise renommée ; on l'estimait digne d'être choisi pour l'une des stations des Rogations. Cet endroit où les enfants, les jeunes filles de Domremy, se réunissaient volontiers, et où la pieuse Jeanne les rejoignait quelquefois, n'était pas un lieu mal famé.

L. GERMAIN DE MAIDY.

11 juin 1910.

Sur l'église de Tomblaine.

Au mur du côté épître de cette église, est scellée, à 2 mètres environ de hauteur, une pierre de taille encadrée d'une moulure, avec inscription en capitales rouges :

NICOLAS JEANMAIRE ET
CLAUDON AUBERTIN ONT
FAICT BASTIR CESTE CHAP[ELLE]
EN L'AN 1614. PRIÉS DIEU POUR
EULX.

Il est évident que cette pierre avec son inscription est rapportée, car l'église actuelle de Tomblaine, comme nous allons le dire, date de la fin du xviii^e siècle seulement. L'Etat du temporel des paroisses, rédigé par l'abbé Rice en 1712, nous apprend ce qu'était la chapelle en question : « Il y a à côté de l'église une chapelle de Saint-Nicolas, qui a été fondée par Nicolas Jeanmaire et Claudon Aubertin, le 14 février 1617, reçue par J. Simonin, protonotaire apostolique. Cette fondation est aujourd'hui annexée à la cure ; il se dit dans cette chapelle

le curé *chantait* l'Évangile. Jean Morel dit que cet évangile était *lu et récité : legitur et dicitur* (v. plus haut).

deux messes par mois (1) ». Il nous fait aussi connaître que l'église de Tomblaine était alors annexe d'Essey, et que la dîme de ces deux lieux appartenait pour un tiers à l'abbaye de Gorze, pour un tiers au prieuré de Flavigny, pour un tiers au curé. Son patron était saint Pierre-ès-liens.

L'église de cette époque était déjà bien délabrée en 1709, car, à cette date, il fallut en refaire les murailles et en réparer diverses parties (2). On ne réussit par là qu'à gagner du temps ; de plus, la population du village avait augmenté, et une délibération des habitants, du 16 avril 1780, constate que l'église est devenue insuffisante, et qu'il est nécessaire de la faire plus grande. Tout d'abord, la communauté doit engager un procès avec les décimateurs pour les obliger à contribuer à la dépense (3). En 1783, elle met en adjudication les fondations de l'église, ce qui montre qu'il s'agit d'une reconstruction totale ; en 1786, elle traite avec un charpentier de Nancy, Jacques Lapointe, pour la charpente du clocher (4). Dès 1784, elle avait dû, pour payer ces travaux, vendre, au prix de 6.000 fr., un pré communal de 28 fauchées (5). Cette même année, le 18 janvier, l'église était bénite par Pierre Tous-saint, curé d'Essey et Tomblaine, assisté de Charles-Fiacre Toussaint, — peut-être son frère, — prêtre de la communauté de Saint-Sébastien de Nancy (6).

E. DUVERNOY.

(1) Arch. de Meurthe-et-Moselle, B. 288, fol. 144.

(2) Arch. communales de Tomblaine, DD. 1.

(3) *Ibid.*, FF. 4.

(4) *Ibid.*, DD. 3.

(5) *Ibid.*, FF. 6.

(6) *Ibid.*, GG. 2. — Notons qu'il y a quelques années, l'église de Tomblaine a été de rechef restaurée et agrandie, et une inscription sur marbre blanc qui se voit dans la chapelle du bas, côté évangile, nous apprend qu'une nouvelle bénédiction a été faite le 18 décembre 1892.

Un heurtoir du dix-huitième siècle au Musée historique lorrain.

Notre confrère M. Delchard vient d'offrir au Musée historique lorrain le heurtoir reproduit dans le présent numéro du *Bulletin*. Cette intéressante pièce de notre ferronnerie lorraine au commencement du XVIII^e siècle ornait la porte de la maison sise à Nancy, rue Saint-Julien, n^o 64. Conçu dans le style qu'on est convenu d'appeler « style Léopold » et qui est une simplification bien lorraine du style Louis XIV, ce heurtoir, d'un beau dessin, est daté de 1712. On remarquera les deux têtes d'aigles qui en ornent le battant ; allusion probable aux supports des armes de Lorraine, ce motif de décoration fut utilisé dans bon nombre de morceaux de ferronnerie de notre région, sur les plaques de targettes et de clanches à ponce en particulier ; traité un peu différemment, nous le retrouvons sur les objets en bois sculpté dits de Bagard.

Notons que l'immeuble sur la porte duquel s'étalait ce beau heurtoir, appartenait vers cette époque à M. Nicolas Richard, auditeur maître des Comptes de Lorraine, seigneur de Lesse, Bacourt et autres lieux, auquel il provenait « de son ancien », et à dame Charlotte Parxel, son épouse. Le 29 avril 1747, par acte reçu chez Duhomme, tabellion général en Lorraine résidant à Nancy, ils vendirent cette maison à M. Pierre Gaucher, avocat et substitut du procureur général en la Cour souveraine de Lorraine et Barrois.

Souhaitons qu'au moment où nous allons ouvrir une salle de ferronnerie, quelques propriétaires nancéiens veulent bien suivre le généreux exemple de M. Delchard, et enrichir la collection de serrurerie du Musée historique lorrain.



HEURTOIR DE PORTE
AU MUSÉE HISTORIQUE LORRAINE

Réponse de la Société d'archéologie lorraine.

O utinam possem bene respondere saluti
Quam mihi nascentem miranti mittis in annum !
Nunc gelidam Phœbus Nanceium non amat urbem,
Ut cogar timidos in pectore condere sensus.
Æstas cum veniet, fecundo fervida sole,
Mens mea tentabit meritas expromere grates ;
Spes incerta tamen : multos Lotharingia doctos,
Fortes, alma viros peperit, sed rara poetam.
Mitte tui radios, foveant qui corda, caloris ;
Sic patriæ varias junget concordia vires !

Nancy, janvier 1911.

BIBLIOGRAPHIE

— Dans la *Revue belge de numismatique et de sigillographie*, 4^e livr. de 1910, M. Alph. DE WITTE reproduit la médaille offerte à Charles-Alexandre de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, par dom Thomas Mangeart, religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Vanne et de Saint-Hydulphe, l'auteur de *l'Introduction à la science des médailles*. Une notice documentée accompagne la reproduction de cette pièce « d'une médiocre valeur artistique, à laquelle on a donné le module des médailles des ducs de Lorraine gravées par le célèbre Saint-Urbain, afin qu'elle puisse prendre place dans cette série.

« Le droit signé P. B. HARREVYN, offre le portrait en profil du duc Charles de Lorraine, la tête nue, à droite. Une riche cuirasse lui couvre la poitrine. Il porte au cou l'Ordre de la Toison d'Or.

« La légende est : CAROLUS ALEX. DUX LOT - ET BAR BEL - GUB - GEN. »

Six pages de la revue sont nécessaires pour donner, d'après une brochure de dom Thomas Mangeart lui-même, l'explication du revers d'un symbolisme confus où se trouvent mêlés des attributs de toutes sortes : « AUG - MCEC - ob. D. T. M. à *Num E Hist. Cons. an M-DCC-LIV Augusto Mæcenati obtulet Domnus Thomas Mangeart a numismatibus et historia consiliarius* : c'est-à-dire, Dom Auguste Mangeart, conseiller-antiquaire-historiographe de S. A. R. a consacré ce médaillon à la gloire de Son Auguste Mæcenas l'an 1754. » E. R.

— *Bibliographie lorraine (1909-1910), revue du mouvement intellectuel, artistique et économique de la région.* Nancy, Berger-Levrault, 1910, in-8 de 169 p. Ce répertoire, d'une impression très élégante, forme le fasc. 3 de la 24^e année des *Annales de l'Est*, dont, comme on le sait, la Faculté des lettres de Nancy continue la publication sous une autre forme. C'est la première bibliographie régionale qui paraisse en France sous forme périodique. Cette bibliographie est conçue sur un plan très large et très judicieux : elle ne fait pas connaître seulement les études d'histoire et d'érudition, mais aussi les études sur des questions actuelles, voire les œuvres d'imagination qui se rapportent à la Lorraine ; d'autre part, elle ne donne pas une simple énumération de titres, bien vite fastidieuse, mais un examen critique et une appréciation motivée des ouvrages, articles de revues, mémoires de sociétés savantes. La préface nous avertit que « les jugements seront courtois, mais impartiaux et sincères » ; elle ajoute que l'Université de Nancy donne là une preuve nouvelle « de sa solidarité avec les intérêts matériels et moraux de notre province ». Programme parfaitement rempli, on se plaira à le reconnaître.

L'ouvrage est divisé en 9 chapitres : 1, géographie ; 2, travaux historiques généraux ; 3, préhistoire, époques gauloise et gallo-romaine ; 4, moyen âge ; 5, période moderne jusqu'en 1766 ; 6, la Lorraine française de 1766 à nos jours ; 7, mouvement économique ; 8, archéologie et histoire de l'art ; 9, histoire et mouvement littéraire. Pour chacun de ces chapitres, il y a une chronique subdivisée dans l'ordre des matières, puis des comptes rendus détaillés des ouvrages les plus importants. Sous ces

deux formes sont signalés et appréciés quantité de travaux de toutes sortes, et leur grand nombre donne l'idée la plus favorable de l'activité intellectuelle de notre province. Notons d'ailleurs que parfois on remonte jusqu'à 1905, pour signaler des études que les *Annales de l'Est et du Nord* n'avaient pas pu analyser ; qu'ainsi les *Bibliographies* des années ultérieures seront sans doute moins importantes. Et disons encore que ce très utile et très pratique instrument de travail est dû à notre confrère, M. Robert Parisot, aidé de plusieurs de ses collègues de l'Université, parmi lesquels nous avons plaisir à retrouver d'autres membres de notre Société, MM. Collignon, Étienne, Grenier, Parisot, Perdrizet. E. D.

— Dans les *Historische politische Blaetter* du 7 déc. 1909, M. ZINGELER retrace l'existence et les idées du prince Frédéric de Salm-Kirburg, et de sa sœur, Amélie-Zéphyrine. Le prince était colonel dans les troupes allemandes au service de Louis XVI ; il se prononça pour la Révolution, ce qui ne l'empêcha pas d'être guillotiné par la Terreur. Le *Répertoire des ex-libris lorrains* de MM. de Mahuet et des Robert le signale, p. 286.

— M. le comte Antoine DE MAHUET, à qui l'on doit déjà, en collaboration avec M. Edmond des Robert, le bel ouvrage sur les *Ex-libris et fers de reliure des bibliophiles lorrains*, que tous les amateurs estiment à sa juste valeur, vient de publier à la librairie Sidot un important travail consacré à la *Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy, 1641-1790* (Nancy, Sidot, 1911, grand in-8 de xx-316 pages) : œuvre considérable, qui comble de la façon la plus heureuse une regrettable lacune, en faisant pour ces deux cours, sur un plan tout différent il est vrai, ce qui a été fait jadis en 1833, pour le Parlement de Metz, et en 1907, pour la Chambre des comptes du duché de Bar.

La Cour souveraine de Lorraine et Barrois, créée ou rétablie (les avis sont partagés sur ce point) par Charles IV, le 7 mai 1641, et le Parlement de Nancy qui lui succéda en 1775, ont tenu tous deux dans l'ancienne Lorraine une place trop impor-

tante pour n'avoir pas tenté les historiens modernes. M. Krug-Basse a publié en 1899 l'*Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, travail excellent à tous points de vue, mais auquel il fallait un complément biographique devenu nécessaire à notre besoin de précision, de détails et d'exactitude. Pour ces deux cours, en effet, sans parler des plus connus de leurs membres, les Gondrecourt, les Canon, les Mahuet, les Le Febvre, les Bourcier, les Châteaufort, qui, de leur temps, ont fait si grande figure qu'ils peuvent entrer en parallèle avec leurs illustres voisins, les Séguier, les Lamoignon, les Molé, les d'Aguesseau, mais sur lesquels, hélas ! comme sur tout, le temps a passé son estompe d'indifférence et d'oubli, bon nombre, parmi les autres, méritent de retenir l'attention et peuvent, à notre époque de recherches historiques, faire l'objet d'études spéciales dont l'élément essentiel, la biographie, est parfois bien difficile, pour ne pas dire impossible, à reconstituer.

C'est ce que vient de faire, avec un rare bonheur, M. de Mahuet, en nous donnant, après une substantielle introduction historique, une sorte de dictionnaire biographique de l'ancienne magistrature lorraine, comprenant, en six cents articles, l'état-civil et les états de services des personnages qui l'ont composée; en y ajoutant des notes sur l'origine de leur noblesse; en décrivant leurs armoiries que M. Edmond des Robert a reproduites, avec son remarquable talent de dessinateur héraldique, en 280 blasons, et en intercalant hors texte 42 portraits, heureux que l'éloignement du temps, la dispersion ou la disparition des familles, lui aient permis d'en retrouver autant.

Tout cela représente une somme considérable de travail, de démarches, de recherches, dont ceux-là seuls qui ont fait des études similaires peuvent se rendre compte et qui est présentée de la manière la plus heureuse dans un fort beau volume dont la forme, en tout digne du fond, fait grand honneur aux presses de M. Crépin-Leblond et aux établissements de reproduction de M. Barbier. Nous ne pouvons donc que féliciter M. le comte A. de Mahuet d'avoir accru d'une œuvre aussi intéressante la bibliographie lorraine, déjà si riche en excellents ouvrages.

Baron de DUMAST.

— Dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* d'oct.-déc. 1910, p. 768-801, est la première partie d'une étude de nos confrères MM. DUVERNOY et HARMAND : *Un auteur lorrain, Alphonse de Rambervillers (1552-1633). Essai d'histoire littéraire provinciale*. La biographie du poète, qui remplit les premières pages, est le résumé d'un mémoire paru dans les *M. S. A. L.* de 1908. L'analyse des œuvres, qui vient ensuite, est un travail entièrement neuf, car si Alphonse de Rambervillers est nommé et loué dans divers ouvrages lorrains, il a été peu lu, et encore moins étudié.

— Dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, nov.-déc. 1910, p. 568-9, est une note de M. DANNREUTHER sur deux frères, ministres à Metz au XVII^e siècle, Théophile et Jacques Le Coullon.

— Les *Annales de la Société d'histoire, d'archéologie et des beaux-arts de Chaumont*, t. III, n^o 19 (oct. 1910), contiennent la relation de la première excursion de la Société à Joinville. Monuments, verrières, portraits y sont signalés, rappelant le souvenir des membres de la branche de Lorraine-Guise, seigneurs de Joinville. Deux bonnes photographies reproduisent deux splendides émaux de Léonard Limousin représentant Claude de Guise et Antoinette de Bourbon, sa femme, autrefois au Musée de l'hôpital de Joinville, maintenant acquis par le Musée de Cluny.

E. R.

— Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais* (t. XV n^o 197, p. 463 à 469) contient un article de M. le docteur GARSONNIN sur une *Tapiserie aux armes des Guise, conservée au musée Jeanne-d'Arc*. Une reproduction de cette tapisserie du XVI^e siècle illustre l'article. On y voit la fin d'une chasse au sanglier surmontée de l'écu des Guise ; une bordure, ornée de médaillons avec devises en forme de proverbes, entoure le sujet et porte la date : 1547.

E. R.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

DONS

SECTION II

Par la VILLE DE NANCY : Monnaie du pape Pie V, trouvée dans une fouille, chemin de la Croix-Gagnée.

SECTION III

Par M. Louis GODFRIN : Boîte-tiroir en bois et deux boîtes en fer-blanc, ornées de cartouches peints avec inscriptions ; provenance : ancienne pharmacie de Vic-sur-Seille (xviii^e siècle).

— Le comte Jules BEAUPRÉ : Figurine en plomb trouvée à Nancy dans une fouille, rue Palissot (xvi^e siècle).

— M. Charles SADOUL : Petit bas-relief avec représentation de sainte Madeleine (xvi^e siècle) ; provenance : environs de Bainville-sur-Madon.

— M. Paul JEAN : Éperons de postillon.

— M. Alexandre DE ROCHE DU TEILLOY : Petite croix en fer forgé montée sur un socle de pierre et provenant d'un ancien monument funéraire du cimetière de Mousson.

— M. LAVA, orfèvre : Taque aux armes de François II et de Christine de Salm (xviii^e siècle). Taque à sujet mythologique : le dieu Mars.

SECTION IV

Par M. J. FLORANGE : quatre clichés gravés représentant des médailles à l'effigie d'Emmanuel de Nay de Richécourt.

— M. COUBÉ : neuf affiches sortant de ses ateliers.

DÉPOT

SECTION III

Par la VILLE DE NANCY : Deux vases en fer forgé (œuvre de Jean Lamour), provenant des grilles de la place Stanislas.

ACQUISITIONS

SECTION III

Petite cruche à décor marbré, en ancienne faïence de Sarreguemines.

Broderie religieuse, travail lorrain du XVIII^e siècle.

Coupelle en verre trouvée à Nancy sur l'emplacement de l'ancien bastion le Duc.

Miniatures religieuses avec vaste encadrement calligraphique, dédiées à Charles-François comte de Rennel, grand chantre de l'insigne église de Saint-Dié (1761).

Poids en fer marqué S N, deux fers de mulet, un ornement sculpté venant d'un chapiteau, le tout trouvé à Clairlieu.

Contrepoids en pierre trouvé au château de Pierrefort.

Tuile et plaque de cuivre ornée trouvés à Pierre-Percée.

Boulet de canon trouvé à Nancy, dans une fouille, rue d'Alliance.

Drapeau de la garde nationale de Haroué.

SECTION V

Rouet lorrain, provenant de Pierre-Percée.

Cinq chaises lorraines.

Deux roulettes à pâte, cuivre et fer.

Lit d'enfant, travail lorrain du XVIII^e siècle, provenant de Raon-l'Étape.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 3. — MARS 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 10 février 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. le général Goetschy, Paul Cuny, le docteur Grandjean, Lucien Beszard, Émile Dehayé, Philippe Houot, Charles Mangeot, le comte de Massa, Édouard Renard et Jean Rouppert ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès de M. Paul Mathiot, mort à Nancy, le 1^{er} février, dans sa 63^e année.

Distinction honorifique.

Le général Langlois vient d'être élu membre de l'Académie française.

Admissions.

MM. le commandant Driant, Jules Forget, le commandant André Audéoud, le commandant Henri Demiau, Évrard, Albert François, Charles Georges, le colonel Gouy, Georges Hottenger, l'abbé P. Huriet, Félicien Joly, Gédéon Le Duchat d'Aubigny, Georges Legey, Paulin Plauche-Gillon, René Spaeth, Louis Thiriot, Gaston Vallin, Edmond Vesque et Gaston Zeller sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Bibliothèque de la Maison Impériale et Royale d'Autriche** (Kaiserl.-und Koenigl. Familienfideikommiss-Bibliothek), Neue Hofburg, Vienne, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; la **Bibliothèque d'art et d'archéologie**, 19, rue Spontini, Paris, par les mêmes ; la **Bibliothèque de garnison de Toul**, par MM. le capitaine Henri Terver Pierre Boyé et Justin Favier ; MM. le docteur Auguste **Cachet**, sénateur de l'Orne, 12, villa Scheffer, Paris, par MM. Georges Demeufve, Pierre Boyé et Justin Favier ; Camille **Picard**, député des Vosges, membre de la Commission des Beaux-Arts, 9, rue Thénard, Paris, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; Charles **Bernel**, entrepreneur de menuiserie, 5, rue de la Visitation, par MM. Georges Demeufve, Paul Charbonnier et Pierre Boyé ; **J. Férez**, fabricant de

meubles d'art, 38, rue Guilbert-de-Pixerécourt, par MM. Georges Demeufve, Pierre Boyé et le comte Jules Beaupré; Otto **Forst**, 3, Rathausstrasse, Vienne, par MM. Pierre Boyé, Edmond des Robert et Émile Duvernoy ; J. **Mayeur**, entrepreneur de serrurerie, 33, rue Hermite, par MM. le comte Jules Beaupré, Pierre Boyé et Georges Demeufve ; le général **de Nonancourt**, 15, cours Léopold, par MM. Marcel Maure, le lieutenant-colonel de Bellefond et Edmond des Robert.

Ouvrages offerts à la Société.

Essai de chronologie de l'âge paléolithique, par Louis SCHAUDEL. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1911, in-8 de 143 p., avec 107 gravures.

Notice biographique et littéraire sur Ferdinand des Robert, 1836-1910, par A. DE METZ-NOBLAT. *Derniers chants d'un poète messin*, par F. DES ROBERT. Nancy, Berger-Levrault, 1910, in-8 de 20 p., avec portrait.

Lectures.

M. Émile AMBROISE lit une étude sur : *Les premières élections municipales en Lorraine (1788-1790)*, destinée au *Bulletin*.

M. l'abbé Edmond CHATTON achève la lecture de son travail intitulé : *Itinéraire et ravages en Lorraine des reîtres sous la conduite du duc de Bouillon (1587)*. La Société en vote l'impression dans les *Mémoires* et nomme pour former la Commission de revision : MM. Émile Duvernoy, Robert Parisot et Émile Ambroise.

M É M O I R E S

Les élections municipales de 1788 et 1790 dans le bailliage de Blâmont (1).

I

On sait qu'au nombre des réformes dont le gouvernement de Louis XVI tenta l'expérience en 1787, figurait la constitution d'assemblées municipales qui devaient, après avoir élu des délégués aux assemblées de district, participer d'une manière permanente à la gestion des affaires communales.

Dans les campagnes, ces assemblées municipales devaient se composer du seigneur, du curé, du maire et d'un nombre variable de représentants du tiers-état, au minimum trois, élus par l'Assemblée générale de la communauté. Le seigneur et, à son défaut, le curé en étaient les présidents nés.

C'était une nouveauté que la collaboration du seigneur et du curé à la gestion des affaires de la communauté. On en attendait les plus heureux résultats, d'autant qu'il était de mode d'imputer à l'ignorance du paysan, à son entêtement, et aux passions qui s'agitaient dans les assemblées tumultueuses des communautés rurales, une large part des maux dont souffrait le pays.

(1) SOURCES : Archives de Meurthe-et-Moselle, C. 559, 560, 561. — Abbé MARTIN, *Histoire du diocèse de Toul*, t. III, p. 149. — Abbé CHATTON, *Histoire de l'abbaye de Domèvre* (M. S. A. L., 1898, p. 43 à 45, avec un portrait de M. de Saintignon.) — Recueil de documents imprimés sur la Constitution civile du clergé, à la Bibliothèque de Lunéville.

L'un des syndics généraux de l'Assemblée provinciale, Joseph-François Coster, avocat au Parlement, saluait les bienfaits de cette grande innovation avec une pompe sentimentale sous laquelle il faut chercher la justesse et la sagacité du raisonnement. « Si l'on pouvait se retrouver, dit-il, dans les annales des communautés, on remarquerait à coup sûr que presque tous les procès qui les ont ruinées, sont nés dans des assemblées tumultueuses dans lesquelles la présence de tous est souvent le triomphe d'un seul, et trop souvent de celui qui joint la hardiesse des vues à la force des moyens. » Il n'y aura plus d'assemblées de communauté, mais seulement des assemblées restreintes, élues par le peuple; et alors : « on sent avec quel doux épanchement, les seigneurs, les curés, les membres des deux premiers ordres se rapprocheront de cette élite du peuple. On sent combien les élus du tiers sont loin de s'écarter des égards que la naissance, le rang, les fonctions inspireraient seuls quand la supériorité des lumières ne les commanderait pas.... On voit disparaître et s'effacer de notre code ancien les lois fâcheuses qui interdisaient au seigneur et au curé de s'immiscer dans les délibérations des communautés. Ces utiles précautions contre les inconvénients du gouvernement féodal vont se perdre avec lui. »

Quel fut dans les campagnes l'écho de ce discours qui commentait à la fois les intentions du roi et les espoirs des classes dirigeantes?

Coster se faisait, croyons-nous, illusion sur l'influence que la noblesse et le clergé étaient appelés à exercer dans ces assemblées villageoises, où, de temps immémorial, l'objet presque unique des délibérations avait été la lutte contre le seigneur ou les fermiers du domaine, à cause des droits féodaux, et contre le clergé, à cause des dîmes. On voit en parcourant les procès-verbaux de ces pre-

mières assemblées rurales, que, quels qu'aient été le zèle patriotique et la sincérité de ceux qui les dirigèrent, elles ne se dégagèrent entièrement ni de leurs rancunes séculaires, ni de leurs querelles de clocher. La méfiance se devine déjà dans les premières élections municipales de 1788, sous la pompe officielle qui les enveloppe et les contient. Mais ce sont certainement les passions locales qui ont inspiré et souvent dominé les assemblées populaires de 1790.

Elles se présentent, croyons-nous, avec ce double aspect dans toutes les parties de la Lorraine.

Mais comme il ne faut pas isoler les incidents qu'elles ont fait naître des menus faits locaux qui en ont été la cause ou le prétexte, l'étude n'en est guère intéressante que si on la limite à une région déterminée. Je choisis ici celle de l'ancien bailliage de Blâmont, parce qu'il se trouve que dans cette région, la plupart des procès-verbaux sont entièrement manuscrits. Ailleurs ils ont été le plus souvent dressés au moyen de formules imprimées sur lesquelles il ne restait à écrire que le nom des élus, ce qui ne laisse plus aucune place au pittoresque ni à la couleur locale.

Sur les vingt-trois communautés qui composaient le comté de Blâmont, les procès-verbaux n'en mentionnent que deux, Gogney et Igney, où l'assemblée paroissiale ait été tenue sous la présidence du seigneur.

A Gogney, les 26 électeurs de ce petit village se réunissent en présence de Messire J. Thomas comte de Mitry, chevalier de l'ancienne chevalerie, ancien officier au service de France, seigneur de Vigneules, du fief de Blâmont, et seigneur censitaire de Gogney.

A Igney, l'assemblée composée de 21 personnes se tient dans l'une des salles du château, où M. Le Creulx (1), sei-

(1) François-Michel Le Creulx, né à Orléans en 1734, ingénieur en chef de Lorraine en 1773, devint inspecteur général des ponts et

gneur de la paroisse, l'un des hauts fonctionnaires de l'Intendance de Lorraine, explique en termes très clairs, et en un langage élevé et paternel, le rôle réservé aux représentants du tiers dans le mécanisme des nouvelles institutions : « Le prince, Messieurs, que le ciel a placé sur le trône de France et qui nous gouverne, guidé par sa sagesse....., a voulu que la province soit dorénavant administrée par un corps toujours subsistant, composé de gens sages, éclairés, judicieux, amis de la vérité, et choisis parmi tous les ordres de l'État..... Les membres de l'assemblée provinciale, vivement occupés du bien des provinces, consacrent leurs talents et leurs veilles, pour tâcher de diminuer le poids des charges publiques et les rendre supportables..... C'est ce corps distingué que vous êtes destinés par la suite à régénérer dans l'ordre du tiers-état. J'aime à me persuader que ma communauté se distinguera par son zèle et son esprit d'équité.... Les membres qui vont être élus, ne doivent jamais oublier qu'ils sont destinés à protéger le faible et à faire triompher l'équité..... Le service public dont je suis habituellement chargé et qui m'oblige une partie de l'année à parcourir la province, ne me permettra pas de participer souvent à vos opérations, ni d'avoir l'avantage de les présider, mais je serai remplacé par un pasteur distingué, qui..... »

Ce langage si correct et si sincère était écouté avec beaucoup de respect et un peu d'étonnement. Le peuple fondait sur les intentions généreuses du souverain un immense espoir. Il voulait croire qu'on travaillait sérieu-

chaussées en 1801, et mourut à Paris en 1812. C'est d'après ses plans qu'a été construit en 1786 le grand manège du quartier La Barolière à Lunéville, que la tradition attribue faussement à Stanislas. (*Biographie universelle*, et MICHEL, *Biographie historique et généalogique des hommes marquants de la Lorraine*.)

sement à alléger ses charges, mais il ne voyait pas très clairement comment devait sortir de cette superposition d'assemblées élémentaires et génératrices les unes des autres, l'allègement promis. Et comme le doute, dans l'âme lorraine, est proche cousin de la méfiance, voici le curieux galimatias par lequel l'orateur anonyme de la petite paroisse d'Autrepierre, qui n'avait pas de seigneur résidant, a plaisamment traduit les sentiments confus et complexes de ses concitoyens : « Ce jour des déclarations de Sa Majesté régnante qui, par ses édits, nous fait connaître ses charitables desseins pour le bien et bon ordre universel de son royaume, sera l'époque dans les siècles (*sic*) à venir de la reconnaissance de ses fidèles sujets pour de si grands et tant riches bienfaits; *et quoique ce jour paraisse pour quelqu'un obscur dans son aurore*, tous enfin en ouvrant les yeux, sensibles aux inspirations divines, adoreront en obéissant et servant sous Sa Majesté, la puissance qui nous gouverne (1) ».

Le scepticisme qui perce sous la naïveté de l'emphase se manifeste toujours à la manière lorraine, par le silence plus souvent que par des discours. Dans nombre de villages on vote sans aucun empressement. A Montigny, où « le greffier reçoit les voix qu'on introduisait par un trou dans une boîte cachetée », beaucoup d'habitants ont refusé d'en donner. A Bertrambois, « partie des habitants se sont trouvés à cette assemblée, et partie des autres n'y ont pas paru, malgré qu'au son de la caisse ils étaient derechef avertis. » En sorte que le syndic, dans son zèle, se croit obligé de dresser procès-verbal contre les défaillants, « pour être présenté à MM. les officiers du bureau intermédiaire,... et les condamner à l'amende qui leur plaira. »

(1) Arch.de M.-et-M., C. 560.

Les hésitations et les réticences populaires n'étaient d'ailleurs que trop encouragées par la complication même du système de votation. Dans son souci de justice et d'impartialité, poussé jusqu'au scrupule, et il faut ajouter dans son inexpérience des mentalités rurales, le gouvernement avait tellement multiplié les incompatibilités pour cause de parenté, que dans les petites communes il devenait extrêmement difficile de composer régulièrement la municipalité. Nombre d'élections durent être recommencées pour ce motif, en sorte que dans bien des localités on était las du nouveau régime avant d'en avoir éprouvé les bienfaits.

En l'absence du seigneur, ce fut le curé qui s'employa à constituer, puis à stimuler l'assemblée paroissiale, dont il devenait le président ; et c'est son influence qui y prévalut en définitive, et d'autant mieux qu'il l'exerça, en général, dans un esprit nettement favorable aux réformes.

Malheureusement l'existence de ces premières assemblées municipales fut fort éphémère. A peine avaient-elles eu le temps de prendre connaissance d'elles-mêmes, que le rappel de Necker et la convocation des États-Généraux emportaient les aspirations et les passions des masses, bien au delà de l'horizon étroit des intérêts locaux ; en sorte que la courte histoire des assemblées de paroisses serait entièrement tombée dans l'oubli, si ce n'était par elles que, deux ans plus tard, en février 1790, devaient être constituées et installées les municipalités purement démocratiques créées en décembre 1789 par les décrets de l'Assemblée nationale.

(A suivre.)

ÉMILE AMBROISE.

Deux lettres de Charles le Téméraire relatives à l'Évêché de Verdun. •

Le 23 juin 1469, Louis XI faisait arrêter et emprisonner à la Bastille Guillaume de Haraucourt, évêque de Verdun, naguère encore son conseiller, qu'il accusait, non sans raison, de le trahir auprès du duc de Bourgogne (1).

Cet acte de vigueur, tout justifié qu'il parût, mettait l'Évêché de Verdun dans la situation la plus singulière, puisque le prévenu, en l'absence d'un jugement canonique, en demeurait le chef spirituel aussi bien que le seigneur temporel. Pour mettre fin à cette situation anormale, le roi voulut en 1471 donner au prélat un coadjuteur de son choix, dans la personne d'Olry de Blâmont, chanoine de Verdun, qui lui était tout dévoué. Ici se place l'intervention de Charles le Téméraire auprès du Chapitre de Verdun, qui fait l'objet de la première lettre que nous publions ici. On y remarquera la connaissance exacte que le duc possédait, grâce à ses émissaires, des négociations nouées au sujet de la coadjutorerie de Verdun, entre Louis XI, le Saint-Siège et les chanoines. Quant au ton menaçant que prend parfois la missive, il s'explique par la qualité de gardien de l'Église de Verdun, dont se réclamait le Téméraire, et par ce fait que ses possessions luxembourgeoises du côté de Damvillers, s'enchevêtraient dans les prévôtés du Chapitre. Ces diverses considérations durent faire réfléchir ce dernier,

(1) Nous nous permettons de renvoyer, pour le détail des faits qui sont ici brièvement exposés, à notre travail sur *Les relations de la France et du Verdunois de 1270 à 1552*. (Paris, H. Champion 1910 ; thèse de la Faculté des lettres de Nancy.)

car la nomination d'un coadjuteur de Guillaume de Haraucourt parut définitivement ajournée.

Mais en 1474, sur la nouvelle, d'ailleurs erronée, que le prélat était mort dans sa prison, les chanoines de Verdun se préoccupèrent de lui élire un successeur. Cette fois encore Louis XI, qui avait fait précédemment envahir les terres de l'Évêché par son lieutenant en Champagne, Georges de La Trémoille, proposa un candidat de son choix, à savoir Jean de Lenoncourt, neveu du bailli de Vitry. De son côté, Charles le Téméraire, qui assiégeait alors la ville de Neuss, présenta aux suffrages du Chapitre Liénard de Neufchâtel, fils du maréchal de Bourgogne. Ce fut l'occasion de la seconde lettre, que nous publions ici. L'assurance que l'on eut bientôt, que Guillaume de Haraucourt était toujours en vie, rendit vaine cette démarche. Du moins les deux missives, qui nous font connaître ces diverses négociations, montrent l'intérêt constant que Charles le Téméraire portait aux affaires de l'Évêché de Verdun. Elles aideront aussi, croyons-nous, à préciser l'attitude, encore assez peu connue, qu'il observa à l'égard du clergé lorrain, en même temps qu'elles feront deviner les rivalités prochaines, qui mettront aux prises la France et la maison d'Autriche au sujet des Trois-Évêchés.

Le texte original de ces deux lettres semble perdu. Nous les publions d'après la copie, assez soignée, qu'en a faite au ^{xvii}^e siècle Mathieu Husson, conseiller au bailliage de Verdun, et qu'il a insérée dans le manuscrit de ses précieuses « Notes sur Wassebourg », aujourd'hui à la Bibliothèque nationale⁽¹⁾[nouv. acquisit. françaises, 7432, f^{os} 195-198].

CH. AIMOND.

(1) Une copie moderne en existe à la Bibliothèque de Verdun, ms. 164, f^{os} 392-394.

I

(De Bruges, 2 févr. 1472, n. st.)

Le duc de Bourgogne, de Brabant, de Lembourg et Luxembourg, comte de Flandres, d'Arthois, de Bourgogne, de Haynault, de Hollande, de Zélande et de Namur.

Vénérables personnes, très chiers et bons amys. Nostre amé et féal chevalier, conseiller et chambelan, Messire Guillaume de Saint-Soigne (1), nous a présentement escrit et adverty, comment il vous a naguère présenté noz lettres que par luy escriptes vous avons, touchant le faict de Révérend Père en Dieu nostre très cher et bien amé l'évesque de Verdun, vostre prélat et pasteur. Et pour sa crédence, vous a fait de par nous plusieurs remonstrances que luy avons chargé et ordonné vous faire, affin de vous mouvoir à ce que ne veuillez procurer, pourchasser ny consentir, que l'on baille au dit Révérend Père, coadjuteur ou administrateur en son dict éveschié, messire Olryk de Blammont (2) ne autre, attendu mesmement qu'il n'a faict ne commis aucune faulte, et que l'empeschement qu'il a de sa personne est torturier (3) et desraisonable, comme assez le scavez. Sur quoy, combien qu'ayez faict assez gracieuse response de bouche au dict messire Guillaume de Saint-Soigne, mesmement entre autres parolles, que vous aviez tousjours porté et soustenu le dict évesque, comme encores vouliez et estiez délibéré de faire cy après; toutefois iceluy messire Guillaume fut lors de vray adverty et informé, que vous avez receu

(1) Ce personnage deviendra, en 1476, gardien de la cité de Verdun, pour le compte du duc de Bourgogne.

(2) Fils de Thibaut de Blâmont et de Marguerite de Vaudémont, plus tard (1495) évêque de Toul. Voir *M. S. A. L.*, 1891, p. 87 et ss.

(3) Corrigé de « forturier » qui est dans le texte.

lettres du Roy, par lesquelles il vous escrit et requiert faire l'opposite et tenir la main pour le dict messire Olryk, affin qu'il puist estre coadjuteur et administrateur du dict éveschié. Et avec ce vous a envoyé le double d'autres ses lettres, qu'il escrit touchant ceste matière en faveur d'iceluy messire Olryk au Saint Siège Apostolique; lesquelles lettres et coppie le dit messire Guillaume vous a requis très instamment nous vouloir envoyer, ce que luy avez dénié et refusé. Mais que pis est, luy aver (*sic*) dict et affirmé que d'icelles lettres et coppie ne scaviez aucune chose, et n'en aviez aucunes receues, combien que le contraire soit tout notoire. Et par ce et aussy que ne nous avez voulu faire response par escrit, ainsi que promis l'aviez au dict messire Guillaume, avez assez démontré et démontrez par effect, que n'avez pas vouloir ne intention de obtempérer à nostre dicte requeste. Donc attendu mesmement que sommes gardien de vostre église, et que la pluspart du Temporel d'icelle est gisant soubz nous en noz pays et seignouries, par quoy devriez estre plus enclins à nous complaire que à autres, auxquels n'estez pas tant obligiés que vous estes à nous, Nous nous sommes donné et donnons très grand merveille, et n'avons cause d'en estre contentz de vous. Pourquoi, vénérables personnes, très chers et bons amys, et que comme desjà vous avons escript, nous sommes délibérés et conclud de tenir la main et nous employer par tous moyens à nous possibles, à ce que le dessus dict Révérend Père soit entretenu en son bon droict, et non souffrir que le dit messire Olryk ne autre soit, ne demeure coadjuteur ou administrateur du dict éveschié. Et aussy quand ores celuy esvéchiez escherroit vacant, par mort ou aultrement, voudrions obvier à ce que l'on prouveust à la dignité épiscopale, de personne à nous non agréable, et que premier n'en fussions advertys. Nous escri-

vons présentement derechef par devers vous, et vous prions et requerrons le plus acertes et affectueusement que pouvons, que suyvnt ce que cy dessus est dict, vous nous veuillez le plus diligemment que pourrez envoyer les dictes lettres du Roy à vous escriptes, ensemble la copie de celles qu'il escrit au Saint Siège Apostolique pour le fait du dit messire Olryk, comme dessus est touchié. Et au surplus tenir la main et vous employer par effect, on fait du dit Révérend Père vostre prélat et pasteur, selon que en toute bonne raison et équité tenus y estes et faire le devez, tellement que iceluy messire Olryk ne autre, ne soit coadjuteur ou administrateur du dict éveschié. Et on cas que desja eussiez fait ou procuré aucune chose au contraire, le révoquer et rappeler entièrement. Et vous advertyssons, que se par vous ou vostre faulte et coulpe, et à l'occasion de ceste matière aucun dommage, préjudice ou inconvénient sourdoient et advenoient cy après à nous, noz pays, seignouries et subjectz, nous avons bien l'intention de nous en prendre à vous. Ce que toutes voyes sans vostre évidente faulte et coulpe nous déplairoit de faire. Mais quand par le contraire vous porterez et favoriserez le fait de vostre dict prélat et pasteur, et obvierez et résisterez à ce que par le dit messire Olryk ne autre il ne soit, ne demeure troublé ou molesté on fait de la ditte administra[ti]on de son dict éveschié, vous nous ferez plaisir très agréable dont nous aurons les affaires de vous tous en général comme en particulier en greigneur recommandation. Et sur ce nous veuillez incontinent par vos lettres faire response, qui soit telle que nous ayons cause de vous en mercier et savoir bon gré. Vénérables personnes, très chiers et bons amys, le Saint Esprit soit garde de vous. Escrip en nostre ville de Bruges, le second jour de Febvrier, l'an soixante et onze. Signé : Charles, et plus bas : Barradot.

II

(De Neuss, 7 janv. 1475, n. st.)

Le duc de Bourgongne, de Brabant, de Lembourg et Lucembourg et de Gueldres, comte de Flandres, d'Arthois, de Bourgongne, de Haynault, de Hollande, de Zélande, de Namur et de Zutphen, etc.

Très chiers et bons amys. Il est venu à nostre cognoissance, que feu Révérend Père en Dieu Guillaume de Haracourt, en son vivant dernier pasteur et évesque de vostre église de Verdun, est puis peu de temps en ça allé de vie à trespas. Et pour ce que nous désirons l'entretènement et augmentation de vostre dite église, dont sommes ancien et véritable gardien, et que icelle vostre église soit régie en paix et tranquillité, affin que les subjects du dict éveschié puissent doresenavant vacquer en leurs marchandises et affaires, et les susposts d'icelle église on service divin, ainsy que selon droict faire se doit; ayans en très singulière faveur et recommandation Révérend Père en Dieu, messire Liénart de Neufchastel (1) nostre cousin, prothonotaire de nostre Saint Père le Pape, tant en faveur des bons et loyaulx services, que feu le seigneur de Neufchastel, nostre cousin et mareschal de Bourgongne, père du dict messire Liénart, a faict par cy devant, tant à feu nostre très chier seigneur et père que Dieu absolve, comme à nous; et encores nous font journellement les sires du dict Neufchastel et du Fay (2) et autres leurs parentz et amys en plusieurs et diverses manières, comme en faveur des sens, vertus et mérites que nous entendons estre en la personne d'iceluy messire

(1) Fils de Thiébault IX, maréchal de Bourgogne, et frère d'Antoine de Neufchâtel, évêque de Toul. Il est cité sous le nom de Léonard, dans le *Dictionn. histor. de Moréri*.

(2) Le sire du Fay est lieutenant du Téméraire dans le Luxembourg, en 1476.

Liénart. Escriptvons présentement par devers vous et vous prions et requerrons affectueusement et très acertes, que on cas que vostre dict évêque soit allé de vie à trespas, comme dit est, vous veuillez sur tout que nous désirez jamais complaire et faire chose agréable, eslire et postuler en vostre futur pasteur et évesque le dit messire Liénart de Neufchastel, et en ce le préférer devant tous autres. En ce faisant, avec ce que vous pourvoierez à icelle vostre église de pasteur idoine et souffisant, et que vous vous pourrez cy après grandement servir en plusieurs et diverses manières des ditz sieurs de Neufchastel et du Fay et de leurs parents et amys, et que aussy vous aiderons à garder et préserver de tous ceulx qui contre droict vous voudroient grever, nous ferez chose très agréable, dont aurons très bonne souvenance de la reconnoistre cy après, quand vous nous requerrez de chose cédant à l'honneur et profict de vous et de vostre dicte église, et de tout le dit éveschié. Sy ne nous veuillez esconduire ceste nostre requeste, ains vous en ce acquicter tellement que nous puissions appercevoir, que vous ayez désir de nous complaire, et que nous ayons cause de vous en remercier, comme en vous en avons pleine et entière confiance, en nous escripvant par le porteur de cestes, ce que pour nous faire voudrez en ceste partye. Très chiers et bons amys, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre siège devant la ville de Nuisse (1), le septième jour de janvier, l'an soixante et quatorze. Signé: Charles, et plus bas : Coulon, avec paraffe. Et sur le dos est escript : A nos très chiers et bons amys le doyen et le chapitre de l'Église Nostre Dame de Verdun.

(1) Neuss,auj. Prusse rhénane, présidence de Düsseldorf.

CHRONIQUE

Rapport présenté au nom de la Commission des fouilles sur le récent projet de loi intéressant l'archéologie.

« La protection du patrimoine historique de la France, dans tout ce qui intéresse les manifestations, même les plus reculées, de l'art ou de la vie, doit être une des préoccupations constantes des pouvoirs publics. La plupart des États européens sont dotés aujourd'hui d'une législation qui permet de garantir, contre la dispersion ou le vandalisme, des richesses dont l'existence est intimement liée aux origines nationales. Cette législation nous fait encore défaut. »

Ainsi s'expriment, dans l'exposé des motifs, les rédacteurs du *Projet de loi relatif aux fouilles intéressant l'archéologie et la paléontologie*, déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Députés le 25 octobre 1940.

Les personnes au courant de ces questions, connaissent les scandales retentissants qui ont décidé les pouvoirs publics à s'émouvoir et à prêter enfin l'oreille aux plaintes, chaque fois plus nombreuses, s'élevant de tous les points du territoire. En dépit de l'aveuglement de certains, et des efforts des gens plus ou moins intéressés à jouir en paix d'un état d'indifférence et d'anarchie, éminemment propice à la continuation de tous les abus, des esprits animés d'une patriotique clairvoyance n'avaient cessé, en effet, de réclamer des mesures préventives et répressives contre les incessantes déprédations dont ils étaient les témoins impuissants. Il faut avoir exploré, comme nous, une région, pour se rendre compte du nombre des actes de pillage qui s'accomplissent chaque jour. Ils sont devenus d'autant plus fréquents que les objets sur lesquels ils portent ont acquis plus de valeur. Il n'y a pas d'illusion à se faire, le mal est bien près d'être devenu irréparable.

L'exposé des motifs de la loi, malgré sa concision, est malheureusement trop étendu pour être rappelé dans cette note. Après avoir déploré « les dangers d'une liberté sans limites,

qui confond les savants capables de faire revivre ces précieux témoins du passé et les fouilleurs de hasard, qui risquent d'en détruire à tout jamais les traces », il rappelle l'exode hors des frontières, de pièces du plus haut intérêt pour l'étude de nos origines, extraites par des étrangers de notre sol de France et perdues pour nous, sans que les pouvoirs publics désarmés aient pu intervenir. L'Académie des Sciences, le Comité des travaux historiques et scientifiques, la Société d'anthropologie, et bien d'autres, ont réclamé la protection d'une loi nouvelle. Celle que l'Administration des Beaux-Arts a mise sur pied, impose un service de surveillance des fouilles, en cherchant à concilier l'ingérence de l'Administration avec le respect dû à la propriété, à la libre recherche et à l'initiative individuelle. Elle obligerait notamment le fouilleur à faire une déclaration, permettant à l'État d'établir éventuellement son contrôle. Celui-ci aurait à l'occasion le droit d'évincer le fouilleur incapable, et jouirait d'un droit de préemption sur les objets présentant un intérêt exceptionnel au point de vue de l'histoire nationale, moyennant une indemnité, etc. « Le Gouvernement, est-il dit, n'aura d'ailleurs que rarement à faire usage des armes qu'il sollicite. » Cette phrase semble bien indiquer l'état d'esprit du législateur, qui n'entend pas faire usage de celles-ci sans raisons sérieuses. Ces bonnes intentions seront du reste amplement garanties par le manque de crédits, soit qu'il s'agisse de fouilles à faire, ou d'objets à acquérir.

Comme il fallait s'y attendre, à l'apparition du projet de loi les avis furent très partagés. Si un certain nombre de personnes l'approuvèrent sans réserves, par contre, ceux qui profitaient de l'impuissance de la législation en vigueur jetèrent les hauts cris, conjointement avec des personnes qui crurent de bonne foi la liberté en danger. Entre ces deux extrêmes, beaucoup d'autres enfin se montrèrent disposés à faire un accueil favorable à la loi, mais en proposant des modifications importantes. Le Conseil de la Société préhistorique française a organisé un mouvement de protestation contre le projet tout entier, et dans le but de le faire échouer, cherche, par une propagande active à grouper autour d'elle le plus grand nombre de Sociétés possible. En réalité, ce groupement, destiné à impressionner le légis-

lateur, n'a pas grande valeur. Toutes les Sociétés n'ont pas la même importance; ensuite, personne n'ignore comment on enlève un vote de ce genre dans beaucoup de celles-ci, surtout s'il ne se trouve dans le public, souvent très peu nombreux, qui assiste aux séances, aucun contradicteur. On ne peut, en conscience, prendre au sérieux de tels votes, à plus forte raison quand ils émanent de personnes ne s'occupant pas de fouilles. A-t-on réfléchi, d'ailleurs, que dans celles qui en font exécuter, et qui constituent l'infime minorité, on ne compte guère en moyenne plus de 2 ou 3 membres sur 100, qui soient vraiment compétents en la matière? Loin de tenir compte de ces considérations, et dans le but de faire nombre, on a utilisé dans le groupement formé par la Société préhistorique française les éléments les plus disparates. On s'étonne, à juste titre, de voir figurer dans les totaux des géologues, qui n'ont pas à compter dans nos rangs. C'est là une conséquence de l'erreur commise dans le projet de loi, d'avoir proposé un règlement unique pour les fouilles archéologiques et paléontologiques.

Tout en admettant que le projet de loi soit défectueux sous quelques rapports, il serait juste de reconnaître qu'il présente d'autres parts de grands avantages. Aussi, tout en partageant, en quelque façon, la manière de voir de certains de nos collègues de la Société préhistorique française sur l'opportunité d'une campagne, il est permis de se demander s'ils n'ont pas endossé une lourde responsabilité vis-à-vis de nos successeurs. Leur parfaite bonne foi et la droiture de leurs intentions ne suffiront pas à les laver du reproche qui leur sera peut-être un jour adressé, d'avoir contribué, par une intervention mal orientée, à la ruine de notre richesse nationale, en confondant la licence avec la liberté. Ce reproche, pour notre part, nous ne voulons pas l'encourir, et nous tenons à le dire bien haut.

Au lieu de risquer de tout faire échouer par une charge à fond inconsidérée, il eut été plus politique de tenir compte aux pouvoirs publics de l'effort qu'ils faisaient pour sortir de leur indifférence en matière d'archéologie, surtout connaissant avec quelle lenteur ce commencement de satisfaction nous avait été accordé. Il fallait entrer en composition avec eux, en se gardant bien de repousser le tout en bloc, mais en demandant le

changement de dispositions défectueuses et la réparation d'oublis regrettables.

Vouloir s'en tenir à l'ancienne législation, comme le propose le Conseil d'administration de la Société préhistorique française, n'est-ce pas consentir, *ipso facto*, à la continuation des abus, puisque c'est sous le couvert de cette législation que tous ceux-ci ont pu se produire ?

« Affirmer, comme on l'a fait, que la législation actuelle *est déjà parfaitement armée* pour assurer la conservation des objets archéologiques présentant un intérêt capital pour notre pays », c'est répandre dans le public non averti une *erreur* d'autant plus grave qu'elle a été le point de départ de la campagne.

Comme l'ont fait remarquer les rédacteurs de l'exposé des motifs, il est parfaitement exact que les pouvoirs publics sont, au contraire, parfaitement *désarmés*. Il y a là une question de droit dont la solution n'est pas douteuse.

Nous allons examiner, pour nous en convaincre, la situation respective de celui qui veut faire une fouille régulière, sur un terrain domanial par exemple, c'est-à-dire sur le genre de terrain le mieux protégé en apparence, et la situation de celui qui travaille en fraude.

Formalités d'un autre âge ; attente, durant des mois, des autorisations nécessaires ; travail exécuté sous la surveillance plus ou moins vexatoire des agents ; main-mise par l'État sur les objets découverts ; obligation de remettre les lieux en leur état primitif ; paiement d'indemnités en cas de dégâts : voilà le lot de l'honnête fouilleur ! Simple particulier ou délégué d'une Société reconnue d'utilité publique, on ne fait pas de différence ; il est tracassé depuis la première minute jusqu'à la dernière.

Bien différent est le sort du fraudeur.

Pas de demandes ; pas de formalités ; liberté de commencer quand il veut, sans attendre le bon plaisir des administrations ; comme il n'a pas, à l'exemple de l'autre, attiré bénévolement l'attention de celles-ci, absence de surveillance ; accaparement pur et simple des objets découverts ; pas de trous à reboucher ; pas d'indemnités à payer ; aucunes tracasseries à essuyer, si l'intéressé sait disparaître en temps opportun.

Cette façon de procéder est courante, s'exécute même bien souvent avec la complicité des personnes chargées de faire respecter la loi, quand elles ne donnent pas elles-mêmes l'exemple de ces fouilles clandestines, dont nous avons personnellement constaté des traces fréquentes.

On m'objectera que le fouilleur peut malgré tout être surpris, en dépit de ses précautions, et des complicités dont il a eu soin de s'entourer. Admettons que le cas se présente, et que l'on veuille appliquer la législation actuelle.

Nous ferons d'abord remarquer, si invraisemblable cela soit-il, que *le délit susceptible d'être qualifié « Fouilles archéologiques non autorisées », n'existe pas dans la loi*. Il faudra donc, en admettant que l'administration intéressée veuille bien consentir à poursuivre, trouver un biais, c'est-à-dire user d'un article s'appliquant, à la rigueur, au fait incriminé.

Autrement dit, la situation se résumera à ceci :

1^o Ou le fouilleur n'a commis aucun dégât, appréciable, au sol, alors *il ne pourra pas être inquiété*. En effet, supposons que la fouille ait eu lieu en forêt, on ne trouverait pas facilement un tribunal qui consentît à appliquer l'article 144 du Code forestier ; cet article ne comprenant pas les antiquités, parmi les objets énumérés qu'il est défendu d'enlever dans les bois. Chacun sait, en effet, qu'il est de règle en droit de limiter l'application de pareils articles, aux seuls objets qu'ils désignent.

2^o Ou le fouilleur aura commis quelque dégradation appréciable ; alors, il en sera quitte pour *quelques francs de transaction*. La montagne aura accouché d'une souris.

Il sera donc frappé pour *l'accessoire*, s'il a commis un délit rural ou forestier, mais il échappera pour le *principal*, c'est-à-dire pour le délit, non existant dans la loi, de fouilles archéologiques non autorisées. En présence d'une pareille incohérence, apparaît la nécessité de déterminer dans la loi ce genre de délit, et de le frapper de pénalités sévères, quand il s'exerce sur des terrains publics ; cela découragera les fraudeurs. Le jour où il aura manifestement plus à perdre qu'à gagner, de ce jour-là seulement, le fraudeur cessera d'être dangereux.

On objectera que l'État est toujours armé pour revendiquer,

entre les mains des tiers, les objets découverts dans ces conditions. Je répondrai que l'État, étant demandeur, doit faire la preuve de son droit de propriété. Comment s'en tirera-t-il, en l'absence de témoins ayant assisté aux fouilles, pour prouver que tel ou tel objet a été véritablement découvert au cours de celles-ci ?

Quant à cette loi du 30 mars 1887, ceux qui en font tant de cas savent-ils bien qu'elle consacre un seul article à la question qui nous occupe ?

L'article 14 prescrit simplement aux maires de déclarer à la Préfecture les découvertes d'objets pouvant présenter un intérêt archéologique, et de prendre des mesures de conservation provisoire s'il s'agit de trouvailles intéressant des terrains publics.

Vouloir rendre un maire juge de l'intérêt archéologique d'un objet, n'est-ce pas s'abuser étrangement dans la plupart des cas ?

En admettant qu'il ait connaissance des obligations imposées par l'article 14, qu'il prévienne à temps la Préfecture et que le dossier n'ait pas été oublié dans quelque carton, il se passera des jours et des jours avant que l'État soit en mesure de prendre une décision. Pendant ce temps, le gisement sera devenu inobservable, et, s'il s'agit de terrains privés, il y a gros à parier que les représentants de l'État arriveront quand les objets auront depuis longtemps disparu.

Mais dans la réalité, cette loi de 1887 n'est pour ainsi dire jamais appliquée, peut-être une fois ou deux, en plusieurs années, sur le territoire d'un département, et l'on sait si les trouvailles sont fréquentes. En cas d'ennuis, le maire n'a-t-il pas toujours la ressource d'alléguer pour sa défense qu'il n'a rien su de la découverte ? En tout état de cause, le magistrat préférera garder un silence prudent. Que risque-t-il d'ailleurs, puisque la nature de ses fonctions l'empêche d'être rendu pécutiairement responsable dans l'exercice de celles-ci ?

Fut-il manifestement en faute, un préfet croira-t-il devoir, dans une question d'archéologie, prendre l'initiative de lui appliquer non pas la révocation ou la suspension, mais même un simple blâme ?

(A suivre.)

J. BEAUPRÉ.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

DONS

SECTION II

Par M. CHOSSELAIR, de Neuves-Maisons : Sept monnaies et une médaille, argent, cuivre et étain.

SECTION III

Par Madame veuve STÉVENOT, née Clément, en souvenir de M. Paul MATHIOT, membre de la Société d'archéologie lorraine, son neveu :

Panneau de tapisserie, fabrication des Flandres ; sujet : le songe de Jacob (xvii^e siècle).

Tête de Christ, peinture attribuée à Van Dyck, et acquise à Anvers en 1794, lors de la prise de cette ville par l'armée de Sambre-et-Meuse.

Tableau représentant saint Jérôme.

Grand christ d'autel, en bois sculpté, provenant de la basilique de Saint-Nicolas-de-Port (début du xvii^e siècle).

Armoire hollandaise (xvii^e siècle).

Morion, orné d'une fleur de lis repoussée, fabrication allemande (fin du xvi^e siècle).

Capeline à nasal mobile et couvre-nuque lamé (début du xvii^e siècle).

Hache (fin du xvii^e siècle).

Montre, cuivre doré, boîtier à sujet galant (xvii^e siècle).

Montre, argent, mouvement signé : *Marguerite à Paris* (xviii^e siècle).

Deux consoles d'applique, ancienne faïence de Rouen.

Plat à décor bleu, ancienne faïence de Rouen.

Deux potiches, ancienne faïence de Delft.

Plat à décor fleurs, fabrication lorraine (xviii^e siècle).

Braséro, terre cuite, décor marbré (xvii^e siècle).

Coupe-pain sculpté, travail alsacien (1692).

Miniatures sur porcelaine, représentant le prince Charles-Alexandre de Lorraine et le duc de Penthièvre.

Par M. CHARBONNIER, architecte des monuments historiques : Clé du xviii^e siècle.

— MM. FRANCE-LANORD et BICHATON, entrepreneurs : Trois pilotis, un plateau et une broche, provenant des fondations des fortifications de Nancy, emplacement de l'ancien évêché.

— M. FURBY, procureur général près la Cour d'appel : Deux tasses, ancienne faïence de Sarreguemines (début du xix^e siècle).

— M. PRÉVÔT, bijoutier, rue Saint-Dizier : Deux clanches à ressort et une matrice en fer pour plaques de targettes.

— M. TIVITAL, à Royaumeix : Passe-partout, provenant de la chartreuse de Bosserville.

SECTION V

Par M. A. BARBIER, commandant des sapeurs-pompiers : Deux cheminées en pierre, provenant du n^o 37 de la rue Gambetta.

— M. Charles SADOUL : Dévidoir (*girouande*), travail lorrain.

— le commandant THOUVENIN : Paire de mouchettes, provenant de Laneuveville-devant-Nancy.

ACQUISITIONS

SECTION III

Deux assiettes dites « patriotiques », fabrication lorraine.

Assiette ornée de guirlandes de fleurs, fabrication lorraine ; au centre, la mention : *A^{ne} Poirine*.

SECTION V

Cire « habillée », représentant saint Sigisbert et la Ville de Nancy, travail nancéen (xviii^e siècle).

Chaupe-pieds (*couvot*) en rosette, provenant de Pont-Saint-Vincent.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 4. — AVRIL 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 10 mars 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. le commandant Driant, le commandant André Audéoud, le commandant Henri Demiau, Charles Georges, l'abbé P. Huriet, Félicien Joly, Gédéon Le Duchat d'Aubigny, Georges Legey, Paulin Plauche-Gillon, Louis Thiriot, Gaston Vallin et Edmond Vesque ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

La 78^e session du Congrès archéologique de France, dirigé par la Société française d'archéologie, s'ouvrira à Reims, le 19 juin prochain.

M. le Président dépose sur le bureau le volume des *Mémoires* pour 1910.

La prochaine séance est fixé au vendredi 7 avril.

Distinctions honorifiques.

M. Charles Masson vient d'être promu officier du Mérite agricole ; M. Abel Noël a été nommé chevalier du même ordre.

Admissions.

La Bibliothèque de la Maison Impériale et Royale d'Autriche, la Bibliothèque d'art et d'archéologie, la Bibliothèque de garnison de Toul, MM. le docteur Auguste Cachet, Camille Picard, Charles Bernel, J. Férez, Otto Forst, J. Mayeur et le général de Nonancourt sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : le **Musée des Antiquités nationales**, au château de Saint-Germain-en-Laye, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; la **Commune de Heillecourt**, par les mêmes ; la **Commune de Laneuveville-devant-Nancy**, par les mêmes ; la **Commune de Laxou**, par les mêmes ; la **Commune de Malzéville**, par les mêmes ; la **Commune de Vandœuvre**, par les mêmes ; MM. Gonzalve **Regnault**, procureur général près la Cour d'appel, 34, rue Lemerchier, Amiens, par MM. Pierre Boyé, René Martz et Justin Favier ; **Lombard**, avocat général à la Cour de cassation, 36, avenue de la Motte-Picquet, Paris, par MM. René Martz, Pierre Boyé et Justin Favier ; **Bizot**, ancien notaire, 12, rue du Pont-des-Religieuses, Commercy, par MM. Ludovic Beauchet, Marcel Maure et le comte Antoine de Mahuet ; l'abbé **L. Boqué**, vicaire à Saint-Pierre, 57, rue de Strasbourg, par MM. l'abbé Edmond Chatton, l'abbé Émile Chatton et Émile Duvernoy ; l'abbé **Dedenon**, aumônier de l'Hôpital civil, 29, rue de Strasbourg, par MM. les abbés Beugnet, George et Edmond Chatton ; l'abbé

Gigout, curé-doyen de Saint-Pierre, 57, rue de Strasbourg, par les mêmes ; **Graftieaux**, instituteur à Verneuil-Petit (Meuse), par MM. Louis Schaudel, Léon Germain de Maidy et Pierre Boyé ; l'abbé **Huchotte**, vicaire à Saint-Pierre, 57, rue de Strasbourg, par MM. les abbés Beugnet, George et Edmond Chatton ; Augustin **Parisot**, 26, rue Pasteur, par dom Jean Parisot et MM. Charles Sadoul et Edmond des Robert ; Raymond **des Roberts**, 10, rue de Metz, par MM. Marcel Maure, le comte Antoine de Mahuet et Edmond des Robert ; Robert **Tuffier**, 51, rue Saint-Dizier, par MM. Georges Goury, Gustave Goury et Edmond des Robert.

Ouvrages offerts à la Société.

Plombières ancien et moderne, par J.-D. HAUMONTÉ, édition refondue et augmentée... par Jean PARISOT. Paris, H. Champion, 1905, in-8 de 423-6 p., avec 35 gravures et plans.

Solennités et fêtes de l'Exposition internationale de l'Est de la France (Nancy, 1909), par Marcel KNECHT. Nancy, 1910, in-8 de 21 p., avec 18 gravures.

Le tombeau de Jean Forget à la cathédrale de Toul, par G. CLANCHÉ. (Ext. de 12 p. in-8 du *B. S. A. L.*, nov. 1910.)

Fortifications de La Mothe. Fouilles, par A. LIÉBAUT. Langres, imp. champenoise, 1911, 13 p. in-8.

Le mur cyclopéen de la Trinité (légende préhistorique), par le comte J. BEAUPRÉ. (Ext. de 9 p. in-8.)

Le premier archiviste de la Meurthe, François Eloy (1748-1814), par Émile DUVERNOY. Nancy, A. Crépin-Leblond, 1911, 20 p. in-8, avec portrait. (Ext. des *M. S. A. L.* 1910.)

Les origines de la théologie moderne. I. La renaissance de l'antiquité chrétienne (1450-1521), par l'abbé Auguste HUMBERT. Paris, V. Lecoffre, 1911, in-12 de 358 p.

Rapport de la Commission des fouilles.

Le comte Jules BEAUPRÉ soumet à l'approbation de la Société le rapport qu'il a rédigé, au nom de la Commission des fouilles, sur un récent projet de loi intéressant l'archéologie et la paléontologie. La Société, adoptant les vœux proposés par sa Commission des fouilles, décide l'impression de ce rapport. Des exemplaires en seront envoyés à MM. les Sénateurs et Députés des trois départements lorrains.

Lecture.

M. Pierre Boyé continue la lecture de ses *Recherches sur l'agriculture en Lorraine au XVIII^e siècle*.

MÉMOIRES

Les élections municipales de 1788 et 1790 dans le bailliage de Blâmont.

(Suite et fin.)

II

L'Assemblée nationale, dans ses décrets de décembre 1789, ne semble pas s'être préoccupée des difficultés qu'avait fait naître la complication des élections de 1788. Elle en aggrava les formalités et les incompatibilités.

La municipalité démocratique de 1790 doit émaner d'une assemblée générale des membres de la commune, ouverte sous la présidence ou plus justement *en présence* d'un délégué de l'ancienne municipalité. Le rôle de

ce délégué se limite en effet à constater le nombre des citoyens présents, et à provoquer un premier scrutin pour la nomination du président effectif de l'assemblée communale, scrutin dont le dépouillement est fait par les trois citoyens les plus âgés. Mais outre ce premier vote, il il n'en faut pas moins de sept autres pour parfaire la constitution du corps communal, non comprises trois prestations solennelles de serment pour conférer l'investiture aux divers élus : maire, secrétaire, procureur, officiers municipaux, notables, etc.

Ce furent assez généralement les curés, présidents-nés des anciennes municipalités à défaut de seigneurs, qui furent délégués pour ouvrir les nouvelles assemblées générales des communes. Assez généralement aussi, ils y furent maintenus dans leurs fonctions de présidents, quelquefois avec une mention respectueuse comme celle-ci : Monsieur X..., très digne prêtre. Mais, bien qu'il n'y eût aucune incompatibilité entre le sacerdoce et la mairie, fort peu de curés furent investis des fonctions de maire. Peut-être ne les briguèrent-ils pas.

Toutefois, il eut semblé naturel que, du moins en compensation des anciens privilèges dont ils avaient généreusement accepté la suppression, une place leur fût faite dans les nouvelles assemblées. Il n'en fut pas ainsi. On ne retrouve pas dans les élections de 1790 le calme, la dignité qui avaient présidé à celles de 1788. Les passions qu'une autorité traditionnelle ne contient plus, s'y montrent déjà assez vives pour que la complexité des opérations suffise à elle seule, par les lenteurs qu'elle entraîne, à lasser, à énerver le corps électoral. Mais, là où la situation se complique de quelque querelle intestine, les opérations deviennent immédiatement laborieuses et agitées; la journée n'y suffit plus; la cabale, l'obstruction, la fraude même y jettent la confusion.

Plusieurs procès-verbaux sont à cet égard aussi pittoresques qu'instructifs.

A Vacqueville, village de l'ancien temporel de l'évêché de Metz, la séance s'ouvre après vêpres sous la présidence d'un prêtre instruit et distingué, M. de Mirbeck, curé de la paroisse et vicaire général de l'évêché. Il rappelle tout d'abord la lecture, qu'il a faite au prône, des décrets de l'Assemblée nationale et des lettres patentes du roi. Il y ajoute une explication particulière « pour faciliter, dit-il, l'intelligence de plusieurs mots qui, étant inusités parmi les habitants des campagnes, n'auraient pas été entendus ou auraient souffert des interprétations différentes. » On ne s'est réuni ni à la maison commune, ni à la cure, « mais dans la maison du sieur Gridel, ancien syndic, lequel étant hors d'état de pouvoir se transporter au lieu où se tiennent ordinairement les assemblées, ayant désiré être témoin des élections, la communauté a été bien aise de donner cette marque de déférence à un citoyen qui s'est toujours distingué par ses vertus et sa charité.... »

Après cet hommage à la vertu civique, qui honore à la fois le vieillard qui en est l'objet et les électeurs qui ont tenu à le lui rendre, mais qui n'abrège pas les formalités du vote, on procède à l'élection du président effectif par un scrutin que dépouillent les trois citoyens les plus âgés. Élu sans opposition, M. de Mirbeck, qui conserve sa place au fauteuil, fait immédiatement observer qu'il sera certainement impossible de constituer complètement le corps des notables, à raison des incompatibilités édictées par les décrets entre parents ou alliés du degré de père, de fils, de beau-père ou de gendre, de frère, de beau-frère, d'oncle et de neveu. Dans ce petit village tout le monde est parent. Il propose donc de se contenter de l'essentiel, c'est-à-dire d'un maire et de deux officiers

municipaux. On commence par l'élection du maire, mais aucun nom ne réunit la majorité absolue. Au second tour, on constate malheureusement que beaucoup de citoyens ont déjà quitté la salle. Quelques-uns ont remis leur bulletin aux mains du maître d'école, mais c'est une pratique fâcheuse qui peut vicier l'élection. Entre temps, la nuit est venue, et il faut se séparer sans avoir réussi à faire aboutir le scrutin principal, celui de l'élection du maire, après lequel il en reste encore cinq.

Cette indifférence, à laquelle a bien pu se joindre quelque pointe de malice, indigne les patriotes zélés. Ceux-ci, « ancien maire et autres notables, ayant fait observer qu'il régnait dans la paroisse une négligence et une indifférence punissables », concluent « qu'il faut faire un règlement en vertu duquel tous les citoyens actifs sans exception seraient tenus de se trouver aux heures et lieux indiqués, sous peine d'amende », et *par provision* veulent appliquer tout de suite cette pénalité à ceux qui viennent de se retirer « pour faire manquer l'élection ». On se met donc à l'œuvre séance tenante, pour rédiger ce nouveau code du devoir civique, et « considérant qu'une indifférence aussi marquée ne peut se concilier avec les sentiments de respect et de reconnaissance dont la communauté est pénétrée pour le roi et l'Assemblée nationale », on fixe à trois francs l'amende applicable aux absents. Enfin, pour prévenir une ruse trop facile à prévoir, on décide qu'une fois entré dans la salle, nul ne pourra plus en sortir sans la permission du président.

Le lendemain lundi, on se remet à l'œuvre. En dépit des sévérités du nouveau règlement, il faut trois scrutins successifs pour arriver à l'élection du maire. Au premier tour, personne n'a réuni la pluralité; le second tour ne donne qu'une majorité relative; le troisième enfin tranche l'élection. Vient ensuite l'élection des trois officiers muni-

cipaux. La nomination du premier exige également trois tours, et il est midi quand cette dernière étape est franchie. Il faut donc encore une séance de relevée pour la nomination des deux autres officiers, et tout ce labeur n'a produit qu'une municipalité incomplète, puisqu'il y a impossibilité de trouver les douze notables.

L'élection de Vacqueville n'avait cependant présenté aucune autre difficulté que celle de la complexité même du système; M. de Mirbeck l'avait dirigée avec un tact et une compétence indiscutables. Ogéviller va nous offrir le tableau d'une assemblée troublée par les compétitions de l'intérêt privé.

La cure d'Ogéviller, du diocèse de Nancy, dépendait de celle de Mignéville, mais elle était desservie par un vicaire, qui officiait en même temps à Fréménil. C'est ce dernier qui avait présidé l'assemblée municipale élue en 1788, et qui avait été désigné pour ouvrir la séance aux élections de 1790. Mais on avait fait courir le bruit que cette présidence de l'assemblée du corps municipal, supposant le droit de résidence dans la commune, le vicaire méditait de s'en prévaloir pour se faire payer une location en qualité de vicaire-résident. En vain protestait-il de son désintéressement, offrant même de renoncer à certaine redevance qu'on lui payait; il ne parvint pas à réunir à la maison commune la totalité des citoyens. Une fraction dissidente, dont le chef n'était autre que M. Couroux, curé de Mignéville, prêtre populaire nouvellement élu maire dans cette commune, se réunit ailleurs, à la convocation de ce dernier. Le parti du curé contestait au vicaire son droit à la présidence. C'est à Fréménil, disait-on, et non à Ogéviller qu'était le siège de son vicariat. Son insistance cachait l'intention de faire augmenter la portion congrue que lui devait le curé. Bref, chacun des deux partis élut un maire et une

municipalité. L'affaire fut déférée à la Commission intermédiaire du district, avec un dossier bourré de protestations et d'insinuations malicieuses, qui n'aboutirent qu'à l'annulation des deux élections rivales. Mais la difficulté était grande d'en faire une nouvelle qui fût valable. La querelle du curé et de son vicaire avait privé l'un et l'autre de l'autorité nécessaire, et il fallut députer l'un des membres du bureau intermédiaire du district de Blâmont, l'avocat Regnault, pour présider la nouvelle élection et calmer les esprits. M. Regnault donna tort à M. Couroux, auquel la politique réservait d'ailleurs de bien plus graves déceptions.

L'élection de Domèvre fut plus significative encore. L'assemblée s'y tint, dit le procès-verbal, « sous l'inspection » d'un des chanoines de l'abbaye, M. Barrois, curé de la paroisse ; et cette expression voulue trahit déjà la méfiance. C'est le curé cependant que favorise le premier scrutin pour la présidence, mais à la faible majorité de six voix. Quand il s'agit d'élire les scrutateurs, dix-neuf citoyens manifestent leur mécontentement en se retirant, et bientôt la bataille s'engage sur l'élection du maire, qui met en présence un villageois, Nicolas Leroy, et un grand dignitaire de l'Église, M. de Saintignon, abbé de Domèvre, général des chanoines réguliers de la congrégation de Notre-Sauveur, membre nommé par le roi de l'Assemblée provinciale de Lorraine, ex-seigneur du lieu et membre de l'Académie de Metz. La lutte est passionnée. Le premier vote ne donne pas de résultat ; au second tour, on trouve dans l'urne douze voix de plus qu'il n'y avait de citoyens présents. Au troisième tour, M. de Saintignon est battu par 56 voix contre 30. C'est un échec sanglant pour l'abbaye.

Néanmoins, le curé dont la laborieuse présidence ne doit prendre fin qu'après la constitution complète de la nouvelle municipalité, poursuit sa tâche ingrate.

Les deux premiers scrutins pour l'élection des officiers municipaux s'accomplissent sans incident, mais pour le troisième, « le maire s'est trouvé n'avoir plus avec lui que cinq citoyens, le reste étant sorti l'un après l'autre, sans rien dire ». C'est l'obstruction. Le curé se décide à remettre l'opération au lendemain, et fait avertir les électeurs à son de caisse et de cloche; mais il consigne au procès-verbal « ses inquiétudes sur la crainte que la convocation ne soit pas régulière ».

Il passe outre cependant, et le lendemain, à l'ouverture de la nouvelle réunion, se présentent quatre citoyens seulement. Domèvre continue à boudier. Le président attendit « une demi-heure pour voir s'il n'arriverait pas plus de monde, et n'y en étant point arrivé davantage, il a demandé à M. le Maire élu, qui était présent, et aux trois autres citoyens la permission de se retirer, *attendu qu'il se disait indisposé* ». Et le pauvre chanoine s'enfuit écœuré. Alors, comme par enchantement, surgissent cinquante citoyens pleins de zèle, qui nomment allègrement deux officiers municipaux, puis le procureur de la commune, puis douze notables, dont aucun chanoine de l'abbaye.

N'est-ce pas là un tableau saisissant de cette mentalité lorraine pétrie par les siècles? Pendant huit cents ans, le paysan de Domèvre, sujet de l'abbaye, n'a eu pour armes que son inertie tenace et son silence plein de malice. Promu citoyen et électeur de fraîche date, c'est par la même tactique qu'il satisfait sa vieille rancune de vassal.

Ce verdict sévère était-il mérité? M. de Saintignon n'était point un prêtre rétrograde ni égoïste. Si l'on en croit ses déclarations dans un mémoire qu'il adressa à l'Assemblée nationale, il aurait, en dix-sept ans, versé pour les pauvres plus de 250.000 francs. Il allait prêter

avec empressement le serment à la Constitution civile du clergé, ainsi que M. Couroux, curé de Mignéville, dont nous avons parlé tout à l'heure. On peut donc les ranger l'un et l'autre dans ce groupe d'ecclésiastiques patriotes qui avait entrepris, avec un zèle hâtif, d'expliquer et de justifier dans les paroisses les actes de l'Assemblée, la nouvelle constitution du clergé. Ses inspirateurs étaient, à n'en pas douter, l'abbé Grégoire, curé d'Emberménil, et M. Lamourette, ancien lazariste, autrefois supérieur du séminaire de Toul, et depuis évêque de Rhône-et-Loire et métropolitain du Sud-Est. Leur doctrine se résumait en quelques propositions très hardies : « La primatie spirituelle et honorifique du pape... est le seul article de foi... Le Concordat de François 1^{er} avec Léon X est la capitulation d'un prince timide avec un prélat ambitieux. — Les papes se rendirent souverains du patrimoine de Saint-Pierre, alors plus que jamais ils mirent la puissance spirituelle dans la balance politique. L'Assemblée nationale a fait un ensemble de *Canons sacrés* et de lois profanes...; elle a sapé les abus, rétabli la discipline, *conservé le dogme* et la morale... La nation française s'est donc chargée des biens ecclésiastiques. Il est temps que les prêtres prient Dieu, au lieu de conduire les affaires. — En conséquence, la Société a décidé que chacun de ses membres prêterait le serment ordonné par le décret du 27 mai, même sans attendre la décision du pape ou l'avis de l'évêque, persuadée que l'un et l'autre ne s'opposera pas à la justice et à l'équité. »

On sait quels amers remords cette hâte indisciplinée ménageait à ceux qui en subirent l'entraînement ; comment elle ne leur valut même pas la faveur des masses dont ils flattaient les convoitises. L'abbé Couroux ne devait pas tarder à reconnaître son erreur, et à la réparer noblement par un acte de courage. Lorsque, en 1793, on le pressa de livrer ses lettres d'ordination, il refusa net.

« On me guillotinerà, s'écria-t-il ; tant mieux, je l'ai mérité. » (1) M. de Saintignon n'était point un homme de de cette trempe. Bien que général des chanoines réguliers et par conséquent gardien des règles de l'ordre, il avait commencé par supprimer l'abstinence du Carême, puis institué à Domèvre une vie fastueuse qui contrastait avec la simplicité de ses prédécesseurs. L'abbé Chatrian rapporte qu'il voyageait dans un carrosse élégant, avec quatre chevaux, cocher, postillon et laquais ; qu'il allait souvent à Paris promener son excellente perruque dans un équipage leste et fastueux ; que l'été il fréquentait les eaux de Plombières. En 1778, lors de la confirmation donnée par l'évêque, il avait dîné à l'abbatiale avec les dames du voisinage, pendant que les curés et les vicaires dînaient au réfectoire.

Aussi quand on vint demander aux religieux leur sentiment sur la liberté que l'Assemblée nationale donnait de quitter le cloître, ils furent unanimes à déclarer qu'ils ne demandaient pas mieux que d'en user, et aucun ne voulut demeurer à Domèvre avec l'ex-abbé, qui y vécut, âgé et infirme, jusqu'en 1795, de la pension de 6.000 livres que lui servit la nation. On ajoute que M. de Saingnon mourut dans la misère ; que personne n'accompagna son corps, et que le chien de l'abbaye suivit seul le tombereau qui le conduisit au cimetière.

Pourtant si Domèvre était à cette époque le plus gros et le plus riche village du pays, ne devait-il pas à l'abbaye une large part de sa prospérité, elle y nourrissait régulièrement 60 pauvres deux fois par semaine, et appartenait-il à cette jeune démocratie de venger de cette façon les griefs particuliers de la Congrégation des chanoines ?

(1) CHATRIAN, cité par l'abbé MARTIN, *Histoire du diocèse de Toul*, t. III, p. 149.

Mais nous venons de voir que, dès 1790, les passions et les rancunes parlaient déjà très haut au sein des assemblées populaires; et l'on ne saurait s'étonner qu'au cours des années suivantes, lorsque les événements eurent découragé les timides et enflammé les agités, les affaires communales, délaissées par la masse des citoyens paisibles, aient été livrées aux fantaisies d'une minorité d'exaltés et d'ambitieux.

ÉMILE AMBROISE.

Inscriptions inédites à Pont-à-Mousson.

On trouve à Pont-à-Mousson un certain nombre d'inscriptions intéressantes, du moyen âge et des temps modernes. Plusieurs ont été publiées par Sansonetti et par l'abbé Hyver (1). D'autres sont restées inédites; nous les avons transcrites naguère avec l'aide de notre confrère, M. Paul Denis, et nous les publions ici, édifice par édifice.

Commençons par la rive droite de la Moselle, et par l'église Saint-Martin, qui fut d'abord, au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, la chapelle des Antonistes, puis, à partir de la fin du ^{xvi}^e, la chapelle de l'Université. Dans le bas-côté épître, on rencontre d'abord le Saint-Sépulcre bien connu, puis l'épithaphe de Joffroy de Kaisersberg, qui daterait de 1358, et qui est aujourd'hui en partie cachée par un

(1) Victor de SANSONETTI, *Description de l'ancienne église des Antonistes, maintenant paroisse Saint-Martin*, Nancy, 1844, in-folio.
— Abbé Charles HYVER, *L'église de la commanderie de Saint-Antoine de Pont-à-Mousson*, dans les *Mémoires de la Société philotechnique de Pont-à-Mousson*, 1878, p. 39-83; *L'église des Claristes de Pont-à-Mousson*, dans les *M. S. A. L.*, 1873, p. 382-405.

banc (1). Tout en haut de ce même bas-côté, une épitaphe qui a été mal lue jusqu'à présent (2), et que nous publions de nouveau; elle est sur le mur, à 1^m20 du sol, tracée en caractères gothiques peints en noir; nous la reproduisons simplement en petites capitales, en soulignant les lettres que remplacent dans l'original les signes d'abréviations assez nombreux.

CY DEVANT GIST DISCRETE PERSONNE MESSIRE CLAUDE
WIRY, DU PONT SUR MADON (3), JADIS TABELLION
JURÈ ON TABELLIONNAIGE DE NANCY, QUI A FONDÉ SON AN-
NIVERSAIRE A TOUSJOURSMAIS EN L'ÉGLISE DE CEANS LE JUEDY
DES QUATRE TEMPS DE L'AN, VALLANT PAR CHASCUN AN
DOUZE FRANS, COMME IL EST PLUS AMPLEMENT DÉCLARÉ
ON MARTHIROLOGE D'ICELLE ÉGLISE, QUI MORUT
LE XXII^e JOUR DE JULLET MIL V^e XXXV. PRIEZ DIEU POUR LUI.

Dans le bas-côté évangile, on voit la longue épitaphe d'Esther d'Apremont morte en 1592; elle est publiée par Sansonetti (p. 10) et par l'abbé Hyver (p. 67). Nous avons collationné le texte donné par ce dernier; il est exact. Du même côté sont deux pierres tombales, sur l'attribution desquelles on ne s'accorde pas: Sansonetti (p. 8) y voit les effigies d'Henri, comte de Bar, tué en 1239 à la bataille de Gaza en Palestine, et de Bonne de de Bar, fille de Robert qui fut duc de Bar de 1352 à 1441, épouse de Waleran III, duc de Luxembourg. L'abbé Hyver (p. 49-51) admet Bonne de Bar; mais, pour lui, l'autre effigie est celle de Louis d'Anjou, mort après 1444,

(1) Publiée par SANSONETTI, p. 9. et par HYVER, dans *Mém. Soc. philot.*, p. 53.

(2) SANSONETTI, qui l'édite, p. 10, écrit le nom du défunt Claude Bony; HYVER, qui l'indique seulement, p. 55, l'écrit Claude Way.

(3) Pont-sur-Madon, Vosges, arr. Mirecourt, cant. Charmes-sur-Moselle.

troisième fils du bon roi René. Nous ne faisons que signaler le dissentiment, ainsi qu'une inscription de 1610, gravée en lettres d'or sur un autel, que donne l'abbé Hyver (p. 65-66).

..

Nous passons sur la rive gauche de la Moselle, et nous nous arrêtons d'abord à l'église Saint-Laurent, où il y a une seule inscription ancienne. Elle se voit du côté évangile, à main droite de l'autel de cette chapelle de Notre-Dame de Pitié où l'on admire un fort beau triptype; elle est gravée en petites capitales sur une pierre de 0,85 de haut et 0,45 de large, placée à 2 mètres au-dessus du pavé :

CY DEVANT REPOSE
LE CORPS D'HONNESTE
HOMME, JEAN THIAU-
COURT MAITRE PATICIER
ET BEDEAU EZ FACULTEZ
DES DROICTS EN L'UNI-
VERSITÉ DU PONT-A-MOUS-
SON, LEQUEL APRÈS AVOIR
MENÉ UNE VIE TRÈS ÉDI-
FICATIVE, RENDIT SON
AME A DIEU LE 27 MAY 1655
ET AAGÉ DE 60 ANS ET HUICT
MOIS. PRIÉ DIEU POUR LE
REPOS DE SON AME.
ET ANNE COLLESSE
VEFVE A FEU MAITRE JEAN
THIAUCOURT, LAQUELLE
AAGÉE DE SOIXANTE
ANS DÉCÉDA LE 23
JUIELLET DE L'AN 1671
REQUIESCANT IN PACE.

La faculté de droit avait deux bedeaux, qui juraient obéissance au doyen, et faisaient fonctions d'appariteurs et de hérauts (1). Cette épitaphe montre qu'ils pouvaient cumuler leur charge avec un métier manuel.

..

Au nord de Saint-Laurent, très près de la Moselle, s'élevait le monastère des clarisses, dont l'abbé Hyver a décrit l'église (2). Il a été démembré en plusieurs propriétés particulières. L'une de celles-ci est la maison d'un marchand de bois, à laquelle on arrive par la rue des Jardins; la cuisine de cette maison occupe l'ancienne sacristie de l'église. Dans la cour voisine, on voit fixées au mur, l'une au-dessus de l'autre, deux pierres avec inscriptions. La pierre supérieure mesure 0^m60 de large sur 0^m45 de haut; on y lit ces mots en petites capitales :

CY GIST DIDIER LE LOUP
DE LIMES (3), GREFFIER ET TA-
BELLION DUDIT LIEU, QUI
TRESPASSA L'AN 1690
LE 7^e DE SEPTEMBRE.
PRIEZ DIEU POUR LUY.

La pierre inférieure mesure 0^m58 de haut sur 0^m60 de large; ici, l'inscription plus ancienne et gravée en creux est en caractères gothiques, ce qui la rend déjà moins aisée à lire; elle a dû reste été quelque peu martelée, en sorte que plusieurs mots sont douteux. Voici comment, après un examen minutieux, il nous a semblé, à M. Denis et à moi, qu'on pourrait la restituer. Nous ne donnons cette

(1) Abbé Eug. MARTIN, *l'Université de Pont-à-Mousson*, Nancy, 1891, in-8, p. 201.

(2) *M. S. A. L.*, 1873, p. 382-405.

(3) Limey, arr. Toul, cant. Thiaucourt.

Avril 1911.



ÉPITAPHE DU COUVENT DES CLARISSES
DE PONT-A-MOUSSON
(1536).

lecture que sous toutes réserves ; on pourra d'ailleurs la contrôler, et tâcher de trouver mieux, grâce à la planche qui accompagne ce travail et qui est faite sur un cliché de M. Denis.

CY • DEVANT • SONT • INHUMEZ • HONNESTES •
CONJONCTZ • JEHAN • MALIEH • MARCHANT, QUI •
MORUT • LE • 5^e • D'APVRIL • MIL V^e XXX, ET • ZABEL
SA • FEMME, QUE • TRESPASSA • LE XVI^e • DE • FEBVRIER •
MIL • V^e XXXV • EN • LEUR • VIVANT • GOUVERNEURS •
DE • LA • MAISON • DE • CÉANS. DIEU, PAR •
SA • SAINCTE • MISÉRICORDE, VEULLE • LES • AMES •
METTRE • EN • REPOS • PERDURABLE. AMEN. 1.5.36.

L'abbé Hyver a connu cette inscription (1), mais sans trop pouvoir la déchiffrer, car, par une erreur qui ne s'explique guère, il y voit l'épithaphe du sonneur de cloches du monastère. On appelait gouverneur, dans les monastères de religieuses de l'ordre de sainte Claire, le personnage qui avait le soin de recevoir les aumônes destinées au sœurs, et de subvenir à leurs besoins temporels. Celui dont il s'agit ici a exercé ses fonctions au temps de Philippe de Gueldres qui, entrée au monastère le 8 décembre 1519, y mourut le 28 février 1547, n. st.

..

Nous terminons par l'hôpital, situé assez près des clarrisses, rue Fabvier, et qui date des premières années du xvii^e siècle. On projette actuellement de le transférer dans un bâtiment plus vaste, à l'ancien petit séminaire, par exemple, et il est d'autant plus nécessaire de publier ses inscriptions qu'elles sont fort exposées à disparaître au cours de l'opération. Il y en a deux dans sa modeste chapelle. L'une en petites capitales est tracée sur une plaque

(1) Il y fait allusion dans *M. S. A. L.*, 1873, p. 385, n. 1.

de marbre noir, placée au-dessus du confessionnal, contre le mur du bas, côté évangile :

D. O. M.

A LA MÉMOIRE DE MESSIRE CHARLES-CUNY
ROBINET, VIVANT CHANOINE DE L'INSIGNE
ÉGLISE COLLÉGIALE DE SAINTE-CROIX, ET
ANCIEN CURÉ DE LA PAROISSE SAINT-LAURENT
DE CETTE VILLE ; LEQUEL, APRÈS AVOIR
DONNÉ DE SON VIVANT LA SOMME DE
TROIS MIL LIVRES POUR FONDER UN LIT
DANS CET HOPITAL, Y A ENCORE LÉGUÉ
A SA MORT UNE SOMME DE CINQ CENT LIVRES
POUR LES PAUVRES DE LA CHARITÉ, ET CENT
CINQUANTE LIVRES POUR L'ENTRETIEN DE
CET HOPITAL. IL EST DÉCÉDÉ LE 1^{er} NOVEMBRE 1728,
AGÉ DE 72 ANS. REQUIESCAT IN PACE. AMEN.

L'autre inscription est dans le chœur, du côté épître, sur une plaque de marbre noir entourée d'un cadre en pierre sculptée dont le bas est à 1^m80 au-dessus du pavé ; elle est en petites capitales dorées :

D. O. M.

HIC JACET, IN SPE RESURRECTIONIS,
VENERABILIS SACERDOS,
DOMINUS CAROLUS-DOMINICUS VAUTHIER,
QUI CUM PONTI-MUSSANA S. LAURENTII PAROCHIAM
PER ANNOS XXXVIII, ET DECANATUM DE PERNEIO PER XX,
SUMMA CUM VIGILANTIA REXISSET, OBIIT IN DOMINO,
DIE II OCTOBRIS MDCCLXI, ANNO AETATIS LXXIII,
POST INNUMERA IN GLORIAM CHRISTI ET
MEMBRORUM EJUS LEVAMEN GESTA, JUSSERAT
HUMILIS ET MEMORANDUS IN AEVUM PASTOR
HUNC SOLUM TUMULO SUO INSCRIBI TITULUM :

HIC JACET PECCATOR. ORATE PRO EO.

REQUIESCAT IN PACE.

OUTRE DEUX LITS FONDÉS PAR DÉFUNT M.
LE CURÉ DE S. LAURENT, ET AUTRES BIENFAITS,
M. NICOLAS-FRANÇOIS VAUTIER, SON
FRÈRE, CURÉ DE VILLERS ET DOYEN DE PRÉNY (1),
A FONDÉ A PERPÉTUITÉ EN CET HOPITAL UN
SERVICE SOLEMNEL DE TROIS MESSES HAUTES,
VIGILES ET OBSÈQUES, DANS LE COURS DE CHAQUE
MOIS D'OCTOBRE ; UN *DE PROFUNDIS* SUR LA
FOSSE, AVEC LA COLLECTE *PRO SACERDOTE*, PAR
SIX SŒURS DE LA CHARITÉ TOUS LES VENDREDIS,
UNE MESSE BASSE PAR MOIS, UN CERCUEIL ET UNE
MESSE BASSE POUR CHAQUE PAUVRE DE CETTE
VILLE MOURANT AU MÊME HOPITAL, SUIVANT
LE CONTRAT REÇU PAR M. MICHON, NOTAIRE,
A PONT-A-MOUSSON, LE XXIX AVRIL MDCCLXII.

On remarquera que cette dernière et longue inscription est en deux langues. La première partie, qui est une véritable épitaphe, est en latin ; la seconde, en français, commémore simplement des libéralités faites à l'hôpital. Comme il s'agit de deux frères, prêtres l'un et l'autre, on a réuni le tout sur un même marbre.

E. DUVERNOY.

CHRONIQUE

Dans les procès-verbaux imprimés du Conseil municipal de Nancy pour 1910, p. 518-535, est un rapport de M. Xardel sur les noms à donner aux nouvelles rues de Nancy. Avec beaucoup de raison, une large place a été faite aux noms historiques lorrains, et c'est ainsi qu'on va avoir un boulevard d'Haussonville,

(1) Prény et Villers-sous-Prény, cant. Pont-à-Mousson.

une avenue Boffrand, des rues de Sivry, Ferry III, Saint-Bodon, Lecreulx, de Vannoz, etc. Le rapporteur a tenu à justifier ses propositions, et, sur chacun de ces personnages, il a donné une notice qui fait très bien ressortir leurs titres. Les historiens et les archéologues seront heureux de cet hommage si avisé rendu à nos gloires locales.

Rapport présenté au nom de la Commission des fouilles sur le récent projet de loi intéressant l'archéologie.

(Suite.)

Voilà, somme toute, à quoi se borne la législation actuelle, que certains s'obstinent à vouloir conserver ; autrement dit, *nous ne sommes pas défendus*. La Société préhistorique française nous a soumis un projet d'amendement composé de trois articles, dans le but, dit-elle, de « compléter la loi du 30 mars 1887 ». Voyons si elle paraît devoir atteindre son but.

L'article 1 dit ceci : « Aucun objet présentant un intérêt national archéologique ou paléontologique ne pourra franchir les frontières françaises sans autorisation spéciale des ministres compétents. »

Comment connaître l'existence de cet objet, comment savoir son importance, souvent ignorée de son possesseur lui-même, si cet objet n'est pas officiellement connu ? Et en cas de non-observation de cette prescription, quelle sera la sanction ?

L'article 2 se rapporte aux ventes. « En cas de vente d'objets intéressant l'archéologie ou la paléontologie, l'État pourra exercer droit de préemption. »

Passé encore pour les ventes publiques, mais pour les autres, comment l'État en aura-t-il connaissance ? En outre, qu'entend-on ici par *droit de préemption* ? Si l'on a voulu désigner ainsi une sorte d'*expropriation* de l'objet avant la vente, et établir une véritable disposition législative qui n'existe pas dans nos lois actuelles, il fallait le dire d'une façon positive, et établir dans quelles conditions se ferait cette expropriation, incontestablement attentatoire à la liberté du vendeur. Si le terme employé veut simplement signifier, dans l'esprit des

rédacteurs de l'article 2, que l'État aura droit à la *préférence* à offres égales, encore faudrait-il expliquer de quelle façon procéderont les représentants de l'État. Il sera bien facile au vendeur et à l'acheteur de s'entendre ensemble dans un but de chantage, quitte à se partager le bénéfice ; ou d'évincer l'État, s'ils le préfèrent, au moyen de surenchères fictives exorbitantes.

L'article 3 vise les étrangers : « L'étranger désirant faire des fouilles sur le territoire français devra solliciter l'autorisation ministérielle. »

Et s'il passe outre, soit en dissimulant sa qualité d'étranger, soit même ouvertement avec le concours complaisant de nationaux qui lui serviront de prête-noms, comment, dans l'immense majorité des cas, l'État en sera-t-il informé, et, à l'occasion, quelles pénalités encourra le contrevenant ? Voilà ce qu'on a oublié de nous dire.

Ce n'est pas, on en conviendra, avec des articles comme ceux que nous venons d'énumérer, que l'on arrivera à « compléter » la loi impuissante du 30 mars 1887, et à améliorer la situation.

Ce qui frappe au premier abord, dans notre législation, c'est la défectuosité du service d'information dont dispose l'État. Dans le projet de loi, l'institution des inspecteurs des fouilles a effrayé bien des personnes. Et cependant, comment connaître et désigner les objets présentant un caractère d'intérêt national, et, par suite, comment arriver à réformer les abus contre lesquels tout le monde proteste, si l'on ne charge personne de la surveillance des chantiers de fouilles, et d'une façon générale de la recherche des objets susceptibles d'être acquis par l'État ?

En ce qui concerne les terrains *domaniaux*, on aurait bien mauvaise grâce de s'opposer à ce que les pouvoirs publics règlent, au mieux de l'intérêt général, ce service de recherches. Pourquoi ne pas admettre alors, dans ce cas, le système des inspecteurs, avec toutes les attributions que le projet de loi voudrait leur confier ? Pourquoi ne pas admettre également l'institution de ceux-ci au sujet des propriétés appartenant aux départements, aux communes, aux établissements publics ?

En ce qui concerne les *propriétés particulières*, on pourrait

limiter, si l'on veut, le rôle des inspecteurs à une simple constatation des découvertes, sans qu'ils puissent s'immiscer dans la conduite des travaux. Pour désigner les objets de nature à être acquits par l'État, encore faudrait-il admettre, ce qui est fort douteux, que les intéressés voulussent bien consentir à les laisser voir. L'ingérance des inspecteurs dans le domaine particulier des citoyens, si mitigée soit-elle dans ses conditions, ne sera pas admise, croyons-nous, sans opposition, lorsqu'il s'agira de voter la loi.

Il en est de même des autres dispositions concernant la propriété privée. L'atteinte portée à celle-ci ne saurait guère se justifier, aux yeux de bien des gens, par la prépondérance de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

L'impuissance dans laquelle s'est vu l'État de réagir contre les abus au moyen d'armes qu'il ne pouvait trouver dans les lois, l'a obligé de s'en remettre à l'initiative des administrations, pour essayer de résister d'une façon indirecte, en compliquant les formalités et en hérissant ainsi de difficultés le chemin des chercheurs.

C'est ainsi qu'une demande d'autorisation de fouilles dans une forêt de l'État, doit suivre toute la hiérarchie du service des Eaux et Forêts jusqu'au ministre de l'Agriculture, passer au Ministère des Finances depuis le bas jusqu'en haut et vice versa, faire de même à celui de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, revenir à celui de l'Agriculture, et, après une absence mouvementée de plus de six mois, revenir enfin, par l'intermédiaire du service des Eaux et Forêts, entre les mains du pétitionnaire. Trois ministres à déranger pour faire un trou, ne rien abîmer, et finalement, dans la plupart des cas, pour ne rien trouver ! Est-ce qu'en pareilles circonstances l'autorisation de l'inspecteur des Forêts, donnée si l'on veut à titre provisoire, ne devrait pas suffire ? Avec un tel système, on en est arrivé à peser lourdement sur les chercheurs. Certains ont parlé de l'« arbitraire administratif » auquel nous allions être en but. Ignorent-ils donc les faits qui viennent d'être énumérés, et surtout avec quelle inégalité sont appliqués les règlements ? Dans un département on impose aux fouilleurs toutes les formalités possibles, quand dans le voisin on laisse tout faire.

(A suivre.)

J. BEAUPRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

Dans la *Gazette des Beaux-Arts* d'avril 1911, p. 261-7, M. Edmond Bruwaert étudie *Un livre de la B. N. ayant appartenu à Jacques Callot et orné de ses dessins* (avec 6 pl. ou dessins, dont 1 pl. hors texte). Ce volume, que le graveur avait rapporté de Florence en 1621, est intitulé: *Scelta d'alcuni Miracoli della Nunziata di Firenze*, par le P. servite Angelo Lottini. Callot y a mis son ex-libris ; puis, peu après, l'a offert au magistrat poète, Alphonse de Rambervillers, qui y apposa à son tour son ex-libris « Ex Musaeo A. de Ramberviller ». Mais, dans l'intervalle, l'illustre artiste avait tracé sur les feuilles de garde deux esquisses, l'une en l'honneur de saint Livier, l'autre en l'honneur de saint Jean-Baptiste ou de saint Amon ; on sait qu'il devait dans la suite traiter ces deux sujets par la gravure. Ainsi, la liste déjà longue des dessins de Callot s'enrichit de deux numéros ; il devient tout-à-fait probable que les gravures dites *Miracoli della Nunziata* qui ornent ce volume sont bien, comme on le croyait, l'œuvre de Callot, car il n'aurait pas offert à un homme de distinction un livre où les dessins auraient été de lui et les gravures d'un autre ; enfin on constate que Callot a été en relations amicales avec Rambervillers, pour qui il grava le frontispice des *Actes de saint Livier* (1624). M. Bruwaert suppose même que c'est le poète qui proposa le graveur à la cour de Bruxelles pour traiter l'année suivante le *Siège de Bréda*.

E. D.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

DONS

SECTION II

Par M. Eugène SPIRE : Deux jetons d'argent des notaires d'Abbeville et de Péronne.

SECTION III

Par le comte J. BEAUPRÉ : Bouteille à long col (xviii^e siècle). Boulet de canon, trouvé dans la Moselle à Pont-à-Mousson.

— M. A. DELCHARD : Taque aux armes de Lorraine, provenant de la maison sise à Nancy, rue St-Julien, n^o 64.

— M. l'Abbé EMOND : Deux balances dites « romaines » (xviii^e siècle).

— M. R. de GOUSSAINCOURT, associé-correspondant de l'Académie de Stanislas : Coffre en fer forgé, orné de motifs et rinceaux en fer repoussé et ciselé ; ce remarquable coffre, attribué à Jean Lamour, provient de l'ancien palais de l'Intendance, siège actuel du 20^e Corps d'armée, et fut vendu par le fisc en 1804.

— M. PICAUDÉ : Gourde en grès, trouvée dans un puits à Sarunion (xix^e siècle).

— M. A. PIERSON : Vierge en ancienne terre de Favières.

— M. A. de ROCHE DU TEILLOY, en souvenir de M. Émile DUBOIS-BANGOFISKY, de Nancy : Chaise longue en bois sculpté, recouverte de cuir rouge (époque de Louis XVI).

Cinq albums de dessins pour broderies de Nancy, provenant de la fabrique de M. Dubois-Bangofsky (milieu du xix^e siècle).

— M. Ch. SADOUL : Hallebarde d'église (xviii^e siècle).

Assiette en ancienne faïence de Toul ; trois assiettes en ancienne faïence de Longwy ; assiette trompe-l'œil en ancienne porcelaine de Niederviller.

ACQUISITIONS

SECTION III

Soupière en faïence de fabrication lorraine, décor de chinois au grand feu ; porte sur le couvercle les noms suivants : *N. JAQUEL — T. THOUVENIN.*

Grande vierge en ancienne terre de Favières.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 5. — MAI 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 7 avril 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

La Bibliothèque d'art et d'archéologie, MM. le docteur Auguste Cachet, Camille Picard, le vicomte du Fou, Otto Forst, Albert François et Gaston Zeller ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

Distinctions honorifiques.

MM. Coubé et Hérissé ont été nommés officiers d'Académie.

Admissions.

Le Musée des Antiquités nationales ; les Communes de Heillecourt, de Laneuveville-devant-Nancy, de Laxou, de

Malzéville et de Vandœuvre ; MM. Gonzalve Regnault, Lombard, Bizot, l'abbé L. Boqué, l'abbé Dedenon, l'abbé Gigout, Graftieaux, l'abbé Huchotte, Augustin Parisot, Raymond des Robert et Robert Tuffier, sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Ville de Pont-à-Mousson**, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; la **Ville de Vézelize**, par les mêmes ; la **Commune d'Essey-lès-Nancy**, par les mêmes ; la **Commune de Liverdun**, par les mêmes ; MM. Léon **Lefébure**, membre de l'Institut, 36, avenue Marceau, Paris, par MM. Émile Duvernoy, Pierre Boyé et Justin Favier ; Just **Laurent**, avocat, 11 *bis*, rue du Cerf-Volant, Bordeaux, par MM. Edmond des Robert, Pierre Boyé et Léon Germain de Maidy ; le marquis François **de Marmier**, au château de Ray (Haute-Saône), par MM. Antoine et Paul de Rozières et Marcel Maure ; Robert **Velu**, 14, rue de la Visitation, par MM. Charles Caye, Edmond des Robert et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

Le duc Antoine de Lorraine et les « saints auxiliaires », par LÉON GERMAIN DE MAIDY. Nancy, Berger-Levrault, 1910, in-8 de 25 p.

Anoblissement expectatif de la postérité d'un Thionvillois en 1818, par le même. (Ext. de 4 p. in-8.)

Les tombeaux de M. le duc de Choiseul et de Léonard Perrault, son ami, à Amboise (Indre-et-Loire), par T. MAS-SEREAU. Tours, J. Allard, 1909, in-8 de 31 p., avec 1 pl. hors texte. (Offert par le marquis de Marmier.)

Compte rendu annuel de l'Association amicale des lycées de Nancy, Metz, Strasbourg et Colmar, 1909, par

Alexandre DE ROCHE DU TEILLOY. Nancy, A. Barbier, 1911, in-8 de 94 p.

Rapport de la Commission des finances.

M. Charles GUYOT donne lecture du rapport qu'il présente, au nom de la Commission des finances, pour l'exercice 1910. Les conclusions de ce rapport sont mises aux voix et adoptées.

Lectures.

M. Edmond des Robert lit une notice du baron Max DE FINFE DE SAINT-PIERREMONT, intitulée : *La tombe d'un seigneur de Sorcy dans l'église de Ziemetshausen en Bavière. Jacques de Saint-Vincent (1584-1655)*. La Société en vote l'impression dans ses *Mémoires* et nomme pour former la Commission de revision : MM. Edmond des Robert, Eugène Spire et Léon Germain de Maily.

M. Pierre BOYÉ continue la lecture de ses *Recherches sur l'agriculture en Lorraine au XVIII^e siècle. — II. La misère du laboureur, l'émigration.*

RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES POUR L'ANNÉE 1910.

Messieurs,

Votre Commission des finances s'est réunie le 31 mars, et je suis chargé de vous présenter le compte rendu de ses opérations.

Les comptes du trésorier ont été examinés avec les pièces à l'appui. Ce travail est, comme toujours, rendu très facile grâce à l'ordre parfait que M. Julien Knecht apporte dans sa gestion. Nous tenons à lui exprimer ici toute notre satisfaction.

Deux faits considérables caractérisent l'année qui vient

de s'écouler : pour la Société, la progression constante du nombre des membres, qui dépasse aujourd'hui le chiffre de 700 ; pour le Musée, l'entrée en possession récente de trois nouvelles salles, avec l'espoir prochain d'agrandissements plus importants encore. Alors que presque partout, dans les Sociétés similaires, on entend des plaintes sur la difficulté de recruter de nouveaux adhérents, par un phénomène spécial la Société d'archéologie lorraine se fortifie et s'augmente depuis quelques années dans des proportions que personne n'eût osé entrevoir autrefois. Tout le mérite en revient à votre dévoué président, M. Pierre Boyé, et il n'est que juste de lui en témoigner notre reconnaissance. C'est également son insistance, à laquelle est venue se joindre l'aide très efficace de plusieurs de nos confrères, et en particulier de M. Ferdinand Bretagne, qui a pu mettre fin aux atermoiements dont l'an dernier nous constations avec peine le prolongement indéfini. Enfin, la Municipalité a bien voulu prendre cette décision que nous attendions depuis longtemps : une partie des bâtiments de l'École supérieure nous est abandonnée, en attendant le reste, et désormais le Musée historique lorrain va pouvoir se développer avec toute l'ampleur que comporte son institution. A des degrés divers, les faits que nous venons de signaler ont sur nos finances une répercussion facile à comprendre ; nous ne sortons donc pas de notre sujet en les mentionnant au début de ce rapport.

En ce qui concerne la Société, 597 cotisations ont été perçues pour l'exercice 1910. Dans ce nombre de 597 adhérents, nous comptons 357 membres abonnés au Bulletin, et 240 recevant les Mémoires seulement. La liste des membres perpétuels s'est accrue de quatre nouveaux noms ; elle en compte maintenant 45, dont 27 de membres vivants.

Pour l'exercice écoulé, le compte de la Société s'établit
comme il suit :

Recettes :

Cotisations perçues dans le courant de l'exer-	
cice.	5.040 »
Ventes de livres y compris la Table	129 20
Publicité du Bulletin	100 »
Arrérages de rentes sur l'État (membres perpé-	
tuels)	316 50
Intérêts des sommes en banque	45 29
Versements de nouveaux membres perpé-	
tuels.. . . .	800 »
Total des recettes de l'exercice .	<u>6.430 99</u>

Dépenses :

Impressions : Mémoires	2.371 40	}	3.787 10
— Bulletin	1.328 70		
— Divers.	87 »		
Planches et illustrations.			549 80
Achats de rente 3 p. % (membres perpé-			
tuels).			789 45
Recouvrements, écritures, correspondance			
et frais divers			446 25
Chauffage et éclairage			62 70
Total des dépenses de l'exercice .			<u>5.635 30</u>

Pour le Musée, un élément essentiel des recettes, le
produit des entrées, continue à s'accroître régulièrement.
Il a été encaissé de ce chef une somme de 3.000 francs,

alors que l'avant-dernier exercice n'avait donné que 2.600 francs. (Si nous ne comparons pas avec l'exercice immédiatement antérieur, c'est que celui-ci a été influencé extraordinairement par l'Exposition de 1909.) Les autres éléments de recettes sont les subventions de la Ville et du Département, qui ont été continuées aux chiffres habituels.

Quant aux dépenses, nous devons signaler une augmentation considérable du chiffre de nos acquisitions (1.972 francs), votre Comité ayant désiré très justement saisir l'occasion de la vente de la collection Quintard pour compléter notre médaillier de certaines pièces intéressantes. En outre, nous avons dû contribuer à des frais de réparation du bâtiment, notamment à la réfection du grand escalier montant à la Salle des Cerfs. Mais ces dépenses, que notre budget pouvait facilement supporter, ne sont rien auprès de celles qui nous incomberont dans le cours du prochain exercice, pour l'aménagement des nouvelles salles du Musée et pour le remaniement de nos collections, qui en sera la conséquence ; aussi devons-nous nous montrer très réservés pour nos autres allocations, afin de faire face à ces obligations qui sont d'un intérêt vital pour l'avenir et auxquelles nous ne pouvons nous soustraire.

Vous voudrez bien, Messieurs, vous joindre à votre Commission pour remercier, une fois de plus, M. Julien Knecht, votre trésorier, du zèle qu'il apporte dans sa gestion, devenue tous les ans plus compliquée et plus difficile par l'accroissement de nos membres et le développement de nos opérations.

CH. GUYOT.

MÉMOIRES

La légende de la famille de Tillon.

En l'église Saint-Evre de Nancy, vers l'époque de la rentrée du duc Léopold (1698), un vendredi saint, il se produisit, au rapport de l'abbé Lionnois, un fait extraordinaire.

Voici en quels termes cet historien le raconte, à propos de l'église des Cordeliers, voisine du Palais ducal :

« Il y avoit sous le duc Léopold... une tribune près de l'orgue, qui communiquoit du Palais à l'église... L'établissement de cette tribune a eu une cause trop singulière pour n'en pas faire ici mention. M. de Bissy, évêque diocésain (1), ayant interdit, comme nous l'avons rapporté précédemment, toute fonction pastorale au Chapitre de S. Georges, dont l'église étoit la chapelle du prince, avoit assigné celle de S. Epvre pour paroisse à la Cour, en laissant néanmoins à S. A. R. la liberté de choisir toute autre église pour les devoirs pastoraux. Ce prince religieux, pour donner à ses sujets un exemple d'édification, se rendoit à S. Epvre, assistant aux offices les dimanches et les fêtes avec la famille royale. Un jour de vendredi saint, le duc Léopold alla le premier après le clergé adorer la croix. Comme dans les Cours toutes les cérémonies sont réglées par l'étiquette dont on ne s'écarte pas, il y avoit entre le Prince et S. A. R. son épouse qui prétendoit avoir le droit de faire son adoration après son mari, une distance assez considérable. Tout-à-coup, et dans cet es-

(1) Henry de Thiard de Bissy, évêque de Toul de 1687 à 1704. Il ne fit son entrée à Toul qu'en 1692.

pace, vint se présenter un M. de T., bon gentilhomme, mais peu fortuné, tenant en main une patente qu'il crioit lui donner le droit de faire, immédiatement après le souverain, son adoration, et qu'il vouloit en jouir. Les menaces des gardes, la douceur du Prince qui lui représenta que ce n'étoit pas le moment ni le lieu pour justifier son droit, ne purent vaincre son opiniâtreté, et il fit son acte de religion comme il le vouloit. Madame Royale, choquée qu'un de ses sujets eût le pas sur elle, se retira à sa place, ce qui occasionna un grand tumulte et un grand scandale. Dans le jour, le Prince ayant fait venir ce seigneur, et examiné son titre qui fut trouvé bon et donné par un prédécesseur de S. A. R. à un ancêtre de ce Seigneur, il lui fut proposé de renoncer à ce droit pour une indemnité très-considérable qu'il refusa. Dès ce moment, le duc Léopold cessa de suivre les offices divins à S. Epvre, et fit faire aux Cordeliers la tribune dont nous venons de parler, et dans laquelle leurs Altesses royales et toute leur Cour satisfaisoient aux devoirs de religion, lorsque leurs Altesses étoient en leur capitale...

« Je ne sais sur quel fondement ce seigneur fondeoit sa prétention, n'ayant pu voir le titre qui établissoit son droit et parut valable et légitime au duc Léopold. Ce ne peut être que sur un service très-important rendu à quelqu'un de nos princes par un de ses ancêtres, dans ces temps où nos braves preux étoient plus avides de quelque distinction dans nos églises que de récompenses pécuniaires. Nous trouvons quelque chose de semblable dans les annales de Bourgogne... (1) » L'auteur parle ici du canonicat à la cathédrale d'Auxerre, qui appartenait de droit à un membre de la famille de Chastellux. Mais l'analogie fait complètement défaut.

L'événement, tel que le retrace l'ancien historien de

(1) J.-J. LIONNOIS, *Hist. de Nancy*, t. I, 1805, p. 106-107.

Nancy, n'a rien d'absolument invraisemblable et il est présenté sur un ton de simplicité et de certitude qui entraîne facilement la conviction ; aussi a-t-il, si je ne m'abuse, été accepté par tous les auteurs modernes ; seul Henri Lepage (1) semble en avoir suspecté l'authenticité ; mais il n'en a parlé que d'une manière vague et accessoire, sans étudier à fond la question. Des doutes se sont formés en moi avec plus de force au fur et à mesure que les circonstances m'ont amené à examiner cette tradition, assurément curieuse. Je voudrais les exposer ici.

Si l'abbé Lionnois a été, à ce que je crois, le premier auteur qui ait publié l'histoire en question, il ne prétendait certainement pas avoir fait une découverte, je veux dire : retrouvé une chose oubliée. Cette histoire, plus ou moins abrégée ou développée, se lisait dans des chroniques anciennes, vraies ou fausses, conservées soit dans des manuscrits, soit par des extraits de Mory d'Elvange. Le texte le plus connu à cet égard existait même, ce semble, dans les extraits que ce savant donnait comme provenant des *Mémoires* de Louis d'Haraucourt, évêque de Verdun au xv^e siècle (2). Ces documents de Mory d'Elvange précisaient deux points très importants et très acceptables : l'événement avait eu lieu en l'année 1699, c'est-à-dire à la première Semaine sainte que le duc Léopold passa à Nancy ; de plus, le chevalier si peu galant envers la duchesse était le sieur de Tillon, d'une famille ancienne de la Chevalerie lorraine. Les textes des extraits ajoutaient, il est vrai, que le privilège de cette famille était une récompense se rattachant à la délivrance du duc Ferry III emprisonné à Maxéville, et l'on sait, aujourd'hui, que cet événement est purement légendaire ; mais beau-

(1) Henri LEPAGE, *Opinion de dom Calmet sur l'emprisonnement de Ferry III*, dans *M. S. A. L.*, 1876. Voir plus loin.

(2) De 1430 à 1437, puis de 1449 à 1456.

coup de personnes le croyaient vrai ; et, d'ailleurs, si le prélat s'était trompé sur l'origine, il pouvait n'y avoir là qu'une erreur de détail, ne détruisant pas le fond de la tradition.

Voici ce qu'on lit à ce sujet dans les extraits des *Mémoires* que Louis d'Haraucourt passe pour avoir écrits.

Le lieu d'emprisonnement du duc Ferry ayant été découvert, et annoncé à la duchesse Marguerite, « ne perdit temps li sire de Tillon, qu'estoit sien gentilhomme, et print quelques dix cavaliers, qu'estoyent gens à mains et loyaulx hommes, et chevaulchèrent en grande haste audit Maxéville, que n'est loing de Nancy, et fut li duc Ferry sorti di tour..., dont advint grand honneur et amitié au sire de Tillon, que demanda qu'à toujoursmais, pour souvenance de ce qu'en premier avoit porté secours à Monseignor, li et sa lignée, tant que seroit en légitime procréation et engendrée de son chief, avinssent droict et puissance aller, en premier avant tous aultres, exceptant li seignor duc, à l'adrement di seignor Dieu à jour que bons et loyaulx chrestiens festoyent sa mort ; ce qui fut accordé (1). »

Je ne prendrai pas la peine de faire la critique de ce texte au point de vue de l'orthographe, qui a pu être rajeunie et même parfois dénaturée ; je ne m'arrêterai pas non plus à certains mots qui ne sont nullement du vocabulaire du xv^e siècle, tels que *amitié* et *adrement*, ni à des tournures d'expression qui ne remontent pas davantage à l'époque voulue. Ce qui m'étonne, ce sont, de la part d'un ecclésiastique, d'un évêque, ces mots des dernières lignes : « l'adrement di seignor Dieu à jour que... chrestiens festoyent sa mort ». Le mot *festoyer*

(1) *Extrait des Mémoires de Louis de Haraucourt, évêque de Verdun, dans le Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine, 1868, t. XIII, 2^e partie, p. 17-18.*

ne se rapporte bien qu'à un événement heureux ; au vendredi saint, les catholiques célèbrent, commémorent, le sacrifice sanglant du Calvaire ; loin d'être un jour de festin, c'est le plus lugubre de l'année liturgique, le plus sévère pour le jeûne et l'abstinence (1) ; en outre, l'adoration du Christ qui se fait ce jour-là est d'une nature tout à fait spéciale : on se prosterne devant un crucifix et on baise les plaies de Jésus ; c'est ce que l'on appelle l'« adoration de la croix », très différente d'un habituel « adoration di seignor Dieu », différente par l'acte que les fidèles accomplissent et par l'objet de la dévotion, à savoir les souffrances et la mort du Sauveur sur la croix.

Il y a là, ce me semble, une difficulté très sérieuse à regarder comme authentique le texte des prétendus *Mémoires* ; qui, s'ils ne sont pas imaginaires, ont dû être fortement falsifiés.

Il existe encore un autre texte important, celui qui fournit la date précise ; il se trouve également dans les *Extraits* de Mory d'Elvange, comme emprunté aux « Anecdotes de Philippe et Charles Bardin », personnages dont l'identité n'est pas autrement spécifiée. Voici ce texte :

« 1699. Il y a eu grand débat ce matin au sujet de la retraite de M. de Tillon. Il persiste à vouloir aller à l'adoration de la croix après Monseigneur : il en a le droit, qui date, comme vous sçavez, de l'emprisonnement du duc Ferry. Les des Armoises remuent ciel et terre pour que Tillon abandonne ce droit : c'est, j'avoue, un triste souvenir pour eux, d'autant que décidément S. A. leur accorde de n'avoir plus leur couvert renversé à la table de Monseigneur. M. de Mahuet soutient qu'à la place de M. de Tillon, il en feroit autant. Tillon dit hautement que cet

(1) On m'objectera peut-être que *festoyer* dérive de *fête*, ce qui est exact, et que ce mot, dans le sens strictement liturgique, s'applique à toutes les solennités du culte ; mais, au xv^e siècle, le mot *festoyer* avait bien déjà le sens de faire bonne chère.

ancien usage fait la gloire de sa famille. Monseigneur est très embarrassé. J'afflige, dit-il, ce respectable vieillard, bien malgré moi. La fidélité de sa famille m'est bien chère, mais comment me résoudre à rappeler continuellement à Messieurs des Armoises un douloureux souvenir ? (1) »

Cela est évidemment très touchant. Mais il y a un malheur : c'est que l'emprisonnement du duc Ferry appartient au domaine de la fable, et que MM. des Armoises n'avaient nullement leur couvert renversé à la table ducale. Je lis, en effet, dans *Le Héraut de Lorraine*, composé par Fr. Perrin de Dommartin en 1654, les lignes suivantes, qui concernent la famille des Armoises et n'ont encore été citées que par M. Pfister (2), à propos de notre sujet : « On tournoit la pointe du coustau à la table des chambellans aux gentilshommes de cette maison, pour marque de ce que leurs ancêtres estoient du nombre de ceux qui mirent le duc Ferry prisonnier dans la tour de Maxéville, jusqu'à la fin du duc Henri II (3). » Si, dès 1654, l'affaire du couvert renversé était considérée comme une punition terminée en 1624, année de la mort du duc Henri, c'est-à-dire comme une légende tout à fait vague et peu sûre, il ne pouvait être permis d'en faire une chose historique au XVIII^e siècle.

De plus, le « grand débat » dont il est parlé semble avoir eu lieu dans une réunion officielle, un corps de l'État, duquel aurait fait partie tout au moins un M. Bardin, puis M. de Mahuet et le sieur de Tillon, qui s'en serait

(1) *Recueil de documents* cité plus haut, même volume, 2^e partie, p. 88.

(2) Chr. PFISTER, *Hist. de Nancy*, t. I, 1902, p. 183. Ainsi que l'auteur le dit, c'est moi qui lui avais communiqué une copie du manuscrit de Perrin de Dommartin.

(3) François PERRIN DE DOMMARTIN, *Le Héraut de Lorraine*, édité par MM. DE BRAUX et Edm. DES ROBERT, Nancy, 1902, grand in-8, p. 19.

retiré; cela paraît avoir été l'opinion de Noël, puisqu'il dit que la prétention de M. de Tillon « fut portée au Conseil » (1). Quel était donc ce Conseil ? H. Lepage n'a pas trouvé que Joseph-Hardy de Tillon, indiqué par la chronologie comme le héros de l'affaire, ait appartenu à une assemblée diplomatique, et ce serait peu d'accord avec l'expression qu'aurait employée le duc, en parlant de lui comme d'un « respectable vieillard ». Je ne rechercherai pas quel pouvait être « M. de Mahuet » que l'on fait intervenir, la désignation étant trop vague (2). Mais, si un Bardin avait fait partie d'un corps constitué aussi élevé, comment n'en verrait-on rien dans le *Nobiliaire* ? Je l'ai consulté pour savoir quels, à cette époque, pouvaient être Philippe et Charles Bardin; j'y trouve Philippe II Bardin, conseiller à la Cour souveraine, qui se maria en 1655 et eut pour fils aîné « Charles Bardin, lieutenant au régiment aux gardes de S. A. R. (3) ». Admettons qu'un journal, un recueil d'anecdotes, ait été commencé par le père et continué par le fils. Il serait difficile d'attribuer au premier la rédaction d'une note relative à l'année 1699, et Noël emploie le singulier pour en désigner l'auteur : « M. Bardin » (4). Mais, comment croire qu'un officier des gardes avait rang au Conseil des souverains ? N'était-il pas plutôt un joyeux lieutenant qui se sera prêté à une plaisanterie; ou, là encore, ne sommes-nous pas de nouveau en présence d'un texte sinon inventé, du moins fortement travesti, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ?

Néanmoins, l'authenticité des *Mémoires* de Louis d'Haraucourt et des événements qu'ils rapportent parut cer-

(1) NOËL, *Mémoires pour servir à l'histoire de Lorraine*. N° 5. Règnes des ducs Léopold, François III et Stanislas, t. I, p. 34.

(2) M. Chr. PFISTER, *op. cit.*, p. 184, note 3, indique Jean-Baptiste de Mahuet, premier président de la Cour souveraine de Lorraine.

(3) DOM PELLETIER, *Nobiliaire*, p. 30.

(4) NOËL, *op. cit.*, p. 34.

taine à Beaupré lorsqu'en 1839 il prit à tâche de prouver la réalité de l'emprisonnement de Ferry III (1). Il en fut de même, l'année suivante, pour Noël, le fameux collectionneur nancéien, comme on le voit dans la partie de son *Mémoire* n° 5 qui est relative au règne de Léopold. Il y précise même que l'obtention du privilège des Tillon daterait de 1283; mais il s'écarte de Lionnois, sans le citer, en disant que l'événement dont il s'agit eut lieu à l'église Saint-Georges, et qu'ensuite le duc fit ses dévotions « dans la chapelle du palais ». Ce n'est pas ainsi, je m'imagine, qu'il a voulu désigner l'église des Cordeliers.

Voici comment il s'exprime :

« En la semaine sainte de l'année 1699, le duc s'était proposé d'aller en grande pompe, accompagné des princes de son sang, à l'église collégiale de Saint-Georges, faire son adoration à la croix. M. de Tillon, noble seigneur de nom et d'armes, se présenta avec une patente qui lui donnait le droit d'aller à l'offrande (2) après le duc et avant la duchesse, droit qui aurait été accordé par Ferry II ou III (suivant que l'on compte trois ou quatre ou même cinq ducs de Lorraine de ce nom), en 1283, à l'aîné de sa famille, en récompense de la délivrance qu'il avait procurée audit duc, lorsque le seigneur des Armoises le tenait renfermé dans la prison de Maxéville; et, en souvenir de ce méfait, lorsqu'un des Armoises était admis à la table du duc, son couvert était retourné.

« Cette prétention de M. de Tillon, que le duc avait voulu écarter en offrant à ce seigneur, qui n'était point riche, une somme d'argent qu'il refusa, fut portée au Conseil. M. Bardin rend compte de cet événement comme il suit. (Ici le texte rapporté plus haut) [3].

(1) BEAUPRÉ, *De la prison de Ferry III, dit le Chauve, duc de Lorraine, dans la tour de Maxéville*, Nancy, 1839.

(2) Le terme *offrande* est tout à fait impropre et inexact.

(3) Je remarque quelques variantes notables : Au commencement

« Comme le souvenir n'était pas moins douloureux pour le duc, M. des Armoises n'eut plus son couvert retourné, et l'adoration n'eut plus lieu à Saint-Georges, mais seulement dans la chapelle du palais, où M. de Tillon n'avait pas le droit de passer avant la duchesse (1). »

Je n'insisterai pas sur plusieurs variantes de ce passage, que l'on peut attribuer à l'imagination de l'auteur et dont l'importance est relativement minime. Cependant, celle qui place l'événement à l'église Saint-Georges ne saurait être négligée. Peut-être, dira-t-on, Noël a-t-il eu une distraction ou a-t-il mal compris une chronique ancienne. Je l'aurais pensé moi-même, si je n'avais remarqué la même localisation dans un court article sur la famille de Tillon que l'on trouve dans le manuscrit dit « le Dom Pelletier annoté », note qui semble dater du commencement du XIX^e siècle.

la leçon de Noël omet les mots *la retraite*; plus loin, on y lit *et date*, au lieu de *qui date*; puis, *il en aurait fait autant*, au lieu de *il en feroit autant*; plus loin encore, *fort embarrassé*, au lieu de *très-embarrassé*; enfin, *et comment me résoudre*, au lieu de *mais comment*, ce qui fait disparaître le point d'interrogation. — J'ai pensé qu'il avait travaillé d'après un manuscrit de sa collection. En effet, dans son *Catalogue raisonné*, je trouve sous le n° 362 :

« Anecdotes et notes tirées de celles de Philippe et Charles Bardin, qui se voient dans le recueil de pièces manuscrites de M. Dordelu. (Copie par M. d'Elvange. Manuscrit.) »

Il convient peut-être d'en rapprocher le n° précédent, 361 :

« Notes de MM. Bardin sur Charles IV et Charles V. (Or. Manuscrit autographe.) »

Pour ce qui est des *Anecdotes*, Noël ne les a connues que par les extraits de Mory d'Elvange; c'est le manuscrit même de ces extraits qu'il a possédé et qui est maintenant détruit. Dans l'introduction jointe à la publication des *Extraits (Recueil de documents* cité, 2^e partie, p. I-II, on lit : « Ses cahiers d'extraits (de Mory d'Elvange), restés chez lui jusqu'à sa mort, en 1794, puis possédés successivement par M. Oudinot l'ainé, son ami, par M. Noël et par M. Gillet, qui en a formé un volume, ont été donnés au Musée Lorrain par M. Chassignet, neveu et légataire de ce magistrat. » Chacun sait que la première bibliothèque du Musée lorrain a été entièrement incendiée en 1871.

(1) NOËL, même volume des *Mémoires*, p. 34-35.

J'y lis, en effet : « Cette maison a eu de grands privilèges à la cour de nos ducs; le vendredi saint, l'aîné de cette maison avait droit d'aller adorer la croix immédiatement après le souverain et avant la duchesse dans l'église de S. George. Cela a cessé au commencement du règne de Léopold (1). »

Remarque importante: cet article commence par attester, chose connue, que la famille n'est venue en Lorraine que du temps du roi René, c'est-à-dire au xv^e siècle, ce qui écarte son rôle dans l'histoire de Ferry III. « Maison originaire d'Anjou, y est-il dit, établie en Lorraine sous René I^{er}, qui y amena Jean de Tillon, qu'il fit grand maître de son hôtel (2). »

L'authenticité du privilège des Tillon et de l'aventure du vendredi saint en l'année 1699 continua d'être admise par l'abbé Guillaume en 1851, dans son travail étendu *Cordeliers et chapelle ducale de Nancy* (3), par MM. l'abbé Grand-Eury et Louis Lallement en 1855, dans leur belle étude *l'Église Saint-Epvre de Nancy* (4), par Aug. Digot en 1856, dans son *Histoire de Lorraine* (t. II, p. 124-125) et par les auteurs qui, plus récemment, discutèrent sur la légende de Maxéville (5). Ceux mêmes qui se prononcèrent contre cette légende semblent avoir admis l'existence

(1) Ms. 990 (176) de la Bibliothèque municipale de Nancy, t. IV. f^o 402.

(2) H. LEPAGE n'a pas trouvé mention de ce Jean; les premiers Tillon qu'il cite en Lorraine sont Gilles et Hardy, vers la fin du xv^e siècle. Hardy Tillon fut écuyer d'écurie de René II, puis l'un de ses conseillers et chambellans et son maître d'hôtel. « Peu après son avènement au trône (1508), le duc Antoine lui conféra la charge importante de grand maître de son hôtel. » (H. LEPAGE, *op. cit.*, p. 209.)

(3) *Bulletins S. A. L.*, t. II (1851); v. p. 84-86.

(4) Mêmes *Bulletins*, t. V (1855); v. p. 272-274.

(5) BARON DE SAINT-VINCENT, *La légende de Maxéville*, dans les *Mém. Acad. Stanislas*, 1866. — E. MEAUME, *Le prisonnier de Maxéville*, dans *M. S. A. L.*, 1873. — *Opinion de M. VINCENT sur la légende de Maxéville*, dans *J. S. A. L.*, 1877, p. 132-142. — CHR. PFISTER, *op.*

du privilège, comme ayant pu être accordé, pour des raisons inconnues, par un duc de Lorraine, surtout de la maison d'Anjou. Ces princes, notamment le roi René, eurent une vie agitée; ils étaient romanesques, parfois même fantasques, et ils se trouvaient souvent à court d'argent : rien de surprenant qu'ayant à rémunérer un Tillon, l'un d'eux eut songé au moyen original et peu onéreux de s'acquitter de la manière que l'on sait.

Toutefois, Henri Lepage, sans se prononcer positivement contre la réalité de ce privilège, qu'il semble avoir voulu, de parti pris, ne pas examiner à fond, s'est exprimé en des termes qui témoignent de doutes sincères : « Les descendants du sire de Tillon, dit-il (p. 203), continuèrent à jouir du singulier privilège d'aller à l'adoration de la croix, immédiatement après le duc, le jour du vendredi saint. *On ajoute même* (1) que l'un d'eux obtint d'un des prédécesseurs de Léopold des patentes qui le confirmaient dans ce droit (2) ». Et plus loin : « *On prétend* qu'au commencement du siècle passé (c'est-à-dire du XVIII^e siècle), les Tillon jouissaient encore du privilège honorifique rappelant le service rendu par un de leurs aïeux à Ferry III, et qu'ils y avaient été confirmés par des patentes émanées d'un des prédécesseurs de Léopold (3) ». Inutile d'insister.

Mais, dira-t-on sans doute, si nous ne savons rien de certain sur l'origine du privilège des Tillon, il n'y a pas là un motif pour le nier : on n'invente pas un événement de ce genre et, même en faisant table rase des *Extraits* de Mory d'Elvange, il n'en reste pas moins le récit de Lion-

cit., p. 184. — Il convient de dire que M. de Saint-Vincent et M. Henri Vincent ne parlent pas de l'événement du vendredi saint.

(1) C'est moi qui souligne.

(2) H. LEPAGE, *op. cit.*, p. 203.

(3) *Ibid.*, p. 211.

nois, qui paraît sincère et n'offre rien de trop choquant.

Cela est vrai ; mais comment admettre que ce privilège si remarquable ne soit rapporté dans aucun ouvrage ancien, dans aucun vieux nobiliaire, où les particularités de nature à honorer les familles étaient inscrites avec tant de soin ? Comment surtout ce privilège n'aurait-il pas été noté par Perrin de Dommartin (1), qui parle de la légende de la famille des Armoises et d'autres encore, telles que celle de la maison de Bassompierre (2) ?

On m'a objecté que le privilège de la famille de Tillon a pu être oublié aux xvi^e et xvii^e siècles, et qu'une charte retrouvée, vers le moment de la restauration de Léopold, l'aurait remis au jour. Mais il serait étonnant qu'un privilège aussi curieux ait pu tomber dans l'oubli. De plus, il a été fait dans le cours du xviii^e siècle une quantité d'armoriaux de Lorraine manuscrits ; plusieurs ne se bornent pas à la description des armoiries et fournissent, sur les familles, des renseignements plus ou moins étendus. Comment n'a-t-on jamais pu en découvrir qui rappellent l'événement du vendredi saint 1699 et parlent des documents dont la découverte l'aurait provoqué ?

(1) FR. PERRIN DE DOMMARTIN, *op. cit.* ; voir l'article *Tillon*, p. 132.

(2) *Ibid.*, p. 25. Voici cette curieuse tradition, peu connue : « Le marquis de Bassompierre en Lorraine garde une cuillère que le vulgaire de ce pays-là dit par tradition avoir esté donnée à un seigneur de Bassompierre, avec un miroir et une escuelle (qui sont perdus), par une fée ou magicienne sauvage dont il jouyssait dans la barbacane de son chasteau, et laquelle estant surprise endormie entre les bras de ce seigneur, par sa femme qui leur couvrit le visage de son couvre-chef, sans les réveiller, reconnut à son réveil que ses amours estoient découvertes par la maitresse du logis, et, retournant le lendemain pour la dernière fois, donna pour gages de son amour ces trois pièces enchantées à ce seigneur, lui promettant que sa maison continueroit en lustre et en grandeur si longtemps que ses descendants conserveroient l'une des dites pièces, dont il ne reste à présent que la cuillère, et qui semble néanmoins approcher bien fort de la fable. » Cette légende est également rapportée, mais différemment, dans les *Mémoires du maréchal de Bassompierre*, édit. du marquis de CHANTÉRAC pour la *Soc. de l'Hist. de France*, t. I, 1870, p. 6-7.

D'autre part, si cet événement était réel, s'il avait, comme le dit Lionnois, occasionné « un grand tumulte et un grand scandale », il en serait resté quelque trace dans les chroniques de l'époque, telles que le Journal de Nicolas, qui n'aurait pas manqué de raconter un fait de ce genre. Or, il n'en dit rien (1).

Mais enfin, me répétera-t-on peut-être, une histoire si singulière n'a pu être complètement inventée ; il doit y avoir au fond quelque fait véritable. Je le veux bien ; mais la chose est difficile à déterminer. Pourtant, lorsque l'on voit avec quelle promptitude des faits minimes se développent parfois dans l'imagination du peuple, même des classes supérieures, et prennent des proportions inattendues, on serait peut-être amené à croire ceci. Autrefois les questions d'étiquette, de préséance, avaient une importance très grande, même là où elles auraient dû en avoir le moins. Il se pourrait qu'à un office de vendredi saint auquel assistait la famille ducale, le sieur de Tillon se soit avancé, pour l'adoration de la croix, à un rang qui n'était pas le sien : il en sera résulté une altercation, un léger tumulte, ce qui, passant de bouche en bouche, aura été exagéré outre mesure ; puis, l'année suivante, pour des motifs inconnus, le duc Léopold aura décidé de faire ses dévotions à l'église des Cordeliers. Alors on aura raconté que le gentilhomme avait voulu passer le premier après le souverain, qu'il avait mécontenté le prince et la duchesse, et que, ne pouvant le faire renoncer à un droit reconnu par des lettres patentes, Léopold avait résolu de changer d'église. Cette histoire se sera mêlée facilement à celle de l'emprisonnement de Ferry III ; les prôneurs de la légende, pour renforcer leur construction

(1) V. *Journal de ce qui s'est passé à Nancy depuis la paix de Ryswick...*, par le libraire Jean-François Nicolas, édité par Chr. PEIS-TER, dans *M. S. A. L.*, 1393 ; pour l'année 1699, v. p. 235-237.

imaginaire, auront saisi avec empressement cette anecdote sans exemple.

Telle est, me semble-t-il, l'une des explications qu'il serait permis de hasarder ; mais il peut y en avoir d'autres et de meilleures. Ce que j'ai tenu à dire, c'est que, plus j'ai approfondi l'événement du vendredi saint 1699, plus il m'a paru sujet à caution.

Il m'en coûte de détruire nos vieilles et romantiques légendes ; mais vraiment notre histoire de Lorraine est trop encombrée de traditions fausses et l'on sait combien ont été préjudiciables à plusieurs de nos historiens, — quelques-uns très récents, — la croyance à l'authenticité des *Extraits* de Mory d'Elvange (1).

Ce nom de Tillon, nous l'y retrouvons encore une fois, au sujet de la correspondance échangée entre « Alix de Champé, dame de Vandières », et le duc Raoul, dont M. Harmand a, une fois de plus, démontré la fausseté (2).

Haraucourt, lit-on dans les *Extraits*, avait vu plusieurs de ces lettres, « dont il avoit trois, les autres étant entre les mains du sire de Tillon son ami, qui les lui avoit données » (3). Or, qu'on se le rappelle : Louis

(1) Au XVIII^e siècle, Chevrier a été un déplorable mystificateur. Mais voici ce qui rend Mory d'Elvange très suspect : il affirme avoir vu les documents cités, sans indiquer leurs possesseurs d'alors, ce qui aurait permis les vérifications. A propos des libertés dont Mory d'Elvange prétendait que la Lorraine avait joui dans le passé, M. Chr. Pfister disait dernièrement : « L'auteur s'appuie sur une série de mémoires apocryphes, les *Coupures* de Bournon « qui appartenaient en « originaux à M. Thomerot, ancien substitut à la cour » ; les *Mémoires* de Florentin Thierriat, « en originaux chez feu M. Willemin, chanoine « à la Primatiale » ; les *Mémoires* de Louis d'Haraucourt, en originaux à la bibliothèque de feu S. A. R. Monseigneur le prince Charles-Alexandre de Lorraine. A noter que tous les anciens propriétaires de ces manuscrits sont *feux*. » (Chr. PFISTER, *Les préliminaires de la Révolution à Nancy. L'agitation parlementaire en 1788*, dans les *Mém. de l'Acad. de Stanislas*, 1909-1910 ; voir p. 131, note 3.)

(2) V. René HARMAND, *Lettres d'Alix de Champé, dame de Vandières*, dans *M. S. A. L.*, 1909.

(3) *Recueil de documents*, t. XIII, 2^e partie, p. 19-20.

d'Haraucourt fut évêque de Verdun de 1430 à 1437, puis de 1449 à 1456. Même en admettant que ces lettres fussent authentiques, et elles ne pouvaient l'être, il est difficile de croire qu'un membre d'une famille récemment établie en Lorraine aurait pu les posséder, et serait devenu l'ami du prélat au point de lui en abandonner les principales.

Si l'on parvenait à découvrir des documents prouvant la réalité de l'événement de la semaine sainte, en 1699, j'en serais ravi ; car, je le répète, il m'est pénible d'avoir à me prononcer contre une tradition généralement acceptée, très curieuse et qui relate un privilège dont l'origine constituerait un problème des plus intéressants. Mais, jusque là, cette tradition et tous les faits qui s'y rattachent ne sauraient être considérés comme acquis à l'histoire. L'ensemble de ces faits, de même que chacun d'eux en particulier, produit l'effet d'un roman, et l'on avouera que tout cela est étrange, plus qu'étrange !

L. GERMAIN DE MAIDY.

CHRONIQUE

Rapport présenté au nom de la Commission des fouilles sur le récent projet de loi intéressant l'archéologie.

(Suite et fin.)

Voici le moment favorable pour mettre un terme à cet état de choses ; que l'on se hâte de profiter de la bonne volonté de nos législateurs, pour réclamer des réformes, et aussi plus de libéralisme éclairé et plus d'unité dans l'application des règlements. Le mieux serait de faire table rase, et, en abolissant toute la législation actuelle, notoirement impuissante, de la remplacer par une loi bien complète et claire, dans laquelle chacun serait sûr de trouver aisément ce qui se rapporte à la question, soit qu'il ait à obéir à la loi, soit qu'il ait la mission de l'appliquer aux

autres. Il faudrait arriver ensuite à une revision complète des règlements administratifs, que l'on adapterait aux dispositions de la nouvelle législation. En simplifiant ces règlements, tout le monde y trouverait son compte. En laissant par exemple plus d'initiative aux inspecteurs des Eaux et Forêts, aux conducteurs des Ponts et Chaussées, etc., les services gagneraient une diminution dans leurs écritures, et les chercheurs ne seraient plus gênés par d'invraisemblables retards.

En considération de toutes ces raisons, ceux de nos collègues de la Société d'archéologie lorraine faisant partie de la Commission des fouilles, et par conséquent bien au courant de la question, ne formulent pas d'autres objections contre les dispositions proposées par le Gouvernement, à condition qu'elles soient complétées et modifiées dans le sens des vœux suivants :

1^o Exiger l'obligation, pour tous, de faire une déclaration en cas de fouilles archéologiques.

2^o Le délai d'attente entre le dépôt de la demande et le moment où pourront commencer les travaux, fixé dans le projet de loi à un mois, devra être réduit considérablement, sinon supprimé, en ce qui concerne les propriétés privées, mais maintenu quand il s'agira de terrains appartenant à l'État, aux départements, aux communes et établissements publics, afin de laisser le temps aux administrations de faire une enquête sérieuse.

Seuls, les représentants de l'État chargés officiellement de missions, et les Sociétés savantes *reconnues d'utilité publique*, pourvues d'un musée bien tenu et présentant toutes les garanties de sécurité, susceptibles de recevoir par conséquent à titre de dépôts les objets qui de droit sont la propriété de l'État, pourront commencer immédiatement les travaux sur les terrains domaniaux, départementaux, etc. Ils devront s'entendre cependant avec les représentants locaux des administrations intéressées : inspecteurs des Eaux et Forêts, conducteurs des Ponts et Chaussées, etc. Ces derniers devront avoir pleins pouvoirs pour accorder les autorisations nécessaires, quitte aux dites administrations à régulariser, comme elles l'entendront, le fait accompli, sans que de cette façon les Sociétés aient à souffrir de leurs lenteurs. Ce vœu est peut être le plus important pour

nous, parce qu'il tend à innover un régime d'équité envers des Sociétés qu'on ne saurait traiter sans injustice sur le même pied que les autres.

3^o S'efforcer de réduire également les formalités administratives au strict nécessaire, à l'égard des particuliers.

4^o Empêcher les particuliers de s'approprier les objets découverts, soit accidentellement, soit au cours de fouilles archéologiques, sur les terrains domaniaux, y compris les terrains militaires, les propriétés départementales, communales, etc.

5^o Exiger le dépôt des objets ainsi trouvés dans le musée régional le plus important, sauf le cas où l'État, fouillant lui-même, serait alors libre de disposer à sa guise de ses trouvailles. Le mot *régional* a été adopté pour donner à l'État plus de latitude, attendu que les musées *locaux* n'ont la plupart du temps de la chose que le nom.

6^o Maintenir les pénalités proposées dans le projet de loi, la législation actuelle n'en comportant pas.

7^o En cas d'échec sur le chapitre de la propriété privée, où l'ingérence de l'État ne saurait être facilement admise, s'efforcer d'obtenir l'application des mesures proposées, tout au moins aux terrains domaniaux, départementaux et communaux.

Cela reviendrait à couper le jeu en deux parties, suivant la nature du fonds : d'une part, liberté plus ou moins complète en ce qui regarde la propriété privée ; d'autre part, établissement d'une législation très sévère, en ce qui concerne les terrains de l'État, des départements, des communes, etc., sur lesquels l'État et les Sociétés savantes reconnues d'utilité publique auraient un droit de préférence à l'égard des particuliers, sans toutefois que ces Sociétés puissent conserver autrement qu'à titre de dépôts les objets découverts, et seulement au cas où elles disposeraient d'un musée bien tenu.

8^o Effectuer pour les Sociétés savantes reconnues d'utilité publique un classement officiel, analogue à celui qui a été fait pour les Bibliothèques publiques, et accorder aux plus notables d'entre elles, tant par le nombre de leurs membres que par la valeur de leurs travaux et l'importance de leurs collections, certaines prérogatives dont l'intérêt général pourrait retirer un grand profit.

Une dernière question semble devoir se poser. L'État n'aurait-il pas intérêt à s'assurer du concours effectif de ces Sociétés ? « Sans créer un corps nouveau de véritables fonctionnaires », comme le dit l'exposé des motifs, le Ministère se faisait fort d'assurer la surveillance des fouilles, en utilisant la compétence et le dévouement des spécialistes appartenant aux Sociétés régionales. Il aurait pu, croyons-nous, trouver facilement parmi ceux-ci les éléments nécessaires pour organiser une sorte de service régional sans grands frais, et peut-être même sans bourse délier. Ce service, chargé du règlement rapide de toutes les questions concernant l'archéologie, aurait été en *relations directes*, d'un côté avec les intéressés tels que chercheurs, détenteurs d'objets, etc., et de l'autre, avec le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Le prestige des Sociétés reconnues d'utilité publique aurait été ainsi considérablement augmenté, les affaires auraient reçu une plus rapide solution, et chaque Société aurait eu à cœur de veiller à l'application des lois. Quand on confie à des administrations qui, en réalité, ont bien d'autres choses à faire que d'y donner leurs soins, le règlement de questions en dehors de leur compétence, elles s'en désintéressent forcément, et en arrivent peu à peu à fermer les yeux sur les abus. *C'est un des vices les plus graves de l'état de choses actuel.* Nous avons cru devoir le signaler. En effet, ce n'est pas le tout de faire de bonnes lois, encore faudrait-il que les personnes chargées de les appliquer utilement, en comprissent bien toute l'importance. Pour cela, il serait de la dernière nécessité qu'elles fussent à même de le faire en s'appuyant sur des connaissances spéciales. Il faut en outre qu'on les tienne assez indépendantes pour qu'elles puissent, à l'occasion, rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier, que la loi est la même pour tous.

J. BEAUPRÉ.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 6. — JUIN 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 12 mai 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. l'abbé Dedenon, le général de Nonancourt, Augustin Parisot et Robert Tuffier ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

L'Académie de Stanislas a adressé une invitation à sa séance publique annuelle, qui aura lieu le jeudi 18 mai.

La Société a été également invitée à l'inauguration des monuments patriotiques de Bosserville, qui a eu lieu le dimanche 7 mai.

L'Académie de Stanislas a mis au concours, pour le prix Herpin à décerner en 1913, les sujets suivants : 1^o Transcription, en vue de l'impression, d'un nécrologe lorrain, avec étude critique et notes. 2^o Le morcellement

des terres en Lorraine et les réunions de parcelles. 3^e Les noms des lieux habités qui ont été créés dans la région lorraine aux époques préromaine et gallo-romaine.

Nécrologie.

Il est donné avis de la mort de M. le docteur Reibel, décédé à Nancy le 14 avril, à l'âge de 64 ans, et de M. Prosper Voinier, vétérinaire principal en retraite, décédé à Sornéville.

Distinction honorifique.

M. Auguste Poirot a été nommé officier d'Académie.

Admissions.

Les Villes de Pont-à-Mousson et de Vézelize, les communes d'Essey-lès-Nancy et de Liverdun, MM. Léon Lefébure, Just Laurent, le marquis François de Marmier et Robert Velu sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Ville de Vienne** (Autriche), par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; la **Ville de Briey**, par les mêmes ; M^{me} Albert **Friot**, 11, rue Saint-Nicolas, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; MM. le commandant M. **Delcominète**, 20, rue Désilles, par MM. Paul Chenut, Charles Cartier-Bresson et Pierre Boyé ; le comte de **Fontenoy**, abbaye de Trois-Fontaines, près Sermaize (Marne), par MM. le comte Antoine de Mahuet, Marcel Maure et Edmond des Robert ; de **Sandt**, capitaine au 26^e régiment d'infanterie, par MM. le comman-

dant Henri Demiau, Émile Duvernoy et Georges Pariset ; Edmond **Spéry**, ingénieur agronome, élève à l'École du Louvre, 3, rue de Navarre, Paris, par MM. Loppinet, Eugène Spire et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

Jubilé du professeur H. Bernheim, 12 novembre 1910. Nancy, Arts graphiques, s. d., in-8 de 92 p. (Offert par M. le docteur Ganzinotty.)

Création de la commune de Fontenay (Vosges), septembre 1793, par Paul MARICHAL. Épinal, 1911, in-8 de 3 p. (Extr. de *La Révolution dans les Vosges*.)

Mémoires du général de Pully, extraits publiés par le comte DE PULLY. Paris, 1910, in-8 de 54 p. (Bibliothèque des *Marches de l'Est*.)

Des tenants, supports et soutiens dans l'art héraldique, par Henri DE LA PERRIÈRE et le baron DU ROURE DE PAULIN. Paris, Daragon, 1910, in-8 de 176 p.

Vantoux, essai d'histoire locale, par JEAN-JULIEN. Nancy, 1911, in-8 de 27-iv p.

Anatomie pathologique et anthropologie d'un crâne mérovingien trouvé à Poussay (Vosges), par le docteur J. VOINOT. Nancy, 1911, in-8 de 8 p. (Extr. des *M. S. A. L.*, 1910.)

Mondorf-les-Bains. Statistique biographique des médecins, chirurgiens et pharmaciens ayant été établis à Mondorf, Altwies et Mondorf-les-Bains (fin du XVII^e siècle-1911), par Émile DIDERRICH. Luxembourg, 1911, in-8 de 12 p.

Du sort des églises rurales, par Henri JADART et Louis DEMAISON. Reims, 1911, in-8 de 36 p.

Le congrès archéologique de Reims (19-28 juin 1911), par Henri JADART. Reims, 1911, in-8 de 5 p.

Lectures.

M. Marcel MAURE commence la lecture de son travail sur *Les Annonciades et la Ville de Bourmont (1770-1784)*.

M. Pierre Boyé commence la lecture du travail de M. Gaston ZELLER : *Les charges de la Lorraine pendant la guerre de Hollande*.

MÉMOIRES

Le médaillier lorrain à la Monnaie de Paris.

Il est peu de personnes en province, et même à Paris, qui connaissent la collection des médailles françaises dont les coins sont conservés au Musée monétaire de l'hôtel Guénégaud. Ayant eu l'occasion d'acquérir récemment deux médailles de ce fonds, relatives à la Lorraine et au Barrois, j'ai pensé qu'il ne serait peut-être pas inutile de relever, pour nos confrères qu'intéresse la numismatique, la liste complète de ces médailles qui se rapportent à l'histoire de notre pays (1). Il ne s'agit pas ici de raretés comme les pièces récemment acquises par le Musée historique lorrain à la vente Quintard (2). Mais ce sont des

(1) M. GROSDIDIER DE MATONS a publié dans *Mém. Soc. Lettres, Sc. et Arts de Bar-le-Duc*, IV^e série, tome VII, p. 41, un travail analogue en ce qui concerne les gravures intéressant la Lorraine et le Barrois, qui se trouvent en vente à la chalcographie du Louvre.

(2) Cf. RENÉ MARTZ, *Monnaies et médailles ; acquisitions récentes du Musée lorrain*, dans *B. S. A. L.*, 1910, p. 269.

œuvres d'art d'une beauté remarquable, et qui constituent une admirable suite de documents sur les rapports de la France et de la Lorraine du xvi^e au xix^e siècle. Il convient toutefois de remarquer que ce sont des médailles françaises, et qu'elles interprètent les événements au point de vue français. Par suite, elles sont le plus souvent commémoratives d'événements désagréables pour la Lorraine, du moins tant que les intérêts des deux pays se trouvèrent en opposition. Cette particularité d'ordre rétrospectif n'empêchera assurément aucun de nos compatriotes de prendre plaisir à contempler ces belles médailles.

La liste qui suit est dressée dans l'ordre chronologique. Les descriptions sont établies d'après le catalogue publié par l'administration des Monnaies et Médailles (1), vérifié et corrigé au besoin d'après les médailles elles-mêmes.

1. FRANCISCVS DVX GVISIVS. Buste du duc, tête nue, revêtu de son armure.

R². 1552 · HAEC · TIBI · META. Une vue de Metz à vol d'oiseau. 54 mm. *La Lorraine* (2) reproduit le droit de cette médaille pour le portrait du duc de Guise, mais l'omet parmi les souvenirs numismatiques du siège de 1552, qu'elle rassemble à la page 81.

Le revers en est pourtant des plus intéressants et des plus rares puisqu'il nous donne le profil de Metz au xvi^e siècle. META est un jeu de mots sur le nom de la ville (*Metae*).

La Monnaie met à la disposition du public cette médaille, qu'elle frappe avec un coin du temps pour le revers, et

(1) *Administration des Monnaies et Médailles. — Médailles françaises dont les coins sont conservés au Musée monétaire*, Paris, Imprimerie nationale, 1892.

(2) Éditée par Berger-Levrault en 1886, in-4, p. 79.

pour le droit avec un coin restitué sur pièces du temps.
(En vente au prix de 4 fr., bronze ; 13 fr. 45, argent.)

2. CAROLVS · CARDINALIS · DE · LOTHARINGIA.
Buste du cardinal de Lorraine (Charles de Guise) coiffé de la barrette et vêtu du camail.

R. + ORTV · CLARVS · SINE · DOLO. L'agneau pascal au milieu d'un cercle formé de pointes et de flammes. 36 mm. (Bronze : 1 fr. 50 ; argent 5 fr. 15.)

3. LODOICA (1) · LOTARAENA · REGINA · FRANC.
Buste de Louise de Lorraine en costume du temps.

On trouve cette effigie frappée avec deux revers différents :

a. HENRICVS · III · D · G · FRANCORVM · ET · POL · REX. Buste de Henri III revêtu de son armure.

b. IMAGO + TALIS · ALEXADRI · TIGRIM · SVPER-
ANTIS. Le roi à cheval, le bras étendu, costumé à l'antique. 41 mm.

La Monnaie met en vente ces deux médailles, frappées sur coins reproduits d'après ceux du temps. (Bronze : 2 fr. 20 ; argent : 7 fr. 20.)

4. + HENRY + DE + LOR + DVC + DE + GVISE +
Son buste revêtu d'une riche armure.

R. DISCVTIT · VT · CÆLO · PHOEBVS · PAX · NV-
BILA · TERRIS. Le soleil dissipe les nuages au-dessus d'un paysage. 50 mm.

5. LVDOVICVS CARDINALIS DE GVISIA · 1578. Son buste.

R. Lisse, ou à l'effigie du Cardinal de Lorraine (voir plus haut). 36, 45 et 50. mm. (Se vend à la Monnaie. Coins restitués.)

6. LVDOVICVS XIV REX CHRISTIANISSIMUS. Buste de Louis XIV enfant, couronné de laurier, revêtu d'une

(1) Le catalogue de la Monnaie dit à tort : LODOVICA.

armure antique avec manteau agrafé sur l'épaule, la croix du Saint-Esprit sur la poitrine. A l'exergue : R, initiale du graveur Roussel.

R. PRIMA FINIVM PROPAGATIO. Exergue M • DC • XLIII. MOLART F. (fecit). La France élève une Victoire au dessus d'un socle où l'on voit le plan d'une ville forte, surmonté de ces mots : THEODONIS VILLA EXPVGNATA. 68 mm.

Médaille commémorative de la prise de Thionville. Elle existe en 54 et en 41 mm., avec quelques variantes.

7. LVDOVICVS ☩ XIII ☩ REX ☩ CHRISTIANISSIMVS. Au-dessous : MOLART F. Buste du roi jeune, tête nue, revêtu d'une cuirasse avec écharpe.

R. VRBIVM GALLICARUM AD MOSAM SECVRITAS. Exergue : STENAEVM CAPTVM • M. DC. LIII. La ville de Stenay, appuyée sur un bouclier à ses armes, fait sa soumission à la France. 41 mm.

8. LVDOVICVS ☩ XIII ☩ REX ☩ CHRISTIANISSIMVS. Au-dessous : MOLART F. Buste du roi en costume romain.

R. ARMORVM ☩ PRIMITIÆ. Exergue : MONS MEDIVS. CAPT • M. DC. LVII. Au-dessous, même signature du graveur Molart. Trophée sur un roc où l'on voit l'écusson aux armes de Montmédy. 72 mm.

Commémoration de la prise de cette ville.

Cette médaille existe en 63 mm., avec un revers semblable, à part quelque différence d'exécution, dû au burin du graveur Dollin. Les deux modèles se trouvent également en 36 mm.

9. Une autre médaille, commémorative de la prise de Montmédy, porte au droit le Louis XIV enfant du n° 7.

R. MONS MEDIVS CAPTVS. Exergue : M. DC. LVII. Même composition que ci-dessus. 41 mm.

10. Troisième médaille sur le même sujet. Même avers qu'au n° précédent.

R². PRIMO REGIS ADVENTU. Exergue : MONS MEDIVS CAPTVS IV · AVGVSTI · M. DC. LVII. Au-dessus de la planche, à gauche, les initiales I. D. du graveur (Dollin). La ville, abandonnant l'écusson à ses armes, tombe aux pieds de Louis XIV. 41 mm.

11. LVDOVICVS · MAGNVS · REX. Buste du roi, signé : DELAHAYE.

R². CAR · LOTHARING · DVX · BARRENSIS · REG · FR · VASSALLVS. Exergue : FIDEL · IVRAM · ET · HOMAGIUM · PRAESTAT. M. DC. LXI. Sur la plinthe à droite, les initiales du graveur : H. B. (Breton). Le duc de Lorraine, à genoux devant le roi, lui rend hommage pour le duché de Bar. 59 mm.

12. LVDOVICVS · XIII · REX · CHRISTIANISSIMVS. Buste du roi, signé : J. MAUGER.

R². HOMAGIVM LIGIVM CAR · LOTHAR · D · OB DVCATVM BARRENSEM. Exergue M. DC. LXI. Même composition que ci-dessus. 41 mm.

13. Même droit qu'au n° 12.

R². PROTEI ARTES DELVSAE. Exergue : MARSAL · CAPT · M · DC · LXIII. Au-dessous : T. B. F (T. Bernard, graveur). Aristée enchaînant Protée. 41 mm.

Commémoration de la prise de Marsal. La figure de Protée est sans doute une allusion au duc Charles IV, si changeant dans ses alliances.

14. Revers différent de la même médaille :

PIGNVS INSTAVRATI FOEDERIS. Exerge : MARSAL OCCVPATVM IV SEPT. M. DC. LXIII. La ville de Marsal auprès de l'autel de la Bonne foi. 41 mm.

15. On trouve aussi une médaille portant le revers du n° 13, mais retourné de droite à gauche, et le droit ci-dessous :

LVDOVICVS · MAGNVS · FRAN · ET · NAV · REX · P · P. Buste du roi en grand costume. 59 mm.

16. LVDOVICI · MAGNVS · REX · CHRISTIANISS ·
Buste du roi, par Mauger.

R. CAROLO LOTH · DVCE NOVAS RES MOLIENTE.
Exergue : LOTHARINGIA · CAPTA · M. DC. LXX. La France, appuyée sur un bouclier à ses armes, foule aux pieds les écussons de Lorraine et de Bar. 41 mm.

17. LVDOVICVS MAGNVS REX CHRISTIANISSIMVS.
Buste du roi, par Mauger.

R. HOMMAGIVM LEGIVM LEOP. LOTH. D. OB. DUCAT. BARRENSEM. Exergue : M.DC.XCIX. Le duc rend l'hommage lige au roi. 41 mm.

18. LVDOVICVS XV. REX CHRISTIANISSIMVS. Buste du roi lauré, signé : I. DUVIVIER.

R. HOMAG. LIGIVM FRANC · STEPHANI LOTHARING. DVCIS · OB · DVCAT · BARRENSEM. Exergue : I FEBRVARII M. D. CC. XXX. Même scène qu'au n° précédent. 41 mm.

Cette insistance de nos rois à éterniser par le bronze une cérémonie essentiellement désagréable pour les ducs de Lorraine indique quelle importance ils attachaient à l'affirmation de leur souveraineté sur la partie du Barrois mouvant de leur couronne. Le revers de ces médailles est extrêmement curieux, parce qu'il nous donne l'attitude exacte des acteurs de la cérémonie : le roi, en costume de cour, le chapeau à plumes sur la tête, est assis sur un trône ; le duc est agenouillé devant lui sur un coussin ; il n'a ni chapeau, ni manteau, ni épée, et tient les deux mains dans celles du roi. On se rappelle comment Charles IV essaya en 1641 d'esquiver l'hommage : à peine eut-il, agenouillé devant le roi, prononcé les premières paroles de la formule consacrée, que, feignant une faiblesse de cœur qui lui coupait la voix, il se leva en sursaut, se couvrit, et s'assit sur un fauteuil comme pour reprendre ses esprits.

Je ne crois pas, dit-il ensuite, avoir par cette cérémonie rendu au roi l'hommage d'un vassal.

19. LVDOVICVS XV REX CHRISTIANISS. Buste du roi, signé : DUVIVIER.

R. PAX PROVIDA. Exergue : METAE NOVIS OPERIBVS MVNITAE MDCC. XXXII. Pallas examine le plan des nouvelles fortifications de Metz. Signé : I. B (Jean Le Blan). 41 mm.

20. LVD · XV · REX CHRISTIANISS. Buste du roi, signé : DUVIVIER.

R. MINERVA PACIFERA. Exergue : LOTHARING · ET BAR · REGNO ADD. MDCC XXXVII. Le roi, costumé à l'antique, reçoit les écussons de Lorraine et de Bar. 41 mm.

21. LVD · XV · REX CHRISTIANISS. Buste du roi, signé : MARTEAU.

R. PORTICVM AEDIS S · STEPH · AB ECCLES · METEN · DECR · ET INCHOATAM REX OPIS DIVINAE MEMOR IMPENSA SVA PERFECIT. Inscription en 8 lignes, dans une couronne. En dehors de cette couronne, on lit circulairement : OB RESTIT. IN URBE MET. AN 1744 OPT. PRINC. SALVTEM, et en exergue : CVRANT. MARESC. DVC DESTREES PRAEF. PROV. ANNO 1764. 41 mm.

22. LVDOVICVS XVIII FRANC · ET NAV · REX. Buste du roi, signé de l'auteur : ANDRIEV F., et du directeur : DE PVYMAVRIN DIREXIT.

R. IOHANNAE · DARC · NATALIS LOCVS. Exergue : CONSECRATVS EX EDICTO MDCCCXX. Vue du monument élevé à Domremy en 1820. Signé : DEPAULIS. 50 mm.

23. CAROLVS X FRANC · ET NAV. REX. Buste du roi, signé : GATTEAUX.

R. CHALONS · METZ · COLMAR · STRASBOURG · MULHAUSEN · NANCY · TROYES. Exergue : ARTES IN CAROLI X PEREGRINATIONE PRAEMIIS ET LAVREIS HONESTATAE M DCCC XXVIII. Le roi à cheval, entre une

Muse, la Libéralité et l'Art industriel. Signé : GATTEAUX.
50 mm.

Je n'ai pas cru devoir faire figurer dans cette liste un certain nombre de médailles qui ne se rapportent à la Lorraine que tout à fait indirectement, telles les médailles frappées à l'occasion de la maladie de Louis XV à Metz, ou de la paix de Lunéville. Par contre, on peut y ajouter, dans la « Galerie métallique des grands hommes français » (41 mm.), les médailles de Jeanne d'Arc, par Domard, et de Chevert, par Caqué. (Bronze : 2 fr. 20 ; argent : 7 fr. 20.)

GASTON GRILLET.

Une épitaphe lorraine en Bohême.

(Suite.)

Le *Bulletin* a publié récemment (p. 18) l'épitaphe du comte de Joyeuse, seigneur de Petit-Xivry, mort à Tabor en Bohême le 18 septembre 1775. Notre confrère M. de Montbel veut bien nous adresser sur ce personnage les renseignements complémentaires que voici :

Par contrat passé par devant M^e Lesieur, notaire au bailliage de Longuyon, en date du 20 février 1755, 1^o Jean-Baptiste, comte de Joyeuse, chambellan de LL. MM. Impériales, et général major de leurs armées, résidant en sa terre et seigneurie de Mieschitz, près Tabor en Bohême ; 2^o demoiselle Marie-Thérèse, comtesse de Joyeuse ; 3^o Jean-François, comte de Joyeuse, leur frère, capitaine de dragons pour le service de S. M. Impériale, résidant audit

Mieschitz, vendent la terre et seigneurie foncière de Petit-Xivry au baron Jean-Baptiste de Reumont de Flassigny, capitaine au régiment de Champagne, pour 21 000 l. d'argent, cours de France, de prix principal, et 12 louis d'or neufs, valant 24 l. l'un, même monnaie, et faisant 288 l., pour « coeffe » (1) à ladite demoiselle de Joyeuse.

Ce fief relevait du marquisat de Cons-La-Grandville; c'est pourquoi, le 15 mai 1755, François-Antoine, marquis de Lambertye et Cons-La-Grandville, lieutenant-colonel aux gardes de S. A. R., confirma le contrat précédent devant M^e Martinot, notaire royal à Cons.

Il semble donc que ce soit à tort que l'épitaphe du comte de Joyeuse le donne comme étant encore seigneur de Petit-Xivry à sa mort, en 1775.

Un dénombrement, fourni par le baron de Reumont en 1772, donne la composition de son fief de Petit-Xivry : une maison d'habitation avec dépendances, une maison de ferme, des droits seigneuriaux fonciers, des terres, prés, etc.

Voyage à Joinville au mois de septembre 1664.

Le document que nous publions sous ce titre nous a été communiqué par le docteur P. Dorveaux, conservateur de la Bibliothèque de l'École supérieure de pharmacie de Paris, qui l'avait découvert entre les feuillets d'un volume du *Grand dictionnaire géographique* de La Martinière. La pièce est d'une écriture du temps ; les ratures, les sur-

(1) On dirait aujourd'hui : pour les épingles.

charges et les corrections qui s'y trouvent, indiquent que ce n'est pas une copie ; elle est évidemment de la main du visiteur, qui y a consigné lui-même ses impressions. Les détails qui y figurent ne sont pas tous inédits ; cependant il y en a quelques uns que nous n'avons rencontrés nulle part ; et l'ensemble nous a semblé assez intéressant pour mériter d'être publié et annoté.

A Joinville le 17 sept[embre 16]64.

Tombeau de Ferry de Lorraine (1) et de Marguerite de Joinville, ayeuls de Ferry de Lorraine qui épousa l'illustre Yolande d'Anjou.

Leur tombeau est au milieu du chœur de l'église du château. Leurs figures sont de cuivre. La tombe sur laquelle ils sont couchés est de marbre noir et les ornements de dessous sont de marbre blanc. Il fut fait par Henry de Lorraine (2), évêque de Metz, dont le tombeau, qui est dans une chapelle, au bas de l'église à main gauche en entrant, est aussi de cuivre, et fut fait par luy même avant sa mort.

Ce qu'il y a de plus considérable dans la chapelle des ducs de Guise qui est à costé du chœur, à main droite, est le tombeau de Claude de Lorraine (3), roy de Sicile et premier duc de

(1) Ferry I^{er}, auteur de la branche des comtes de Vaudémont, est mort au service de la France, à la bataille d'Azincourt, le 25 octobre 1415.

(2) Henri de Lorraine, fils d'Antoine de Vaudémont, fut le 79^e évêque de Metz. Après la mort de son frère Ferry II, il devint baron de Joinville dont il fit sa résidence ordinaire ; c'est là qu'il mourut, le 28 octobre 1505. Il fut enterré, dit le P. MEURISSE, dans son *Histoire des évêques de Metz*, en l'église Saint-Laurent (de Joinville), à laquelle il avait fait beaucoup de bien, comme à plusieurs autres églises et monastères qui sont à l'entour.

(3) On a beaucoup écrit sur ce tombeau merveilleux de Claude de Lorraine et d'Antoinette de Bourbon, auquel Ligier Richier aurait collaboré. L'article qu'Edmond BONNAFÉ lui a consacré dans le n^o d'octobre 1884 de la *Gazette des Beaux-Arts*, est des plus documentés.

Guise et d'Antoinette de Bourbon, sa femme. Leurs figures qui sont d'albâtre et qui sont toutes nuës, excepté seulement ce qui doit être absolument caché, sont couchées sur une grande tombe de marbre noir, élevée de terre d'environ trois piez, et posée sur une masse de pierre environnée de bas reliefs, aussi d'albâtre, qui représentent les plus grandes actions de ce prince.

Devant ce tombeau il y a un portique soutenu par quatre grandes figures de mesme étofe (*sic*) qui représentent la Justice, la Prudence, la Tempérance et la Force, et qui sont d'une admirable beauté. Le portique est chargé de deux figures à genoux de ce mesme prince et de cette mesme princesse qui sont encore d'albâtre, et qui sont revestues du manteau ducal.

Sous cette chapelle est le caveau où l'on met les princes de la maison de Guise et où l'on a mis nouvellement le duc dernier mort (1) que l'on y apporta, à ce qu'on m'a dit, sans aucune pompe. On n'a seulement pas fait faire pour luy d'ornemens neufs. La chapelle n'est parée que de vieilles tentures ; et je ne sais si c'est par modestie ou par épargne, mais les deux rangs de lises de velours qui sont à l'entour sont toutes simples et sans aucunes armoiries.

Voilà à peu près ce qu'il y a de plus considérable dans cette chapelle, si ce n'est qu'au-dessus de l'autel il y a une espèce de petite armoire quarrée qui est de bois, dans laquelle il y a une grille de fer doré de mesme figure, laquelle contient un reliquaire d'argent qu'ils nomment la Sainte Chapelle, parce qu'elle représente la Sainte Chapelle de Paris, et qu'il y a au milieu un petit vase de cristail de la grosseur d'un œuf et porté par un petit pied d'estail d'argent, dans lequel vase il y a un peu de toutes les reliques de la Sainte Chapelle. Et ce reliquaire qui

(1) Ce « dernier mort » était Henri II, duc de Guise, prince de Joinville, qui était né le 4 avril 1614 et mort le 2 juin 1664. Henri de Guise avait été nommé à l'archevêché de Reims ; il était titulaire de plusieurs abbayes ; mais ayant pris les armes contre la France, il avait été condamné à mort. Après quelques années d'exil, il obtint sa grâce et rentra en France en 1643. Un extrait de son épitaphe a été publié dans le *J. S. A. L.*, 1867, p. 117.

est environ d'un pied de long sur un bon demy-pied de large, fut donné par Charles IX au cardinal Charles de Lorraine.

A costé du grand autel, à main gauche, est le tombeau du célèbre sire de Joinville qui a écrit l'histoire de saint Louis. Il n'est que de pierre du pays, et d'une structure assez simple. Il y est couché, et couvert d'une grille de fer, au dessus de laquelle il y a une armoire où est le trésor de l'église. La première chose que l'on nous ait montrée est la teste de ce seigneur qui est d'une grosseur extraordinaire (1) et d'un os qui paraît très dur. Elle est fort entière encore quoi qu'on la manie toutes les fois qu'on la montre, et qu'elle ne soit enveloppée de rien. Ce qu'il y a de plus rare dans ce trésor, où il y a plusieurs reliquaires, et plusieurs figures et d'argent et de vermeil doré, est une ceinture qu'ils disent estre de saint Joseph, et avoir esté apportée de la Terre sainte par le sire de Joinville. Elle est d'un tissu de gros fil retors, comme gris, de mesme manière que l'on fait les sangles qu'on met (aux) sièges pliants ; mais le tissu est extrêmement serré, de sorte que cela est fort comme du cuir. Elle estoit fort longue, car bien qu'on en ait coupé plusieurs morceaux, elle pourroit servir encore à un des plus gros hommes. Elle est dans un fourreau de toile d'argent à fond blanc qui est cousu dessus, de sorte qu'on ne la voit que par un assez petit endroit qui est décousu. Elle n'a que deux bons doigts de largeur, et les deux bouts sont garnis de morceaux d'ivoire tout unis et tout plats qui entrent l'un dans

(1) Cette grosseur extraordinaire qui étonnait notre visiteur, était, sans qu'il s'en doutât peut-être, une preuve de l'authenticité de la relique : H. F. DELABORDE, dans un article consacré à Jean de Joinville (*Revue des Deux Mondes*, 1892, t. CXIV, p. 605), après avoir exprimé le regret que nous n'ayons pas de portrait de l'historien de saint Louis, ajoute : « On pouvait espérer rencontrer dans ses écrits quelques allusions à sa personne physique ; mais tout se réduit à ces deux mots : « La tête grosse, l'estomac froid ». Le passage où Joinville nous donne ce renseignement ne manque pas de saveur, il mérite d'être cité textuellement : « Monsieur Loys... me demanda en Cypre pourquoy je ne metoie de l'yaüe en mon vin, et je li diz que ce me fesoient li phisicien (médecins), qui me disoient que j'avoie une grosse teste et une froide fourcelle (estomac), et que je nen avoie pooir de enyvvrer. »

l'autre et qui servent de boucle. On la roule et on l'enveloppe dans un morceau de taffetas blanc et on la serre dans une boîte de toile d'or à fleurs et couleurs diverses qui est ronde et grande comme pour mettre du pain à chanter (1).

Dans le chœur, au dessus de la grande porte, il y a un tableau de notre Seigneur qui a été donné par une abbesse de Saint-Pierre de Rheims, de la maison de Lorraine (2), et sœur du cardinal Charles. Elle le fit faire sur une copie qu'il avait apportée de Rome et qu'il luy avoit donnée. Et l'inscription qui est au dessous dit qu'elle avoit été prise sur l'original de saint Luc qu'on prétend avoir à Rome (3). Le Christ est fort grand, il est debout et appuyé sur sa croix qu'il embrasse du bras droit.

De l'église on entre dans le chateau par une porte de communication. Il est assurément en une situation fort heureuse et fort singulière : car il est sur une montagne fort élevée, toute détachée comme le mont Valérien, et environnée en inégale distance de douze autres montagnes dont les unes sont couvertes de fustayes, les autres de taillis, les autres de vignes

(1) L'épithaphe du sire de Joinville, composée, vers 1625, par P. F. Marteau, fait mention de cette ceinture en ces termes : *Nos zona sancti Josephi e Terra-Sancta asportata ab eo feliciter donati.* — Ch. Héquet, dans les *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne* de 1868, dit (p. 186) : « L'église Saint-Laurent de Joinville possède cette relique rapportée par le sénéchal en 1254 ; elle est renfermée dans un reliquaire gothique de cuivre doré, donné par M. Lemoine, horloger à Joinville. C'est une ceinture de trois aunes de long, couleur nanquin, d'un tissu croisé assez fin, sur lequel on lit : « *Hic est cingulus, quo cingebatur Joseph sponsus Mariæ*, et que les femmes enceintes invoquaient dans un enfantement laborieux. » Et le marquis de Ville-neuve-Trans, dans *Le Plutarque français* (t. I, p. 292), auquel Ch. Héquet a fait de larges emprunts, ajoute : « C'est le seul monument qui ait survécu à la dévastation totale de ce château de Joinville... »

(2) Renée, onzième enfant de Claude, née en 1522, nommée abbesse de Saint-Pierre de Reims en 1546 et morte le 3 avril 1602.

(3) Il est permis d'avoir des doutes sur l'authenticité de ce portrait ; on peut consulter à ce sujet l'article que l'abbé Eugène MANGENOT a consacré à saint Luc dans le *Dictionnaire de la Bible*, publié par VIGOUROUX (tome IV, 1908, col. 383).

qui forment une infinité de points de vues qui sont extrêmement agréables. Le chasteau qu'on tient avoir esté basti par Henri de Lorraine (1), évesque de Metz, est d'une excellente pierre qui se trouve dans le pays. Il est d'une structure fort simple du costé de la cour. Mais du costé du vallon il est assez beau : car il y a une gallerie fort longue et d'environ 4 p. (pas) de large, qui règne d'un bout à l'autre, et au dessus, une terrasse qui occupe la mesme longueur, et dont la largeur est de plus de six toises. Mais ce que j'ai le plus considéré, sont les différents morceaux de paysage que l'on découvre de là dessus. La veüe tombe d'abord sur la ville qui commence un peu au dessous d'à my-coste et qui s'étend dans le vallon. Elle est assez bien bastie et les matériaux en sont excellens.

P. c. c. : J. F.

Un sceau de la Cour souveraine de Lorraine.

Il y a quelques années, lorsque nous réunissions les documents nécessaires à la publication de notre ouvrage sur la *Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy*, un aimable correspondant voulut bien nous indiquer que M. Bachelay, ingé-

(1) Henri de Lorraine a pu faire exécuter, dans ce château qu'il habita longtemps, quelques travaux de réparations ou des transformations partielles ; mais, au dire des historiens, la construction primitive datait du ^x^e siècle. Cf., dans le *Bulletin monumental* de 1857, p. 203-216, une « Notice sur le château de Joinville » par PERNOT ; et dans le *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, par Ulysse CHEVALIER. *Topo-bibliographie*, 1903, gr. in-8, une liste de mémoires et d'articles sur Joinville.

nier civil à Toulon, possédait un ancien sceau de la Cour souveraine de Lorraine ; c'est celui dont nous reproduisons ici l'empreinte aux dimensions exactes. Nous croyons intéressant de publier un extrait de la lettre que M. Bachelay eut l'obligeance de nous envoyer, et de faire connaître comment il découvrit ce sceau : « Je l'ai trouvé en 1870, au cours de la campagne, dans les travaux de



terrassements que je faisais exécuter pour la construction d'une redoute, à cheval sur la route de Paris à Bezons (1), à proximité d'une agglomération d'habitations, nommée Charlebourg (2), non loin du Mont Valérien ; j'étais alors officier auxiliaire du Génie militaire. »

Nous remercions, de nouveau, M. Bachelay des renseignements qu'il nous a communiqués et d'avoir envoyé à notre Musée, une empreinte en cire de ce sceau. Nous

(1) Bezons, canton d'Argenteuil (Seine-et-Oise).

(2) A 2 kil. 500 de Bezons.

comprenons, ainsi qu'il nous l'a écrit, qu'il tienne à ce souvenir de la campagne de 1870 ; mais comme Lorrain, nous ne pouvons qu'exprimer le désir que le sceau de l'ancienne juridiction lorraine vienne, un jour, prendre place dans les collections de notre Société.

A. DE MAHUET.

Le pain de Pâques à Sepvigny.

Suivant acte passé le 20 février 1608, devant Jean Tous-saint, tabellion juré au temporel de l'évêché, comté et principauté de Toul, honorable homme Simon Maurice, demeurant à Sepvigny, et Mengeotte, sa femme, faisaient une donation aux habitants et manants de cette paroisse (1), portant « qu'il sera distribué annuellement à perpétuité au jour de Pâques-communiant, à chacun conduit, savoir : au ménage entier, une pinte de vin, aux veuves une chopine, avec un pain suivant la proportion qu'il se trouvera. Au sieur curé ou son vicaire, et aux châteliers, à chacun un pot de vin, avec leurs pains ».

Les donateurs complétèrent leur fondation par un autre acte reçu de Jean Clément, tabellion juré, à la date du 24 juin 1628, et affectèrent spécialement divers immeu-

(1) Sepvigny, canton de Vaucouleurs (Meuse); autrefois évêché de Toul, châtellenie de Brixey-aux-Chanoines. — La chapelle, dans le cimetière ou Vieux Aître, vient d'être classée comme monument historique.

bles pour en assurer l'exécution, c'est-à-dire la distribution « d'un muid de vin rouge tenant vingt septiers à raison de quatre-vingts pots, et quatre bichets de blé, mesure du lieu, dont deux parts froment, le tiers, conseil ; le vin sain et net pour être distribué comme dit est. S'il y a du vin de reste, la distribution faite, il sera vendu et l'argent provenant de la vente, appliqué à un service pour prier Dieu pour les fondateurs, leurs parents et amis. Après leur décès, Claude Pigeon, particulier habitant Sepvigny, qui a épousé une fille des donateurs, jouira, sa vie naturelle durant, de la présente fondation, en payant ledit muid de vin et les quatre bichets de blé pour être distribués chaque année par les châteliers, et après la mort dudit Pigot, le plus proche parent, mâle ou femelle, soit du côté dudit Maurice ou de Mengeotte, sa femme, faisant résidence au lieu de Sepvigny, préférablement à tout autre, en payant comme il est dit : « si des héritiers des fondateurs veulent impugner ou débattre la présente fondation, ils les privent de toute hérédité sur les autres biens que délaieront les donateurs. Dans ce cas, les habitants et châteliers en feront la distribution comme ils trouveront le meilleur, en confirmant et approuvant les actes sus-mentionnés. »

Au décès de Pigeon, gendre des époux Maurice, les biens affectés au service de la fondation furent partagés entre ses deux enfants, et ainsi de génération en génération, toujours aux deux plus proches jusqu'à nos jours. Lors de la confection du cadastre, ces immeubles ont été inscrits au nom de Simon Maurice, comme s'il vivait encore. Pendant longtemps ils ont ainsi échappé à tous droits de succession et de main-morte.

Aujourd'hui, il est distribué à chaque ménage, le jour de Pâques, un litre de vin et un pain blanc de 1 kilo 500 gr. Aucune difficulté ne s'est élevée pour la transmis-

sion des biens dont s'agit ; les héritiers évincés ont toujours respecté les intentions des fondateurs. Les détenteurs actuels sont Madame veuve Millery, née Lepage, et M. Farque, maire, comme étant les deux plus proches habitant la commune de Sepvigny.

C. CHÉVELLE.

CHRONIQUE

Dans le *Journal des Débats* du 19 mai 1911, M. André Hallays signale, en les déplorant, les remaniements qui se font à l'intérieur de la cathédrale de Metz où l'on construit ou reconstruit autels, tombeaux, etc. Il nous fait connaître également qu'un nouvel édifice va être élevé à Bar-le-Duc, sur l'emplacement de l'ancien, pour loger les Archives départementales, et que sans doute on s'arrangera pour conserver la façade actuelle, qui est de la fin du *xv^e* siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Il a paru à Leipzig en 1910 un travail intitulé :

Die merkantilische Währungspolitik Herzog Leopolds von Lothringen (1697-1729), mit besonderer Berücksichtigung der Geschichte John Laws (la politique financière du duc Léopold de Lorraine, au point de vue spécial de l'affaire de Law), par A. WEYHMANN. (*Revue numismatique*, 1910, bulletin bibliographique, p. 547.)

— Sous le titre « Une nouvelle série de jetons à retrouver, gravée par Nicolas Briot », la *Gazette numismatique* de Bruxelles, 1910, p. 4-7, publie un article de Fréd. ALVIN décrivant un jeton de Galba avec le n^o 7 sous le buste. (*Revue numism.*, 1910, p. 555.)

— M. de MALLEVOÛE vient de publier, dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, un volume in-4, intitulé : *Les actes de Sully passés au nom du roi de 1600 à 1610*. En tête de ce volume, p. 1-7, est l'inventaire dressé après décès, le 20 février 1604, des meubles appartenant à la sœur du roi, Catherine, duchesse de Bar, et garnissant la maison qu'elle possédait à Paris, rue des Deux-Écus. On y a trouvé, entre autres, les portraits du duc Charles III et de la duchesse Claude de France, sa femme, morte depuis près de trente ans.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

DONS

SECTION I

Par le comte Jules BEAUPRÉ : Instruments en silex, quartzite, etc. (époque néolithique), de différentes provenances locales ; environ vingt pièces.

Tuile gallo-romaine, trouvée à Soulosse, portant plusieurs fois répétée la marque du potier IVSTINIANI.

SECTION III

Par M. BERTRAND-OSER, industriel : Torse, provenant d'une statue en pierre, trouvé à Nancy dans une propriété de la rue de Nabécor.

— M. le capitaine GALLAND, du 159^e d'infanterie, en souvenir et selon les intentions de feu M^{me} VERNIER, au château de Méronvaux, près Verdun : Tasse et sa soucoupe, en ancienne pâte dure de Paris.

Petit cabinet en laque hollandaise, qui fut offert par le roi Stanislas au peintre Hast, ancêtre de M^{me} Vernier.

— M. le commandant THOUVENIN : Anneau astronomique en cuivre gravé, provenant de Laneuveville-devant-Nancy (XVIII^e siècle).

— MM. BERNANOS et LOMMÉE, entrepreneurs : Deux croix de pierre mutilées, avec épitaphes, trouvées à Nancy, 20, rue des Dominicains, à l'emplacement du cimetière des Sœurs grises. La première inscription est :

CY . DESOV . GIST
DIDIER . FEMME
A . SESAR . BARBE
SANT . BOVLAN
GIER . DENT . A
LA . VIEL . NEWE
DE . NANCY . QV
EL . DECEDA . LE
15 . AVRIL . 1609
PRIEZ . DIEV . POVR
SON . AME.

L'autre épitaphe, légèrement mutilée, est celle des enfants de François Bailly, boulanger à Nancy.

SECTION IV

Par M. René PIERSON : Carte d'identité (Legitimations-karte) délivrée à Nancy, en 1871, par le préfet allemand (Præfect der Murte).

Passeport délivré en juillet 1849 par la mairie de Nancy, et portant la signature : *Lemoine*, adjoint.

Feuille de route pour Demange (Émile-Pierre), soldat libéré, rentrant à Nancy.

— M. BACHELAY (par l'intermédiaire du comte Antoine de Mahuet) : Empreinte moderne, en cire, du sceau de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois, trouvé en 1870, près du Mont Valérien.

SECTION V

Par M. Gustave PRÉVOST, bijoutier, 103, rue Saint-Dizier : Poupée ayant servi d'enseigne à un chapelier de Ligny-en-Barrois.

ACQUISITIONS

SECTION III

Assiette en ancienne faïence de Saint-Clément, décor polychrome de fleurs et de guirlandes.

SECTION IV

Acte signé des maître échevin et échevins de Nancy, 21 mars 1584. Au nombre des signataires figure Nicolas Remy, le fameux procureur général.

Ordonnance pour la démolition de l'ancien hôtel de ville de Nancy, 30 décembre 1731; placard in-folio.

Dossier concernant la police à Nancy, du ^{xv^e} au ^{xviii^e} siècle; dix-neuf pièces manuscrites et imprimées, dont onze placards in-folio.

Dossier concernant le nettoyage des rues à Nancy, enlèvement des immondices, boues et neiges, ^{xvii^e} et ^{xviii^e} siècles; onze pièces, dont dix placards in-folio.

Dossier concernant les fontaines de Nancy au ^{xviii^e} siècle; six pièces, dont trois placards in-folio.

Dossier concernant le poids public et la caffouse (douane) de Nancy, ^{xvii^e} et ^{xviii^e} siècles; six pièces, dont trois placards in-folio.

Lettre signée du maréchal Victor, duc de Bellune, né à Larmarche (Vosges); Paris, 22 novembre 1822.

Lettre autographe du maréchal Gérard, né à Damvillers (Meuse); s. l., 28 novembre 1846.

SECTION V

Armoire lorraine, sculptée et marquetée, provenant d'Aze-raïlles (^{xviii^e} siècle).

Ancien coffre lorrain, sculpté et marqueté; style Louis XV.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — NUMÉRO 7. — JUILLET 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 9 juin 1911.

Présidence de M. Pierre Boré, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. le marquis François de Marmier et Robert Velu ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

La prochaine séance est fixée au vendredi 21 juillet.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès de M. l'abbé Melnotte, curé de Champigneulle, membre de la Société depuis 1895.

Distinction honorifique.

M. Edmond des Robert vient d'être nommé membre correspondant de l'Académie de Metz.

Admissions.

La Ville de Vienne, la Ville de Briey, M^{me} Albert Friot, MM. le commandant M. Delcominète, le comte de Fontenoy, le capitaine de Sandt et Edmond Spéry, sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Commune de Cirey-sur-Vezouse**, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; la **Commune de Faulx**, par les mêmes ; la **Commune de Maron**, par les mêmes ; le **Comptoir métallurgique de Longwy**, à Longwy-Bas, par les mêmes ; MM. le docteur Félix **Abt**, 48, rue Gambetta, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; Lucien **Michon**, professeur à la Faculté de droit, membre de l'Académie de Stanislas, boulevard Charles V, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Paul Perdrizet ; l'abbé Albert **Munier**, aumônier du couvent de la Sainte-Enfance, professeur d'archéologie au Grand Séminaire de Bosserville, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; **Perrin de Brichambault**, au château d'Art-sur-Meurthe, par MM. Léon Germain de Maily, Pierre Boyé et Émile Duvernoy ; Charles **Poncelet**, libraire, 1, rue des Carmes, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; Oswald **Redlich**, professeur à l'Université, directeur de l'Institut pour les recherches sur l'histoire d'Autriche, à Vienne, par MM. Otto Forst, Pierre Boyé et Justin Favier ; et Hippolyte **Roy**, homme de lettres, 163, rue de Toul, par MM. Pierre Boyé, Marcel Maure et Edmond des Robert.

Ouvrage offert à la Société.

Les Enluminures, par Hippolyte Roy, Paris, A. Messein, 1910, 1 vol. in-8 de 252 p.

Lectures.

M. Marcel MAURE termine la lecture de son étude : *Les Annonciades et la Ville de Bourmont (1770-1784)*. La Société en vote l'impression dans le prochain volume des *Mémoires* et nomme, pour former la Commission de revision, MM. Charles Guyot, René Martz et le comte Enguerrand de Pully.

M. Pierre Boyé achève de donner lecture du travail de M. Gaston ZELLER : *Les charges de la Lorraine pendant la guerre de Hollande*. La Société vote l'impression de ce travail dans le même volume des *Mémoires* ; elle nomme, pour former la Commission de revision, MM. Christian Pfister, le commandant Henri Demiau et Edmond des Robert.

MÉMOIRES

Andilly, son vieux cimetière et ses « trous de fées »

Notre très vieux village, unique en son genre, posté comme une sentinelle à la sortie du couloir resserré dans lequel s'est difficilement frayé passage le sinueux ruisseau du Terrouin, mérite bien un peu d'attention. L'ancienneté d'Andilly (1) est incontestée ; le moine Adson, qui écrivait au x^e siècle, le range au nombre des villages donnés au ix^e siècle par la pieuse dame Prétorie de Toul à son évêque Endulus, lequel vécut sous Théodebert II (597-612), roi d'Austrasie (2). Le chœur de notre église, sa vieille tour

(1) Arrond. de Toul, cant. de Domèvre-en-Haye.

(2) Abbé DEMANGE, *Un pèlerinage... dans un village toulinois*, 2^e édit., Nancy, 1885, p. 271, note 1, identifiant Andilly avec Arduino ou Ardino.

romaine de la fin du XII^e siècle ; le pavillon de bains romains dont on a relevé l'aqueduc au sud du village (aux Champeys) ; les vieilles voies, romaines pour quelques-unes (celle Toul-Montsec et ses embranchements) ; le cimetière que nous appellerons barbare, sinon gallo-romain ; les souterrains étranges dits « trous de fées », etc., voilà certes de quoi intriguer et intéresser. Nous nous proposons d'exposer le résultat de nos recherches sur l'emplacement de la nécropole barbare d'Andilly et sur ses « trous de fées ».

1^o *Le cimetière barbare.* — Il se trouve au lieu dit « Au Chauffour », sur l'éperon qui domine au nord le village et la profonde trouée du ruisseau du Terrouin. Le Chauffour forme un petit triangle de 90 mètres de hauteur sur 30 de base, limité au sud par la route Andilly-Ménil, à l'ouest par celle vers Royaumeix et à l'est par un ancien chemin. A l'angle sud-ouest, derrière le four à chaux démolí, s'élève un tumulus presque intact. Ce triangle et les terres qui avoisinent à l'ouest les routes sus-nommées, ont livré, à l'ouverture des carrières, un certain nombre d'objets. A l'angle nord du triangle, vers la jonction du vieux chemin avec la route de Royaumeix, et lors de l'établissement de celle-ci, fut, affirme M. Lucien Burté, d'Andilly, mis à jour, en 1874, un squelette étendu dans une fosse profonde de 0 m. 60, creusée en forme de rectangle bordé de pierres plantées de champ et recouvert de grosses dalles plates. C'était, au reste, la forme ordinaire des tombes découvertes ensuite dans cette nécropole, ainsi que me l'ont affirmé bon nombre de témoins oculaires. Le squelette humain en question, dont les os furent brisés, était de grande taille et orienté la tête au nord ; à ses côtés on ramassa un scramasax, un couteau (sax) et une pièce de monnaie. Mais nous n'avons pu savoir si celle-ci était dans la bouche du mort. Cette tombe nous paraît barbare.

Plus près du tumulus du Chaufour en démolition, M. Bouchon, son propriétaire d'alors, souleva une grosse dalle et mit à jour un caveau soigneusement taillé dans la roche et profond de 1 m. 50. Il contenait un grand squelette, mais sans armes ; à ses côtés étaient deux petits vases en terre cuite (Musée lorrain) et plusieurs gros clous en fer à large tête, débris sans doute du bouclier. La tête servit longtemps de jouet aux enfants. En mars 1909, M. Gangloff, ouvrant pour le compte de M. Félicien Gauvillé, propriétaire de ce terrain, une carrière dans la pointe nord du même triangle et sur le vieux chemin, découvrit, enfouis à 0 m. 80, d'abord deux squelettes juxtaposés, chose rare, et orientés la tête au sud, puis, à leurs pieds et séparé par une mince muraille de pierres plantées en bordure, un autre squelette de plus grande taille. La tête que nous avons pu considérer à notre aise était ronde, munie de toutes ses dents, à puissante et proéminente arcade sourcillière. La face était tournée vers le levant. Ces tombes ne fournirent ni armes, ni poteries, ni monnaies. Nous sommes convaincu qu'il y aurait encore là d'autres trouvailles à faire. Sommes-nous en présence de gallo-romains ou de barbares ? L'absence d'armes n'est-elle pas caractéristique de sépultures romaines ? Le *Guide des recherches archéologiques* nous le dit (1).

Les tombes du côté ouest de la route vers Royaumeix faisant suite à celles du four à chaux ont fourni, outre des ossements humains plus ou moins intacts, ce qui suit : quelques grossières mosaïques (M. Justin Demange) ; une francisque (carrière Ros. Jannot) ; une bague en or (Musée lorrain) ; une sorte de lance en forme de harpon, sans

(1) BLEICHER et BEAUPRÉ, *Guide pour les recherches archéologiques dans l'Est de la France*, Nancy, 1896, in-18, p. 56.

doute un angon ; de gros clous et débris de bois (de bouclier) ; un scramasax, sinon un couteau dit sax, à lame effilée, pointue, au dos un peu arqué, au fer oxydé par places. La lame très solide encore mesure 0 m. 21 de long sans la soie, 0 m. 04 de largeur et 0 m. 003 d'épaisseur au dos. Le poignée actuelle fut substituée à l'ancienne par son propriétaire, M. A. Petit, de Ménil-la-Tour. Le même M. Petit recueillit, dans cette tombe, un grand vase en terre cuite, couleur rouge-brun, lisse, sans aucun dessin, sans anses, d'une capacité d'un litre environ, au ventre bombé, au col très évasé, aux bords recourbés en dehors. Ce vase disparu contenait les curieux objets suivants, offerts au Musée lorrain par l'intermédiaire de notre confrère, M. le comte J. Beaupré : des imitations d'escargot, d'huitre, de fruits divers, faites d'une pâte blanche durcie, une sorte de chaux, fixée à une tige centrale, semblable à du verre, mais très friable et affectant la forme de spirale. C'étaient sans doute des comestibles pour l'autre monde, car les Francs et autres barbares païens croyaient à l'immortalité de l'âme. Telles sont les trouvailles fournies par le vieux cimetière du Chauffour. Mais à quels peuples appartiennent-elles ?

En face de ce problème s'en pose un autre : ce que nous sommes convenus d'appeler cimetière barbare, faute d'une solution plus précise, ne serait-il pas, comme le voudrait une tradition locale constante, le lieu même d'un champ de bataille où furent ensevelis sur place les guerriers morts ? Le Chauffour et son plateau ne seraient-ils pas un lieu où en vinrent aux mains les soldats francs ? Si l'on veut bien remarquer que la reine Brunehaut possédait au ^{vi}^e siècle une maison forte, ou, si l'on préfère, un rendez-vous de chasse, à quelque distance au nord de Royaumeix, dans la vaste forêt nommée depuis et pour cela même « Forêt la Reine », on admettra plus aisément qu'une

rencontre meurtrière sur notre plateau de Haye ait eu lieu (1).

Brunehaut vécut de 534 à 613, elle épousa Sigebert, roi d'Austrasie, et Athanagilde, son père, était roi des Wisigoths. Elle engagea avec Frédégonde, sa rivale, une lutte sauvage qui ensanglanta Austrasie et Neustrie. Notre tradition locale repose donc sur quelques données, en affirmant qu'un épisode de cette lutte acharnée se déroula auprès du Chaufour, à 4 kilomètres environ au sud de l'ancien château de la reine Brunehaut. Notons encore que des débris humains furent trouvés dans les vieilles carrières dites « trou d'Enfer », à l'ouest de Royau-meix, à proximité de la route actuelle de Verdun et de l'ancienne voie romaine Toul-Montsec, vers le point de jonction du « chemin des Fées ». Or, le trou d'enfer est peu éloigné du « Haut de Fossé », où gisent des débris de la maison forte de Brunehaut, et il est à 2 kilomètres au plus de notre cimetière barbare.

2° *Les trous de fées*. — A la base de la butte du Chau-four, au niveau de la route, on remarque une singulière ouverture, quelque peu obstruée par des éboulis ; c'est une voûte effondrée d'un embranchement vers le nord du fameux souterrain ou « trou de fées » d'Andilly, dont il est difficile d'établir nettement et l'origine et l'étendue. Des fouilles ont prouvé que toute cette pointe avancée du plateau de Haye, qui domine à pic le village d'Andilly et la profonde trouée du ruisseau, resserré ici entre deux murailles de roches calcaires de 30 à 40 mètres d'escarpe-ment, est percée de souterrains, en partie comblés par des

(1) La forêt de la Reine conserve quelques souvenirs de la reine Brunehaut : un étang porte son nom, ainsi qu'un ruisseau dit : de Rehanne (corruption de Regina). Les gens de Royau-meix prononcent : Rehaumé (*de regalis*) en patois, d'où par assimilation ils ont dit : Rehanna pour Regina, et de là : Rehanne actuel. Royau-meix signifie jardin royal.

éboulements de voûtes détrempées, et forcément peu ou pas explorés. Toutefois, des essais d'exploration faits à diverses reprises, vers 1864 et 1870, furent poussés assez loin puis abandonnés. Les recherches furent spécialement dirigées par F. Henry, accompagné de MM. Poirson frères, F. Hanzen, A. Hollier. Ces messieurs faillirent s'égarer et ne plus retrouver la sortie, l'humidité éteignant leurs bougies. En 1870, les trous de fées servirent de refuge, mais leur insalubrité et le danger des éboulements les rendit inhabitables. Nous en fîmes l'expérience. En septembre 1906, nous résolûmes de pénétrer un peu avant dans ces sombres souterrains. Nous avons pu nous faufiler, ramper assez loin, déblayer et constater de nos yeux ce que d'autres nous avaient affirmé, à savoir l'existence de vastes chambres, hautes de trois à quatre mètres, aux voûtes salpêtrées soutenues par de nombreux piliers ménagés à dessein, communiquant entre elles par des couloirs d'un mètre de largeur. Nous n'y avons fait aucune trouvaille intéressante, et, par crainte des éboulements, nous avons interrompu nos recherches.

Ces galeries paraissent devoir s'étendre au loin vers Royaumeix et Ménil. Une carrière ouverte, en 1910, à 300 mètres à l'est de ce dernier village, et sur le côté sud du chemin d'Andilly, a mis à découvert deux vastes cavités ou chambres en tout semblables à nos « trous de fées », ce qui laisse à supposer que vraisemblablement tout l'escarpement nord de la trouée du Terrouin, entre Ménil et Andilly, est fouillé.

Quelle est l'origine de ces galeries ? Furent-elles ouvertes au moyen âge pour la construction de notre vieux village ? Les moellons du chœur de l'église et de sa vieille tour romane, carrée et massive comme un donjon, ont le grain et la couleur de ceux de nos carrières et ceci nous reporte déjà au moins au XII^e siècle. La tra-

dition locale persiste à croire que l'ancienne cathédrale de Toul fut en partie construite avec des pierres extraites de nos trous de fées. Furent-elles des carrières romaines, exploitées à couvert pour l'établissement des routes ? Ces vieux chemins, dits « romains », ne manquent pas sur notre territoire, et il est facile de se rendre compte de quelle masse énorme de matériaux il a fallu se servir pour les établir. Or, ces carrières, riches en matériaux, ont pu les fournir et elles ne sont pas encore épuisées.

L'entrée ordinaire, fort obstruée, des « trous de fées », est à mi-côte sous roche et dans le jardin F. Odinot, sur la rive gauche du ruisseau. Toutefois, des éboulements permettent d'y pénétrer par le plateau, et c'est par l'un d'eux, au pied de la croix de mission érigée là en 1826, que nous y sommes descendu.

Il reste établi que le terrain supérieur de ces carrières fut un cimetière barbare sinon déjà gallo-romain, sis à 500 m. à l'est de la voie romaine Toul-Montsec qui longe tout le côté ouest de notre territoire et passe tout près des premières maisons de Ménil-la-Tour. La pièce de monnaie en or de l'empereur Constantin (iv^e siècle), trouvée par F. Cary, d'Andilly, sur l'emplacement dudit cimetière, semble établir que les Romains ont pu enterrer leurs morts au Chaufour. Et cela paraîtra vraisemblable tout au moins, si nous faisons remarquer que les Romains eurent à Andilly une station et des thermes. Les Romains auront enterré leurs morts au Chaufour, et les Barbares auront continué ; la coexistence de deux cimetières est donc très probable. Mais comme les sépultures à découvrir, et il y en a encore, n'ont pas dit leur dernier mot, nous aurons peut-être à compléter cette notice et à la préciser.

PERNOT.

A propos du séjour de Louis XIV à Nancy (1673)

Dans le manuscrit 5420 de la bibliothèque de l'Arsenal, à la page 609 (Ms. de Conrart, t. XI), on lit la copie d'une lettre datée de Nancy, qui donne quelques détails sur le second séjour de Louis XIV en notre ville. Nous ignorons quel est l'auteur de cette lettre et à qui elle est adressée; mais les renseignements qu'elle donne méritent toute confiance.

CHR. PFISTER.

De Nancy, le 9 septembre 1673.

Nous sommes de retour depuis hier au soir (1); on en devait partir demain matin pour aller à Mets; mais la nouvelle que le Roy a reçue de la prise de Trêves (2) a fait changer l'ordre. Ces Messieurs se sont mieux défendus qu'on n'avait creü: ils ont tué plus de 200 (3) et plusieurs braves officiers. M. le marquis de Rochefort, capitaine des gardes du corps et gouverneur de Nancy (4), y a esté blessé d'une mousquetade qui luy perce l'épaule. Le Roy y a envoyé M. de La Feuillade pour commander à sa place (5). M. de La Vieuville (6), Vitry (7), Gamaches (8),

(1) Le roi avait quitté Nancy le 24 août 1675 pour se rendre en Alsace. Il revenait dans la cité le 8 septembre. Voir *Histoire de Nancy*, t. III, p. 214.

(2) Les troupes françaises avaient envahi l'électorat de Trêves sans déclaration de guerre. La ville de Trêves capitula le 7 septembre. Peu après l'Empereur Léopold congédia notre ambassadeur, M. de Grémonville, et la guerre devint générale.

(3) Il faut suppléer : hommes.

(4) A noter qu'en 1673 Rochefort était gouverneur de Nancy; il sera nommé en 1675 gouverneur de la Lorraine en remplacement de Créqui. *Histoire de Nancy*, t. III, p. 218.

(5) François, comte, puis duc de La Feuillade, était lieutenant général en 1667, colonel des gardes suisses en 1672; il est connu surtout par le monument qu'il éleva à Louis XIV place Vendôme.

(6) Sans doute, René-François, marquis de La Vieuville, né le 18 février 1652.

(7) Vitry, petit-fils du maréchal Nicolas de l'Hôpital, fut tué en 1674.

(8) Joseph-Emmanuel-Joachim Rouault, marquis de Saint-Valeri-Gamaches, né en 1650.

Marcin (1) et tous les autres jeunes volontaires de la cour l'ont suivy. M. le duc de Coaslin est allé aussi pour rendre à M. le marquis de Rochefort, son beau-frère, les services dont il peut avoir besoin dans cette occasion (2); mais ils trouveront toute la chose finie avant leur arrivée. On ne sayt point les articles de la capitulation, et le courier qui est arrivé a seulement dit au Roy que ceux qui défendoient la place, se voyant pressez, ont demandé à capituler. Le Roy révoqua hier l'ordre qu'il avait donné de faire venir les livrées de la reyne pour l'hiver (3). On ne sayt pas encore si c'est qu'il veut retourner bientôt à Paris ou s'il a quelque autre voyage en teste (4). M. de Seignelay (5) luy dit hier à son lever que 4 vaisseaux hollandais venant des Indes avoyent esté pris par les Anglais (6). On en attend la confirmation. On est toujours dans l'inquiétude de la marche de l'Empereur et de son armée et on ne sayt à quoy cela aboutira, et le roy a envoyé 15 escadrons de cavalerie de renfort à M. de Turenne (7).

(1) Ferdinand, comte de Marchin et du Saint-Empire, n'avait encore que 17 ans et venait d'être pourvu de la charge de capitaine-lieutenant des gendarmes de Flandre.

(2) Armand du Cambout, duc de Coislin depuis 1664, était fils de Pierre-César du Cambout et de Madeleine Séguier. Sa mère contracta une seconde alliance avec Gui, marquis de Laval, et en eut une fille Madeleine de Laval qui épousa en 1667 le marquis de Rochefort. Le duc de Coislin et le marquis de Rochefort étaient ainsi beaux-demis frères.

(3) On croyait donc que le roi allait passer l'hiver de 1673-1674 en Lorraine.

(4) Le roi demeura à Nancy jusqu'au 30 septembre. Il rentra ensuite à Versailles par la Champagne.

(5) Le fils aîné de Colbert qui était alors chargé d'une partie du service de la marine était donc du voyage de Nancy. La conversation a dû avoir lieu le 8 septembre à Lunéville.

(6) La Hollande et l'Angleterre étaient à ce moment en guerre. La paix ne sera rétablie entre les deux nations que le 19 février 1674 à Westminster.

(7) Le 30 août 1673, l'Empereur s'était engagé à déclarer la guerre à la France et à lever une armée de 30.000 hommes contre elle. Cette armée, commandée par Montecucculi, se trouva placée en face de l'armée de Turenne dans la vallée du Mein et Turenne fut obligé de rétrograder vers le Rhin.

« Rammon » (Messein) [?]
et « Mansilis Teutberti » (Richardménil).

Plus d'une localité a, dans le cours des âges, perdu son nom primitif pour en prendre un nouveau ; par malheur, il est en général difficile de connaître la dénomination abolie et de déterminer l'époque à laquelle le changement s'est produit. Nous sommes d'autant plus heureux de pouvoir résoudre, au moins d'une façon approximative, ce double problème à propos des villages lorrains de Messein et de Richardménil.

Dans la seconde moitié du x^e siècle, vers 963, Humbert, abbé de Saint-Vanne, fit transférer à Flavigny-sur-Moselle les restes mortels de saint Firmin, l'un des premiers évêques de Verdun (1). Un moine de Saint-Vanne (2), contemporain de l'événement, a raconté la translation de saint Firmin, énuméré et décrit les miracles qui l'accompagnèrent ou qui la suivirent (3) ; nous savons par lui que ceux de ses frères, auxquels Humbert avait confié le précieux dépôt, se rendirent d'abord de Verdun à Toul, traversèrent ensuite la Moselle, qu'ils remontèrent le long de la rive droite, en passant par Dommartin, Cha-

(1) Comme le fait observer HOLDER-EGGER, qui a donné de la *Translatio Sancti Firmini* une édition partielle dans les *Monumenta Germaniæ historica*, section des *Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 803 et suiv., le transfert à Flavigny des restes de saint Firmin est postérieur à la consécration de saint Gérard comme évêque de Toul, consécration qui eut lieu le 29 mars 963 (*Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 803, n. 5, 805, n. 11 et 18).

(2) Sur ce moine, voir HOLDER-EGGER, *loc. cit.*, p. 803 et n. 3, 4 et 5.

(3) *Translatio sancti ac beatissimi patris nostri Firmini viridunensis episcopi. Miracula quæ per beatum Firminum Dominus gessit quando sacratissimum corpus ejus a viridunensi civitate in villam Flaviniacum nuncupatam transportatum est.*

ligny (1), « Rammon » (2) et « Mansilis Teutberti », puis, franchissant de nouveau la Moselle, arrivèrent enfin à leur lieu de destination (3).

Quelles sont les localités nommées « Rammon » et Mansilis-Teutberti » par le moine auteur de la *Translatio sancti Firmini* et des *Miracula quæ per beatum Firminum Dominus gessit* ?

Le premier éditeur de ces documents, dom Calmet, croyait que « Rammon » était « peut-être Ramonchamp, chef-lieu du ban du même lieu » (4), et, en ce qui concerne « Mansilis Teutberti », il déclarait « ne connaître aucun lieu de ce nom autour de Flavigny » (5). Dans son étude sur Flavigny (6), l'abbé Guillaume a parlé du transfert de saint Firmin, mais sans rechercher ce que pouvaient être « Rammon » et « Mansilis Teutberti ». Enfin, Holder-Egger, qui a publié dans les « Monumenta Germaniæ historica », section des « Scriptores », des fragments de la *Translatio* et des *Miracula*, a rejeté l'identification de

(1) Le texte de la *Translatio s. Firmini*, où se trouve la plus ancienne mention de Chaligny, a dû échapper à M. Paul FOURNIER; notre éminent collègue et confrère ne le cite pas en effet dans son énumération des documents anciens où se trouvent des formes intéressantes — latines ou françaises — du nom de cette localité (*Chaligny, ses seigneurs et son comté*, p. 6, n. 1).

(2) On peut se demander si « Rammon » est la forme exacte du nom que portait le *vicus*; mais enfin, telle est la leçon donnée par un codex du XII^e siècle où la *Translatio s. Firmini* a été transcrite: nous devons ce renseignement au conservateur de la Bibliothèque municipale de Verdun, M. LÉBOYER, qui a eu la complaisance de collationner pour nous le manuscrit placé aujourd'hui dans le dépôt confié à ses soins. — Au-dessus de l'*n* finale de « Rammon » l'on distingue un signe abrégatif: mais quelle (s) lettre (s) représentait-il? Devrait-on lire « Rammons »? Dans ce cas le nom appartiendrait à la période franque.

(3) *Translatio s. Firmini*, c. 1-8 (*Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 805-806).

(4) *Histoire de Lorraine*, 2^e éd., t. III, pr., col. CCCXLIV, en marge.

(5) *Ibid.*, col. CCCXLIV, n. s.

(6) *Notice sur le prieuré de Flavigny-sur-Moselle*, (*M. S. A. L.*, t. XXVII, 1877, p. 235).

« Rammon » avec Ramonchamp (1), mais sans en proposer aucune autre. Il a gardé la même réserve à l'égard de « Mansilis Teutberti ».

Plus hardi, nous allons tenter de résoudre le problème qui se pose à l'occasion de ces deux localités.

De toute évidence, « Rammon » n'est pas, ne peut pas être Ramonchamp (2). Voit-on les moines de Saint-Vanne franchir en un jour les cent kilomètres qui séparent Chaligny de Ramonchamp ? Au surplus, pressés comme ils l'étaient d'arriver à Flavigny, ils n'avaient aucun motif de faire cet énorme détour. Enfin, ce n'est pas à Ramonchamp, qui n'a jamais possédé de vignes, qu'auraient existé les celliers bien approvisionnés en vin dont parle l'auteur de la *Translatio*.

Si aujourd'hui l'on se rend de Chaligny à Flavigny par la rive droite de la Moselle, on rencontre successivement les villages de Neuves-Maisons, de Messein et de Richardménil (3). Neuves-Maisons n'existant pas encore au x^e siècle (4), Messein et Richardménil restent seuls en cause. « Rammon » serait-il donc le nom porté autrefois par une localité qui a reçu plus tard celui de Messein ? Nous inclinons à le croire, sans toutefois l'affirmer. Par contre, nous considérons comme certain que « Mansilis Teutberti » doit être identifié avec Richardménil.

D'une part, on a trouvé à Messein divers débris indi-

(1) *Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 806, n. 3.

(2) Ramonchamp, chef-lieu de cant. de l'arr. de Remiremont (Vosges).

(3) Ces cinq villages se trouvent dans le département de Meurthe-et-Moselle et l'arrondissement de Nancy ; Chaligny appartient au canton de Nancy-Nord, Neuves-Maisons et Messein à celui de Nancy-Ouest, Richardménil et Flavigny à celui de Saint-Nicolas.

(4) Le prieuré fondé, dans la première moitié du x^e siècle, par l'abbaye messine de Saint-Vincent, prit d'abord le nom de ce monastère ; mais, au xiv^e siècle, la localité qui s'était formée autour du prieuré reçut le nom de Neuves-Maisons (P. FOURNIER, *Chaligny*, p. 11 et n. 2).

quant qu'il y avait eu là à l'époque romaine un « vicus » (1), et justement la *Translatio sancti Firmini* qualifie « Rammon » de vicus » (2). D'un autre côté, il ressort du récit du moine de Saint-Vanne que « Rammon » était un village viticole, puisqu'aux chapitres III, IV et V (3) il est fait mention des celliers bien fournis que possédaient quelques-uns des habitants de ce « vicus ». Or, à Messein, la vigne était autrefois très cultivée. Nous serions donc disposé à admettre que le « vicus » de « Rammon » a changé de nom dans des circonstances et pour des raisons inconnues, mais, dans tous les cas, antérieurement à 1126. Au cours de cette dernière année en effet, Ricuin, évêque de Toul, rendit en faveur du prieuré de Pont-Saint-Vincent une charte (4), où il mentionne l'église « sancti Petri de Metciens » ; (5) sans aucun doute, il s'agit ici du village de Messein, dont l'église avait au XVIII^e siècle et a encore aujourd'hui pour patrons saint Pierre et saint Paul (6).

Si nous éprouvons quelque hésitation à voir Messein

(1) Sur les antiquités trouvées à Messein voir BEAULIEU, *Archéologie de la Lorraine*, t.I, p. 87.

(2) *Translatio*, c. 5 (*Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 806).

(3) *Scriptores*, t. XV, p. 806.

(4) CALMET, *Histoire de Lorraine*, 1^{re} éd., t. II, preuves, col. 279, 2^e éd., t. V (en réalité t. IV), pr., col. CLVI.

(5) L'original de la charte de Ricuin (B. N., Coll. lorr., t. 977, fonds Saint-Vincent de Metz, n° 2), qu'à notre demande M. L. AUVRAY, bibliothécaire à la B. N., a eu l'obligeance de collationner, porte « Metciens » et non « Metiens », que donne par erreur dom CALMET.

(6) B. PICART, *Pouillé ecclésiastique et civil du diocèse de Toul*, t. I, p. 103, et *Ordo divini officii recitandi... ad usum diœcesis Nancœiensis pro anno domini MCMXI*, p. 84. — La monographie de Messein, écrite en 1889 par l'instituteur de ce village (*Collection de 596 monographies communales... du département de Meurthe-et-Moselle*, Bibliothèque publique de Nancy, Ms. n° 1331-1370 [820]), donne la liste de tous les lieux-dits que renferme le territoire de la commune : nous y avons en vain cherché un nom qui rappelât celui de « Rammon ».

dans « Rammon », par contre il nous paraît à peu près certain que « Mansilis Teutberti » est le village actuel de Richardménil.

D'abord, nous retrouvons le terme de « Mansilis » ou de « Mansile » (1) dans les deux noms (« Mansilis Teutberti » et « Ricardi Mansilis » ou « Ricardi Mansile »). (2). Comme Richardménil, « Mansilis Teutberti » est situé sur la rive droite de la Moselle. Enfin, la *Translatio* compte deux milles (3), soit un peu moins de trois kilomètres, depuis « Mansilis Teutberti » jusqu'à l'église Saint-Hilaire, où le corps de saint Firmin fut déposé (4) ; or, environ trois kilomètres séparent Richardménil de l'église paroissiale de Flavigny, qui s'élève probablement sur l'emplacement de l'église Saint-Hilaire. Nous nous croyons donc en droit d'identifier « Mansilis Teutberti » avec Richardménil. Entre la seconde moitié du x^e siècle et la fin du xii^e, le « Mansilis Teutberti » (5) sera passé entre les mains d'un certain Richard, qui lui aura donné son nom. Le fait est antérieur à 1198, année où, pour la première fois, du moins à notre connaissance, Richardménil est cité dans

(1) Ce n'est pas le masculin « mansilis », mais simplement le neutre « mansile » qu'indique le *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, de du Cange, éd. Henschel, t. 4, p. 239, 3^e col., au mot « mansionile ».

(2) On ne trouve dans aucun document ancien la forme latine du nom de Richardménil (H. LEPAGE, *Dictionnaire topographique... de la Meurthe*, p. 118, 1^{re} col.).

(3) Le mille romain, dont il s'agit ici, équivalait à 1472 de nos mètres actuels.

(4) *Translatio*, c. 8 (*Scriptores*, t. XV, 2^e partie, p. 806). L'église de Flavigny avait encore saint Hilaire pour patron au XVIII^e siècle (B. PICART, *Pouillé*, t. I, p. 361) ; elle est consacrée maintenant à saint Hilaire et à saint Firmin (*Ordo*, p. 82).

(5) « Mansilis Teutberti » aurait donné en français « Thiéberménil » ; de même « Thiébauménil » (Meurthe-et-Moselle, Lunéville-Sud) doit venir de « Theobaldi mansile » (ou « masnile ») ; nous disons « doit venir », car aucun document ancien ne nous a conservé la forme latine du nom de cette localité (H. LEPAGE, *op. cit.*, p. 144, 2^e col.).

un document (1). Les de Ludres, devenus au xiv^e siècle possesseurs du domaine (2), lui laissèrent le nom de Richardménil, qu'il a conservé jusqu'à nos jours.

R. PARISOT.

Les armoiries de quelques familles lorraines à Aspelt (Grand-Duché de Luxembourg).

Le village d'Aspelt, situé à douze kilomètres de la capitale du Grand-Duché de Luxembourg, sur la ligne de chemin de fer de Mondorf-les-Bains, possède un ancien château, où l'on trouve les armoiries de deux familles lorraines qui y ont vécu. Le château et la seigneurie foncière d'Aspelt, fiefs de l'abbaye de Saint-Maximin de Trèves, passèrent, après l'extinction de l'ancienne famille du nom et des armes d'Aspelt, aux de Kempt et ensuite aux Waldecker de Kempt.

Marguerite Waldecker de Kempt, dame d'Aspelt et de Mittendal, fille d'Alexandre, prévôt d'Arlon (mort avant 1562) et de Jeanne de Mercy, épousa un gentilhomme lorrain, François de La Ruelle (mort avant 1585), fils d'Anchérrin et de Blanche de Hennemont, et lui apporta en mariage les fiefs d'Aspelt. La clef de voûte de l'ancienne salle d'honneur du château porte un écu parti aux armoiries de La Ruelle et Waldecker de Kempt ; ces dernières

(1) C'est un acte par lequel l'abbé de Gorze ratifie l'engagement que le prieur de Varangéville a fait de la forêt de « Richardménil » à l'abbaye de Clairlieu (LEPAGE, *L'abbaye de Clairlieu*, dans les *M. S. A. L.*, t. V, 1835, p. 175).

(2) Comte de LUDRES, *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*, t. I, p. 64 et suiv.

sont : *de sable à une anille à l'antique d'argent, posée en fasce* (1).

Anne de La Ruelle, fille unique de François, épousa en premières noces Nicolas de Hennemont, pair de l'évêché et comté de Verdun, qui releva les fiefs d'Aspelt en 1573. De ce mariage sont nées : Madeleine de Hennemont, mariée en 1582 à Alexandre de Hausen, seigneur lorrain ; et Reine de Hennemont, que Pierre de Lafontaine épousa au château d'Aspelt, le 26 septembre 1594. Anne de La Ruelle eut comme second mari Alexandre de Burthé, seigneur de Berthémont, fils de François et de Catherine de Sacerot, qui figure comme seigneur d'Aspelt, du chef de sa femme, en 1585 et en 1592.

La maison d'Hennemont, de l'évêché de Verdun, portait : *D'azur à cinq annelets d'argent mis en sautoir*. Ces armoiries se trouvent mentionnées, ainsi que celles des La Ruelle dans le *Simple crayon...* de Mathieu Husson L'Escossois; s. l. 1674.

Le fronton au-dessus de la porte d'entrée de la tour du château d'Aspelt est décoré des armoiries de Burthé et de La Ruelle.

Les Burthé (Beurthé, Beurthel, Burtel), originaires du comté de Bourgogne, se sont établis en Lorraine au commencement du xvi^e siècle ; Nicolas Beurthel, valet de chambre d'Antoine, duc de Lorraine, a été anobli, par celui-ci, le 10 mars 1529. Une branche de la famille est venue se fixer dans le duché de Luxembourg où elle fut admise au siège des nobles par suite du mariage que nous venons de signaler et elle y a existé jusqu'au xviii^e siècle, en possédant les seigneuries d'Aspelt, de Mittendal, de Bourcy, de Cronembourg, de Steinbach, de Limerlé et l'avocatie de la cour de Frisange. Les Burthé

(1) Nous avons publié le dessin de ces armoiries et de celles indiquées plus bas dans le t. XV de la revue *Ons Hemecht*.

portaient : *D'azur à deux fasces d'or accompagnées de trois beurtels d'argent*. Le manuscrit du notaire PIERRET (xviii^e siècle), conservé aux archives de la Société historique de Luxembourg, décrit ces armoiries d'une manière assez confuse, mais indique les beurtels ou burtés (1), fleurdelysées et fait connaître le curieux cimier de cette famille : *Un toit de moulin d'azur, à la girouette du même, entre deux ailes de moulin fascées aux couleurs de l'écu*. Les La Ruelle tirent leurs origines du Verdunois. Nicolas de La Ruelle, argentier de Charles III, duc de Lorraine, reçut des lettres de noblesse, le 5 juillet 1549 (2), et c'est de lui que descendent le seigneur d'Aspelt et les de La Ruelle, seigneurs de Seycheprey, dont les armoiries ont été enregistrées à la Chambre des Comptes de Nancy, le 21 juillet 1771 (3), comme suit : *Losangé d'argent et de gueules en fasce* ; cimier : *un ange, les mains jointes, de carnation, habillé de gueules*.

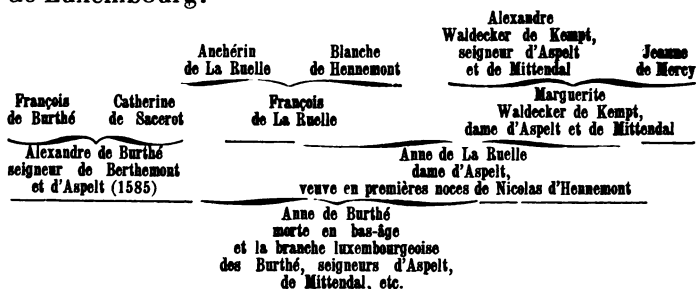
On conserve à Aspelt une ancienne pierre funéraire, qui provient de la chapelle seigneuriale (démolie en 1820) et qui appartient à Anne de Burthé, fille d'Alexandre et d'Anne de La Ruelle, morte en bas-âge. Cette pierre porte outre une petite inscription, les armoiries des deux grand-mères de la défunte dans des écus en forme de losange : à dextre, de Sacerot et à senestre Waldecker de Kempt. Les Sacerot, également lorrains, portaient d'après cette sculpture : *d'or au léopard de gueules* ; *au chef d'azur chargé de trois étoiles de cinq rais d'or* ; *rangées en*

(1) Les *beurtels* ou *burtés* sont des poutres cylindriques amincies aux deux extrémités.

(2) L'anobli de 1544 portait, d'après dom PELLETIER, *Armorial de Lorraine*, Nancy, 1754, pp. 722 et 449 : *D'azur à la patte de lion arrachée d'or* ; *au chef d'argent, chargé de trois tourteaux de gueules*.

(3) H. LEPAGE et LÉON GERMAIN, *Complément au nobiliaire de Lorraine*, Nancy, 1885, p. 227.

fasce. Les couleurs et métaux sont indiquées par le manuscrit JACOBY, *Armorial du Grand-Duché de Luxembourg*, conservé dans les archives de la Société historique de Luxembourg.



ÉMILE DIDERRICH.

Réparations à une église en 1762.

Le registre paroissial de la commune de Laneuvelotte pour les années 1760 à 1790 contient le procès-verbal que voici :

L'an 1762, le 19^e jour de may, je soussigné, Nicolas Diez, prêtre et curé de La Neuvelotte, certifie avoir fait aggrandir et faire à mes frais et dépens la fenêtre du cœur de l'église dudit La Neuvelotte, qui étoit tombée, laquelle fenêtre mes paroissiens de tout tems et d'usage immémorial ont fait et devoient faire rétablir, comme les maire et syndic en sont convenu et en conviennent. Ce rétablissement a été fait par moi, curé soussigné, pour soulager mes paroissiens pauvres et accablés par les impots et vingtième qu'ils payent, et ayant beaucoup dépensés pour rétablir le pavé, les murs du cimetière et les bans de laditte église, en conséquence du décret de Mgr l'évêque de Toul en date du 3^e d'octobre 1759, et précédé de la visite de M. Tardif, archidiacre du doyenné de Port, du 1^{er} septembre 1759, sans néanmoins préjudicier à mes droits, ni à ceux de mes successeurs ; et les maire et syndic ont signé le tout comme

vrai, moi ayant dépensé deux louis d'or pour ledit ouvrage, dont je fais présent à mes paroissiens.

Ainsi, à Laneuvelotte, c'est aux paroissiens qu'incombait la charge de réparer le chœur de l'église. Le fait vaut la peine d'être noté, car presque partout, dans le diocèse de Toul, dont ce village fait partie, on suivait un usage différent : Le curé, quand il percevait le tiers de la dîme, devait construire et réparer le chœur, les gros décimateurs avaient la charge de la nef, et aux paroissiens revenaient la porte et la tour, ainsi que le pavé de la nef (1). Partout où nous avons trouvé, dans les archives communales, des renseignements sur la construction ou l'entretien de l'église, nous avons pu constater qu'on se conformait à cet usage. Le cas de Laneuvelotte est donc une dérogation très rare, peut-être unique.

La fenêtre établie par le curé Diez, en 1762, se voit encore derrière l'autel, dont elle a la largeur, à peu de chose de près. Elle est divisée en trois parties par deux meneaux.

E. DUVERNOY.

CHRONIQUE

Les fêtes franco-américaines de Saint-Dié.

La ville de Saint-Dié vient de célébrer par de très belles fêtes du 13 au 16 juillet, l'honneur d'être la marraine de l'Amérique. Cette manifestation a eu, des deux côtés de l'Océan, un trop légitime retentissement pour qu'il soit nécessaire d'exposer ici les solides raisons historiques qui la provoquent.

Au cours de ces fêtes, a été inaugurée le 15 en présence du Ministre des colonies, notre éminent confrère, M. Albert Lebrun, et de l'Ambassadeur des États-Unis à Paris, la plaque

(1) Abbé D. MATHIEU, *L'ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois*. Paris, 1879, in-8, p. 144.

apposée, par les soins de la Société philomatique vosgienne, sur un immeuble de la place Jules-Ferry. L'inscription rappelle que, dans cette maison, « le 25 avril 1507, sous le règne de René II, la *Cosmographiæ introductio*, où le nouveau continent reçut le nom d'Amérique, fut imprimée et publiée par les membres du gymnase vosgien, Gaultier Lud, Nicolas Lud, Jean Basin, Mathias Ringmann et Martin Waldseemuller ».

Les notabilités et les innombrables visiteurs accourus pour la circonstance au « baptistère du nouveau monde », ont justement admiré l'exposition de documents cartographiques, d'éditions rares, de peintures, de dessins, d'œuvres d'art réunis dans les salles de l'hôtel de ville, grâce encore à l'initiative de la Société philomatique et, tout particulièrement, au zèle de l'artiste et de l'érudit qu'est M. Charles Peccatte. Il y a là les remarquables éléments d'un musée local, que nos vaillants émules déodatien sauront, nous n'en doutons pas, développer et enrichir. — P. B.

Excursion archéologique.

La Société d'archéologie lorraine a fait le 3 juillet dernier, une excursion à Neufchâteau et à Pompeierre. La matinée fut consacrée à la visite de la coquette cité. Tour à tour l'hôtel de ville, au bel escalier daté de 1594 ; les antiques églises Saint-Christophe et Saint-Nicolas, où, en raison de multiples remaniements architecturaux, tant de curieux problèmes se posent à la sagacité de l'érudit ; maintes façades de paisibles demeures annonçant, dès l'abord, l'approche du Barrois, retinrent l'attention de nos confrères. L'après-midi, les excursionnistes se sont rendus à Pompeierre. Ils y ont admiré à loisir ce chef-d'œuvre du ^{xiii}e siècle ; le splendide portail roman, le plus riche de toute la Lorraine, dont s'enorgueillit la modeste église paroissiale. Le trajet en voiture, par l'une et l'autre rive du Mouzon, au milieu de sites pittoresques, tantôt d'une fraîcheur exquise, tantôt d'une mélancolie de lande, ne fut pas un des moindres agréments de cette journée bien remplie. — P. B.

BIBLIOGRAPHIE

Les deux Guillaume Fillâtre.

Il y a eu deux prélats de ce nom au x^{ve} siècle, l'oncle et le neveu, qui tous deux ont beaucoup agi et écrit. Il importe de ne pas les confondre en un seul personnage, comme paraît l'avoir fait l'auteur de la table de l'ouvrage de feu Aug. Molinier, *Les sources de l'histoire de France des origines aux guerres d'Italie* (Paris, 1901-1906, in-8). Il importe aussi de bien assigner à chacun ce qu'il a écrit, sans plus. C'est l'objet de cette note bibliographique.

L'un n'intéresse pas la Lorraine : il était né dans le Maine vers 1348 et devint docteur en l'un et l'autre droit, étudia les mathématiques et sut assez bien le grec pour traduire en latin les dialogues de Platon. Il fut doyen de la cathédrale de Reims. En 1414, le pape Jean XXIII le fit cardinal diacre de Sainte-Marie, titre qu'il échangea peu après contre celui de cardinal prêtre de Saint-Marc et d'archiprêtre de Saint-Jean de Latran. En janvier 1421, il fut fait archevêque d'Aix-en-Provence et il est qualifié Guillaume III dans la série des archevêques de cette ville (*Gallia christiana*, t. I, col. 326). Il fut légat en France du pape Martin V (1417-1431). Il mourut à Rome le 6 novembre 1428, âgé de 80 ans. Il avait, en qualité de cardinal, pris part au Concile œcuménique qui se tint à Constance du 5 novembre 1414 au 22 avril 1418, et il avait rédigé en latin un journal qui rapporte jour par jour, avec dates très précises, toutes les péripéties de ce concile. Quelques fragments de cet important récit avaient été donnés par dom Martène et dom Durand dans leur *Amplissima collectio*, t. VII, p. 1405-1408 ; depuis, il a été publié in-extenso par un professeur allemand, Heinrich Finke, dans ses *Forschungen und Quellen zur Geschichte des Konstanzener Konzils* (Paderborn, 1889, in-8 de v-347 p., ouvrage coté à la Bibliothèque nationale B. 24693) ; le journal de Fillâtre y occupe les p. 163 à 242 ; il est donné d'après les mss. 4173 et 4175 du Vatican, copies peu correctes du milieu du x^{ve} siècle. Ce journal a été fréquemment employé par M. Noël Valois dans *La France et le grand schisme d'Occident* (Paris, 1896-1902, 4 in-8).

Ce haut dignitaire eut un neveu, Manceau lui aussi, qui portait les mêmes noms, et qu'il aida à se faire une situation dans l'Église. Ce second Guillaume Fillâtre fut évêque de Verdun de 1437 à 1449, puis évêque de Toul de 1449 à 1460. (Cf. *Gallia christiana*, t. XIII, col. 1233-35, 1038-40 ; Roussel, *Hist. de Verdun*, p. 385-394 ; Eug. Martin, *Hist. du dioc. de Toul*, t. I, p. 408-417). Comme il aimait le changement, il ne finit pas sa vie dans notre pays, et par une nouvelle permutation, — faite comme la précédente avec l'autorisation du pape, — devint évêque de Tournay en 1460. Il mourut à Gand en 1472. Il était chancelier de l'ordre de la Toison d'Or, que venait de créer en 1430 le duc de Bourgogne Philippe-le-Bon, et il a fait sur cet ordre un ouvrage en français qui est resté inachevé, et dont des éditions ont été publiées à Paris en 1516 et 1517, et à Troyes en 1530. (Cf. Léopold Delisle, dans la *Revue des Sociétés savantes*, t. IX, 1869, p. 53, 153-157). On a aussi de lui une lettre de 1464 au président de Bourgogne au sujet de la Croisade que projetait alors Philippe-le-Bon, et qu'il ne fit jamais (*Mém. d'Olivier de La Marche*, éd. de la Soc. de l'hist. de France, Paris, 1883-88, t. III, p. 36).

On le voit, les deux Fillâtre avaient également le goût d'écrire, et ils nous ont laissé des compositions historiques d'un réel intérêt. Le premier n'a écrit qu'en latin, le second qu'en français, parce que leurs ouvrages s'adressaient à des publics très différents.

E. DUVERNOY.

— Dans la *Revue de synthèse historique* d'avril 1911, p. 162-197, sous la rubrique d'ensemble *Les régions de la France*, figure le début d'une étude de M. Pfister intitulée : *La Lorraine, le Barrois et les trois Évêchés*. Dans cette première partie, il est question du sol et de sa division naturelle en pays ; puis, des sources de l'histoire de Lorraine et des divers travaux composés jusqu'en 1789 sur cette histoire. On reviendra sur cet important travail quand il sera terminé.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — Nos 8-9. — AOÛT-SEPTEMBRE 1911.

MÉMOIRES

Le château de Drouville et ses seigneurs.

Le sujet mériterait une notice plus fouillée et plus étendue que celle-ci ; mais nous espérons que les pages suivantes suffiront à mettre en relief les principaux points de repère utiles à connaître pour l'histoire générale de notre pays.

I. — LE CHATEAU ET LA SEIGNEURIE.

Le château de Drouville (1) a l'avantage de pouvoir être daté d'après des documents écrits : ce qui est intéressant pour l'étude des formes architecturales. Il est postérieur à 1589 et il n'était pas encore achevé en 1606. Voici l'occasion qui l'a fait surgir du sol. En 1587, une puissante

(1) Drouville, canton de Lunéville-nord.

armée protestante, qui s'était formée près de Strasbourg, avait marqué son passage à travers la Lorraine par le pillage et l'incendie (1). Pour défendre ses États, ou du moins pour contenir la marche de l'ennemi, le duc Charles III avait dû lever à la hâte plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie. Ce surcroît de dépenses l'avait obligé à emprunter des sommes considérables à ses amis et à ses vassaux. Pour garantir à ceux-ci le capital et les intérêts, il avait dû leur céder à titre de gagère, ou quelquefois de cession définitive, bien des terres seigneuriales qui relevaient de sa couronne. Or, parmi ces nombreux créanciers, était Christophe de Gâtinois, conseiller et maître des requêtes ordinaires de son fils Charles de Lorraine, évêque de Metz; il lui avait avancé 20 000 fr. Le duc, pour s'acquitter envers lui d'une dette de justice et de reconnaissance, lui vendit à perpétuité et à tréfonds, pour 16 000 fr., la terre et seigneurie de Drouville, avec permission d'y bâtir une maison forte avec prison, ceps, carcan, pilori et signe patibulaire sur le ban du lieu (2).

Voilà donc un point de départ certain : le château de Drouville n'existait encore qu'en projet à la fin d'août 1589. Il est probable que le nouveau seigneur chercha à s'installer le plus tôt possible sur ses domaines, et à satisfaire promptement sa légitime ambition d'habiter un manoir digne de son rang. Cependant, soit entraves apportées par les guerres religieuses qui ne finirent qu'en 1596, soit mort prématurée du propriétaire dont la disparition est déjà constatée en 1601, soit autres obstacles, nous savons que l'édifice, tel qu'il avait été conçu, n'était pas encore terminé en 1606. Nous l'apprenons par le contrat de mariage d'Antoine de Gâtinois, fils de Christophe. Par

(1) Les *M. S. A. L.* de 1911 publieront une étude sur cette expédition.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 58, f° 244. Lettres datées du 31 août 1589.



PORTE D'ENTRÉE DU CHATEAU DE DROUVILLE

ce contrat, daté du lundi 3 juillet 1606, Antoine promet à sa fiancée, Renée de Savigny, le logement, sa vie naturelle durant, « au chasteau, maison forte, basse-court en dépendante, *que de présent il fait bastir audit Drouville* (1). »

On est un peu surpris qu'un riche anobli ait choisi un site aussi ordinaire pour y asseoir un château ou une maison de plaisance. Sans doute, toute grâce n'est pas absente de ce paysage, mais un poète qui voudrait célébrer les enchantements de la nature environnante, aurait besoin de beaucoup d'imagination pour faire des descriptions à la fois brillantes et ressemblantes. Pas une colline d'où l'on puisse contempler un vaste horizon ; pas une cascade ou un torrent à entendre murmurer ; pas une rivière pour égayer la prairie ; pas une pièce d'eau pour y faire glisser une nacelle. Le château est bâti sur un terrain plat, au même niveau que le village, et ne s'en distingue guère par l'élévation des constructions. Il est vrai que si la configuration du sol n'a pu changer sensiblement depuis le xvi^e siècle, le décor a pu être plus varié et plus riant qu'aujourd'hui. Il y avait, dit-on, à proximité, dans la direction de Courbessaux, un bosquet avec des chênes vieux et robustes. Ces arbres monstrueux, paraissant aussi vieux que le monde, dans le feuillage desquels vibrait la musique des oiseaux, étaient sans doute le charme le plus sensible de cette solitude.

Le souvenir de ces chênes a fait écrire une page divertissante à nos devanciers en archéologie. Au xviii^e siècle et dans la première partie du xix^e siècle, on n'était pas sévère en fait d'étymologie ; les décompositions de mots les plus arbitraires semblaient vraisemblables et trouvaient crédit. Sans se préoccuper beaucoup si les plus anciennes dénominations autorisaient cette interprétation,

(1) Biblioth. publ. de Nancy, ms. 399, n^o 1.

on faisait venir *Saizerais* de *Cæsaris arcae* (bornes ? de César) [1] ; *Tomblaine*, de *tumulus Alanorum* (tombeau des Alains) [2] ; Saint-Max, de *Fanum Martis* (temple de Mars) [3] ; Dommartemont, de *Mons Martis* (montagne de Mars), etc. (4).

Suivant la même méthode fantaisiste, on fit venir Drouville du grec *drus* (chêne) et du latin *villa* (ferme, village) : « Ce village, dit Beaulieu cité par Lepage, situé au fond d'une vallée, est encore aujourd'hui entouré d'une belle forêt de chênes » (5). Selon d'autres, Drouville venait de *Druidum villa*, ville des druides. Puis, à travers ce mot ainsi traduit, on entrevoyait beaucoup d'autres choses intéressantes : ces druides avaient célébré leurs mystères dans les bois du voisinage ; ils avaient dû avoir un temple et un cimetière ; on en chercha l'emplacement. Un vieux vase qu'on avait déterré, passa pour avoir contenu de l'eau lustrale et avoir servi aux cérémonies du culte. On racontait que, dans le temps passé, on avait trouvé « un torse sculpté représentant un homme nu, tout couvert de longs poils et sans aucune apparence de sexe, symbole évident de la pureté et de l'excellence des dieux chez les Gaulois et les Francs (6) ». On pensait que ces conjectures se trouvaient sérieusement confirmées par des découvertes modernes. Beaulieu, en faisant des fouilles dans l'endroit présumé le plus intéressant, avait trouvé des madriers *de chêne* pourris ; plus loin, il avait découvert des cercueils *en chêne* d'un beau noir d'ébène et des ossements humains ; et il s'était laissé dire que les habi-

(1) BEAULIEU, *Archéologie de la Lorraine*, t. II, p. 107.

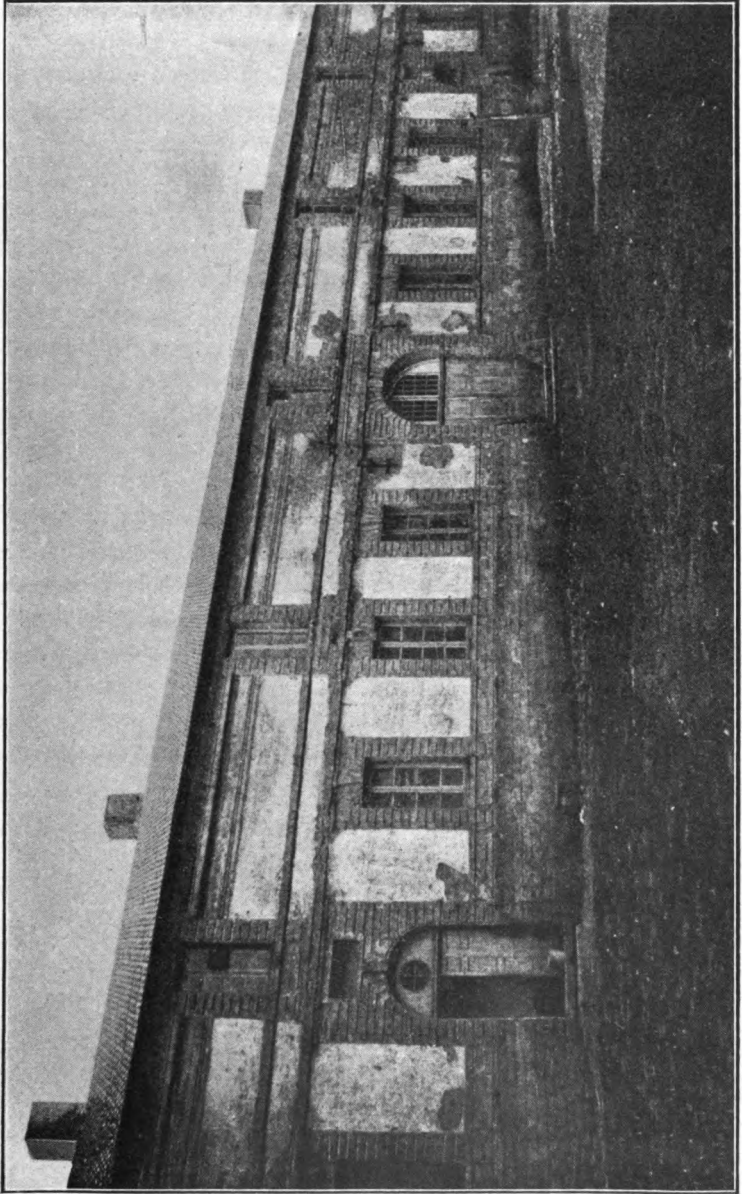
(2) *Ibid.*, t. I, p. 135.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 135.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 138.

(5) LEPAGE, *Statistique de la Meurthe*, t. II, p. 168.

(6) Analyse d'un mémoire de BEAULIEU publié en 1826 et cité par LEPAGE, *ibid.*, p. 167.



COUR INTÉRIEURE DU CHATEAU DE DROUVILLE

tants du lieu exhumaient souvent des cercueils pour les vendre aux ébénistes ou pour en faire des auges à porcs.

Le château n'a ni créneaux, ni tourelles, ni fossés : il est seulement protégé par un mur de clôture, qui dans son ensemble affecte la forme d'un parallélogramme à angles droits. La hauteur moyenne de ce mur, qui enferme une superficie de quatre hectares, est de 2^m50. Les bâtiments proprement dits sont disposés de façon à tracer les trois côtés d'un carré qui aurait environ 45 mètres dans chaque sens ; le quatrième côté est représenté par une grille, avec une belle porte en fer livrant communication avec le jardin. Le corps de bâtiment qui est opposé à cette grille et qui est parallèle à la voie publique, est le pavillon d'entrée, ayant à droite les écuries, à gauche les remises ; il est percé dans son milieu par une double porte en plein cintre. Les deux corps de bâtiments qui sont parallèles, forment des salles et des appartements de dimensions variées ; ils n'ont qu'un étage, mais les rez-de-chaussée sont élevés ; leurs fenêtres n'ont pas moins de 2^m80 de hauteur. Les faces de ces rez-de-chaussée donnant sur la cour, sont percées d'une grande porte au centre, de deux moyennes portes en plein cintre, de deux plus petites et de huit fenêtres à linteau. Les sept fenêtres de l'unique étage coupent la corniche et se terminent par un fronton alternativement triangulaire et demi-circulaire. Autrefois la toiture avait une forme plus élancée et était couverte d'ardoises. Le tout est fort délabré. A l'intérieur il y a encore deux belles cheminées en marbre ; çà et là quelques motifs de sculpture. Au-dessus de la première porte à gauche en entrant dans la cour (du côté où l'on dit que se trouvait la chapelle), on aperçoit un bas-relief, qui représente un homme à genoux et regardant le ciel. Cet homme est découvert, porte une barbe vénérable, un col dont les parties rabattues descendent sous le men-

ton en pointes aigües ; il a une ceinture dont les extrémités pendent par devant ; il est vêtu d'un grand manteau. Il a devant lui : en bas, une harpe renversée, croirait-on, et une couronne royale ; en haut, un ange sortant d'un nuage, tenant d'une main une tête de mort, et de l'autre brandissant un fouet. Au second plan, un paysage avec le sommet aigu d'un clocher de village et des arbres.

On remarque des vides au-dessus de plusieurs portes : il y avait là, sans doute, d'autres pierres historiées, qu'on a enlevées pendant la Révolution ou un peu plus tard.

Les vues photographiques que nous donnons ici, nous dispenseront de descriptions plus abondantes et feront mieux juger du caractère de l'architecture. Les briques que l'on mêlait souvent aux pierres blanches, suivant la mode d'importation italienne du xvi^e siècle, pour rompre la monotonie de la couleur dans une belle ordonnance, n'ont guère été employées ici, ou ont disparu sous une couche d'enduit moderne.

Nous ferons seulement une remarque générale.

Dès avant le xvi^e siècle, mais surtout au xvi^e siècle, les châteaux, les manoirs seigneuriaux, ont pris une forme plus gracieuse et plus svelte aux dépens de leur puissance défensive ; leurs fenêtres, plus nombreuses, plus larges et plus ornées, font des habitations plus saines et plus gaies que celles des siècles passés. C'est là un fait certain que l'on constate partout, mais les auteurs qui veulent expliquer cette transformation sensible de la Renaissance, donnent une raison déterminante, qui semble n'avoir pas dominé les préoccupations des bâtisseurs lorrains aux environs de 1600. « Les transformations de l'art militaire, la *sécurité* aussi qui devient de plus en plus grande, dit M. Enlart, vont rendre inutile le formidable appareil défensif des demeures d'autrefois et les faire se rapprocher du type déjà pratiqué dans certaines maisons royales ou



BAS-RELIEF AU CHATEAU DE DROUVILLE

princières plus largement ouvertes, désignées sous le nom d'*hôtels*... La maison de plaisance va remplacer le château fort (1) ».

Or, à la fin du xvi^e siècle, l'insécurité et l'inquiétude étaient grandes en Lorraine. Depuis 1524 jusqu'en 1595, les mouvements de troupes ennemies à travers le pays avaient été si nombreux, qu'à peine pouvait-on les compter ; surtout l'armée du duc de Bouillon en 1587, et celle du prince d'Anhalt en 1591, avaient répandu l'effroi et laissé un souvenir détesté à cause de leurs dévastations. A la suite de ces invasions ruineuses, les Lorrains avaient éprouvé le besoin de se créer des refuges, de se bâtir des enceintes fortifiées. Il suffit de lire les lettres patentes de l'époque, pour être persuadé que le désir de se retrancher derrière des abris solides était général. De petits villages comme Bernécourt, Minorville, Vannes-le-Châtel, Essey-et-Maizerais, Bellefontaine, Buxières, Senon, Lachaussée, Gironville (2), etc., ont demandé au duc de Lorraine et obtenu la permission de s'entourer de murailles et de fossés pour se mettre en sûreté contre les gens de guerre (3). Des bourgades comme Blâmont, Frouard, Darney, Einville, Foug, Vézelize, Dieuze, Ormes... ; à plus forte raison des villes comme Pont-à-Mousson, Lunéville, Nancy, ont multiplié leurs moyens de défense en réparant leurs murailles ou en entreprenant d'autres travaux de fortifications. Il serait donc

(1) Camille ENLART, *l'Architecture de la Renaissance en France*, dans *Histoire de l'art*, publiée sous la direction d'André MICHEL, t. IV, p. 493.

(2) Bernécourt, Minorville, cant. de Domèvre ; Vannes-le-Châtel cant. de Colombey ; Essey-et-Maizerais, cant. de Thiaucourt ; Bellefontaine, cant. de Plombières ; Lachaussée et Buxières, cant. de Vigneulles (Meuse) ; Senon, cant. de Montmédy ; Gironville, cant. de Commercy.

(3) Ces constatations ont été faites dans les registres des lettres patentes de 1587 à 1610. Cf. Arch. de M.-et-M., B. 56 à 80

plus exact de dire, pour cette période de notre histoire provinciale, que, malgré l'insécurité et la crainte de nouvelles invasions, le mouvement artistique qu'on a appelé la Renaissance, a continué à se propager et à s'épanouir. Le goût pour les maisons élégantes, gaies, commodés, luxueuses, a été plus fort que le désir de résider dans des édifices presque inexpugnables, mais lourds, massifs et obscurs.

Parlons maintenant de la seigneurie attachée au château de Drouville, et cédée par Charles III à Christophe de Gâtinais en 1589. Elle ne s'étendait pas alors sur tout le territoire du village : des gentilhommes du voisinage y possédaient quelques beaux droits, mais finirent par les vendre au maître principal. Inutile de décrire ces droits féodaux cédés par Charles III, ils sont à peu près les mêmes que partout ailleurs ; nous noterons seulement les particularités suivantes. Le duc spécifie qu'il abandonne à Christophe « nommément, dit-il, les deniers de l'ayde ordinaire que prenons par chacun an au terme Saint-Remy sur les habitans dudit village de Drouville, que voulons estre et demeurer pour tousjours abornés (limités) à la somme de 192 fr. monnoye de nos pays, et ledit ayde appelé et qualifié pour l'advenir de *taille abornée* » ; mais il se réserve explicitement les foi et hommage qui lui sont dûs, les « ressort, aydes généraux et extraordinaires, ainsy qu'ils nous seront accordéz et levés sur les subjectz de nos aultres vassaux, la souveraineté et les droictz souverains », ainsi que le haut-conduit du lieu (1).

Le haut-conduit était une taxe que l'on payait pour avoir le droit de circuler sur certaines routes et de passer par certains ponts. Au début, ce droit était justifié, parce que l'entrepreneur qui avait ouvert ces chemins caros-

(1) Arch. de M.-et-M., B. 58, f° 244.

sables et jeté des ponts sur les rivières avait fait de grandes dépenses pour rendre service au public : il méritait d'être indemnisé et même de faire quelque profit. Mais quand l'origine de ce bienfait se perdait dans la nuit des temps, on y voyait plus volontiers une de ces vexations qui pullulaient sous l'ancien régime. Ce qu'on appelait le haut-conduit de Drouville s'étendait sur un rayon assez considérable, et comportait un tarif savamment gradué suivant l'importance des animaux domestiques qui cheminaient dans ces parages. On se croirait en face d'une appréciation faite par une conscience scrupuleuse. « Le hault-conduit de Drouville, lisons-nous dans un livre de comptes de 1596 (1), s'étend depuis le ban de Serres jusques au ban de Varrengevillle, revenant à Dombasle, Sommerviller, Crévic et Marches (Maixe) ; selon le cours de la ripvière de Saille commençant à Brin, Bioncourt, Manwey (Manhoué) [2], jusques à une limite que l'on dit *le paulx han*, et quiconque passe les dictes ripvières avec char chargé de marchandises, doibt un gros 8 deniers, la charrette 12 deniers, le cheval chargé de marchandises 8 deniers, les bœufs et vaches 4 deniers ; les porcs et les moutons doibvent chacune beste deux deniers, le cheval roncin 8 deniers, la jument 6 deniers : que sont les droictz, ensemble les proffits qui dépendent du hault-conduit... »

La perception à laquelle donnait droit le haut-conduit de Drouville, était ordinairement mise aux enchères et affermée pour trois ans. En 1596, le plus offrant paya 319 fr. pour son bail triennal ; et, en 1629, il devait payer 583 fr. sans compter les 102 sols qui revenaient aux seigneurs d'Haraucourt ; mais on lui fit bénévolement une

(1) Arch. de M.-et-M., B. 5730, f° 52.

(2) Bioncourt et Manhoué, ancien cant. de Château-Salins (Lorraine annexée).

remise de sa dette, parce qu'une épidémie, qui avait sévi à Saint-Nicolas, à Sommerviller, à Crévic, à Bauzemont et à Hénaménil, avait arrêté la circulation et paralysé le commerce. Quand on essayait de passer frauduleusement, on risquait de voir confisquer les marchandises charroyées et même les chevaux et la voiture. On pourrait citer plusieurs exemples de cette rigueur excessive. En 1617, Mengin Valet, de Manhoué, qui avait voulu passer furtivement deux queues de vin traînées par six chevaux, fut arrêté à Lanfroicourt avec tout son équipage (1). D'ailleurs on ne badinait pas à cette époque avec les transgresseurs des lois. Une amende de 20 fr. fut prononcée en 1586 contre Jean Perrowne, de Drouville, parce qu'il avait blasphémé le nom de Dieu (2). Une amende de 5 fr. fut prononcée en 1617 contre Jean Mengin, d'Anthelupt, pour avoir fait, dans son champ, un tréseau de sept gerbes, contrairement à la coutume du lieu, qui est de les faire de six gerbes (3).

Le seigneur de Drouville ne jouissait pas seulement des profits du sol, il avait à sa disposition « prison, ceps, carcan, pilori et signe patibulaire » ; autrement dit, il était haut justicier. Le signe patibulaire, où l'on exécutait les

(1) Arch. de M.-et-M., B. 5780.

(2) *Ibid.*, f° 80. — D'après les ordonnances de Lorraine, celui qui avait blasphémé contre Dieu, la Sainte Vierge et les saints, était passible d'une amende de 20 fr. pour la 1^{re} fois, ou d'un emprisonnement de 20 jours, s'il n'était pas solvable ; d'une amende de 100 fr. pour la 2^e fois, ou d'un emprisonnement d'un mois s'il était insolvable ; la 3^e fois le blasphémateur était appréhendé, attaché dans un lieu public, la tête nue, et exposé aux huées de la foule pendant quatre heures ; la 4^e fois, il était expulsé pour deux ans ; la 5^e fois, on devait lui percer la langue avec un fer chaud, et le bannir pour 4 ans ; la 6^e fois, on devait lui couper la langue. (Ordonnance du 7 mai 1576, THIBAUT, *Hist. des loix bénéficiales*, p. LVII.)

(3) Les tréseaux de six gerbes facilitaient les comptes de la perceptions de la dîme au 12^e ; ceux de sept gerbes pouvaient être considérés comme une tentative de détournement.

condamnés, existait pourtant sur le territoire longtemps avant l'arrivée de la famille de Gâtinois. Il était dressé sur une petite hauteur, à mi-chemin à gauche, en allant à Haraucourt. C'était un instrument qu'on ne laissait pas dans l'oisiveté aussi longtemps qu'on pourrait penser de prime abord. Sans parler des meurtres et des crimes qui étaient et qui seront réprimés dans tous les siècles, il y avait à cette époque un genre de prétendu forfait qui était très fréquent et qui était puni de la peine de mort : c'était la sorcellerie. Nous ne connaissons pas toutes les victimes de Drouville qui furent jugées dignes *du feu* et exécutées par suite de l'aberration générale du siècle, mais nous savons qu'en 1597 un homme de la localité, et en 1608 une femme, furent condamnés sous l'imputation de sortilège (1). Selon la coutume, ils durent être pendus au signe patibulaire, puis brûlés au milieu d'un amas de fagots devant une partie de la population en armes ; enfin leurs cendres furent jetées aux vents en signe d'horreur pour un tel crime.

Les ceps de la justice de Drouville étaient installés près du four banal du village. C'était des appareils en bois qui saisissaient les membres du patient et l'obligeaient à rester dans une attitude très fatigante. Il paraît que, vers 1580, les gens de guerre s'étaient donné le plaisir d'en faire un autodafé, et pendant plusieurs années ces instruments de douleur ne furent pas rétablis (2).

II. — LES SEIGNEURS DE DROUVILLE JUSQU'À LA RÉVOLUTION.

Nous avons déjà nommé le premier, Christophe de Gâtinois, qui acheta la seigneurie en 1589 et qui jeta sans doute les fondements du château. Il avait épousé, au plus tard en 1572, Catherine Gô, dont le nom se rencontre

(1) Arch. de M.-et-M., B. 8979.

(2) *Ibid.*, B. 5709, f° 60 et suiv.

avec plusieurs formes graphiques : Gô, Gault, Gos, Goz ou Gotz. Elle était fille d'Antoine Gô, de Novéant-sur-Moselle (1), et d'Anne Fériet. Antoine Gô jouissait, dès 1571, de quelques droits seigneuriaux dans le voisinage, notamment à Courbessaux et à Hoéville : il les avait achetés au cardinal de Lorraine, abbé de Gorze.

Christophe de Gâtinois était, dit-on, originaire de Melun (2), mais était attaché depuis longtemps à la maison de Lorraine, et en particulier à la personne de l'évêque de Metz. Pour rendre hommage à ses mérites et lui donner plus de prestige, Charles III lui accorda des lettres de noblesse le 30 août 1589, en indiquant le motif spécial de ce privilège : « ayant aussy esgard et favorable considération aux services fidels et très agréables qu'il a faict par longues années tant à nostre fils qu'à feuz Messieurs nos oncles les cardinaux de Lorraine et de Guise, lesquels (services) nous tenons en mesme singulière recommandation que s'il les avoit faict à nous... » (3). Christophe reçut en même temps la permission officielle de prendre les armes suivantes : « *D'azur au phénix d'or, ardent et flamboyant de gueules, au chef empêché d'argent surmonté de trois étoiles d'or, timbré d'un phénix naissant de l'écu, porté d'un armet morné d'argent, couvert d'un lambrequin aux métaux et couleurs de l'écu.* »

Les Gâtinois paraissent avoir été en possession d'une grande fortune. Non seulement ils prêtèrent 20 000 fr. au duc de Lorraine en 1587, mais ils payèrent comptant les 16 000 fr. qui représentaient l'achat de la terre de Drouville. En 1591, ils achetèrent encore à Charles III la seigneurie de Fécocourt pour 25 000 fr. (4). En 1601, ils

(1) Cant. de Gorze, ancien départ. de la Moselle.

(2) *Doc. sur l'hist. de Lorr.*, 1864, p. 256.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 58, f° 255-256.

(4) *Ibid.*, B. 962, n° 49. — Fécocourt, cant. de Colombey.

achetèrent au comte Otto, seigneur de Morhange, un quart et demi de la seigneurie de Moncel-sur-Seille (1) et une autre petite portion de cette terre appartenant à Nicolas d'Einvile, seigneur de Guéblange ; et en 1604 ils achetèrent à André des Porcelets de Maillane, seigneur de Valhey et à Jean son père, un autre quart de seigneurie pour 12 300 fr. (2).

Pour lui garantir la somme de 20 000 fr., prêtée en 1587, Charles III avait engagé à Christophe de Gâtinois tous les revenus qu'il possédait dans la mairie de Réméréville, composée des villages de Réméréville, Velainesous-Amance, Erbéviller, et quelques droits utiles sur les habitants de Buissoncourt et de Sornéville (3). Ce que Charles III abandonnait à Christophe, ne représentait que la moitié de cette mairie, car l'autre moitié appartenait par indivis à l'évêque de Metz. Le duc se réservait l'office de maire de Réméréville, qui lui rapportait 100 fr. par an, lequel office avait été cédé à Nicolas Huguenin, dit Brénon, jadis domestique de feu Nicolas de Vaudémont, oncle du duc, pour sa vie durant (4). Il s'était réservé aussi la souveraineté de cette mairie, mais il ne la conserva pas longtemps. S'étant emparé de Marsal pour barrer le passage aux protestants qui faisaient des incursions continuelles sur ses États, il résolut de garder cette place en offrant des compensations à l'évêque de Metz. Par traité signé à Nancy le 14 décembre 1593, Charles III céda au prélat la souveraineté de Réméréville, Velaine, Erbéviller, Buissoncourt, Saint-Clément, Laronxe et Chenevières (5) ; il reçut en échange la justice, les droits de

(1) Moncel, cant. de Nancy-sud.

(2) Arch. de M.-et-M., H. 755.

(3) *Ibid.*, B. 2142. — Velaine et Sornéville cant. de Nancy-sud ; les autres villages mentionnés, cant. de Saint-Nicolas-de-Port.

(4) Arch. de M.-et-M., B. 2138, 2142, et B. 56, f° 200.

(5) Ces trois derniers villages, cant. de Lunéville-sud.

régale et juridiction sur Marsal, Juvelise, Haraucourt-sur-Seille, Saint-Médard, Donnelay (1). Cette transaction fut confirmée par le pape Clément VIII en 1599, par le roi Henri IV en 1601, et par l'empereur Rodolphe à Prague le 2 janvier 1603 (2).

Christophe de Gâtinois convoita de devenir seul seigneur du ban de Drouville. Il s'empessa de faire des offres d'achat aux familles qui possédaient des terres ou percevaient des droits féodaux sur le finage. En 1594, il acheta pour 5 600 fr. les trois quarts d'une terre, située sur le ban de Drouville, appartenant à Nicolas de Haraucourt, seigneur du lieu et de Haudonviller. Lui, et sa femme devenue veuve, achetèrent par fragments, de 1598 à 1601, le dernier quart qui appartenait par indivis au sieur de Haraucourt-Magnières, à Suzanne de Harange, dame de Nantouillet, et à François de Dombasle, seigneur de Chambille (3).

En 1595, Christophe rêva encore d'organiser un assez grand domaine à Bezange-la-Grande, terre d'évêché (4). Il voulut y bâtir une maison de ferme avec « un colombier à pied », comme les grands seigneurs, et procurer au fermier qui exploiterait sa propriété, les franchises qui l'exempteraient des charges ordinaires pesant sur le commun des mortels. Sa requête, notifiée aux habitants de Bezange, rencontra de l'opposition ; mais finalement le souverain des opposants, le cardinal Charles de Lorraine, évêque de Metz et de Strasbourg, fit décider par son conseil qu'en considération des services que Christophe avait rendus à l'évêché pendant 25 ans, sa demande était

(1) Ces villages, groupés autour de Marsal, sont aujourd'hui de la Lorraine annexée.

(2) CALMET, *Hist. de Lorr.*, 1^{re} éd., t. II, col. 1 371.

(3) Arch. de M.-et-M., E. 76, 1^{re} partie.

(4) Bezange-la-Grande, cant. d'Arracourt.

agréée malgré tout. Il reçut ainsi la permission de bâtir une maison à Bezange avec le colombier souhaité, où bon lui semblerait ; la famille du moitrier qui y résiderait, serait exempte de toute taille et aide, des subsides, impositions, corvées, contributions, servitudes quelconques, qui pourraient incomber aux autres sujets du lieu ; elle devait même être exempte de la juridiction du maire de Bezange, et n'être responsable que devant le bailliage de l'évêché. Ce moitrier pourrait encore avoir un troupeau à part de bêtes blanches et rouges pour la vaine pâture du territoire ; pourtant les bêtes blanches ne devaient pas dépasser le nombre de 200 laitières et les terres labourables ne devaient pas dépasser 75 jours à la saison. Défense était faite au maire de cotiser les personnes résidant en cette ferme et de « leur bailler éthicquettes pour loger des gens de guerre » (1).

Christophe de Gâtinois paraît avoir été un homme intelligent, actif, industriel ; mais l'héritage qu'il reçut de ses beaux-parents, ne fut pas étranger à sa prospérité. On constate déjà que son beau-père, Antoine Gô, avait prêté de l'argent au duc Henri de Guise, le héros des guerres de religion. En 1580, il acheta encore à ce prince la seigneurie de Hombourg et de Saint-Avoid pour 1499 écus au soleil, alors que l'écu au soleil valait 4 fr. 1/4. Il paya en passant le contrat, le 28 avril, au château du Louvre, et s'acquitta d'une partie de sa dette en cédant au vendeur de la vaisselle d'argent dorée et ciselée » pour la valeur de 1 400 marcs (2). Cinq ans plus tard, sa veuve,

(1) Arch. de M.-et-M., H. 971. — En 1611 (26 août), Antoine de Gâtinois, fils de Christophe, échangea ses deux gagnages de Bezange contre les deux gagnages que possédaient à Moncel Gilles Jobal, « marshal héréditaire de l'abbaye Saint-Mansuet », auditeur des Comptes de Lorraine, et son frère Clément Jobal. Ceux-ci ajoutèrent 3 000 fr. au marché, à cause de la plus-value des gagnages reçus, jouissant de la franchise.

(2) Arch. de M.-et-M., B. 743, n° 52.

Anne Fériet, remet encore 25 000 fr. à Charles III, pour recevoir la seigneurie de l'Avant-Garde à titre de gagère. Les grandes sommes d'argent maniées fréquemment dans cette famille pour prêter ou pour acheter, nous laissent entrevoir le haut rang que Christophe de Gâtinois occupait dans la hiérarchie de son temps, car la fortune a toujours donné du crédit et de l'influence. Il était à même de faire des économies considérables, car alors on pouvait se bien traiter à bon marché. Dom Calmet prétend que Charles III ne nourrissait pas moins de 300 personnes tous les jours dans son palais, qu'on y vivait d'une manière splendide et digne, et que néanmoins la dépense était si bien réglée, qu'elle ne dépassait pas six sols par jour pour chaque personne (1).

Antoine de Gâtinois, fils de Christophe, continua d'étendre le domaine paternel ; et d'ailleurs il épousa, en 1606, une riche héritière, Renée de Savigny, qui avait été élevée et nourrie dès l'âge de trois ans dans la maison des barons d'Haussonville. Elle était fille de Varin de Savigny, chevalier, seigneur de Laimont, Chardagne, Mauvages, Bouvet, conseiller d'État de S. A., bailli et gouverneur de Bar, et d'Antoinette de Florainville. Le contrat fut passé le lundi 3 juillet, en la ville haute de Bar, chez Nicolas Deschamps, en présence du baron Jean d'Haussonville, gouverneur de Verdun pour S. M. T. C., et de son épouse Christine du Châtelet ; de Jean de Nettancourt, chevalier

(1) CALMET, *Hist. de Lorr.*, 1^{re} édition, t. II, col. 1452. — Cependant des auteurs contemporains se plaignent en France de l'extrême cherté de la vie à la fin du xvi^e siècle. Du Plessis-Mornay écrit, vers 1587 : « La cherté de toutes choses qui se vendent ou se débitent en France, est aujourd'hui si grande et si excessive que depuis environ 80 ans, les unes sont renchéries de dix fois, les autres de quatre, cinq et six fois autant qu'elles se vendaient en ce temps-là ; ce qui est aisé à prouver et à vérifier, soit par la vente des terres, maisons, fiefs, vignes, bois et prés, soit par les viandes, laines, draps, fruits, et autres denrées nécessaires à la vie de l'homme. » Cf. *Journal des Débats*, 25 août 1911.

du Saint-Empire, seigneur de Vaubécourt, grand maître des eaux et forêts de Barrois, et de François de Savigny, frère de la mariée.

Voici les principales stipulations. Les fiancés s'engagent à faire bénir solennellement leur mariage à l'église le plus tôt possible. Aussitôt après la cérémonie, ils entreront en communauté de meubles comme gens de bien doivent faire. En cas de mort de l'un des conjoints, le survivant partagera par moitié les meubles existants avec les enfants, ou avec les héritiers du prémourant, sous cette réserve que si le sieur de Gâtinois est le survivant, il emportera par préciput ses habits, armes et chevaux ; pareillement, si Renée de Savigny est la survivante, elle emportera par préciput ses habits, ses bagues, ses bijoux, son carrosse avec ses deux chevaux, et sa chambre garnie. Le sieur de Laimont, père de la future épouse, donnera pour dot à sa fille 20 000 fr., c'est-à-dire la même somme qu'il a déjà donnée à ses autres filles mariées, les dames de Varnéville et de Vaubécourt. Antoine de Gâtinois offre à Renée, comme présent de mariage, 10 000 fr. assignés sur l'héritage de Drouville ; mais en cas qu'il lui survive sans enfants, cette clause sera annulée ; s'il y a des enfants, elle subsistera en leur faveur. Il lui promet encore une rente annuelle de 2 000 fr., assignée sur la seigneurie de Drouville, avec droit de résider, sa vie naturelle durant, au château et maison forte qu'on est en train de bâtir en cette localité. Le baron Jean d'Haussonville et sa femme, Christine du Châtelet, offrent 20 000 fr. aux futurs époux en vue de leur prochain mariage ; toutefois, si l'un des conjoints meurt sans laisser d'enfants, cette somme passera tout entière au survivant, et, après la mort de celui-ci, elle retournera aux héritiers des Haussonville (1).

Parmi les nombreuses opérations financières auxquelles

(1) Biblioth. publ. de Nancy ms. 399, f° 1.

les se livra Antoine de Gâtinois, l'une de celles qui nous intéressent le plus, est la vente qu'il fit, le 2 octobre 1618, aux religieuses de la Congrégation, établies à Saint-Nicolas-de-Port par saint Pierre Fourier depuis 1605. Ces religieuses n'avaient qu'une installation provisoire et mal commode. Le Bon Père désirait vivement pour ses filles un vrai monastère avec clôture, adapté aux besoins de la vie religieuse de communauté, telle qu'il l'avait conçue pour elles. Des pourparlers s'engagèrent pour acheter la magnifique maison dont nous avons parlé plus haut, et qui fût bâtie par le père d'Antoine de Gâtinois. Elle comprenait trois corps de logis, un pavillon, un colombier, des écuries et des granges, et était située rue dite Febvreux, entre le chemin et la rivière d'un côté, et François d'Anjou, marchand, de l'autre. Antoine, de concert avec sa sœur Anne, mariée à Louis de La Mothe, céda ce groupe de bâtiments, avec une maison, située rue du Jeu de paume, pour 25 500 fr. (1). Cette somme dut effrayer le saint fondateur, car un mois avant la conclusion définitive du marché, quand on s'était arrêté à un projet plus modeste, n'exigeant que 18 000 fr., il était déjà fort inquiet sur le moyen d'éteindre une pareille dette. Il écrivait de Saint-Mihiel le 1^{er} septembre 1618 à ses chères filles de Saint-Nicolas : Je me trouve « extrêmement en peine et perplexe pour deux objections grandes et très importantes, qui se forment en mon esprit contre nos espérances et nos désirs touchant cette maison. La première est pour le paiement. Où prendre tant de mille francs ? Nous n'avons point d'argent, point de fondateur (2), point de bienfaiteurs insignes, point de marchands pour (leur) vendre nostre maison présente, point de nos collègues qui nous puis-

(1) Arch. de M.-et-M., H. 2595.

(2) Ici, le mot fondateur désigne un généreux donateur qui offre une somme importante pour un établissement religieux de ce genre. Au-dessous venaient les bienfaiteurs insignes.

sent aider, point de filles de moyens qui promettent ou qui s'approchent, ou fassent semblant de se ranger avec nous en ce nouveau prétendu monastère ; point de bons amis qui nous veulent prêter la somme ou partie d'icelle sans intérêts, et la laisser à longues années jusques à ce que puissiez la rendre commodément. Comment oserons-nous nous enfoncer en des dettes si grandes qui portent rentes, vu qu'en 7 ou 8 ans, on n'a su trouver les moyens seulement de payer entièrement la maison, où vous résidez présentement, nonobstant que lorsque vous l'acquêtâtes, vous avez reçu secours et bien notable de ce lieu de Saint-Mihiel, et nonobstant vous devez encore aux Pères 2 000 fr. Où en trouverons-nous 18 ? Et quand bien vous en trouveriez à intérêts, où prendrez-vous et pour la censive et pour la restitution du principal au bout de sept mois ou d'un an ou de deux ans de plus ? Si on trouvait des fondateurs et fondatrices qui payassent ou la pièce tout entière, ou bien ce qu'il conviendrait surajouter au prix de la vôtre et des avantages qu'attendez des filles qui sont présentement chez vous, cela satisferait à cette première objection... La 2^e objection, qui n'est pas digne de moindre considération, est celle-ci : permettra-t-on qu'on bâtit un monastère de filles à Saint-Nicolas, qui n'est ville fermée de murailles et notamment en cet endroit-là, où est *cette belle maison* ?... » Il finit en exprimant le désir que M. le Doyen (1), allant à Toul pour ses affaires, consulte l'évêque et le duc de Lorraine sur ce projet, « car on ne peut ériger de monastère en ses villes sans lui » (2).

Cependant la confiance de Pierre Fourier en la Providence fut plus forte que ses appréhensions tout humaines,

(1) Le doyen de Port était alors Jean Marin, docteur en théologie, curé de Saint-Nicolas.

(2) *Lettres de saint Pierre Fourier*, autographiées par le P. Rogie, t. I, p. 155.

et elle se trouva justifiée par l'événement. Dès l'année suivante, une riche et noble dame, Bastienne Perret, veuve de Jean Bertrand, demeurant à Saint-Nicolas, voyant « les grands biens et advancement que la république a reçu par les années précédentes et reçoit journellement par l'instruction et bons exemples que les filles vulgairement appelées *les filles spirituelles* ou de la *Congrégation de la Vierge*, font des petites filles qu'elles ont enseignées » en cette ville et ailleurs, leur offre 14 286 fr. monnaie de Lorraine, pour ériger un monastère à Saint-Nicolas, où l'on garde les vœux et la clôture. Elle offre cette aumône à ces pieuses religieuses, afin qu'elles « continuent à jamais à enseigner aussi diligemment et gratuitement toutes les filles qui leur seront envoyées, pauvres et riches, tant à lire, écrire, besongner de l'esguille pour gagner leur vie, qu'à la piété et vertu... » Elle ne met à cette générosité d'autre condition que celle d'être considérée comme première et seule fondatrice, et de jouir de cet honneur avec son mari défunt ; avec Catherine Bertrand, femme d'Errard Maimbourg, conseiller d'État, échevin de Nancy ; et avec Françoise Bertrand, femme de Pierre d'Hoffelize, liégeois, conseiller d'État, et de bénéficier de deux messes par semaine dites à son intention (1).

Antoine de Gâtinois possédait les bonnes grâces de son souverain. Pour reconnaître son dévouement et ses services, le duc Henri lui donna en 1620 le bois Trimolot, entre Fécocourt et Grimonviller, et le bois Hély, entre Battigny et Vandeléville (2), avec la permission de les convertir en terres labourables, d'y ériger une maison-fief, et d'y mettre des fermiers qui jouiraient de la franchise (3).

(1) Le contrat, passé en présence du curé de Mattaincourt, est daté du 31 octobre 1619. Cf. Arch. de M.-et-M., H. 2593.

(2) Communes du cant. de Colombey.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 12057.

En 1622, Antoine acquit encore de l'évêque de Metz, puis du duc de Lorraine, par échanges, la part de seigneurie qu'ils avaient à Courbessaux (1). Il en possédait déjà une portion, achetée par son aïeul maternel, Antoine Gô, en 1571. Il avait hérité aussi d'une partie de la seigneurie de Hoéville. Ces acquisitions parcellaires amenaient des complications extrêmes ; des procès coûteux mettaient aux prises plusieurs générations, et les tribunaux n'arrivaient pas à démêler le bon droit à cause de l'enchevêtrement des prétentions et de la confusion des titres. C'est ainsi que le village de Courbessaux devint la pomme de discorde, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, entre les seigneurs de Drouville et ceux de Hoéville. Cette querelle fit couler des flots d'encre et même gémir la presse. Quatre mémoires, imprimés au commencement du ^{xviii}^e siècle (2), attestent l'ardeur des combattants et supposent bien des intrigues qui reflètent les mœurs de l'époque. Nous nous contenterons de noter en passant quelques usages typiques rappelés dans cette polémique. Les adversaires en présence, de 1630 à 1635, étaient Antoine de Gâtinois d'une part, et de l'autre Charles de Rennel, auditeur des Comptes ; Jeanne Voirin, veuve de Balthazar Royer, maître des requêtes, et le sieur de La Serre, conseiller d'État, tous coseigneurs de Hoéville et de Courbessaux. La production de leurs titres servit à faire reconnaître officiellement devant le bailliage de Nancy que les seigneurs de Hoéville avaient des droits sur les sujets et sur le ban de Courbessaux. Notamment le jour des brandons les gens de justice de Hoéville se rendent à Courbessaux vers midi et siègent au milieu du village pour tenir les plaids annaux. Ils commandent à un ser-

(1) Arch. de M.-et-M., B. 670, n° 64.

(2) Biblioth. publ. de Nancy. *Catalogue des imprimés du fonds lorrain*, par J. FAVIER, n°s 7 476-7 479.

gent, établi par eux, de faire le tour des maisons pour assembler les habitants qui sont obligés de comparaître ou de se faire représenter, sous peine d'une amende de 5 gros 10 deniers. Le sergent va prendre des gages dans les maisons des défailants et les vend en pleine rue, sans avoir besoin de congé de personne. Cela fait, le sergent remet son office entre les mains des gens de justice, en leur rendant sa baguette pour marque de démission. Aussitôt les gens de justice ordonnent aux habitants de Courbessaux de leur présenter l'un d'entre eux pour reprendre la même charge. Quand il est choisi, ils l'instituent officiellement et lui font prêter serment de bien conserver les droits des seigneurs de Hoéville et de leurs sujets de Courbessaux. Les habitants de Courbessaux ont droit de *tourner la tuile*, c'est-à-dire de changer de maîtres. S'ils sont sous l'autorité du sieur de Gâtinois et veulent passer sous celle des seigneurs de Hoéville, ils donnent deux sols au sergent en lui déclarant qu'ils *tournent la tuile*. Ils remplissent la même formalité s'ils veulent échapper aux seigneurs de Hoéville, pour devenir les sujets du sieur de Gâtinois ; ils paient une rente annuelle de 18 deniers aux seigneurs qu'ils ont choisis ; au bout de chaque année, ils ont la liberté de choisir leurs maîtres. La subordination des nouveaux ménages dépend de l'habileté du sergent. Quand les jeunes mariés sortent de l'église le jour de leurs premières épousailles (1), si le sergent du sieur de Gâtinois les touche de sa baguette, il les retient sous l'au-

(1) Autrefois les futurs époux étaient obligés de faire bénir leurs fiançailles à l'église par le curé de la paroisse, même avant la publication des bans de leur mariage. Le *Rituel* de Toul imprimé en 1760 par ordre de Mgr de Bissy, p. 366-368, ordonne encore au curé de ne point supporter que les fiancés soient conduits à l'église pour cette cérémonie avec des violons et des chansons : rien ne doit se passer contre la bienséance.

torité de celui-ci, qu'ils le veuillent ou non ; mais au bout d'un an, ils peuvent tourner la tuile. Ils ont les mêmes obligations et les mêmes droits, s'ils sont touchés par la baguette du sergent qui représente les seigneurs de Hoéville (1). Cet usage, confirmé en 1632, est déjà constaté au xvi^e siècle ; seulement les détenteurs du droit dont a joui Antoine de Gâtinois, étaient alors l'évêque de Metz et le duc de Lorraine, en qualité de seigneurs de Réméréville (2).

En 1623, Antoine conclut encore un échange avec les chanoines de la cathédrale de Metz. Ceux-ci lui cédèrent les droits seigneuriaux, qu'ils possédaient à Sornéville depuis au moins le xiv^e siècle, avec le bois Miget de 10 arpents, le bois Marcheval de 20 arpents, et le bois Saint-Paul de 395 arpents, près de Réméréville. Antoine leur transféra en retour la seigneurie de la Haute et de la Basse Beux, située au pays messin, et une somme de 20 000 francs à cause de la plus-value de ce qu'il recevait (3).

Nous ne connaissons qu'une sœur à Antoine : elle se nommait Anne et fut mariée à Louis de La Mothe, seigneur de Lanfroicourt, Fécocourt, Vandeléville (4). Antoine dut avoir trois enfants de Renée de Savigny, car l'acte de donation du duc Henri, en 1620, fait mention de trois héritiers sans les nommer ; mais il n'en resta qu'un pour continuer la famille, ce fut Marie-Antoinette, qui eut

(1) Cf. les mémoires imprimés, cités plus haut.

(2) Cf. LEPAGE, *Communes de la Meurthe*, t. I, p. 248.

(3) Sornéville, cant. de Nancy-Sud. — Beux, cant. de Pange, ancien dép. de la Moselle. — Une copie de ce contrat se trouve aux archives de la Moselle (G. 64), mais la date indiquée (26 juillet 1683) est fautive : il faut lire certainement 1623. Les délibérations capitulaires, déposées au trésor de la cathédrale de Metz, ont conservé des traces de ce marché.

(4) En 1612, Anne de Gâtinois vend au duc Henri un bois de 500 arpents entre Lanfroicourt et Leyr. Arch. de M.-et-M., B. 494, n° 391.

l'honneur d'épouser plus tard le général Gaspard de Mercy. Sa sœur Charlotte vivait encore en 1633 (1). En 1622, Antoine est qualifié gouverneur de Gorze et commandant de deux compagnies de cheveau-légers pour le duc Henri ; de 1630 à 1633, il est qualifié gouverneur et bailli de Lunéville ; en beaucoup de documents, il est appelé seigneur de Drouville, Moncel, Sornéville, Courbessaux et Vitrimont. La terre de Drouville fut érigée en baronnie en sa faveur vers 1630 par le duc Charles IV (2). Il prit une part active aux luttes de la malheureuse guerre de Trente ans, mais nous ignorons le détail de ses exploits ; et même, à partir de 1635, nous perdons contact avec lui. Il mourut en tout cas avant 1656 ; il avait fait une fondation de deux messes par semaine à célébrer dans son château de Drouville (3). Renée de Savigny, son épouse, mourut à Nancy le 1^{er} janvier 1666 et fut inhumée dans l'église de Drouville (4).

Les hasards de la guerre et la communauté d'intérêts politiques avaient mis en relations les familles de Gâtinois et de Mercy. Aussi Antoinette de Gâtinois, qui recueillit un jour toute la succession de ses parents, épousa celui qui est connu en histoire sous le nom de Gaspard de Mercy, général de bataille de l'armée de la Ligue catholique de Bavière. C'est le frère de celui-ci, François de Mercy, qui laissa la plus grande réputation de valeur militaire. C'est de ce dernier que Bossuet a dit dans l'oraison funèbre de Condé, à propos de la bataille de Fribourg : « Au dedans, c'est Merci avec ses braves Bavarois, enflés de tant de succès et de la prise de Fribourg ; Merci que le

(1) Ch. DENIS, *Archives de l'état civil de Lunéville*, p. 24.

(2) LA CHESNAYE-DESBOIS, *Dict. de la noblesse*, art. Drouville.

(3) B. PICART, *Pouillé du diocèse de Toul*, t. I, p. 175.

(4) E. DUVERNOY, *Inventaire des archives communales, arrond. de Lunéville*, p. 334. (GG. 1.)

prince de Condé et le vigilant Turenne n'ont jamais surpris dans un mouvement irrégulier, et à qui ils ont rendu ce grand témoignage, que jamais il n'avait perdu un seul moment favorable, ni manqué de prévenir leurs desseins comme s'il eût assisté à leurs conseils. » François de Mercy succomba à la bataille de Nordlingen, le 3 août 1645, et fut enterré près du champ de bataille ; c'est sur sa tombe qu'on grava l'inscription : *Sta viator, heroem calcas* (arrête, voyageur, tu foules aux pieds un héros) [1].

Son frère Gaspard, qui commandait sous son autorité, trouva la mort dans la bataille de Fribourg (5 août 1644), si éloquemment racontée par Bossuet. Il avait dû passer ses dernières années hors de la Lorraine réduite à la misère, car les actes religieux de la paroisse de Drouville rappellent que, le 11 avril 1643, sa femme Antoinette donna le jour à Heidelberg à une fille, qui fut nommée Renée-Marie, et qui vint mourir à Nancy, à l'âge de 21 ans, le 25 janvier 1664. Aussitôt après la mort de son mari, elle est rentrée en Lorraine, car le 28 novembre suivant, elle donna naissance à un fils, Henri-François-Gaspard, qui eut pour parrain Henri de Mercy (2).

Ce Henri-François-Gaspard, qui portait à la fois le nom de son père, celui de son oncle et celui de son parrain, ne devait pas avoir l'occasion de montrer sa valeur. Comme

(1) Jean-Jacques Rousseau a critiqué cette épitaphe au XV^e livre de l'*Émile*, alléguant que ces mots pompeux disaient moins que n'aurait fait la mention d'une de ses victoires. — D'après Adolphe LANG, qui a publié un éloge de ce général, François de Mercy, était né en 1605 à Mercy (Moselle). Cf. *Éloge de M. le maréchal de Mercy*. Metz, Rousseau-Pallez 1861, broch. in-8°. Selon BÉGIN, il était né à Longwy d'une famille sans illustration. Cf. *Biographie de la Moselle*, t. III, p. 212. François, tué à Nordlingen, fut élevé au rang de baron par l'empereur Ferdinand.

[(2) E. DUVERNOY, *loc. cit.*, p. 335. (GG. 2.)

sa sœur, il mourut à Nancy à l'âge de 21 ans, le 11 décembre 1665, et fut enterré dans l'église de Drouville (1). Il y eut plusieurs autres brillants capitaines qui portèrent le nom de Mercy, et qui étaient parents de Gaspard, mais notre tâche n'est pas de débrouiller leur généalogie. Voltaire a fait cette remarque générale sur les membres de cette famille : « Je ne sais par quelle fatalité, ceux qui ont porté le nom de Mercy, ont toujours été aussi malheureux qu'estimés (2) ». — Antoinette vécut encore 37 ans à Drouville. Elle y administra ses biens avec sagesse, gouverna ses sujets avec bonté et avec justice, et édifia son entourage par ses vertus chrétiennes. En 1666, elle fut marraine de la cloche de la paroisse, et donna à cette occasion un calice d'argent de la valeur de 120 fr., provenant de la chapelle du château (3). Sous son gouvernement, mais non à son instigation, plusieurs habitants, ayant des propriétés à Drouville, furent inquiétés pour délit de religion. Pendant l'occupation de la Lorraine par les Français de 1633 à 1662, les rares protestants qui restaient mêlés à la population, avaient joui d'une tolérance imposée par les événements; mais quand la paix fut signée à Vincennes, le duc Charles IV remit en vigueur les anciennes ordonnances contre les hérétiques, soit protestants, soit jansénistes. La Chambre des comptes ordonna de rechercher, dans tous les villages du duché, ceux qui contrevenaient à ces ordonnances. Les officiers de la recette d'Einville, décou-

(1) DUVERNOY, *ibid.*, p. 335. (GG. 2.) Le 21 déc. 1664, il avait prêté ses foi et hommages au duc de Lorraine, au nom de sa mère et au sien, pour la seigneurie des Sornéville, les trois quarts de celle de Hoéville, une partie de celle de La Mothe, ban de Crévic. (Arch. de M.-et-M., B. 114, f° 111.)

(2) VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV*, chap. xxii.

(3) Elle versa 2 000 fr. dont la rente devait servir à rétribuer une messe du S. Sacrement le 1^{er} jeudi de chaque mois et les complies du même jour; encore 500 fr. pour un service annuel pour le repos de son âme. (Arch. de M.-et-M., B. 288, f° 159.)

vrèrent trois délinquants, résidant ou ayant des biens à Drouville. C'était Jean Daussy, sieur de Coutures, huguenot de Metz, dont la belle-mère, demoiselle Sibille, avait demeuré à Badonviller, et avait possédé un gagnage à Sionviller ; les deux autres étaient la veuve de Charles Gazin et un nommé Casaque (1). Ils avaient pris le chemin de l'exil pour se mettre en sûreté ; la veuve de Charles Gazin s'était réfugiée à Metz avec ses enfants, puis à Amsterdam ; on ignorait la retraite des deux autres. Leurs biens avaient été saisis. Cependant, une requête des intéressés ou de leurs parents, en 1667, avait eu pour effet d'obtenir main-levée de la saisie, et le délai d'un an pour disposer de leurs propriétés abandonnées (2). C'était un répit accordé dans l'espoir de résipiscence. Le village de Drouville comptait alors 45 chefs de maison.

Marie-Antoinette de Gâtinois, dont les enfants étaient morts même avant leur grand'mère (Renée de Savigny), s'éteignit elle-même à Drouville le 9 septembre 1681, « après avoir supporté très chrestienement et saintement une hydropisie de dix ou onze ans, et enfin exténuée d'une fièvre de trois mois avec des incommodités incroyables qu'elle souffrit jusques au dernier moment avec tant de patience et douceur et résignation à la volonté de Dieu, qu'elle se rendit un véritable miroir de vertu et de sainteté. Cette sage et vertueuse dame estoit baronne et dame de Drouville, aymée de tout le monde pour ses mérites pendant sa vie, et regrettée d'ung chacun à sa mort (3) ». Pendant sa maladie, elle avait vendu aux chartreux, qui venaient de s'installer à Bosserville (1666), toutes les terres et tous les profits seigneuriaux qu'elle possédait à Moncel-sur-Seille, moyennant 60 000 fr. de principal et

(1) Arch. de M.-et-M., B. 5 848, 5 849, 5 852.

(2) *Ibid.*

(3) E. DUVERNOY, *Inventaire des Archiv. comm., arrond. de Lunéville*, p. 335. (GG. 2.)

2 000 fr. pour une bague. Le contrat fut passé à Vic, le 18 février 1679, entre le prieur, Pierre d'Hoffelize et Dieu-donné Gerbillon son procureur, agissant au nom des chartreux d'une part ; et Didier Didreman, écuyer et avocat au Parlement, représentant la veuve du général de Mercy, d'autre part (1). Elle promit de remettre aux acquéreurs tous les papiers concernant la seigneurie de Moncel ; et c'est grâce à cette clause et aux habitudes d'ordre des chartreux, que nous pouvons consulter ces documents dans le fonds de cette maison religieuse. Quelques semaines plus tard, elle fit remise aux chartreux des 2 000 fr. représentant la bague promise ; et ceux-ci s'engagèrent par reconnaissance à célébrer tous les ans à perpétuité une messe basse de *requiem* le 5 août pour le repos de l'âme du baron de Mercy, son mari, et pour elle après son décès.

Après la disparition d'Antoinette de Gâtinois, qui ne laissait aucun héritier direct, la baronnie de Drouville passa aux mains d'une de ses parentes maternelles, Christine de Lenoncourt. Celle-ci, en effet, était fille de François de Lenoncourt, marquis de Blainville, et d'Antoinette de Savigny. En 1672, elle avait épousé Georges de Lambertie, seigneur de Cons-la-Grandville, fils de Jean de Lambertie, baron de Cons, et de Marguerite de Custine (2). Le jeune ménage s'établit de bonne heure à Drouville, car, dès le 17 septembre 1682, nous constatons le baptême de l'un de leurs fils en cette paroisse, Nicolas-François. L'année suivante, nous apprenons que leur fille Jeanne-Marguerite de Lambertie, qui ne pouvait avoir plus de dix ans, était déjà chanoinesse du chapitre de Bouxières (3). Georges de Lambertie donna ses aveux et dénombrements à la Cham-

(1) Arch. de M.-et-M., H. 754.

(2) Abbé LECLER, *Maison de Lambertie*, doc., p. LXXVII.

(3) E. DUVERNOY, *ibid.*, p. 334. (GG. 1.)

bre Royale de Metz le 2 février 1682, pour les terres et seigneuries de Drouville, Courbessaux, Arraye-sur-Seille, Rechicourt, Joudreville ?, Cons-la-Granville, Ugny, Tellancourt, Grand-Failly, Villers-la-Chèvre, Flabeuville, Petit-Xivry, Petit-Failly, Culmont, Prancourt, Chénière et Sosnes (1). Cette énumération suffit à nous renseigner sur son état de fortune. L'église de Courbessaux, où il était seigneur, conserve encore un tableau représentant saint François d'Assise, et portant la mention *ex dono de Lamberty* (2).

En 1702, la terre et seigneurie de Drouville passa à la famille de Mahuet, qui la garda jusqu'à la Révolution. Le représentant de cette famille qui en fit l'acquisition, fut Jean-Baptiste-Christophe de Mahuet, ancien président du présidial de Toul, ancien président du Parlement de Metz, et enfin président de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois. Il mourut à Paris le 26 août 1721, pendant le séjour qu'il y fit pour remplir une mission que lui avait confiée son prince (3). En prenant ses vacances à Drouville, il avait employé ses loisirs à rédiger un mémoire sur cette seigneurie, en recopiant ou analysant les documents qu'il connaissait, afin de bien établir juridiquement et historiquement, les droits qu'il pouvait faire valoir. Ce cahier a été conservé et a été offert aux Archives de la Meurthe en 1865, par M. Protin de Vulmont, alors propriétaire du château de Drouville. Ce cahier porte une note marginale et autographe qui ne laisse aucun doute sur l'auteur de cette rédaction : « Pendant le cours des vendanges de 1719, j'ay mis ce cayer d'avis en meilleur ordre, et je l'ay étendu par une suite d'autres observations très utiles.

(1) ED. SAUER, *Aveux et dénombrements*..., n° 708.

(2) *M. S. A. L.*, 1870, p. 73.

(3) Cf. A. DE MAHUET, *Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy*, Nancy, Sidot, 1911, in-8. — Jean-Baptiste-Christophe était né à Nancy le 14 mars 1649.

J'avais donné ma minute à descrire (recopier), et l'on y avoit fait une multitude de fautes (1). »

Charles-Ignace de Mahuet, son neveu, lui succéda. Son passage à Drouville est signalé par la polémique violente dont nous avons parlé, et qu'il entreprit contre son voisin, Gabriel Duménil, avocat, seigneur de Hoéville, au sujet de ses prétentions sur Courbessaux. Ils dépensèrent tous deux leur verve, leurs talents, leurs deniers, à faire prévaloir leur point de vue personnel. Les quatre factums imprimés, qui nous restent de ce conflit, ont conservé quelques unes des aménités qu'ils ont échangées avec passion (2). Ces plaidoyers ne sont pas datés, mais ils sont antérieurs à 1728, car Gabriel Duménil mourut le 9 juin de cette année-là, à Lunéville, où il exerçait les fonctions d'écuyer de S. A. R. Madame (3).

Enfin Jean-Baptiste de Mahuet, fils de Charles-Ignace, fit ses reprises au roi pour sa baronnie de Drouville le 19 janvier 1773 (4), ainsi que pour une portion de la seigneurie de Courbessaux, Crévic et Dombasle. Nous ignorons les destinées ultérieures du château de Drouville jusqu'au commencement du xix^e siècle. En 1817, le 25 janvier, Jean-Louis Beaulieu, qui l'habite, le vend pour 40 000 fr. à Louis-Jacques-César-Victor Protin de Vulmont, le jeune, propriétaire à Nancy. Le vendeur l'avait acquis en partie en 1810 (21 avril) du sieur Viriot, notaire à Nancy, et en partie en 1815 (25 juillet) de François Chardard, propriétaire à Nancy. Il est stipulé que la vente de 1817 a pour objet le château ou maison de maître avec « clos, jardins, bosquets, charmilles, cour, basse-cour,

(1) Arch. de M.-et-M., E. 76, 1^{re} partie.

(2) Biblioth. publ. de Nancy. *Catalogue des imprimés du fonds lorrain*, par J. FAVIER, nos 7 476 à 7 479.

(3) E. DUVERNOY, *ibid.*, p. 352. (GG. 3.)

(4) Arch. de M.-et-M., B. 11 001 ; B. 11 040, n° 770 et 11 008, n° 387.

remise, écurie, marcairie, fontaine, pièce d'eau (1), ...statues et objets d'embellissement ». Sont exceptés les deux bâtiments qui servent aux engrangements ; l'acquéreur réserve qu'il pourra expulser le curé de la paroisse, qui habite la maison de maître par bail verbal. Les trois filles (2) de Protin de Vulmont le vendent en 1875 pour 40 000 fr. à l'abbé Trouillet, curé de Saint-Èvre de Nancy, et à l'abbé Voinot, vicaire général, qui le mettent à la disposition des Bénédictines de Fulda, qui s'étaient expatriées pendant la période du Culturkampf en Allemagne. Après leur départ en 1885, leur aumônier, l'abbé André Schiek, revendit l'immeuble au comte Louis de Montjoye-Froberg, demeurant à Gersfeld (province de Hanau, Allemagne), pour 30 000 fr. Enfin, celui-ci le revendit le 10 septembre 1887, à M^{me} Déodor, née Bruillard-Balbâtre, pour 25 000 fr. La famille Vautrin est actuellement propriétaire du château et du clos (3).

Ed. CHATTON.

De Stanislas à Charlemagne.

Le propre secrétaire de Stanislas, Solignac, sollicité en 1762 de fournir, pour la préface des *Œuvres du Philosophe bienfaisant*, la généalogie du royal auteur, répondait à Marin, l'éditeur du recueil, avec cette finesse courtoise dont il avait le secret : « J'avoue qu'il n'est pas aisé

(1) La pièce d'eau, située à l'est du pavillon d'entrée, n'occupe que quelques mètres carrés.

(2) Catherine-Virginie ; Joséphine-Éléonore ; Joséphine-Cunégonde, mariée à Pierre-André-Jean Baret-Descheises, demeurant à Guéret (Creuse).

(3) Ces derniers renseignements m'ont été fournis par les contrats qu'elle possède et qu'elle m'a permis de consulter.

de remonter jusqu'à la source de sa maison ; mais cette difficulté ne vient point de l'embarras que causent ces brillants mensonges dont la vanité a coutume d'embrouiller la plupart des généalogies, pour leur donner un plus grand air d'illustration. La seule ancienneté de celle-ci nous dérobe sa première origine et notre ignorance, à cet égard, lui fait honneur. » Il se contentera donc de rappeler que la tige des Leszczynski a ses racines en Bohême, d'où l'un des ancêtres du monarque, Philippe de Persztyn ou Perstein, vint se fixer en Pologne « à l'occasion du mariage de la princesse Dambrowcka avec Miecislav I^{er} en 965 ». Aimable courtisan mais écrivain probe, lui qui n'avait pas hésité, naguère, à consentir un lourd sacrifice, à suspendre sa grande *Histoire générale de Pologne*, afin de n'être pas dans la nécessité, cédant aux instances de son maître, d'altérer, pour la période contemporaine, l'exposé des événements (1), ici encore Solignac a le courage de faire bonne justice d'une erreur chère à Stanislas. Il écarte la légende qui veut que Philippe de Persztyn ait été proche parent de la princesse Dambrowcka : « S'il n'était son neveu, fils de sa sœur,... il était du moins, dès son entrée dans le Royaume, un personnage très distingué par sa naissance, par ses biens, par ses emplois. »

Un des descendants de ce Philippe fonda la ville de Leszno (2), dans le palatinat de Posnanie. De cette cité, selon la coutume polonaise, les Leszczynski ont tiré leur nom. Quant à rattacher, par une filiation ininterrompue, Stanislas à ce personnage lointain, Solignac n'y songe pas. Il s'en explique, non sans une malice savoureuse :

(1) Voir sur ce point notre *Éloge historique du chevalier de Solignac, premier secrétaire perpétuel de l'Académie de Stanislas, 1684-1773*, dans *M. A. S.*, 6^{me} série, t. II, 1904-1905, pp. LVI-LIX ; ou tiré à part, Nancy, in-8, pp. 16-19.

(2) En allemand : Lissa.

« Je ne finirais point, si je voulais parler ici de tous les premiers grands hommes de cette maison. Je me contente, pour achever de la faire connaître, de dire quelque chose de ceux qui l'ont illustrée dans les derniers siècles. » L'élogieuse énumération commence à Raphaël Leszczyński, père du trisaïeul de Stanislas, mort en 1569 (1).

C'était là accorder bien peu de confiance à la descendance produite, au milieu du xvii^e siècle, par Simon Okolski (2). Avant Solignac, déjà, et malgré le vif désir de se rencontrer avec le complaisant flatteur de la vanité des familles polonaises, un chercheur scrupuleux avait éprouvé la même méfiance pour les allégations de l'*Orbis polonus*. A la veille du mariage de Louis XV avec la fille de l'exilé de Wissembourg, quand le duc de Bourbon l'avait chargé d'établir la généalogie de la future reine, Charles-René d'Hozier avait estimé prudent de négliger Okolski ; et, ne trouvant pas davantage garanties suffisantes dans les assertions de l'*Epitome historica rerum bohemicarum* de Balbinus (3), il s'était arrêté au castellan de Posen Raphaël, mort en 1501, grand-père du premier Raphaël cité par Solignac, soit à la neuvième génération (4), une de moins que celles dont, après les plus consciencieux efforts, le P. Grégoire Kozminski, directeur de la Bibliothèque Zaluski, à Varsovie, croira, quelque cinquante ans plus tard, pouvoir remonter les degrés.

Comme une réponse à cette sage réserve, et par les

(1) *Œuvres du Philosophe bienfaisant*. Paris, 1763, 4 vol. in-8. Cf. t. I, préface de l'éditeur, pp. iv-xiii.

(2) Fr.-Simon OKOLSKI, *Orbis polonus, in quo antiqua Sarmatarum gentilitia, pervetustæ nobilitatis polonæ insignia, præmia et arma specificantur et relucet*. Cracoviæ, Cæsarius, 1641, 3 vol. in-fol. ; cf. t. III, pp. 292 et sq.

(3) Prague, 1673-1677, 2 vol. in-fol. ; cf. t. I, p. 19.

(4) Archives du Ministère des Affaires étrangères, Pologne, supplément, vol. 4. — Cf. Pierre BOYÉ, *Stanislas Leszczyński et le troisième traité de Vienne*, p. 2, note 2 ; p. 61 et note 3.

soins des compatriotes groupés autour de Stanislas dans sa retraite d'Alsace, un ouvrage aux affirmations pompeuses avait paru, il est vrai. Son titre, qui occupe deux pages, vaut à lui seul toute une analyse :

Europa / in Serenissima / Lesczyniorum / Domo / Sanguine et Affinitate / Per Orientis et Occidentis / Imperatores : / Per Absolutos / Monarchas : / Per Omnes ferè Poloniarum / Reges / Per Duces, Heroès, et Summos / Proceres / Inclusa : / et // Ad Connubiale Festum / Ludovici / XV, / Ac / Mariæ / Lesczyniæ, / Christianissimorum / Galliæ Regum, / Pro / Augenda totius Europæ Lætitia / Adaperta / Per / Equitem Polonum. Anno, quo magnum in Christo et Ecclesia sacramentum patuit, 1725. die 21 Junii. Typis Francofurti (1).

Le discret « chevalier polonais » n'était autre qu'un jésuite, le P. Casimir Wieruszewski (2) ; et le lieu véritable d'impression est Kalisz (3), ville dans laquelle la Compagnie possédait un collège fameux où Wieruszewski, professa les humanités et, si l'on en juge par son œuvre, une rhétorique des plus fleuries (4). De toute probabilité,

(1) Petit in-8 de 214 pp., plus 8 feuillets liminaires et 1 feuillet non numéroté.

(2) Né dans la Grande Pologne, le 5 janvier 1681, admis dans l'Ordre le 10 août 1697, Wieruszewski (ou Wieruszerowski) enseigna les humanités et durant sept ans la rhétorique. Devint prédicateur et confesseur du primat Théodore Potocki, et, en cette qualité, lors des négociations qui préparèrent la seconde élection de Stanislas au trône de Pologne, entretenit une correspondance suivie avec le prince, retiré à Chambord. Auteur de nombreux ouvrages, il mourut à Lenczyce, le 15 janvier 1744. — Cf. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, nouvelle édit. par le P. Carlos SOMMERVOGEL, bibliographie, t. VIII, col. 1120-1122. — Pierre BOYÉ, *op. cit.*, p. 131.

(3) En allemand : Kalisch, ville de Pologne, chef-lieu du palatinat de ce nom. Aujourd'hui chef-lieu de gouvernement de la Russie occidentale, sur la frontière de Prusse.

(4) L'*Europa* n'est signalé ni dans le *Manuel du libraire* de BRUNET, ni dans le *Trésor des livres rares et précieux* de GRAESSE. Le *Dictionnaire des ouvrages anonymes* de BARBIER n'en fait pas mention. Voir, par contré, le P. Carlos SOMMERVOGEL, *Dictionnaire des ouvrages*

les PP. Radominski et Labiszewski, directeurs de conscience de Catherine Opalinska et de Marie, avaient servi d'intermédiaires entre Wissembourg et Kalisz.

Dans pareil esprit, obéissant à semblable mot d'ordre, le P. Tournemine, directeur des *Mémoires de Trévoux*, allait envoyer au *Mercure de France* une *Lettre à M. de la R...* (1), et, pour venger en quelque sorte, en même temps que les Leszczyński, Okolski et Balbious d'un trop circonspect dédain, il publiera, peu après, dans ses feuilles, un *Mémoire historique sur le roi Stanislas et son auguste maison, tiré des historiens de Pologne et de Bohême les plus estimés* (2).

Ces productions de circonstance furent vite oubliées.

anonymes et pseudonymes publiés par des religieux de la Compagnie de Jésus, t. I, col. 289 ; cf. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. VIII, col. 1122, n° 10. L'exemplaire connu par Sommervogel diffère sensiblement de l'exemplaire conservé à la Bibliothèque publique de Nancy et que nous avons décrit. Offrant déjà des variantes dans le titre (absence des mots *in serenissima* ; *per Ducas* au lieu de *per Duces*, *Lesczynianæ* pour *Lesczyniæ*, *Christianorum* pour *Christianissimorum*, *Frankofurti* et non *Francofurti*), il ne comprend que 120 pp. ; il doit appartenir à une première édition, suivie bientôt d'une seconde, ignorée de Sommervogel et que représente l'exemplaire de Nancy.

Cette publication fut à tort attribuée au comte Jablonowski, parent de Leszczyński. On pourrait être aussi tenté de la rapprocher des *Remarques d'un seigneur polonois sur l'histoire de Charles XII, roi de Suède, par M. de Voltaire* (A la Haye, chez Adrien Mœljens, M.DCC.XLI), dues à Stanislas Poniatowski, père de Stanislas-Auguste, le dernier roi de Pologne. C'est ce qui a été fait, matériellement tout au moins, pour les exemplaires respectifs de la Bibliothèque de Nancy, réunis dès le XVIII^e siècle sous une reliure commune. Mais l'« *equus polonus* » de l'*Europa* et le « *seigneur polonois* » des *Remarques* ne sauraient, même en l'absence de tout autre donnée, être confondus en un seul personnage. Aussitôt la mort de Charles XII, Poniatowski s'était rallié au parti saxon. A Wissembourg, Stanislas n'entretenait aucun rapport avec ce capricieux ami. Ce n'est qu'au décès d'Auguste II que l'ancien défenseur de Leszczyński servira de nouveau sa cause, en attendant d'ailleurs une nouvelle et prochaine trahison.

(1) *Mercure de France*, octobre 1725, pp. 2357-2362.

(2) *Mémoires de Trévoux*, décembre 1725, pp. 2117-2124.

Après la guerre de la Succession de Pologne, tant à Versailles qu'à Lunéville les intéressés eux-mêmes n'eussent plus eu l'idée de les invoquer. Lorsque meurt Stanislas, ses panégyristes, fussent les plus officieux, ne se risquent pas à réclamer, pour le défunt et pour la reine de France vieillie, les augustes aïeux sur l'absence desquels avaient si cruellement daubé, à commencer par la duchesse de Lorraine, Élisabeth-Charlotte, les adversaires du mariage polonais.

Ni l'abbé Clément, aumônier du duc-roi et confesseur de ses petites-filles, dans l'oraison funèbre qu'il prononce le 26 mai 1766, en l'église Saint-Roch de Nancy (1); ni l'évêque de Lavaur, Boisgelin de Cucé, le 12 juin suivant, sous les voûtes de Notre-Dame de Paris (2); ni l'abbé Proyard, dans l'*Histoire de Stanislas premier* (3), ne se permettent autre chose que de rééditer la légende de la parenté de Philippe de Persztyn et de la femme de Miecislaw, encore que, pour la seconde fois, en pleine séance publique de l'Académie de Nancy, le 11 mai, Solignac ait jugé à propos, dans son *Éloge historique de Stanislas le Bienfaisant* (4), de rejeter loyalement cette fable. Seul, le curé de Sainte-Marie-aux-Mines, célébrant dans son église la majesté et les vertus du mort, est allé jusqu'à déclarer : « Soit du côté paternel, soit du côté maternel, il tenait à presque toutes les couronnes de l'Europe ; le sang même des Paléologues et de l'Autriche, c'est-à-dire de l'un et l'autre Empire, coulait dans ses veines (5). » Ce curé avait

(1) Abbé CLÉMENT, *Oraison funèbre de Stanislas I....* etc. Nancy, veuve et Claude Leseure, s. d., in-4; p. 6.

(2) Jean de Dieu-Raimond DE BOISJELIN DE CUCÉ, *Oraison funèbre de très-haut, très-puissant et très-excellent prince Stanislas I.....* etc. Paris, Hérissant, M. DCC. LXVI, in-4; p. 6.

(3) Cf. édition de Paris, 1785, t. I, p. 12.

(4) SOLIGNAC (DE), *Éloge historique de Stanislas I.....* etc. Nancy, veuve et Claude Leseure, s. d., in-4; p. 3.

(5) *Oraison funèbre de très-haut, très-puissant et très-excellent*

assurément lu l'*Europa* ; il en dépassait même les conclusions, puisqu'aussi bien l'indigeste élucubration de Wieruszewski promet plus qu'elle ne réserve.

Quel incontestable soulagement eût procuré, en 1725, à la cour de France, le résultat auquel vient d'aboutir un érudit viennois, notre confrère M. Otto Forst, et quel accueil empressé, porteur de si heureuse nouvelle, le laborieux généalogiste de l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand (1), n'eût-il pas, plus tard, reçu au château de Lunéville ? Par une de ses bisaïeules maternelles, Anne Radziminska, fille d'un palatin de Podlachie et de Mazovie, et épouse du Raphaël III de la liste de Charles-René d'Hozier, par les Sanguszko, les princes d'Ostrog (2) et de Pinsk, le roi de Pologne, duc de Lorraine et Bar, descend de Charlemagne. Il a compté parmi ses ancêtres : avec Louis le Pieux, un roi des Francs ; un roi d'Allemagne et de Lorraine, avec Henri l'Oiseleur ; un comte palatin de Lorraine, avec Ezzon. La réalité dépasse-

prince Stanislas I le Bienfaisant..... etc., prononcée dans l'église paroissiale de Sainte-Marie-aux-Mines par le S^r curé du lieu, le dix avril mil sept sept cent soixante-six. S. l., n. n., n. d., in-4; p. 6.

(1) Voir B. S. A. L., février 1910, pp. 44-45.

(2) Dans l'*Europa* (pp. 41-42), WIERUSZEWSKI rattache également Stanislas aux princes d'Ostrog, mais du côté maternel, par les Jablonowski : « OSTROGI DUCES. Horum trabeata series jam extincta, sed occasus Familiæ in posteritatis crepusculo adhuc rutilat. Ab hæreditariis totius Russiæ Principibus, nascendi sortem derivarunt, qualem habuit Russia Leonem, qui Leopolum, seu Lemburgum (*Lemberg*) fundaverat. Ex hac gente et Colomannus Haliciæ (*Halicz, Galicie*) rex processerat, qui pariter multis Hungariæ et Transylvaniæ provinciis imperabat. Postmodum armis Polonorum victi, an potius amore liberatis Polonæ capti, corpus Reip., membra adauxerunt et amplexi sunt : *Eheu libertas, quo non mortalia cogis pectora ! Dux Ostrogiensis ex Sobiescia Joannis III sorore, susceptam, Ostrorogo Palatino Poseniensi, filiam copulaverat ; ex qua iterum filia, Jablonovium, Lesczynii regis avum, orbi dedit.....* » Le jésuite polonais de conclure enfin, avec emphase : « Et sic vetutissima Ostrogiensium ducum gloria, in Christianissima Regina juvenescit, et in successuras ætates pullulabit. »

rait ainsi la prestigieuse fantaisie de l'*Europa*, et combien nous voici loin des trente-deux quartiers de Marie Leszczyńska conservés dans les cabinets héraldiques ! L'auteur a bien voulu réserver au *Bulletin* la primeur de sa découverte. Les lecteurs du tableau qui suit sauront certes gré à M. Otto Forst de cette attention

PIERRE BOYÉ.

-
- I. — CHARLEMAGNE.
|
II. — LOUIS, empereur.
|
III. — GISELE, princesse impériale, mariée à Evrard,
margrave de Frioul.
|
IV. — HEDWIGE de Frioul, mariée à Otton, duc de
Saxe.
|
V. — HENRI I^{er}, roi d'Allemagne.
|
VI. — OTTON I^{er}, empereur.
|
VII. — OTTON II, empereur.
|
VIII. — MATHILDE, princesse impériale, mariée à Ezzon,
comte palatin de Lorraine.
|
IX. — RICHEZA, palatine, mariée à Miecislav II, roi
de Pologne.
|
X. — N., mariée à Izaslav, grand duc de Russie.
|
XI. — SVJATOPOLK, grand duc de Russie.
|
XII. — JAVOSLAV, prince de Vladimir.
|
XIII. — GEORGES, prince de Turow.
|
XIV. — GLEB, prince de Pinsk.

- XV. — VLADIMIR, prince de Pinsk.
|
XVI. — GEORGES, prince de Pinsk.
|
XVII. — DMITRI, prince de Turow.
|
XVIII. — DANILO, prince d'Ostrog.
|
XIX. — FÉDOR, prince d'Ostrog.
|
XX. — BASILE, prince d'Ostrog.
|
XXI. — IVAN, prince d'Ostrog.
|
XXII. — MARIE, princesse d'Ostrog, mariée à André
Sanguszko, prince de la maison grand
ducale de Lithuanie.
|
XXIII. — FÉDOR SANGUSZKO.
|
XXIV. — ROMAN SANGUSZKO.
|
XXV. — FÉDORE SANGUSZKO, mariée à Stanislas Radzi-
minski, noble polonais.
|
XXVI. — ANNE RADZIMINSKA, mariée à Raphaël Lesz-
czynski.
|
XXVII. — BOGISLAV LESZCZYNSKI.
|
XXVIII. — RAPHAËL LESZCZYNSKI.
|
XXIX. — STANISLAS LESZCZYNSKI, roi de Pologne, duc
de Lorraine et de Bar.

SOURCES. — La filiation à partir du grand empereur jusqu'à Mathilde est très connue et n'a pas besoin de preuves. Pour les générations VIII-X, voir BALTZER, *Genealogia Piastow*, la fameuse généalogie de la maison royale de Pologne, écrite en polonais, 1895. Pour les générations XI-XXII, voir WOLFF, *Kniazowie litewsko-ruscy* (Les princes lithuaniens et russes), 1895 ; BONIECKI, *Poczet rodow w W. X. Litewskiem* (Généalogie

des grands ducs de Lithuanie), 1887. Les générations XXIII-XXV sont rapportées d'après la *Monographia XX. Sanguszkow* (Monographie des princes Sanguszkow), 1906. Les dernières générations ont pour sources le *Herbarz polski* (Armorial polonais) de BONIECKI et la *Korona polska* de NIEZIECKI. Nous avons, en outre, consulté un grand nombre de chartes et, pour les derniers ascendants de Stanislas, des épitaphes chez STAROWOLSKI, *Monumenta Sarmatorum*, et des « funérailles ».

OTTO FORST.

La Recherche à Plombières aux XVII^e et XVIII^e siècles.

La féauté, dont les origines, l'étymologie et l'organisation ont fait le sujet d'intéressantes études (1), était une sorte de juridiction mi-judiciaire, mi-administrative, ayant une nature et une procédure, parfois différentes suivant le pays où elle était en usage.

En général, on désignait, en Lorraine, sous le nom de *féauté* ou *faulté*, un tribunal, absolument indépendant de tout autre, dont le but était de constater les entreprises dirigées contre les chemins et les voies publiques, de pourvoir à la conservation des bornes limitant diverses seigneuries et de statuer sur les difficultés relatives à la propriété.

Autrefois, cette justice foncière s'exerçait périodiquement sur les territoires indivis entre le chapitre de Remiremont et le duc de Lorraine. Son transport et son en-

(1) BEAUPRÉ, *La féauté de Vaudémont*, dans *M. S. A. L.*, 1857. — BONVALOT, *Les féautés en Lorraine*, Paris, 1889. — Ch. GUYOT, *Sur la nature et les attributions des féautés en Lorraine*, dans *J. S. A. L.*, 1891. — PIEREFITTE, *La féauté de Moriville*, dans *B. S. A. L.*, 1908.

quête sur les lieux étaient alors connus dans le pays sous la dénomination vulgaire, mais expressive, de *cherche*, *cerche* ou *serche*.

Les Cherches relevaient de l'office du grand sonrier du chapitre et s'opéraient chaque trois ans, dans les conditions que nous désigne « l'aveu et dénombrement des biens du chapitre de Remiremont » (1), sorte d'inventaire officiel fourni, en 1683, au roi de France, par l'abbesse Dorothee de Salm.

«...De trois ans en trois ans se mène la Cherche et féauté des bans de Vagney, Longchamp, Ramonchamp et Moulin à tel jour qu'il plaît au grand sonrier ; le prévôt d'Arches y assiste pour le souverain, qui prend contre ledit sieur sonrier la moitié de toutes épaves, amendes et confiscations ; cette Cherche se mène par les forestiers desdits bans après serment prêté, en ses mains, de faire de fidèles rapports. »

Le plus ancien document, que nous ayons rencontré, où il soit fait mention de la Cherche, remonte à 1366. C'est une « Déclaration et reconnaissance des droits seigneuriaux du ban d'Arches » (2), dans laquelle se trouve cet article : «...Y ait une Cerche de iij ans et autre et doit estre cherchie par les viez froutiers et par les novels et par lou maire ou par lou Xavain ; et lai cerche faite li prevost de St Pierre doit achaiquer lez amendes et en ait xx sols ; et li remenant est au sonrrier et au Duc et y ait le maistre froutier de dix deniers, l'un. » Nous savons aussi qu'une Cherche eut lieu à Moulin dès 1393.

Mais ce n'est guère qu'à partir du xvi^e siècle que les traces en deviennent plus nombreuses. C'est ainsi, que

(1) Arch. des Vosges, série G. Fonds du chapitre de Remiremont. (Cf. *Documents rares de l'histoire des Vosges*, t. IV, p. 118 et suiv.)

(2) Arch. des Vosges, Inventaire des arch. de Remiremont, par Villemain, t. V, p. 23. (Cf. *ibid.*, t. II, p. 202.)

nous ont été conservés le procès-verbal de la grande Cherche de 1510, qui fut menée dans toute la montagne, et ceux des Cherches qui s'effectuèrent à Peccavillers en 1510, à Moulin en 1513, à Seux en 1540, à Saint-Étienne en 1627, à Pont en 1671, à Bémont en 1687, à Longchamp en 1700, etc... (1).

Sous ce rapport les Archives de Plombières possèdent, depuis peu d'années, un dossier, fort intéressant, composé de onze pièces inédites relatives aux Cherches, de cette commune de 1585 à 1715.

A ces époques, et cela depuis de longs siècles, la plus importante partie de Plombières (2) appartenait au ban de Moulin (3) composé, à lui seul, de quinze villages, finages et dépendances.

Ces lieux étaient Saint-Nabord en partie, les Granges de Chaumont, Revillon, les Tronches, Cleurie, Sainte-Sabine, La Nol, Autrive, Seux, Xennois, Rouvroi, Fallières, Les Granges de Montaigu et de Numont, Bémont et enfin Plombières. Le prévôt d'Arches et le lieutenant du chapitre créaient, chaque année, pour ce ban, un maire et un forestier.

Le forestier se prenait deux années dans les villages de Seux et de Xennois, et la troisième à Plombières; le maire une année à Seux, la seconde à Plombières et la troisième à Bains. Mais comme cette dernière localité ne faisait pas partie du ban, le bourgeois de Bains élu devait, au pré-

(1) Tous ces procès-verbaux font partie de la collection de M. Bernard Puton, de Remiremont.

(2) Avant la Révolution, l'Augronne qui traverse Plombières le divisait en deux parties distinctes : la partie gauche de la rivière appartenait au ban d'Ajol et au diocèse de Besançon ; la partie droite, plus importante que l'autre à tous points de vue, faisait partie du ban de Moulins qui était du diocèse de Toul.

(3) Moulin est aujourd'hui un hameau de la commune de Saint-Nabord, Vosges, arr. et cant. de Remiremont.

vôt d'Arches, une lance d'or d'une valeur de cinq ou six thalers (1).

Ainsi que nous l'apprend le texte cité plus haut, la conduite de la Cherche faisait partie des attributions du forestier. Il était accompagné, dans cette opération, par ses prédécesseurs et par tous les habitants de la commune, tenus « de s'y trouver à peine de soixante sols toullois contre chacun des défaillants » (2). Mais, au préalable, il fallait que la Cherche leur fut notifiée, au moins trois jours avant échéance, au prône de la messe paroissiale.

Les deux documents qui suivent nous renseigneront mieux que ne pourrait le faire tout commentaire, sur le fonctionnement de cette vieille et curieuse institution, qui subsista jusqu'au temps de Stanislas.

JEAN KASTENER.

I

LES AMENDES DE LA CHERCHE DE PLOMBIÈRES, DE 1672 (3).

Les amendes de la Cherche de Plombières, de l'année 1672, du 3 octobre, ont esté eschacquées (4), par nous Charles Pellier, advocat, lieutenant du seigneur grand Sonrier de Remiremont, comme suyt, la moitié desquelles amendes appartient au seigneur Sonrier et l'autre au sieur prévost d'Arches.

La veuve du sieur Nottaire, pour des fumiés et ordures qu'elle a faict mesttre au devant de la maison de mesdames de Remiremont (5) et auprès de la descente qui y est lx sols.

(1) LEPAGE et CHARTON, *Le département des Vosges*, Nancy, 1845, tome II, art. Moulin.

(2) Arch. anc. de Plombières, Suppl. I, pièce 6, annonce de la Cherche de 1690. — 60 sols toullois valaient 5 francs de notre monnaie en 1748.

(3) *Ibid.*, Suppl. I, pièce 2.

(4) Échaquer, c'est fixer le chiffre de chaque amende, appliquer le code à chaque délit particulier.

(5) Les dames chanoinesses de Remiremont possédaient une maison à Plombières.

Jacques Gremillet, pour des fumiés et immondices qu'il a faict mesttre au devant de la grange de Jean Paul Malgray et du losgis de Jean Noel Fougerolles. lx Sols.

Les héritiers de Humbert Gremillot ont esté condamné à l'amende pour un amas de terre qui s'est trouvé dans le confaing du Chanot à l'endroit de leur héritage lx sols.

Nicolas Georges, pour la muraille de son jardin qui est avancée sur ledit confaing du Chanot lx sols.

Jean François, pour un petit mur par luy construit depuis peu et dont la palissade avance sur le chemin lx sols.

La veuve Jean Du Roc à cause de son héritage qui est sur le chemin de Ruaux au long duquel il y avait quantité de ronces et espines et autres choses embarrassantes ledit chemin lx sols.

Les héritiers de messire Claude Valdenaire, pour le champ du Cinq sols au long duquel le chemin n'est en estat et ledit est embarrassé de ronces, buissons et autres choses . . . lx sols.

Le sieur Petit Laurent, curé de Ruaux, à cause que le chemin à l'endroit de son héritage, sur le chemin dudit Ruaux, est aussi embarrassé de buissons lx sols.

Les enfants du sieur Mortal, pour le meix Duchamp, sur le chemin dit la ruelle du Beheuchot, estre en mauvais estat et ladite ruelle embarrassée de ronces et buissons à l'endroit dudit meix. lx sols.

Ladite veuve du sieur Nottaire, pour l'héritage qu'elle possède sur ladite ruelle, à l'endroit de laquelle elle est embarrassée de buissons et autres choses lx sols.

La veuve Mathieu Beurard, de mesme pour son héritage sis sur ladite ruelle lx sols.

Lesdits héritiers Valdenaire, pour n'avoir satisfait à l'ordonnance de la dernière Cherche portant que la muraille du chazal leur appartenant seroit rétablie, — ladite ruelle qui est endommagée à cause de la chute de ladite muraille — est mise en estat de suite à eux et ordonné de satisfaire à ce qui est dessus à peine d'y estre poursuivi suivant l'exigence du cas. . . lx sols

Il est ordonné que les héritiers de Jean Barbier et les enfants du sieur Jacques Mortal feront resparer les conduicts qui sont au devant de leurs losgis sis au-dessoub du Grand Bain en allant aux ruelles. en sorte qu'ils n'incommodent plus le chemin.

Le sieur Gillaire, pour trois pilliers nouvellement construits au-devant de son logis. cxx sols.

Lesdits enfants du sieur Mortal, pour deux pilliers qui sont au devant de leur logis sur le Grand Bain. cxx sols.

Il a esté aussi ordonné, à ladite Cherche, que le confaing du conduit sera incessamment remis en estat à peine d'amende, et ce par la communauté.

Touttes les amendes cy dessus et d'autre part ainsy eschacées, par nous ledit Charles Pellier, advocat et lieutenant du seigneur Grand Sonrier, sur le rapport du forestier, seront louées par le forestier en charge, ainsy et comme de tous temps il s'est practiqué, et lesquelles nous seront rapportées. Faict à Plombières le 3^e octobre 1672.

PELLIER,

Lieutenant du Seigneur Sonrier.

Ledit jour pendant la conduite de ladite Cherche, ayant rencontré dans le chemin d'icelle une vache, appartenant à la veuve François Du Roc, et confisquée pour bonne considération, — elle luy a esté rendue à charge de payer l'amende.

Il en est de mesme de la charrette appartenant à Nicolas Girard, trouvée sur le chemin de ladite Cherche, — laquelle a esté rendue.

PELLIER.

II

PROCÈS-VERBAL DE LA CHERCHE DE PLOMBIÈRES, DE 1707 (1).

Du 25 febvrier 1707, pour l'année 1706 (2), la Cherche de Plombières au Ban de Moulin a esté conduite et mesnée par Maistre Louis Hiacinte Pellier, advocat en la Cour résidente à Remiremont, en qualité de commis lieutenant du Seigneur Grand Sonrier de l'Esglise Saint Pierre de Remiremont, avec le sieur Bernard Huchere, lieutenant en la Prevosté d'Arches, accompagnés et assistés d'honorables Michel Jacotel et Charles Laurent,

(1) Arch. anc. de Plombières, Suppl. I, pièce 10.

(2) La Cherche n'avait pas eu lieu en 1706.

anciens maire et forestier dudit Plombières, et Jean Marotel et Blaise Martin, aussy anciens forestiers de ladite communauté et ban de Moulin, comme aussy de la plus grande et plus saine partie des habitants dudit Plombières (1), assemblés sur le pont du grand preÿ dessoub ledit Plombières où ladite Cherche a commencée comme d'ancienneté.

Laquelle Cherche ayant esté bannye par trois fois de part Saint Pierre et Son Altesse Royale par ledit Charles Laurent, lesdits anciens maire et forestiers avaient presté serment, ez mains dudit Pellier en sa qualité, de bonnement et fidèlement mesner la dite cherche, déclarer et désigner les séparations des seigneuries et voüeries dudit Plombières et finage dudit lieu, ensemble de rapporter ce qu'ils trouveront amendable.

Ce qu'ayant fait, ont demandé la permission de marcher.

Et arrivé à l'entrée de la rivière sur le confaing proche le pont des Courtoisies ny ont trouvé que tout bien.

Passant au devant de la maison de deffunt Jean Mougin à présent possédée par Dominique Juoannes, son gendre, s'est trouvé le canal du Grand Bain ouvert comme il est attenu. Continuant ladite Cherche tout le long de la Grande Rue dudit Plombières de part et d'autre du Grand Bain et parvenus à la ruelle ou confaing d'entre lesdits ayant droits de François Parisot et Léon Colombain, lesdits forestiers après l'avoir visité ont rapporté estre en estat.

Ils ont trouvé aussy le confaing ou ruelle de la Chaneure et des meix Danceras en bon et suffisant estat après les avoir visité et reconnaître de la part des sieurs avant nommés.

Lesdits forestiers n'ont trouvé aussy que tout bien dans le confaing proche le bain de la Reine.

Après avoir aussi visité le confaing d'entre les ayant droits de Ferry Gustin et les héritiers de Pierre Parizot, lesdits forestiers ny ont trouvé que tout bien à ce qu'ils ont déclaré.

(1) Le maire de Plombières refusa d'assister à cette Cherche de 1707, prétextant qu'elle n'avait pas lieu à la saison ordinaire qui était l'automne. Les officiers, après avoir délibéré, le condamnèrent à 25 francs d'amendes et passèrent outre. Pour éviter retour d'un pareil incident, ils statuèrent, à la prière des habitants, que la cherche aurait lieu le 29 octobre, tous les trois ans, ou le lendemain de ce jour, si le 29 octobre tombe un dimanche, à 7 heures du matin, sans avertissement préalable. (Arch. anc. de Plombières, Suppl. I, pièce 9.)

Au confaing proche le Gusti Maillot et celui du Chanot au dessus ny ont trouvé que tout bien.

Il a esté ordonné à la réquisition des habitants et communauté dudit Plombières et honorable Claude Husson, hostelain audit Plombières, pour la sureté publique et éviter dans la suite les accidents, de faire construire et mettre des gardefols au jardin luy appartenant de l'autre costé du grand chemin au devant de sa maison joignant le cimetier, à peine d'amende, dommages intterests et dépends.

Parvenus lesdits forestiers et anciens officiers au confaing appelé le Gustil du Chanot, ont déclaré que ladite Cherche finissait de ce costé et n'estre attenu de passer outre par conséquent retourné audit Plombières et recommencée ladite Cherche au devant de la maison de Nicolas Georges.

De là ont visité le confaing dudit Chanot, entre les ayants droits d'Estienne Duprey et Estienne Marchal, lesquels n'y ont trouvé que tout bien.

Et passant devant le chemin de Ruaux et parvenu en un lieu dit la Croix de Germain du Rupt, ladite Cherche a cessée et sont acheminés lesdits sieurs officiers avec lesdits anciens maire et forestiers et habitants jusqu'au village de Ruaux.

Là estant, ont montré une borne dite la Borne de Laley, disant estre la séparation du finage dudit Plombières et Ban de Moulin avec celui de Ruaux, tirant autre devers en bas à une autre borne dite Brunesaux, où anciennement eux et leurs prédécesseurs ont coustume de menner ladite Cherche.

Depuis laquelle borne tirant vers ledit Ruaux ont montré une autre borne, faisant de même lesdites séparations, qu'ils appellent la Seconde Borne ou autrement la borne des Cailloux.

De là une autre proche une croix dite la borne du Chercheu.

Poursuivant le chemin venu, proche des maisons dudit Ruaux, ont montré une autre borne dite la Grande Borne. De là a une dite le Fond du Rupt, et dicelle à celle appelée la borne du Poirier.

De là ont continué à la borne du Meix-Moüaux, à l'endroit de l'église dudit Ruaux, et d'icelle à une autre borne appelée la borne de la Godarde, tirant de là en bas à une autre dite à la Fontaine Gergué, au fond du Rupt, droit à la rivière d'Agrogne.

Depuis ledit lieu sont retournés, et venus à la ruelle du Beuchot, sont mis en ordre lesdits habitants et communauté de recommencer ladite Cherche et retourné à Plombières, venus derrière la maison de l'hospital d'Arches n'y ont trouvé que tout bien.

Parvenus au devant de la maison de Pierre Duprey, devant le grand Bain, lesdits anciens maire et forestiers ont déclaré estre l'endroit où ladite Cherche finnie et ont debanny ladite Cherche qu'est tout ce que lesdits officiers ont pu apprendre et ce qui leur a esté dit et rapporté par lesdits maire et forestiers. Et comme il a esté reconnu pendant ladite Cherche que le chazal appartenant au sieur Maurice, de Plombières, scitué devant le cimetier, estoit à la veille de renverser et pouroit par ce moyen causer accidents, il a esté ordonné qu'il sera incessamment démoly ou rétably en sorte qu'il ne puisse à l'advenir porter préjudice ny causer accident soit au publique, soit au particulier.

Fait audit lieu de Plombières le vingt cinq febvrier de l'année mil sept cent sept.

B. HUCHERE, PELLIER, M. JACOTEL, CH. LAURENT, J. CORDAL.

CHRONIQUE

Congrès des Sociétés savantes.

Le 50^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Paris, à la Sorbonne, le mardi 9 avril 1912, et sera clôturé le samedi 13. Comme tous les ans, a été publié un fascicule qui fait connaître la marche à suivre pour prendre part au Congrès et pour y faire des lectures, et qui indique les sujets (34 pour l'histoire, 34 pour l'archéologie), sur lesquels le Comité des travaux historiques attire plus spécialement l'attention des érudits. On trouvera ce fascicule au siège de notre Société.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — N^o 10. — OCTOBRE 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 21 juillet 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

M^{me} Albert Friot, MM. le commandant M. Delcominète, le comte de Fontenoy, l'abbé Hachotte, Léon Lefébure, le capitaine de Sandt et Edmond Spéry ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

La Société décide l'échange des *Mémoires* avec les publications de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.

L'impression d'un important volume de *Documents*, dû au labeur de notre confrère M. Christian Pfister : *Les*

Assemblées électorales dans le département de la Meurthe, le district, les cantons et la ville de Nancy (1789-1799), est en cours de publication.

Distinctions honorifiques.

MM. le docteur Pierre Bonnette, Jules Forget et le capitaine de Sandt viennent d'être nommés chevaliers de la Légion d'honneur.

L'Académie française a couronné le travail de M. Henry Poulet sur *Les Volontaires de la Meurthe aux armées de la Révolution*.

L'Académie des Sciences morales et politiques a couronné le livre de M. Gaston May : *Le Traité de Francfort*.

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a décerné le prix Prost à M. l'abbé Charles Aimond, pour ses travaux sur l'histoire verdunoise, et attribué une mention honorable à M. Charles Sadoul pour les revues qu'il dirige : *Le Pays lorrain et le Pays messin* et *La Revue lorraine illustrée*.

M. Louis Schaudel a été élu membre titulaire de l'Académie de Stanislas.

Admissions.

Les Communes de Cirey-sur-Vezouse, de Faulx et de Maron ; le Comptoir métallurgique de Longwy ; MM. le docteur Félix Abt, Lucien Michon, l'abbé Albert Munier, Charles Poncelet, Perrin de Brichambault, Oswald Redlich et Hippolyte Roy ont été admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Commune de Domèvre-sur-Vezouse**, par MM. Pierre Boyé, Justin

Favier et Léon Germain de Maily ; la **Commune de Haroué**, par MM. le docteur Voinot, Pierre Boyé et Justin Favier ; la **Commune de Pulligny**, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; MM. le docteur **Benech**, médecin-inspecteur du cadre de réserve, 7, rue de Nancy, Maxéville, par MM. Pierre Boyé, Edmond des Robert et Émile Duvernoy ; **Buquet**, doreur-encadreur, 20, rue des Carmes, par MM. Georges Demeufve, Pierre Boyé et Charles Sadoul ; Jules **Cathelineau**, ancien avoué, rue d'Inglemur, Toul, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy et Pierre Boyé ; Gustave **Galland**, capitaine au 159^e régiment d'infanterie, Briançon, par MM. Pierre Boyé, Georges Demeufve et Edmond des Robert ; le baron Alexandre de **La Marre**, Freising, près Munich, par MM. Émile Duvernoy, le comte Antoine de Mahuet et Edmond des Robert ; Ernest **Pfulb**, avoué à la Cour d'appel, 14, place Carnot, par MM. Gaspard Margo, René Martz et Pierre Boyé ; **Pignolet**, entrepreneur de serrurerie, 16, rue Saint-Lambert, par MM. Paul Charbonnier, Charles Sadoul et Georges Demeufve ; Victor **Priilot**, comptable, 21, rue Saint-Dizier, par MM. Eugène Bernel, Georges Demeufve et Charles Sadoul ; Ernest **Wœlfelin**, photographe, 41, rue Saint-Jean, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy et Pierre Boyé ; Émile **Zivi**, 24, rue du Faubourg-Saint-Jean, par MM. Victor George, Charles Sadoul et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

Les testaments des deux Laurent Pillard et de Jean Basin de Sandaucourt, chanoine de Saint-Dié, par Christian PFISTER. (Ext. de 66 p. in-8° du *Bulletin de la Société philomatique de Saint-Dié*.)

Guide-programme du *Concours national et internatio-*

nal de la F. G. S. P. F. 29, 30, 31 juillet 1911. In-8° de 106 p., avec fig. et plans.

La défense de Nancy en 1792, par le capitaine DE SANDT. Nancy, 1910, in-8° de 161 p.

Lectures.

M. Robert Parisot lit un travail de M. Robert Fawtier : *La bibliothèque et le trésor de l'abbaye de Saint-Èvre-lès-Toul à la fin du XI^e siècle, d'après le manuscrit latin 10.292 de Munich*. La Société en vote l'impression dans ses mémoires, et nomme, pour former la Commission de revision, MM. Robert Parisot, Albert Collignon et René Harmand.

M. le docteur VOINOT fait connaître : *Les trouvailles de monnaies de Benney et de Gémonville*. La Société vote également l'impression de ce travail dans les *Mémoires* et nomme, pour former la Commission de revision : MM. Christian Pfister, René Martz et Louis Schaudel.

Sous le titre : *De Stanislas à Charlemagne*, M. Pierre Boyé présente, en y ajoutant un commentaire explicatif, une généalogie du roi de Pologne, dressée et envoyée par M. Otto FORST. Cette communication est destinée au *Bulletin*.

M. le commandant DEMIAU résume le plan de son étude intitulée : *Quelques aperçus sur le recrutement dans le Moselle (1791-1796)*.

A la fin de la séance, les membres présents se transportent dans les salles du Musée, où M. Georges Demeufve fournit quelques détails sur les principaux souvenirs de la Révolution et de l'Empire conservés dans les collections.

MÉMOIRES

Note sur un frontispice gravé par Callot.

Dans ses *Recherches sur la vie et les ouvrages de Jacques Callot*, Meaume décrit longuement, sous le numéro 203, une pièce qu'il intitule : *Le titre aux astrologues*, et dont Mariette avait dit, avant lui, « qu'elle est une des plus jolies et des plus rares de l'œuvre de Callot ».

« Dans un site qui rappelle l'Éden et le premier jour du monde, dit Meaume, cinq philosophes, réunis autour d'une sphère armillaire posée à côté d'une boussole, sur un cube, cherchent par différents moyens, à pénétrer les arcanes de Dieu...

« Sur la pierre qui supporte la sphère autour de laquelle sont groupés les philosophes, on lit : *MUNDUM TRADIDIT DISPUTATIONI EORUM. Eccl. III.*

« Si l'on se reporte aux passages de l'Écclesiastique (1) auxquels cette inscription renvoie, on y trouve quatre versets qui justifient admirablement le sens allégorique de cette pièce, dont le but est de montrer la vanité des sciences humaines. »

Après avoir donné le texte de ces quatre versets, l'auteur ajoute : « Cette profondeur de pensée, qu'on ne s'attendait guère à trouver chez l'auteur des *Balli* et des *Bossus*, est rendue d'une manière admirable ». Il est probable que si Meaume avait connu l'ouvrage dont il avait le frontispice sous les yeux, il aurait compris que l'auteur des *Balli* et des *Bossus* avait dû être, dans cette

(1) Meaume a confondu l'Écclesiastique avec l'Écclesiaste ; les versets qu'il cite sont bien du chapitre III de l'Écclesiastique, mais l'inscription qui figure sur notre frontispice est tirée du chapitre III, verset 11, de l'Écclesiaste. On sait d'ailleurs que ces deux livres de l'Ancien Testament ont entre eux quelque analogie.

circonstance, guidé par un savant théologien ; mais il l'ignorait complètement et il commence sa notice par ces mots : « Cette pièce allégorique paraît avoir été gravée pour un frontispice de livre religieux qui n'a pas été publié. »

Il s'agit bien, en effet, d'un frontispice, mais le livre pour lequel il a été gravé a bel et bien été imprimé. C'est un ouvrage que l'on rencontre très rarement et dont nous reproduisons ici le titre complet, d'après l'exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Fribourg en Brisgau :

Sacra / cosmo / logia / theoriis physicis / illustrata / per / P. Casparum / Ruthardum, Soc. / Jesu /. — Cum facultate superiorum. / Friburgi Brisgoiæ. / Typis Theodori Meyeri. / Apud Joan. Bernardum Klumpium bibliopolam.

S. d. Petit in-4° comprenant 5 feuillets liminaires, non numérotés, pour le faux-titre, le titre, la table et le frontispice ; 200 pages, numérotées 1-200, pour le texte ; et 2 feuillets, non numérotés, pour l'épilogue et les *errata*. — Au verso du titre, se trouve une adresse de l'éditeur au lecteur, datée du 1^{er} septembre 1630, où on lit cette allusion à l'inscription du frontispice : « Habes hic Mundum universum, quondam in Universitate nostra Friburgensi variis Disputationibus sparsum... »

Jusqu'en 1888, les rares bibliographes qui, à notre connaissance, ont parlé de la Cosmologie du P. Ruthard, ont négligé d'en signaler le frontispice ; il n'est donc pas étonnant que ce détail ait échappé à la perspicacité presque toujours infaillible de l'historien qui dressait, en 1860, le catalogue de l'œuvre du célèbre chalcographe lorrain.

M. Pierre-Paul Plan, qui publie en ce moment un très beau volume sur Jacques Callot (1), reproduit l'erreur de

(1) Le bulletin de souscription l'annonce en ces termes : « Jacques Callot, maître graveur (1593-1635). Ouvrage in-4°, paraissant en 5 fasc.

Octobre 1911.



FRONTISPICE GRAVÉ PAR CALLOT

pour le

Sacra Cosmologia DU P. RUTHARD, S. J.

Meaume sans se douter que, depuis plus de vingt ans, une revue des plus répandues, *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, a donné la solution de ce petit problème iconographique.

On lit, en effet, dans le n° du 25 août 1888, col. 487, au nombre des « Questions » posées dans ce périodique, la note suivante, signée Pierre Clauer :

« En fouillant une vieille bibliothèque, j'ai trouvé le volume suivant : *Sacra cosmologia*..... (ut supra). Il ne porte pas de date sur le titre, mais l'avis au lecteur est du 1^{er} sept. 1630. — Ce qu'il y a de plus précieux, c'est un beau frontispice de Jacques Callot, représentant des personnages en harmonie avec les sujets traités dans le livre. S'il existe un catalogue des œuvres de Callot, celle-ci est-elle indiquée ? »

Le 25 septembre suivant (col. 573), un des nombreux collaborateurs de la revue répondait, sous les initiales J. J. : « Le frontispice que signale P. Clauer est sans doute le même que M. Meaume, dans ses *Recherches sur Jacques Callot*, a décrit sous le n° 203, et qu'il appelle : *Le titre aux astrologues*... »

En 1889, le *Trésor du bibliophile lorrain*, publié par MM. Sidot frères, libraires à Nancy, reproduisait ce frontispice en l'accompagnant du titre de l'ouvrage pour lequel il a été gravé. Et enfin, à peu près à la même époque, le P. Sommervogel, S. J., au tome VII, col. 313, de la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, terminait la description du *Sacra cosmologia* du P. Ruthard par cette mention : « Front. gr. par Jac. Callot. »

L'erreur commise par les iconographes, à propos de cette estampe, présente plus d'inconvénients dans le livre

cicules, comportant, outre le texte, 100 planches hors texte, donnant 282 estampes du Maître et deux portraits ». Chez Van Oest, à Bruxelles. — Les 3 premiers fascicules sont parus, ce 4 oct. 1911.

de M. Plan que dans celui de Meaume, en raison du système de classement que le premier a adopté pour son catalogue.

Meaume a cru devoir diviser le sien par matières : une première section, « Histoire sainte et sujets de dévotion », comprenant six paragraphes ; et une deuxième section, « Sujets profanes », qui en renferme neuf. Il a mis en tête du volume une liste chronologique, avec renvois aux numéros du catalogue, et a complété l'ensemble par une table générale alphabétique ; ce qui constitue un guide absolument complet, très commode pour les recherches à travers l'œuvre du Maître. Dans ce classement, « le titre aux astrologues » qu'il conviendrait d'appeler à l'avenir « Le frontispice du *Sacra cosmologia* », a pris rang, un peu au hasard, dans la première section ; et, à la rigueur, il n'y est pas trop déplacé, puisque le P. Ruthard a cherché dans l'Ancien Testament les principes fondamentaux de sa Cosmologie.

Quant à M. Plan, « dans le but, dit-il, de montrer le processus naturel et chronologique du génie de Callot », il a dressé un nouveau catalogue qu'il a classé dans l'ordre chronologique des pièces, avec une nouvelle numérotation. Pour des raisons, sans doute plausibles, mais que nous ignorons, l'auteur n'a pas jugé à propos de suivre rigoureusement l'ordre adopté par Meaume, pour sa liste chronologique. Néanmoins notre frontispice figure, chez l'un comme chez l'autre, au millésime de 1621.

Or, il semble avoir été gravé dans le courant de 1630 ; il ne doit donc plus figurer parmi les travaux exécutés à Florence (1612-1621), mais bien parmi ceux qui ont été faits à Paris (1629-1630), ou, plus vraisemblablement encore, à Nancy, où fut gravé le titre des « Miracles de N. D. de Bonsecours », daté de 1630.

En somme, dans le catalogue de Meaume, la place assi-

gnée à notre frontispice, par le n° 203, peut à la rigueur être admise, tandis que, dans le livre de M. Plan, celle que lui donne le n° 273 est franchement défectueuse ; elle accentue une erreur qui déroutera plutôt quiconque voudra étudier les progrès du génie de Callot.

J. FAVIER.

Sur Stenay et le culte de saint Dagobert.

Le roi d'Austrasie Dagobert II fut assassiné dans une forêt non loin de Stenay, en 679 (1) ; on le considéra comme un martyr et un saint. Son corps, déposé dans une église de Stenay dédiée à saint Remy, y fut retrouvé en 872, et le roi Charles le Chauve fit construire en son honneur une nouvelle église. Depuis cette époque jusqu'à la fin du xviii^e siècle, ses reliques ont été l'objet d'un culte important ; le corps fut en grande partie détruit par les huguenots en 1591 ; les quelques ossements qui purent être conservés disparurent pendant la Révolution.

Mais, vers la fin de ix^e siècle, le duc Rainier (2) avait obtenu le chef du saint et l'avait donné aux chanoinesses de Sainte-Waudru à Mons. Ce chapitre n'existe plus, et le diocèse de Verdun désirerait que la relique insigne fût rendue à l'église paroissiale de Stenay.

Tel est le résumé très succinct d'un intéressant article que vient de publier notre zélé confrère M. J. Nicolas, curé de Laneuville près Stenay (3). Un peu trop sobre

(1) Cf. *B. S. A. L.*, 1904, p. 198.

(2) Régnier au Long Col.

(3) J. NICOLAS, *Les reliques de saint Dagobert et son culte à Stenay*. S. l. n. d., in-8°, 7 p. sur 2 col.

de références, il ne cite comme sources que Grégoire de Tours, Venant Fortunat et les archives municipales de Stenay. Quelques points, d'ailleurs tout à fait accessoires, de son travail me paraissent devoir donner lieu à des corrections ou à des doutes, utiles à indiquer. Je vais le faire dans l'ordre de ma rapide lecture.

Page 1, l'auteur parle d'anciennes « demeures royales » à « *Morlay et Savoy*, dans l'ancien diocèse de Toul ». Je pense qu'il s'agit de *Morley*, canton de Montiers-sur-Saulx, arr. de Bar-le-Duc, et de *Sauvoy*, canton de Void, arr. de Commercy (Meuse).

P. 2, note 1, M. Nicolas dit que, dès l'époque mérovin-gienne, « il y avait... deux églises à Stenay, toutes deux construites par le roi Thierry, fils de Clovis : l'une, dédiée à saint Remi presque aussitôt après la mort de l'apôtre de France (532), c'était l'église du palais ; l'autre était sous le vocable de saint Maurice. » L'auteur ne dit pas si cette église était paroissiale, ce qui semble probable. A côté de ces deux églises vint se ranger, comme il a été dit, l'église construite en l'honneur de saint Dagobert et qui a dû lui être dédiée, ce que M. Nicolas ne précise pas suffisamment tout d'abord (1) ; une collégiale y fut établie, puis un prieuré bénédictin, dépendant de l'abbaye de Gorze. A la p. 4, surgit, — d'une manière aussi imprévue que, dans la Bible, apparaît Melchisedech, — une « église Saint-Grégoire », qui semble être une paroissiale. Quel est ce saint Grégoire ? Pourquoi, par qui et à quelle époque cette église a-t-elle été construite ? Cela était à expliquer clairement, car une partie des reliques y fut déposée (2).

(1) Un lecteur non prévenu a quelque peine à distinguer ce qui se rapporte à cette église et à celle de saint Grégoire.

(2) Lisant d'abord le texte, qui, pour une lecture épurante, doit se suffire à lui-même, je n'avais pas remarqué une note de la p. 3 où il est parlé de l'église « de saint Grégoire, érigée par l'abbé de Gorze quand il vint installer ses religieux à Stepay ». Cela nous reporte

A la même page 2, il est dit que la canonisation de Dagobert II fut « proclamée par Hincmar, archevêque de Reims, et Bérard, évêque de Verdun ». Quelle a donc été l'attitude de l'« Ordinaire », je veux dire de l'archevêque de Trèves ?

P. 3, le duc Rainier donna à « l'église de saint Dagobert la propriété d'une villa appelée *Veleado* », sur quoi l'auteur ajoute en note : « C'est sans doute la ferme de Valendon, située sur le territoire de Bazeilles. » Si cette dérivation ne s'appuie que sur la philologie, elle me paraît difficile à accepter : la finale *do*, devant être brève, n'a pu, ce me semble, se transformer en *don*.

Même page, l'auteur parle du transfert « à Nancy » d'une relique de saint Dagobert et du corps de saint Sigisbert par « le cardinal de Guise, évêque de Metz et de Strasbourg, abbé de Gorze ». Il s'agit là, non point d'un Guise, mais du cardinal de Lorraine, Charles, fils du duc Charles III ; il fut le premier Primat de Nancy et c'est à l'église primatiale qu'il fit apporter le corps de saint Sigisbert.

A la même page, en note, M. Nicolas parle de « la prééminence de l'église de saint Dagobert, qui succéda à celle de saint Remi, sur les autres églises de Stenay », à commencer par « celle de saint Maurice, construite... dès le vi^e siècle ». — « L'église de saint Dagobert, ajoute-t-il, était l'église principale, l'église mère, l'autel du curé primitif de Stenay ».

Il y a là vraiment des choses étonnantes : comment faut-il entendre que l'église de saint Dagobert, qui était primitivement une collégiale, a succédé à l'église de saint

au xi^e siècle. Je ne vois pas qu'il ressorte, en cet endroit, des expressions de l'auteur, que cette église était différente de celle de saint Dagobert, ou bien qu'il s'est agi d'une reconstruction complète. Cela aurait dû être fixé nettement tout de suite.

Remi, laquelle était celle du palais ? Si l'église Saint-Maurice existait dès le ^{vi}^e siècle, elle était apparemment la paroissiale : comment, en tout cas, pouvait-elle être fille d'une église fondée au siècle suivant, laquelle était d'abord une collégiale et ensuite une priorale ? Il résulte du contexte que le prieur était curé primitif ; mais le prieuré ne datait que du ^{xi}^e siècle : où donc se trouvait auparavant l'autel paroissial ?

P. 4, note 1, l'auteur dit que l'abbaye de Saint-Martin, près de Metz, où se trouvait le corps de saint Sigisbert, fut « détruite pour raisons politiques ». Ces raisons ne furent-elles point uniquement militaires ?

P. 5, il dit « affirmé que saint Dagobert est réellement et d'une manière canonique le patron de Stenay. » En dépit de la règle canonique, d'après laquelle le patron d'une localité est inamovible, beaucoup de patrons ont été changés, et souvent chaque paroisse d'une même ville prétend avoir un patron particulier. S'il existait à Stenay dès le ^{vi}^e siècle une église paroissiale, cette ville avait nécessairement un patron, antérieur à saint Dagobert, qui ne pourrait être que second patron (1).

J'oubliais une note de la p. 2, où, parlant de l'église bâtie par Charles le Chauve, l'auteur dit : « Cette église existe encore ». Je ne me doutais pas que Stenay, où je suis allé plusieurs fois, possédât un édifice du ^{ix}^e siècle ! J'y ai bien entendu parler des ruines de l'église priorale, situées dans l'ancienne citadelle ; mais on ajoutait que l'étude sérieuse en serait assez difficile et qu'une visite rapide offrirait peu d'intérêt. Notre confrère M. Armand Migette, de Stenay, a bien voulu m'écrire que tou-

(1) De nos jours, d'après le *Pouillé*, le patron officiel est saint Grégoire ; évidemment cela ne devrait pas exister.

(2) P. 6, il convient sans doute d'attribuer à une erreur typographique l'étrange orthographe : « manteau fleur d'elisé ».

tes les voûtes sont tombées ; il y a des restes de murs, ainsi que des pilastres qui soutenaient les grands arcs et des cintres qui supportaient la tour ou le clocher ; les contours du chœur, bien reconnaissables, donnent dans une cour et une maison d'habitation ; la nef sert de remise à voitures. — Cela suffit-il pour dire que l'« église existe encore » ? En outre, je considère, pour le moins, comme douteux qu'il y ait là les restes de l'église du ix^e siècle : les bénédictins, qui firent bâtir la paroissiale Saint-Grégoire, n'ont-ils pas aussi reconstruit l'église Saint-Dagobert après qu'elle leur eût été attribuée ?

Quoi qu'il en soit, ces ruines mériteraient d'être étudiées, si elles ne l'ont pas été déjà ; sûrement, elles doivent être plus curieuses que l'église paroissiale et décanale actuelle, qui a succédé à l'église Saint-Grégoire et a été reconstruite en 1828 (1).

Il est bien dommage que M. Nicolas n'ait pas défini plus exactement le rôle, et les situations canoniques respectives, des différentes églises de Stenay : l'histoire paroissiale ne se dégage pas du tout (2). Mais, si intéressantes que soient de telles questions et quelque soit l'importance que, de plus en plus, les historiens y attachent, elles ne sont heureusement que secondaires dans l'article de notre

(1) Abbé GILLANT, *Pouillé*, t. IV, p. 421 ; il s'agit de saint Grégoire le Grand.

(2) Je suppose que le prieur fut établi *curé primitif*, mais que, voulant séparer le culte paroissial du service prioral, il fit bâtir une église pour les habitants et y plaça un prêtre séculier comme *vicaire perpétuel* ; c'est ce qu'à grand peine on arrive, il me semble, à faire ressortir du travail de M. Nicolas, qui aurait dû raconter tout cela d'une façon limpide et dans un ordre logique ; c'était à mettre dans le texte même de l'article, et non à partager entre ce texte et les notes. L'auteur ne rappelle pas que lui-même a publié un article sur *L'ancienne église de Stenay* (la paroissiale Saint-Grégoire), dans *B. S. A. L.*, 1903. — M. Nicolas ne dit pas si le doyen de la collégiale qui précéda le prieuré était déjà curé primitif.

confrère, puisque les reliques et le culte de saint Dagobert à Steuay en formaient le sujet principal (1).

L. GERMAIN DE MAIDY.

Dédicace de Lionnois à l'empereur Joseph II.

La Bibliothèque de Besançon possède un très bel exemplaire des *Essais sur la ville de Nancy*, de Lionnois, parus à La Haye en 1779. Il est relié en maroquin doré sur tranches ; sur les plats, une croix de Lorraine surmontée d'une couronne fermée ; à chacun des quatre coins, un alérion avec une couronne ; au dos, est reproduit sous le titre, à quatre reprises, le chardon de Nancy. Il contient une dédicace manuscrite qui nous prouve que cet exemplaire fut offert par Lionnois à Joseph II. Par quel hasard cet exemplaire, qu'on s'attendrait plutôt à trouver à Vienne, est-il venu en possession de la Bibliothèque de Besançon ? Nous l'ignorons (1). Quoi qu'il en soit, nous publions cette lettre de l'historien de Nancy à l'empereur des Romains ; elle présente quelque intérêt.

CHR. PFISTER.

(1) L'auteur ne dit pas à qui appartient actuellement le chef du saint. Dans les *Comptes rendus du Congrès de la Fédération belge des Sociétés d'histoire et d'archéologie* tenu à Mons en 1904, je lis (5^e fasc., p. 157), au sujet des objets intéressants que renferme la sacristie du couvent des Sœurs-Noires (Augustines) à Mons : « Notons aussi un reliquaire en cuivre, du xv^e siècle, de 40 centimètres de hauteur. Il offre la forme d'un ciboire, orné sur le nœud de statuettes et à la base de petits lions. On y renferme une tête, portant un coup d'instrument tranchant, que l'on prétend être celle de Dagobert II, roi d'Austrasie, considéré comme martyr par quelques hagiographes. Comme facture, cet objet est très curieux. »

(2) L'exemplaire est signalé dans le *Catalogue des livres imprimés de la Bibliothèque de Besançon. Histoire, 1842, in-4^e, à la page 306.*

A Sa Majesté Impériale Joseph II, Empereur des Romains,
toujours Auguste, etc., etc.

Sacrée Majesté.

Né sujet de François, Empereur des Romains, duc de Lorraine et de Bar, grand duc de Toscane, votre Auguste Père, j'ai travaillé à réunir dans un seul ouvrage ce que la générosité de vos glorieux ancêtres a fait en faveur de la ville de Nancy. Cette capitale de leurs anciens États, dépositaire des précieux restes de tant de héros, offre à chaque pas les monumens de leur munificence et de leur amour pour un peuple qui les adorait. L'histoire particulière de cette ville, plus glorieuse d'avoir vu dans son enceinte, le 13 avril 1777 (1), le digne héritier de ces anciens maîtres, que de tous les éloges que sa beauté lui attire des étrangers, manquait à nos fastes. Il était même à craindre que certains documens qui nous en restent encore, ne vinssent à périr. Cet ouvrage, Sacrée Majesté, a quelque droit à vos bontés, puisque c'est une partie de l'histoire de votre auguste Maison ; c'est la seule considération qui m'enhardit à déposer aux pieds de Votre Majesté Impériale cette première partie de ces essais sur la ville de Nancy. Quel bonheur pour moi si je puis apprendre qu'elle a daigné l'accepter comme un témoignage de bien profond respect avec lequel je suis, Sacrée Majesté,

De Votre Majesté impériale,

le très humble, très obéissant et très soumis serviteur.

J.-J. Lionnois, prêtre, principal honoraire, doyen de
la Faculté des arts de l'Université de Nancy (2).

(1) Sur ce voyage de Joseph II à Nancy, voir *Annuaire de Lorraine*, 1911, p. ix.

(2) La dédicace imprimée, à Charles-Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, grand-maître de l'ordre teutonique, gouverneur général des Pays-Bas, est signée : J. J. L. P. P. H. D. D. L. F. D. A. D. L. U. D. N. La souscription de la lettre à Joseph II permet de déchiffrer sans peine la suite de ces initiales.

Un pseudo-jeton à l'effigie de saint Michel.

Dans le numéro de janvier 1910 (p. 298) des *Annales du Mont-Saint-Michel* (1), une vignette, servant de fleuron, représentait un saint guerrier terrassant un dragon ; il était flanqué de deux poissons en pal et adossés. L'inscription, qui entourait cette figure orbiculaire, était : MAG. SIGILL. DANVBRIENSIS. CAPLI. Le titre, mis au-dessus de la reproduction, était : *Jeton à l'effigie de saint Michel*.

La simple lecture de l'inscription nous fait connaître qu'il s'agissait là d'un sceau de la collégiale Saint-Georges de Deneuvre (2). Par suite, le saint qui terrasse le dragon n'est pas l'archange, chef des milices célestes et vainqueur du démon, mais le patron des chevaliers ; les deux poissons sont les deux saumons qui figurent dans le blason des sires de Blâmont (3), fondateurs de ladite collégiale (4).

Nous avons rencontré (5), au cours de nos recherches sur la sigillographie lorraine, plusieurs sceaux de ce chapitre, mais ils étaient en trop mauvais état de conservation pour que nous puissions en donner une reproduc-

(1) Nous devons communication de ce périodique à notre savant confrère, M. Léon Germain de Maily ; qu'il reçoive ici nos remerciements.

(2) Deneuvre, actuellement bourg du canton de Baccarat (M.-et-M.). Voir, pour l'histoire de cette localité : la *Notice de la Lorraine de dom CALMET* ; les *Études historiques et critiques pour servir à l'histoire de Deneuvre et de Baccarat* (1861), par Charles MANGIN, et *Deneuvre et Baccarat* (1895), par C. BERNHARDT.

(3) BLAMONT : *De gueules à deux saumons adossés d'argent*. Cette famille, issue d'un cadet des comtes de Salm-en-Vosge, en retint les armes, moins les croisettes.

(4) Henri I, sire de Blâmont, fonda en 1296 l'église qu'il dédia à saint Georges martyr, et installa en 1301 une collégiale.

(5) Archives de M.-et-M., B. 644, n° 23 (année 1337). — H. 893 (1389). B. 577, n° 115 (1491).

tion convenable. Malgré tout, nous avons pu remarquer que le croquis donné dans les *Annales* précitées était cependant faux.... comme un jeton, bien que n'étant nullement celui d'un jeton, à moins qu'il ne s'agisse d'un sceau ayant échappé à nos investigations: ce qui nous étonnerait. En tout cas, cela n'enlèverait rien à l'exactitude de notre rectification, puisqu'il s'agit, sans aucun doute, d'un sceau et non d'un jeton; il suffit pour s'en rendre compte de lire l'inscription elle-même.

Voici la description du sceau du chapitre de l'église collégiale Saint-Georges de Deneuvre.

Sceau de forme ronde, diamètre : 44^{mm}, saint Georges, debout, foule aux pieds un dragon; il brandit de la main droite une lance, terminée par un gonfanon, de l'autre il tient un bouclier chargé d'une croix. Il est placé entre deux poissons adossés, légèrement incurvés et mis en pal. Un reste d'inscription peut encore se lire : S. CAPTLI AD CAS. (*Sigillum capituli..... ad causas*).

Les deux derniers exemplaires de ce sceau (1) ont un contre-sceau, de 20^{mm} de diamètre, où se voit l'écu de Blâmont (2), avec l'inscription : S. CAPLI. BI. G. DANVBEN, AD CAS. (*Sigillum capituli beati Georgii Danubriensis ad causas*).

Ne voulant pas donner à cette note une importance trop grande, nous signalerons seulement les sceaux de Demange, dit Cabrun, prévôt de Deneuvre en 1280 (3), d'Henri (4), de Jean (5), d'Harmand ou Herman (6), aussi prévôts de Deneuvre, dans le cours du xiv^e siècle. Le premier de ces sceaux qui est rond, porte les deux poissons

(1) Voir note 5 de la p. 232.

(2) Voir note 3 de la p. 232.

(3) Arch. de M.-et-M., B. 574, n° 41.

(4) *Ibid.*, B. 574, n° 69 ; B. 580, n° 42.

(5) *Ibid.*, B. 580, n° 48 ; B. 644, n° 23.

(6) *Ibid.*, B. 580, n° 61 ; B. 575, n° 123 et 162.

de Blâmont, mais représentés à la manière du signe du Zodiaque ; les autres sont de forme ogivale et saint Georges y est figuré à cheval. Henri porte au contre-sceau un écu à *la croix*. Harmand ou Herman a deux sceaux, l'un ogival, l'autre rond, tous deux au type de saint Georges à cheval, mais sur le dernier figurent aussi des armoiries particulières qui semblent être *une ombre de lion sur champ burelé*.

Le fait d'avoir représenté à pied le patron des cavaliers n'excuse cependant pas l'erreur d'attribution que nous avons jugé utile de signaler.

EDMOND DES ROBERT.

Le prieuré de Sylo ou Syle, dépendance d'Hérival.

C'est sur le territoire de Ribeauvillé, dans le Haut-Rhin, qu'il faut placer ce petit monastère, à peu près inconnu dans l'histoire lorraine.

Il n'en reste guère de trace que dans le nom de la métairie Saint-Nicolas (*Klausmatt*), située dans ce qu'on appelle le *Silenthal*, appartenant autrefois au territoire d'Ellenweiler (*Hilloneviller* en 728), village détruit pendant la guerre de Trente ans. Il portait au juste le nom de *Saint-Nicolas de Syle*. Toutefois, il paraît qu'on peut encore découvrir assez de ruines pour reconnaître l'enceinte de l'église et celle du couvent, moins important.

Jusqu'au commencement du XIII^e siècle, ce couvent fut occupé par des religieuses, formant un prieuré de l'ordre de saint Augustin. Vers 1258, un noble de Harbourg, leur ayant légué ses biens, au détriment de son frère, celui-ci irrité, affligea le couvent par de telles tracasseries et de telles molestations, que les religieuses prirent le parti de

se retirer à Schlestadt, en se réunissant à des consœurs qui, d'abord de leur ordre, avaient embrassé, en 1246, la règle de saint Dominique. Elles imitèrent cet exemple, et donnèrent à la réunion des deux communautés, le nom du monastère abandonné.

« Elles furent remplacées à Syle par des religieux augustins de la règle des Ermites, formant un prieuré dépendant d'un couvent du même ordre, situé à Hérival, dans le diocèse de Toul, d'où ils avaient été probablement tirés. »

Telle est l'indication donnée dans les *Recherches sur l'histoire de la ville de Ribeauvillé*, publiées en un grand in-8° (Colmar, Berth, 1888) par X. Mossmann, mais qui avaient pour auteur Bernard Bernhard.

Les destinées du prieuré, dans son existence ultérieure, n'y sont qu'assez vaguement rapportées. On y lit que la première mention documentaire de ces religieux se place à la date de 1317. A ce moment, le maître d'Hérival, probablement Guillaume de Fougerolles, consentit à la cession, faite par l'évêque de Bâle, Gérard de Wippingen, de la maison de Syle au couvent de Sainte-Marie (*Marienzell*), dans la Forêt-Noire. Malgré cette cession, le couvent a continué de subsister dans le cours du xiv^e et du xv^e siècle. Il disparaît au commencement du xvi^e, sans doute dans la tourmente des *Rustauds*. Il devint plus tard la propriété de la seigneurie.

A. DIDIER-LAURENT.

CHRONIQUE

Sur l'histoire provinciale.

Il y a deux mois, recevant à l'Académie française notre confrère M. le général Langlois, et faisant après lui l'éloge de M. Costa de

Beauregard qui avait écrit sur l'histoire de sa province, la Savoie, M. Émile Faguet a défini le patriotisme local et l'histoire locale en termes si heureux qu'il est bon de les reproduire ici :

..... Il réunissait en lui les deux patriotismes si nécessaires tous les deux pour faire un bon et parfois un grand patriote, l'amour de la grande patrie qui vous enflamme et vous transporte ; l'amour de la petite patrie qui, à une passion, ajoute un charme..... Qu'ils viennent, tous ceux qui aiment leur petit pays, leur province avec ses mœurs particulières et son histoire, et qui sont capables d'en bien parler, et qu'ils nous la montrent, qu'ils nous la racontent, qu'ils la dramatisent, qu'ils l'embellissent même un peu ; qu'ils la fassent vivre à nos yeux, je veux dire qu'ils nous la présentent aussi vivante qu'elle l'est toujours ; qu'ils nous la fassent aimer et qu'ils nous fassent aimer d'elle ; qu'ils resserrent le faisceau, qu'ils nouent la gerbe, qu'ils nous fassent connaître et aimer toute la vieille maison...

Peu d'œuvres sont consacrées à la Lorraine dans l'Exposition annuelle de la Société des amis des arts qui a eu lieu à Nancy en octobre 1911. Nous relevons seulement les numéros que voici : 66, une partie des architectures de la place Stanislas, par M. Horel ; 67, la salle du Musée lorrain où se trouvent les tapisseries dites du Téméraire et le lit du duc Antoine, par le même ; 191, une Jeanne d'Arc en paysanne, tenant à la main la quenouille qu'elle va bientôt échanger contre une épée, par M^{lle} Delalain ; 430, la silhouette bien connue des tours de Saint-Nicolas de Port, aperçue à travers des arbres, par M. Gudin.

La librairie E. Renart prépare un supplément à son *Répertoire général des collectionneurs de la France, de ses colonies et de l'Alsace-Lorraine* paru en 1908. Ceux de nos confrères qui désireraient figurer dans cet ouvrage devront envoyer au plus tôt les renseignements à M. Renart, 2, rue de Lorraine, à Maisons-Alfort (Seine).

BIBLIOGRAPHIE

— Dans le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques*, 1911, p. 39-41, est une note, accompagnée d'une planche, de notre confrère M. Jules BEAUPRÉ, sur une fibule de bronze et d'or de l'époque barbare, trouvée dans une sépulture aux environs de Vittel et acquise par le Musée historique lorrain.

— Parlant à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes de 1910, M. Ernest Babelon, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, avait exposé la place que devrait occuper l'archéologie dans l'éducation nationale. Il revient sur ce sujet qui lui est cher et, pour atteindre et convaincre un public plus nombreux, il imprime ses réflexions sous le titre: *Les petites patries font aimer la grande*, dans une revue à fort tirage publiée par la maison Hachette, les *Lectures pour tous* (n° de sept. 1911, p. 1053-66). De la manière la plus claire et la plus attrayante, avec exemples et illustrations à l'appui, il explique que tout villageois doit savoir l'histoire de son village, et que tout village, même le plus humble, en a une, écrite sur les papiers et parchemins, sur les monuments, les pierres tombales, les cloches, etc., parfois conservée sous une forme quelque peu légendaire dans la mémoire des plus vieux habitants. Ceux de nos confrères qui songent à retracer les annales de leur commune feront bien de lire cet article ; ils y trouveront, sur les questions à traiter et sur les recherches à faire, mainte indication utile. Nous leur rappelons du reste que, se plaçant à un point de vue plus spécialement lorrain, un des nôtres, M. l'abbé Eugène Martin, a publié à Nancy, en 1898, une brochure de 16 pages: *Comment faire une monographie de village*. Et maintenant, à l'œuvre ! Qu'on étudie les anciens monuments avant qu'ils ne s'écroulent, qu'on copie les inscriptions avant qu'elles ne s'effacent, qu'on recueille les traditions, même peu vraisemblables, avant qu'elles ne se perdent. Rien de tout cela n'est à dédaigner. On le comprend du reste, et des personnes même que leurs occupations antérieures ne semblaient pas y prédestiner se mettent avec amour à faire l'histoire de leur terre natale: un peintre fort connu, M. Moreau-

Nélaton, vient ainsi de publier un bel ouvrage illustré en trois volumes sur Fère-en-Tardenois (Aisne, arrond. de Château-Thierry), depuis les origines gauloises jusqu'à nos jours. Trois volumes pour un bourg de 2 500 âmes, cela paraît beaucoup, mais on y trouve le dépouillement d'innombrables liasses d'archives, des registres paroissiaux, des minutes de notaires, etc. Voilà un exemple à imiter, et qui vient de haut. — E. D.

— Dans le *Bulletin de l'art ancien et moderne*, supplément à la *Revue* du même nom (n° du 19 août 1911, p. 219), est résumé un travail allemand de M. Regnet sur le séjour que Claude Gelée aurait fait à Harlaching, près de Munich, au début de sa carrière.

— Dans la revue *Le bibliographe moderne*, 1910, p. 275-9, est une courte note de M. Henri Stein sur les archives du grand-duché de Luxembourg. On sait combien il est utile aux historiens lorrains de consulter ce dépôt qui contient des titres nombreux sur Montmédy, sur Marville, sur les relations avec la Lorraine, etc.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

DONS

SECTION I

Par M. Adrien CAHEN, représentant de la Maison Lefranc et C^e, à Paris : Deux vases égyptiens, verre irisé. Treize statuettes ou figurines d'origine égyptienne, japonaise et chinoise.

SECTION II

Par la VILLE DE NANCY : Jeton du Bureau ducal (1583), trouvé au parc Sainte-Marie.

— M. Adrien CAHEN : Deux monnaies de bronze des Ptolémées et deux monnaies byzantines.

SECTION III

Par M. le colonel DUPLESSIS, commandant le 69^e régiment d'infanterie : Taque de cheminée, sujet léger accompagné de deux croix de Lorraine.

— M. GHEERBRANT, conseiller à la Cour d'appel de Douai : Deux bases et un fût de colonne, provenant de l'ancien colombier du château de Pierrefort.

— Louis GODFRIN, pharmacien : Première pierre de la maison sise à Nancy, rue Gambetta, n° 13.

ANNO . † . DOMINI
CETTE . PIERRE . A . ETTE
POSE . PAR . JOSPH
MAURICE . M^e . SELLIE
ET . JEAN . PERI....
SON . BEAU . PE[RE]
LE . ON^{me} . JULLET
1730.

Ancien poids en fonte, forme rectangulaire, trouvé dans le même immeuble.

— M. LESSERTEU, serrurier : Cadenas à secret (xviii^e siècle).

— M. Fernand LOPPINET, conservateur honoraire des forêts : Grande imposte, fer forgé, provenant d'une maison de la Ville-Neuve (commencement du xviii^e siècle).

— M. MAYEUR, entrepreneur de serrurerie : Grande grille d'appui, provenance lorraine (fin du xviii^e siècle).

Panneau d'imposte, fer forgé, travail lorrain (commencement du xviii^e siècle).

— M. MÉHUL, antiquaire : Deux entrées de serrure, fer découpé et ajouré.

— M. le docteur STEVENEL, à Raon-l'Étape, par l'intermédiaire de M. Charles SADOUL : Grande grille, fer forgé, portant au centre le monogramme de l'abbaye d'Étival.

Taque de cheminée, ornée d'une Vierge, des armoiries du chapitre de Saint-Dié, ainsi que d'autres armoiries à déterminer, et portant la devise : *RY. VRANIE*.

— M. René WIENER : Portrait de Lucien Wiener, conservateur du Musée historique lorrain, 1869-1908 ; bronze par Bussièr.

SECTION IV

Par M. Jean-Julien BARBÉ, à Metz : Note autographe de dom Augustin Fangé, abbé de Senones. Senones, 7 mai 1764.

— le colonel DUPLESSIS : « Lettres d'un officier d'infanterie à un de ses amis au sujet du service du roi » ; manuscrit in-8 de 68 pp., avec 8 planches (xviii^e siècle).

SECTION V

Par M. LÉON GERMAIN DE MAIDY : Douze verres de lanterne magique, représentant des vues diverses, costumes militaires, scènes familiales ou grotesques ; fabrication allemande (fin du xviii^e siècle).

DÉPOTS

SECTION III

Par la COUR D'APPEL DE NANCY : Fauteuil dit « de Charles X » ; bois doré et velours rouge, avec armes royales et fleur de lis brodées en fils d'or, d'argent et de soie.

— la VILLE DE NANCY : Clés de la Ville de Nancy ; l'une en fer forgé, deux autres en métal doré. Coussin de satin vert, aux armes de la Ville, sur lequel ces clés furent présentées à l'impératrice Eugénie et au prince impérial le 15 juillet 1866.

ACQUISITIONS

SECTION III

Dix vases de pharmacie, bois tourné et polychromé, provenant de Mirecourt.

Soupière, ancienne faïence blanche de Longwy, décor en relief.

SECTION V

Lampe en fer avec crémaillère ornée, provenant des environs de Lunéville.

Gravure encadrée représentant N.-D. de Benoite-Vaux (xviii^e siècle).

Ex-voto peint à l'huile, figurant un personnage agenouillé aux pieds d'une Vierge (1807).

Deux panneaux d'alcôve, bois sculpté, provenant de Ligny-en-Barrois.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE

ET DU

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — N^o 11. — NOVEMBRE 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 13 octobre 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle et M. le Maire de Nancy ont fait parvenir à M. le Président les avis de maintien, pour 1912, des subventions accordées à la Société par le Département et par la Ville.

MM. l'abbé Albert Munier, Perrin de Brichambault, Oswald Redlich et Hippolyte Roy ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

M. le Président dépose sur le bureau un certain nombre d'exemplaires du programme du cinquantième Congrès des Sociétés savantes, qui se tiendra à Paris du 9 au 13 avril 1912.

Nécrologie.

Il est donné avis du décès, survenu le 3 août dernier, de M. Henri Dannreuther, pasteur de l'Église réformée de Bar-le-Duc, secrétaire de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc, membre de notre Société depuis 1886. De celui de M. Alexandre Charlot, ancien magistrat, mort à Nancy le 16 août, membre de la Société depuis 1852. La Société a encore à regretter la perte de MM. Jules Bourgeois, président de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux-Mines ; Stein, maire de la ville d'Épinal ; Léon Lefébure, membre de l'Institut ; Edgard Audiat, président de chambre honoraire à la Cour d'appel ; Gabriel Thomas, président de chambre honoraire à la Cour d'appel, secrétaire perpétuel de l'Académie de Stanislas ; et de M. le comte de Lambel, maire de Fléville.

Distinctions honorifiques.

M. Louis Bossu, procureur de la République à Reims, et M. Paul Fournier, doyen de la Faculté de droit de Grenoble, ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur.

M. Robert Fawtier a été nommé membre de l'École française de Rome.

Admissions.

Les Communes de Domèvre-sur-Vezouse, de Haroué et de Pulligny ; MM. le docteur Benech, Buquet, Jules Cathelineau, le capitaine Gustave Galland, le baron Alexandre de La Marre, Ernest Pfulb, Pignolet, Victor Prillot, Ernest Wœlfelin et Émile Zivi sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Commune de Foug**, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; la **Commune de Longlaville**, par les mêmes ; MM. l'abbé Jules **Barottin**, curé de Jouaville, par MM. les abbés Edmond et Émile Chatton, et Émile Duvernoy ; Jean **Bohin**, docteur en droit, à Fresnes-en-Woëvre, par MM. Charles Sadoul, le docteur Henry Thorion et Charles Berlet ; Raymond **Caen**, avocat, secrétaire honoraire des hospices, 7, rue des Carmes, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; Victor **Dideon**, docteur en droit, agent général de la Caisse d'épargne, 7, rue de l'Hôpital-militaire, par les mêmes ; Charles **Garnier**, ingénieur, 48, rue de Phalsbourg, par MM. Paul Charbonnier, Georges Demeufve et Pierre Boyé ; l'abbé Jean-Baptiste **Matz**, curé de Courcelles-sur-Nied (Lorraine), par MM. les abbés Edmond et Émile Chatton, et Émile Duvernoy ; Louis **Noirtin**, agent général d'assurances, Neufchâteau, par MM. Édouard Carion, Pierre Boyé et Edmond des Robert ; **Parker**, libraire, 27, Broad street, Oxford, par MM. Edmond des Robert, Émile Duvernoy et Pierre Boyé ; Amédée **Thomas**, ancien industriel, 25, rue du Faubourg-Saint-Jean, par MM. Alexandre de Roche du Teilloy, Charles Donders et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

La vie intellectuelle dans une abbaye lorraine au XVII^e et au XVIII^e siècles, discours de réception à l'Académie de Stanislas, par l'abbé JÉRÔME. Nancy, Berger-Levrault, 1911, br. in-8^e de 39 p.

Le général comte de Geslin, par le général DE LARDE-

MELLE. Nancy, Crépin-Leblond, in-8° de 176 p., avec portrait, cartes et figures.

Distribution géographique de l'industrie en silex du Grand-Pressigny, par Edmond RUE. Le Mans, Monnoyer, 1911, br. in-8° de 48 p.

Les caveaux de la cathédrale de Nancy. — Les tombeaux de Désilles et du Cardinal de Lorraine, par Émile BADEL. S. l. n. d. (Nancy, 1911), br. in-8° de 77 p., avec portraits, plan et figures.

Suburbain. Guide officiel des lignes de Nancy à Pont-Saint-Vincent et de Nancy à Dombasle, par Émile BADEL. Nancy, 1911, br. in-8° obl. de 32 p., avec nombreuses illustrations et un plan.

Association des amis de Nancy, section du Nouveau Nancy ; Bulletin de 1910-1911. Nancy, 1911, br. in-8° de 62 p. (Offert par M. Alexandre de Roche du Teilloy.)

Metz, ses environs et champs de bataille, Suisse luxembourgeoise et Mondorf-les-Bains ; guide publié par la Société d'initiative pour Metz et le pays messin, 1910, par J.-B. KEUNE. In-8° de 132 p., avec nombreuses illustrations. (Deux exemplaires.)

Altertumsfunde in Lothringen. Erwerbungen des Museums der Stadt Metz von 1905 bis 1910, par J.-B. KEUNE. Ext. de 49 p. in-4° ; illustrations dans le texte et 12 planches hors texte.

Un auteur lorrain : Alphonse de Rambervillers (1552-1633). Essai d'histoire littéraire provinciale, par E. DUVERNOY et R. HARMAND. Article paru dans la *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1911.

La Lorraine, le Barrois et les Trois-Évêchés, par Chr. PFISTER. Article paru dans la *Revue de synthèse historique*, 1911.

Lectures.

M. Paul FOURNIER communique des observations que lui ont suggérées l'article de M. Robert Parisot : « *Rammon* » (*Messein*) [?] et « *Mansilis Teulberti* » (*Richardménil*), paru dans le *Bulletin mensuel* de juillet dernier. Ces observations feront l'objet d'une note ultérieure.

M. Léon GERMAIN DE MAIDY présente, en y joignant quelques explications, d'anciens verres de lanterne magique, datant des dernières années du XVIII^e siècle, dont il veut bien faire don au Musée pour la Section V.

M. POIROT informe la Société de la découverte qu'il vient de faire de deux nouvelles enceintes préhistoriques, l'une près de Frouard et l'autre près de Bouxières-aux-Dames.

M. Léon GERMAIN DE MAIDY fait remarquer, à l'occasion du travail de M. l'abbé CHATTON sur *le Château de Drouville*, que le bas-relief de l'entrée de la chapelle représente le roi David pénitent. Il se propose de faire, en collaboration avec M. Perdrizet, une communication plus étendue sur ce sujet.

M. Pierre Boyé lit, pour M. Justin FAVIER empêché, une *Note sur un frontispice gravé par Callot*, destinée au *Bulletin*.

M. Christian PFISTER donne lecture de l'un des chapitres de son ouvrage en cours d'impression : *Les assemblées électorales du département de la Meurthe (1789-1799)*.

MÉMOIRES

Les tumulus de Bouxurulles et de Savigny.

Dans le triangle compris entre les villages de Savigny, de Gircourt-lès-Viéville et de Bouxurulles (1), se trouvent deux petits bois : l'un, au centre, sur le territoire de Savigny ; l'autre, appelé Bois du Mont, dépendant de la commune de Bouxurulles.

A 30 ou 40 mètres de la lisière, à la pointe sud du premier, se trouve un tumulus d'une quinzaine de mètres de diamètre, mesurant encore 1 m. 30 environ de relief. Il est formé d'un sable de nature gréseuse, ramassé aux alentours.

Il ne semblait pas avoir été fouillé, mais une légère dépression, allant du centre à la périphérie dans la direction du sud-est, permettait de croire que l'on avait extrait une souche en cet endroit du tumulus. Il était à craindre que, de ce fait, la sépulture ait été bouleversée. Un grand trou, pratiqué au centre du tertre, nous permit de nous assurer de l'exactitude de cette prévision : le tumulus était vide. Les grosses racines poussées au nord et au nord-est d'un chêne plus que cinquantenaire, occupant la partie sud de l'amoncellement de terre sableuse, avaient été coupées au ras du trou, ce qui attestait un remaniement peu ancien du tumulus, extraction de souche ou fouille faite à l'insu de l'Administration forestière.

Au Bois du Mont, à l'extrémité sud, dans l'angle formé par le chemin de Bouxurulles à Mirecourt et celui de

(1) Vosges, arr. Mirecourt, cant. Charmes-sur-Moselle.

Savigny, à hauteur du point coté 384 sur la carte au 1/80 000^e, se trouve un autre tumulus (1).

La nature du sol est la même qu'au bois de Savigny ; mais, par contre, il est fort malaisé de se rendre compte aujourd'hui des proportions primitives de ce tumulus, car il a été profondément modifié dans son ensemble extérieur. Son diamètre m'a paru supérieur à celui du précédent.

Il avait été saccagé, il y a une huitaine d'années, par des personnes du pays, qui sans doute y cherchaient tout autre chose que ce qu'on pouvait espérer y rencontrer. Une grande tranchée avait été creusée de l'est à l'ouest, et poussée à une si grande profondeur, nous a-t-on raconté, que les fouilleurs improvisés faillirent être ensevelis sous un éboulement. Le résultat de ce gros travail fut la découverte d'un petit fragment de bronze.

Ayant remarqué au centre du tumulus la présence d'une grosse souche de hêtre, dont les racines s'enfonçaient entre les matériaux rocheux d'un pierrier sous lequel nos prédécesseurs avaient creusé en galerie, pour ne pas avoir la peine de l'extraire, nous entreprîmes de l'arracher, dans l'espérance de trouver la sépulture sous les racines.

A l'inspection du sol, il était facile en effet de se rendre compte que la galerie passait en-dessous du niveau archéologique, la couche attaquée appartenant manifestement au sol en place, pour des yeux habitués aux recherches.

A 0 m. 30 de profondeur, entre les premières pierres, se trouvaient les restes d'un gros anneau de bronze creux, fortement décomposé, qui me paraît hallstattien. Sous une petite pierre plate, à 0 m. 60 en dessous, nous recueill-

(1) Ce tumulus, ainsi que le précédent, m'avait été signalé par mon collègue M. G. Goury, sur les indications de M. Beinier, de Mirecourt, qui assistait aux fouilles, et auquel je tiens à exprimer ici tous nos remerciements pour les renseignements qu'il a bien voulu fournir et le bon exemple qu'il a donné à beaucoup de nos confrères.

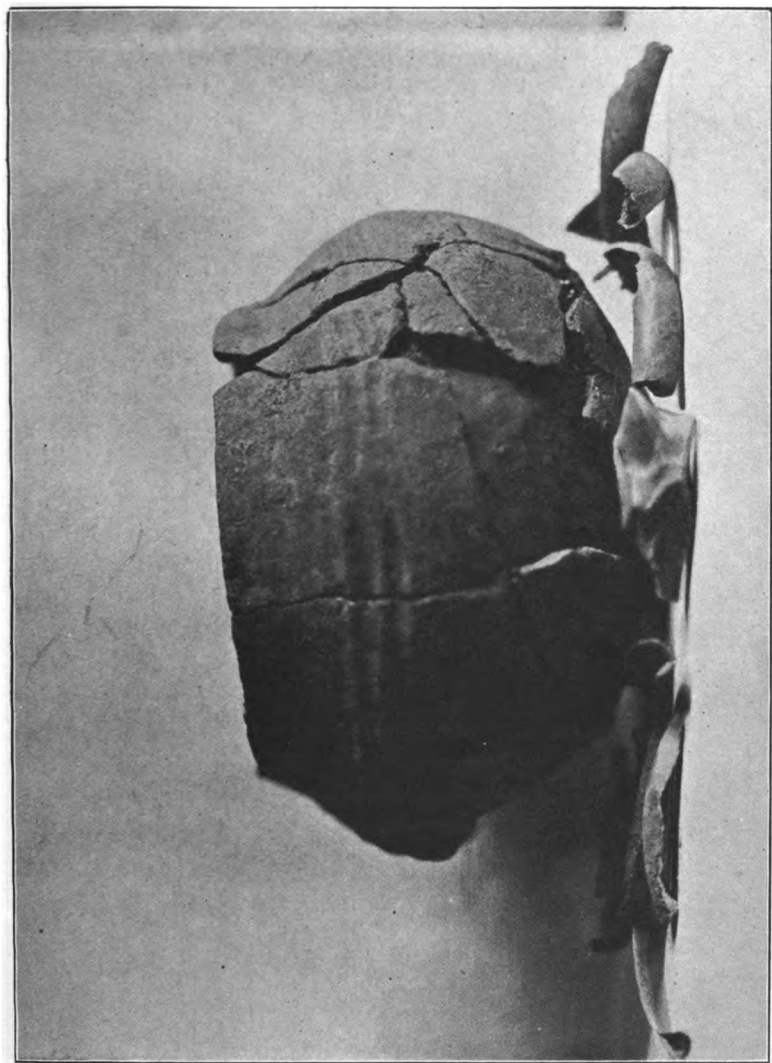
limes un petit vase fendu en plusieurs morceaux, et presque complet, ne contenant plus que de la terre.

Cette poterie a été façonnée assez grossièrement à la main, au moyen d'une pâte fort peu soignée et cuite d'une façon très irrégulière, de couleur passant du brun clair au gris et au rouge brique. Trois sillons creusés peu profondément, parallèlement l'un à l'autre, ornent la partie la plus saillante de l'objet, qui mesure 0 m. 005 d'épaisseur en moyenne, 0 m. 12 de hauteur, 0 m. 18 de largeur à la panse et 0 m. 13 à l'ouverture. (Voir la planche.)

L'anneau de bronze, autant qu'on peut en juger étant donné son état de décomposition, avait 0 m. 09 de diamètre intérieur. Il se composait d'un ruban de bronze, épais de moins d'un millimètre, dont les bords ont été repliés vers l'intérieur, de façon à laisser entre eux une solution de continuité large de 0 m. 005. Cet anneau est bombé vers l'extérieur, haut de 0 m. 014, large de 0 m. 009. (Voir la planche.) Il devait être porté soit au haut du bras, soit à la jambe : l'une de ses extrémités était disposée de façon à rentrer dans l'autre, ce qui assurait la fermeture du cercle. J'avais espéré découvrir à la loupe des débris de garniture conservés par l'action des composés cuivriques, mais je n'ai rien trouvé de semblable : les grains de sable incrustés dans le vert de gris de l'intérieur attestent, au contraire, que cet ornement était porté tel qu'il est encore aujourd'hui.

Au même niveau que le vase, et à environ 0 m. 50 de distance de celui-ci, dans la direction du sud, quelques pierres plates, posées de champ, de distance en distance, limitaient une fosse, large de 0 m. 50 environ, ayant contenu un corps, orienté nord-sud.

A part un fragment de fémur, un autre de tibia et un autre de péroné l'accompagnant, il ne restait aucun débris d'ossements, si ce n'est un os tarsien, bien conservé



OBJETS TROUVÉS DANS LE TUMULUS DE BOUNURULLES.

grâce à cette circonstance qu'il était en contact avec un groupe de trois pierres calcaires. C'est également à des contacts semblables que les autres débris osseux précédemment énumérés devaient leur conservation relative.

Aucune trace de mobilier funéraire dans la tombe, si ce n'est un fragment de silex corné, non patiné, ayant pu servir de poinçon. Il mesure 0 m. 05 de long et son épaisseur varie de 0 m. 04 à 0 m. 045 ; il se trouvait dans la terre de remplissage, dans la partie la plus rapprochée du vase (1).

Il est regrettable que le reste du tumulus ait été antérieurement saccagé, car il présentait peut-être d'intéressantes particularités, de nature à être l'objet d'observations précieuses.

Le vase que nous avons découvert faisait-il partie du mobilier de la sépulture par inhumation, ou bien sommes-nous en présence de deux sépultures, inhumation et incinération ? La nature du sol du Bois du Mont, éminemment défavorable à la bonne conservation des ossements, suffirait à expliquer la disparition complète des débris d'os à demi calcinés qui auraient pu se trouver primitivement dans le vase.

En ce qui concerne la sépulture par inhumation, peut-on la considérer comme intacte ? Il est permis d'en douter ; car, si un petit nombre de pierres formant parements étaient encore en place, *les autres manquaient*, notamment celles des extrémités. Or, il est peu probable que l'entourage protecteur du corps ait été incomplet à l'origine. En outre, le gros du pierrier semblait se trouver, non pas au-dessus du corps, mais au-dessus même du vase. Aurait-on utilisé une certaine quantité de pierres préalablement enlevées à une tombe plus ancienne, contenant

(1) Ce silex figure sur la planche, au milieu des débris de l'anneau.

une inhumation datant peut-être de l'Age du bronze, pour l'aménagement d'une autre, de date plus récente, qui serait une incinération hallstattienne ?

Il est impossible d'être affirmatif, soit dans un sens, soit dans l'autre ; mais à choisir entre les deux, je me rangerais plus volontiers à la deuxième hypothèse, dont j'ai pu constater déjà pas mal d'exemples.

J. BEAUPRÉ.

Stainville et Choiseul-Stainville.

La maison de Stainville, une des plus illustres de Lorraine, est originaire du duché de Bar ; outre la seigneurie de Stainville, elle possédait également celle de Couvonges (1). Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les très nombreuses références que contiennent les Archives de Meurthe-et-Moselle sur cette maison, non plus que les preuves de noblesse qui figurent aux Archives des Vosges pour le Chapitre de Remiremont.

Elle s'éteignit dans la personne d'Étienne, comte de Stainville, feld-maréchal des armées impériales. Il était frère de Nicole de Stainville mariée à François-Joseph I^{er} de Choiseul-Beaupré, fils de Louis de Choiseul, baron de Beaupré, et de Claire-Henriette de Mauléon La Bastide, capitaine des vaisseaux du roi, gouverneur de Saint-Domingue, mort en 1711 dans un combat naval.

Les Stainville possédaient des biens en Champagne (2) ; les Archives de la Côte-d'Or nous éclairent également sur les biens qu'ils possédaient en Bourgogne : seigneurie de Pouilly-sur-Saône.

(1) Stainville et Couvonges, Meuse, arr. Bar-le-Duc, cant. Revigny.

(2) Arch. de l'Aube, E. 696.

Paillot, dans le monstre d'armes de l'Auxois (1), mentionne en 1498 Jean de Stainville, seigneur de Lantilly en partie, qui porte : *d'or à la croix ancrée de gueules* (2).

François-Joseph II de Choiseul fut fait héritier de nom et d'armes, par le testament de son oncle, mort le 10 octobre 1720, comme le montrent les lettres patentes qui suivent. Ambassadeur du duc de Lorraine en Angleterre en 1722, en France en 1726, au congrès de Soissons, et en Angleterre en 1728; chambellan du grand-duc de Toscane François de Lorraine; conseiller d'État de l'empereur Charles VI, chevalier de la Toison d'Or en 1753, il est mort à Paris, paroisse Saint-Sulpice, le 27 novembre 1769 à 74 ans. Il avait épousé en 1717 Françoise-Louise de Bassompierre.

Enregistrement des lettres d'érection en marquisat de la baronnie de Stainville au profit de M. de Choiseul, marquis de Stainville, du 7 avril 1722; enregistré le 27 avril 1722.

Léopold, par la grâce de Dieu, duc de Lorraine, de Bar et de Montferrat, etc..., à tous présents et à venir, salut.

Notre cher et féal *le seigneur François-Joseph de Choiseul-Stainville*, lieutenant de cheval-légers de notre garde, nous a très humblement fait remonter que la terre et seigneurie de *Stainville* qui est de nom et d'armes, est une ancienne baronnie située dans notre duché de Bar. Composée des bourg de *Stainville*, villages de *Mesnils-sur-Saulx*, *Lavincourt* et *Monplonne*, en tous droits de haute, moyenne et basse justice; qu'il en dépend le château de Stainville, avec ses basses cours et jardins, des moulins, fours et pressoirs bannaux dans chaque village, des bois, rivières, terres, prés, héritages, cens, rentes et autres beaux droits, comme d'y faire administrer la justice par un prévost gruyer et autres officiers ordinaires, d'y établir des notaires, tabellions, et autres semblables prérogatives, qui ont toujours fait considérer cette baronnie comme un des principaux fiefs de notre duché de Bar, lequel, de tout temps, a été possédé par l'ancienne

(1) Côte-d'Or, arr. Semur.

(2) Arch. de la Côte-d'Or, B. 11727.

et illustre maison de Stainville, jusqu'à ce qu'il ait passé en la possession du suppliant, en vertu de la *substitution faite, depuis 1717, à son profit et de ses descendants mâles, en ligne directe, d'aîné en aîné seulement, par feu le seigneur Estienne comte de Stainville*, capitaine de nos gardes du corps, bailli des Vosges, colonel d'un régiment de cuirassiers pour le service de Sa Majesté Impériale, maréchal de ses camps et armées et commandant général des provinces de Transylvanie et Valachie, *son oncle maternel*, à charge de porter le nom et les armes de Stainville, qu'il a, en effet, et en vertu de cette substitution, adjouté à celui de Choiseul qui est le sien ; que la reconnaissance dont le suppliant est pénétré pour les bienfaits de ce cher oncle, l'engage, non seulement de conserver dans sa famille cette baronnie dans toute sa splendeur et comme un souvenir éternel de la libéralité du donateur, mais encore, pour la rendre plus considérable et plus illustre, de nous supplier très humblement de vouloir l'élever, ériger et décorer du titre et dignité de marquisat.

Et ayant considéré l'ancienneté et l'illustration des maisons de Choiseul et de Stainville, unies en la personne du suppliant, lesquelles, de nos jours et dans les temps les plus reculés, ont donné de grands et illustres personnages qui ont rempli les premières charges et dignités de nos États, la première ayant encore mérité en France les titres de duc et pair, de recevoir le grand collier de l'Ordre du Saint-Esprit, des bâtons de maréchaux de France et de commander les armées, et la seconde qui s'est particulièrement signalée à notre service et à celui des ducs nos prédécesseurs, tant dans les dignités ecclésiastiques que dans celles de l'État et le commandement des troupes, qui, en dernier lieu, a donné à l'Allemagne, en la personne dudit feu seigneur comte de Stainville, un général et gouverneur de provinces, en sorte que les actions glorieuses et héroïques des grands hommes de l'une et de l'autre de ces deux maisons durent autant que l'histoire qui a eu soing de les recueillir. Nous avons cru devoir traiter favorablement ledit seigneur de Choiseul-Stainville et, en correspondant à sa louable ambition, reconnaître les services qu'il nous a rendus et qu'il continue à nous rendre et récompenser, en sa personne, ceux de ses ayeux paternels et maternels.

A ces causes et autres bonnes et justes considérations, à ce nous mouvans, vu l'avis de notre procureur général du duché de Bar, auquel la requête à nous présentée a été communiquée, et pris celui de nostre Conseil, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité souveraine, nous avons ladite baronnie de Stainville, terres, seigneuries, biens et droits en dépendant, circonstances et dépendances, créée, érigée, élevée et décorée, créons, érigeons, élevons et décorons, par ces présentes, en titre, *nom, dignité et prééminence de marquisat*, sous le nom et qualification de *marquisat de Stainville*, indivisible et inaliénable, mouvant et relevant de nous, à cause de notre duché de Bar; auquel nous avons attribué et attribuons les honneurs, droits, rangs, privilèges et prérogatives qui, de droit, appartiennent aux terres de cette nature et qualité, érigées par nous ou nos prédécesseurs dans nos États.

Voulons et entendons et nous plaît que ledit seigneur de *Choi-seul-Stainville*, et celui de ses enfants et de ses descendants qui sera possesseur dudit marquisat, puisse se qualifier *marquis de Stainville*, par tout, en jugement et dehors, qu'il ait rang et séance convenable, tant en fait de guerre, assemblées de noblesse qu'autrement, ainsi que de droit appartient, et qu'ils puissent jouir de tous les droits, immunités, rentes et revenus dudit marquisat, qui aura *pour armes celles de la maison de Stainville*; luy permettons et à ses successeurs de continuer de faire rendre la justice aux habitants dudit marquisat par un prévost et gruyer, un procureur d'office, un greffier, un ou plusieurs sergents, d'y avoir des tabellions ou notaires pour recevoir les contrats et titres conformément à nos ordonnances, sans augmentation de droits ni de charges et sans mutation de juridiction, et en outre, pour marques dudit marquisat, faire élever fourches patibulaires sur quatre piliers à l'endroit qui sera trouvé le plus convenable, sans néanmoins que la susdite érection en marquisat puisse déroger, en manière que ce soit, à la substitution faite de ladite ci-devant baronnie de Stainville au proffict dudit seigneur marquis de Stainville et de ses descendants mâles, non plus que la reversibilité, laquelle venant à avoir lieu par l'extinction *des mâles de la ligne directe* dudit

seigneur de Stainville, ledit *marquisat retournera de plein droit à notre domaine.*

Et, voulant encore le traiter plus favorablement, et de nostre plus ample grâce, avons accordé audit seigneur marquis de Stainville, pour lui et ses descendants, donné, cédé et abandonné, donnons, cédon et abandonnons, par ces présentes, tout ce qui nous appartient, tant en justice qu'en domaine, ès village de *Bazaincourt*, et aussi la juridiction réservée aux officiers de nostre prévôté d'Ancerville, et, en outre, tous les droits honorifiques de chasse et pêche ès dits lieux, avec faculté d'y établir des gardes de chasses, ensemble la propriété et superficie du bois dit de Butzemont, contenant 125 arpents, situé sur le ban de Bazaincourt, pour, par lui et ses descendants, jouir desdites choses ainsi par nous cédées, ainsi et de même que nous étions en droit de faire ; de tout quoi il fournira lettres reversables en bonne forme, lors de l'entherinement des présentes et sans, néanmoins, qu'il soit tenu de nous payer aucunes taxes ni indemnités en exécution de notre déclaration *du dix-huit mars dernier*, à laquelle nous avons, pour ce regard seulement, dérogé et dérogeons, sans tirer à conséquence en autre cas.

Si donnons en mandement à nos chers et féaux les présidents, conseillers, maîtres auditeurs et gens tenant nostre chambre du Conseil et des Comptes de notre duché de Bar, bailliy, lieutenant général et particulier, conseillers et gens tenants notre baillage de Bar, mareschaux, baillys, sénéchaux, prévosts, et à tous autres officiers justiciers, hommes et sujets qu'il appartiendra, que, du contenu ès présentes nos lettres d'érection et concession et de tout l'effect d'icelles, ils et chacun d'eux, en droit soi, ayent à faire et laisser jouir pleinement et paisiblement et perpétuellement ledit sieur marquis de Stainville et ses descendants, en ligne directe, de mâles en mâles, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements contraires, car ainsi nous plaît. En foi de quoi, nous avons aux présentes, signées de notre main et contresignées par un de nos conseillers d'État, commandements et finances, fait mettre et apposer notre grand scel. Donné en notre ville de Lunéville le 7^e avril 1722. Signé : LÉOPOLD ; et scellé du grand sceau de cire rouge, et sur le repli est écrit : Par S. A. R. Signé : OLIVIER ; et plus bas :

Registré : Marchand ; par Tabarry avec paraphe. Pour servir de quittance à M. le marquis de Stainville des droits de sceaux et autres des lettres d'érection de Stainville en marquisat ; savoir : pour le grand sceau, 315 l. ; pour la cire, 3 l. ; pour l'expédition de M. le secrétaire d'État, 236 l. 5 s. ; pour les commis et parchemin, 48 l. ; pour le regesta, 4 l. 10 s. ; pour le greffier du Conseil, gratis. Fait à Lunéville le 8 avril 1722. Signé : PIERRE, avec paraphe. Total 519 l. 15 s.

Cejourd'huy 27 avril 1722, les lettres patentes cy-devant énoncées et quittances de chancellerie ont esté registrées, pour y avoir recours, le cas échéant, en conséquence de l'arrêt rendu en ladite chambre, ledit jour. Ce fait.

Lesdites lettres et quittance ont été retirées et rendues au porteur, qui a signé : MOLLET, avec paraphe.

S'ensuit l'enregistrement de la lettre de cachet de S. A. R.

Très chers et féaux, nous avons vu et fait examiner les remontrances que vous nous avez fait au sujet des lettres d'érection de la baronnie de Stainville en marquisat, que nous avons fait expédier en faveur du sieur de Choiseul-Stainville, par lesquelles nous lui avons fait don et concession du village de Bazincourt et autres pour ce qui nous en appartient et qui dépend de notre baronnie d'Ancerville, que tout est plus amplement porté ès dites lettres, et y ayant aucunement égard nous vous faisons la présente, pour vous dire que nous consentons que, dans votre arrêt d'entherinement, il soit dit que la justice se rendra à Mesny-sur-Saulx, par les officiers dudit marquisat, au nom dudit sieur de Choiseul et des seigneurs hauts-justiciers, ainsi et de même qu'il se pratiquait avant l'expédition desdites lettres d'érection en marquisat et sans novation. Voulons cependant, au surplus, qu'elles soient par vous enterminées, pour estre suivies et exécutées, vous relevant et dispensant, à cet effet, du serment que vous avez prêté de ne consentir aucune aliénation des biens de nostre domaine, pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence ; c'est pourquoi les présentes vous serviront de première, seconde, troisième et toute autre jussion nécessaire. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, très chers et féaux, en sa sainte et digne garde. Donnée à Lunéville le vingt-quatrième avril 1722. Signé : LÉOPOLD, et plus bas : OLIVIER.

(Archives de la Meuse, B. 231, fol. 61 vo)

Par lettres patentes données à Versailles en novembre 1758, Louis XV érigea en duché le marquisat de Stainville, la baronnie de Beurrey et de Mussey (1), et la seigneurie de Bazincourt (2), en faveur d'Étienne-François de Choiseul, fils du précédent, secrétaire d'État des affaires étrangères et de la guerre, à titre héréditaire de mâle en mâle, en ligne *directe et légitime* (3). Par lettres patentes, de Versailles, décembre 1758, enregistrées le 12 janvier 1759, le même duché fut érigé en pairie héréditaire en ligne directe et légitime (4). Ces lettres furent seulement enregistrées à la Chambre des comptes le 29 mars 1782 (5).

La seigneurie de Stainville a cessé d'être duché de Choiseul en 1764. Par lettres patentes données à Versailles le 10 février, Louis XV transporte sur la baronnie d'Amboise le duché-pairie créé sur le marquisat de Stainville : « après l'exécution des présentes, les terres qui composent le duché-pairie de Stainville, reprendront les titres et qualités qu'elles avaient avant leur érection à ladite dignité. »

Le maréchal Jacques de Choiseul, frère du duc Étienne-François, mourut marquis de Stainville et gouverneur de Strasbourg le 2 juin 1789 (6). Sa fille aînée, Marie-Stéphanie de Choiseul-Stainville, épousa, le 10 octobre 1778, Claude-Antoine-Gabriel de Choiseul-La Baume, adopté par le duc Étienne-François, et, de ce chef, comte de Choiseul-Stainville. Louis XVI, le 30 juin 1787 (7), érigea, pour ce dernier, la terre de Pesmes (8) en duché-pairie de Choiseul ; et Stainville cessa *définitivement* d'être duché de Choiseul.

Mis DE MARMIER.

(1) Beurrey et Mussey, cant. Revigny.

(2) Bazincourt, cant. Ancerville.

(3) Arch. nation., X. I. A. 8765, fol. 384.

(4) *Ibid.*, X. I. A. 8766, fol. 27.

(5) Arch. de la Meuse, B. 302, fol. 179.

(6) État civil de Strasbourg.

(7) Arch. nation., X. I. B. 9082.

(8) Pesmes, chef-lieu de cant., Haute-Saône, arr. Gray.

Extraits de registres paroissiaux du temps de l'invasion suédoise.

Les registres baptismaux d'un grand nombre de communes lorraines offrent, pour la période de l'invasion suédoise et les années qui la suivirent, des lacunes souvent considérables, attestant l'abandon des villages et la cessation du culte pendant plusieurs années.

Dans le registre de baptêmes de Bellefontaine (1), qui commence en 1594, on ne trouve aucun baptême entre le 4 juillet 1635 et le 16 octobre 1636. En 1637, trois naissances seulement, qui sont inscrites ensemble au 1^{er} août; cinq en 1640, et trois en 1641, alors que la moyenne des naissances était de quinze avant la guerre. Plusieurs de ces actes semblent avoir été inscrits après coup ou bien restent incomplets :

« Juillet de l'année 1635.

« Le quatriesme Juillet ait esté baptizée Joanne fille...

« Au mesme jour ait été baptizé Thomas fils de..... » (2).

Ces détails montrent que le culte avait été profondément désorganisé dans cette paroisse.

Le registre de Plombières, qui s'ouvre à la date du 27 octobre 1608, s'arrête au 4 novembre 1630, au deuxième tiers du folio 95, et reprend à la même page, après une interruption du service paroissial de vingt-sept années, au mois de juin 1657, sous la signature de C[laude] Parisot « p[re]b[st]re recteur de lad[it]e église de Plumières ». Mais le premier acte inscrit à la suite, ou plutôt inséré postérieurement, est du 23 avril 1657. C'est, en effet, de cette époque que date la restauration de la paroisse, où l'on ne trouve

(1) Vosges, arr. Remiremont, cant. Plombières.

(2) Arch. comm. de Bellefontaine, GG. 1, copie de 1722, fol. 29 v^o.

plus que dix ou douze naissances annuelles, au lieu de vingt-cinq.

A côté de ces lacunes, témoins muets des souffrances de nos ancêtres, il est intéressant de relever, dans les archives d'une troisième commune, la plus voisine des deux précédentes, trois notes explicites sur ces mêmes événements. Ces documents se lisent dans le premier registre baptismal du Val-d'Ajol (1), qui s'ouvre à la fin de 1573, mais contient en transcription (f°6) des actes plus anciens.

« En cette année, 1635, depuis Pâques jusqu'à la Saint-Remy [1^{er} octobre] tout le pays était couvert de soldats allemands, hongrois, croates et autres revenant d'Allemagne, à la poursuite de l'armée suédoise, commandés par Charles de Lorraine, général de l'armée impériale. Le pays est tellement ravagé que quelques paroissiens seulement restent encore dans ces parages, errant dans les forêts et les bois et portant leurs enfants aux églises les plus voisines pour y recevoir le baptême. Les églises étaient dépouillées de leurs vases sacrés, les calices, les patènes, les p[ry]mides étaient volés par les soldats. Sed forsan tantas præstat reticere dolores. » (F° 13 r°.)

« Mort de plus de 500 personnes par suite des guerres et de la peste qui sévissait dans le pays. Ce qui explique le peu de baptêmes qui se font. » (F° 15 r°.)

« L'armée gallo-suédoise commet ce mois (avril 1644) pendant quinze jours toutes les horreurs. Plus de 25 pères de famille sont tués, douze maisons sont brûlées, au moins 2 500 têtes de bétail sont enlevées, 4 ou 5 000 réseaux de récoltes sont pris, les vases sacrés sont volés, les jeunes filles violées, les habitants ruinés par tant de désastres s'enfuient de tous côtés. » (F° 42 v°.)

Un grand nombre d'habitants se retirèrent dans la forêt

(1) GG. 1. — Val-d'Ajol, cant. Plombières.

d'Hérival, où ils cachèrent leurs troupeaux et leurs objets les plus précieux, jusqu'après le départ des envahisseurs. L'appellation locale de « Loge des Vaches », restée à cette partie de la forêt où les touristes visitent aujourd'hui la Roche-Fendue, le Trou du Vent et la Glacière, indique le canton où les Valdajolais se réfugièrent avec leur bétail dans les circonstances que l'on vient d'indiquer.

J. PARISOT.

CHRONIQUE

Cours publics.

Dans son cours public de 1911-1912, notre confrère M. Robert Parisot, professeur d'histoire de l'Est de la France, commencera une *histoire de la région lorraine*. Au lieu de se renfermer, comme l'avaient fait quelques-uns de ses devanciers, dans les limites un peu étroites du petit duché de Lorraine, M. Parisot prendra comme champ d'action, sinon toute l'ancienne Moselane, du moins les territoires dont se composaient autrefois les diocèses de Metz, de Toul et de Verdun. Dans le cours de notre confrère, l'histoire des lettres, des arts, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce prendra place à côté de celle des événements politiques, militaires et religieux. M. Parisot a, croyons-nous, l'intention de réunir plus tard en un volume les leçons qu'il professera en 1911-1912 et les années suivantes. Le manuel que se propose d'écrire notre confrère répond à un besoin réel, et son apparition sera saluée avec joie par tous les lotharingistes.

Le cours de M. Parisot s'ouvrira le samedi 6 janvier, à 5 heures 1/2.

Dans les autres Facultés de l'Université de Nancy, nous remarquons deux cours publics qui ont notre région pour objet :

A la Faculté de droit, le vendredi à 5 h., M. Gavet, Histoire du droit et des institutions juridiques de l'Est.

A la Faculté des sciences, le jeudi à 5 h. 1/2, M. Joly, Géologie de la Lorraine.

L'origine lorraine du roi de Serbie.

Le récent voyage en France du roi de Serbie a ramené l'attention sur une opinion, — nous dirions une légende s'il ne s'agissait pas d'histoire contemporaine, — d'après laquelle la dynastie des Karageorge, à laquelle appartient le roi Pierre 1^{er}, serait d'origine lorraine et même nancéienne. Divers journaux de Paris ont reproduit cette généalogie, au moins étonnante, sans prendre garde qu'elle avait été discutée et démontrée bien improbable par notre confrère M. Charles Sadoul, écrivant sous le pseudonyme de Brentano, dans *Le Pays lorrain* de 1904, p. 310. Nous y renvoyons ceux que la question intéresse. Seulement, M. Sadoul a pensé que cette filiation curieuse était due à Guerrier de Dumast, dont l'imagination ardente accueillait trop aisément tout ce qui pouvait ajouter au lustre de sa chère Lorraine. En réalité, elle est plus ancienne; nous la trouvons dans le *Voyage de la Grèce* de François Pouqueville, publié à Paris de 1820 à 1822 en 6 volumes in-8 (ouvrage coté Boul. 223 à la Bibliothèque de Nancy). Au t. III, p. 172, nous lisons ceci : « Georges, plus connu sous le nom de Czerni, né sur la paroisse Saint-Nicolas de Nanci, après avoir servi en qualité de tambour dans un régiment autrichien, avait déserté pour passer au service des Serviens. Sa qualité de Français, qu'il cherchait à faire oublier, avait cependant percé, et tous les braves, à ce nom, étaient accourus autour de lui en le saluant du nom de libérateur ».

Pouqueville (1770-1838) n'était pas lorrain, mais normand, et par suite n'obéissait pas en cette circonstance au patriotisme provincial. C'était un homme instruit et un observateur avisé, qui entra en 1827 à l'Académie des Inscriptions. C'est sans doute

dans son livre que Guerrier de Dumast, dont la lecture était extrêmement étendue et la curiosité sans limites, aura puisé de confiance cette indication. Il resterait à savoir où Pouqueville lui-même l'a recueillie, en Serbie ou en Lorraine ? E. D.

Monuments historiques.

Notre confrère M. le Dr Cachet, sénateur de l'Orne, a déposé une proposition de loi tendant à modifier la loi de 1887 sur la conservation des monuments historiques et des objets d'art : il veut étendre aux objets appartenant aux départements, aux communes et aux établissements publics, le bénéfice de l'imprescriptibilité réservé jusqu'à présent aux objets appartenant à l'État. En outre, dans son exposé des motifs, il explique que toutes les nations tenant à se prémunir contre le vol de leurs objets d'art, il serait à propos de passer une convention internationale analogue à celle qui vise la protection de la propriété littéraire.

BIBLIOGRAPHIE

— M. VLACHOYANNIS vient de publier, dans la *Collection des documents relatifs à l'histoire de la Grèce moderne* (nous traduisons le titre grec), quelques lettres inédites du général Fabvier.

— On a beaucoup parlé, ces derniers temps, de rendre l'histoire locale accessible à tous, même aux plus humbles, de façon que chacun connaisse l'essentiel sur le passé de sa petite ville ou de son village. Ceux de nos confrères qui seraient tentés par ce travail de vulgarisation fort utile et souvent malaisé, trouveront un excellent modèle dans une brochure toute récente de notre président honoraire, M. Charles GUYOT, *Mirecourt et ses habitants* (Mirecourt, 1911, in-8 de 24 p.), où sont retraçées à grands traits les annales et les institutions de cette ville depuis ses origines jusqu'à nos jours. Avons-nous besoin de rappeler

que M. Guyot était préparé à cette œuvre par les savantes monographies qu'il avait publiées auparavant sur différents points de l'histoire de Mirecourt ?

E. D.

— Dans la *Revue des questions historiques* du 1^{er} oct. 1911, p. 434-69, est la première partie d'une étude de notre confrère M. l'abbé CONSTANTIN, sur *Le serment constitutionnel dans le département de la Meurthe*.

— Dans les *Feuilles d'histoire* du 1^{er} nov. 1911 (revue fondée en 1909 par M. Chuquet), p. 407-412, M. Eug. WELVERT explique comment le chevalier de Boufflers et Mme de Sabran (qu'il avait épousée en 1797) furent rayés de la liste des émigrés par arrêté du 16 prairial an VIII. Ils avaient passé la plus grande partie de la Révolution en Silésie, et Boufflers en avait assez de ce pays : « J'aime mieux, écrivait-il, mourir de faim en France que de vivre en Prusse ».

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

Moins d'un an après leur prise de possession par la Société d'archéologie lorraine, l'installation des nouveaux locaux du Musée historique lorrain (1) est à la veille d'être terminée. A partir du 1^{er} janvier 1912, les visiteurs munis de tickets seront régulièrement admis dans ces salles, qui deviendront enfin accessibles au public les jours d'ouverture gratuite, aussitôt qu'une inauguration officielle en aura consacré l'aménagement.

La transformation de ces locaux, l'achat des vitrines et du mobilier nécessaires, ne sont pas allés sans de lourdes dépenses. On conçoit également que les exigences d'un gardiennage supplémentaire, pour assurer l'intégrité des collections, grèveront à l'avenir, d'une manière sensible, le budget de la Société. C'est en tenant compte de ces considérations et d'une extension qui, en attendant mieux encore, a déjà presque doublé l'importance

(1) Cf. procès-verbal de la séance de la Société du 9 décembre 1911, *supra*, p. 3.

du Musée, que le Comité a dû se préoccuper d'apporter au règlement de 1903 (1) un certain nombre d'additions ou de modifications. Le prix de l'entrée, notamment, a été augmenté. On remarquera, toutefois, qu'en élevant un tarif trop réduit pour l'importance actuelle du Musée, le Comité s'est préoccupé, comme il était légitime, de consentir aux membres de la Société, puisqu'ils contribuent par leur cotisation annuelle à la prospérité de notre œuvre, un avantage appréciable. On voudra bien, d'autre part, ne pas perdre de vue que le supplément de ressources que nous procurera, dans ces conditions, la venue des visiteurs aisés, des étrangers surtout, qui ne manquent jamais, de passage dans notre ville, de se rendre au Palais ducal, sera tout au profit du grand public et particulièrement de la population de Nancy et des environs. Il nous permettra, en effet, d'offrir, dans des salles plus vastes, aux nombreuses personnes admises gratuitement les dimanches et jeudis au Musée historique lorrain, l'instructif ensemble de collections de jour en jour plus complètes et mieux présentées.

P. B.

RÈGLEMENT POUR LA VISITE DU MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN.

ARTICLE PREMIER. — Le Musée, propriété de la Société d'archéologie lorraine, est ouvert gratuitement au public tous les dimanches de l'année et jours fériés, lundi de Pâques, lundi de la Pentecôte et Fête nationale exceptés, de 1 heure à 4 heures, et aux mêmes heures le jeudi, du 1^{er} avril au 1^{er} novembre.

ARTICLE 2. — En dehors des jours et heures ci-dessus indiqués, et à l'exception aussi du lundi de Pâques, du lundi de la Pentecôte et de la Fête nationale où la fermeture est de rigueur, le Musée est visible de 9 heures du matin à la tombée de la nuit. En été, il doit être fermé au plus tard à 7 heures.

Il est perçu un droit d'entrée de un franc par personne.

Les enfants au-dessous de 10 ans, accompagnant leurs parents, sont admis gratuitement. Ils doivent être tenus par la main.

Les Sociétés dûment constituées et justifiant de cette condition paient :

(1) Voir ce règlement, du 10 février 1905, dans *B. S. A. L.*, année 1905, p. 96.

par groupe de 10 à 20 personnes, 5 francs (soit 5 tickets);
par groupe de 21 à 30 personnes, 6 francs (soit 6 tickets);
au-dessus de 30 personnes, des groupes distincts doivent être formés.

ARTICLE 3. — Les membres titulaires de la Société d'archéologie lorraine jouissent du demi-tarif, sur présentation de leur quittance de paiement de la dernière cotisation annuelle. Cet avantage est rigoureusement personnel.

ARTICLE 4. — Sont exonérés de toute redevance : les membres du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, les membres du Conseil municipal de Nancy, les maires des Villes et Communes inscrites comme membres de la Société d'archéologie lorraine, et les membres perpétuels de ladite Société.

ARTICLE 5. — Des réductions et même des exonérations totales peuvent être accordées aux groupements scolaires accompagnés de maîtres ou de surveillants, et munis d'une autorisation accordée par l'Administration du Musée.

ARTICLE 6. — Des cartes gratuites peuvent être remises aux artistes ou amateurs qui, désirant travailler au Musée, en ont formulé la demande par lettre. Ces cartes, délivrées pour une durée maxima de 3 mois, sont renouvelables. Elles ne sont valables qu'en dehors des heures d'ouverture gratuite, et le bénéfice peut toujours en être suspendu lorsque les nécessités du service l'exigent.

ARTICLE 7. — Il est interdit de photographier ou de dessiner dans l'intérieur du Musée sans autorisation. Il est également interdit de pénétrer au Palais ducal avec des chiens ou des paquets volumineux.

Le dépôt des cannes, parapluies et appareils photographiques est obligatoire (1).

ARTICLE 8. — Le présent règlement entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1912.

(Délibération du Comité du Musée historique lorrain, séance du 24 novembre 1911.)

(1) Une mention inscrite sur les tickets précisera que ce dépôt est gratuit.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.
L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

Bulletin mensuel
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

11^e ANNÉE. — N^o 12. — DÉCEMBRE 1911.

Procès-verbal de la séance du vendredi 10 novembre 1911.

Présidence de M. Pierre Boyé, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

MM. le capitaine Gustave Galland, Ernest Pfulb et Émile Zivi ont adressé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission comme membres titulaires.

Distinctions honorifiques.

A l'occasion de l'Exposition internationale de l'Est de la France, tenue à Nancy en 1909, MM. Adolphe Bonnet, préfet de Meurthe-et-Moselle, Camille Cavallier, Antonin

Daum et François Villain ont été promus officiers de la Légion d'honneur ; et ont été nommés chevaliers du même ordre : MM. Achille Giron, Louis Laffitte et Charles Masson.

M. Charles Guyot, président honoraire de notre Société, vient d'être élu secrétaire perpétuel de l'Académie de Stanislas.

Admissions.

Les Communes de Foug et de Longlaville, MM. l'abbé Jules Barottin, Jean Bohin, Raymond Caen, Victor Dideon, Charles Garnier, l'abbé Jean-Baptiste Matz, Louis Noirtin, Parker et Amédée Thomas sont admis comme membres titulaires.

Présentations.

Sont présentés en la même qualité : la **Commune de Varangéville**, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; M^{lle} Jane **Hazon de Saint-Firmin**, château de Palteau, Levet (Cher), par MM. Pierre Boyé, Émile Duvernoy et Léon Germain de Maily ; MM. le baron **Ameil**, château de Lourmes-Missiriac, près Malestroit (Morbihan), par MM. Edmond des Robert, le baron de Dumast et le comte Antoine de Mahuet ; François **Audiat**, président du tribunal civil, Montmédy, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maily ; Charles **Bernel**, vice-consul de Monténégro, 4, passage Saint-Pierre-Amelot, Paris, par MM. Eugène Bernel, Georges Demeufve et Pierre Boyé ; Marcel **Burchard-Bélavary**, commandant au 156^e régiment d'infanterie, à Toul, par MM. le capitaine Georges Couthaud, Alexandre de Roche du Teilloy et Pierre Boyé ; Jules **Chaty**, notaire, 46, rue

Stanislas, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé ; le vicomte **de Lambel**, château de Fléville, par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; le comte **Olry de Labry**, château d'Aulnois, Fresnes-en-Woëvre (Meuse), par MM. Henri Sechehayé, le baron de La Chaise et Edmond des Robert ; Victor **Poirel**, entrepreneur de serrurerie, 16, rue Saint-Lambert, par MM. Charles Pignolet, Paul Charbonnier et Pierre Boyé ; le docteur **Magnant**, associé-correspondant de l'Académie de Stanislas, Gondrecourt (Meuse), par MM. Pierre Boyé, Justin Favier et Léon Germain de Maidy ; l'abbé **G. Thiriot**, curé de Servigny-lès-Sainte-Barbe (Lorraine), par MM. Jean-Julien Barbé, Charles Sadoul et Louis Lespine ; Louis **Thiriot**, artiste-peintre, Malzéville, par MM. Alexandre et Jean de Roche du Teilloy, et Pierre Boyé.

Ouvrages offerts à la Société.

Un incident des États de Blois. — L'affaire de Saluces et Henri, duc de Guise (octobre-décembre 1588), par Jane HAZON DE SAINT-FIRMIN. Blois, C. Migault et C^{ie}, 1907, br. in-8 de 72 p.

L'organisation divisionnaire de 1788, par le capitaine DEMIAU. Albi et Paris, 1901, br. in-8 de 84 p.

Hommage à M. Édouard Bastien, chef d'institution à Saint-Nicolas-de-Port, 1858-1896, souvenir de la fête du 24 septembre 1911, (par Émile BADEL). Malzéville, Edg. Thomas (1911), br. in-8 de 34 p., avec 3 planches hors texte.

Sur un squelette humain de l'époque moustérienne trouvé en Charente, par Henri MARTIN. (Ext. de 3 p. in-4, avec 1 planche, des *Comptes rendus des séances de l'Académie des Sciences.*)

Renouvellement du Bureau.

L'ordre du jour appelle le renouvellement du Bureau (Bibliothécaire, Bibliothécaire-adjoint et Trésorier non compris).

M. le Président déclare le scrutin ouvert et invite les membres présents à y prendre part.

Le dépouillement donne les résultats suivants. Votants : 19 ; majorité absolue : 10.

Obtiennent :

1^o Pour les fonctions de Président : M. Pierre Boyé, 18 voix ; 1 bulletin blanc.

2^o Pour les fonctions de Vice-Président : M. Justin Favier, 19 voix.

3^o Pour les fonctions de Secrétaire : M. Edmond des Robert, 18 voix ; 1 bulletin blanc.

4^o Pour les fonctions de Secrétaire-adjoint : M. Émile Duvernoy, 18 voix ; M. Marcel Maure, 19 voix ; M. Schaudel, 1 voix.

En conséquence, la composition du Bureau n'est pas modifiée.

Lectures.

M. le docteur Voinot donne communication d'une *Note sur un laraire, représentant Minerve, trouvé à Vaudeville*; cette note est destinée au *Bulletin*.

M. Émile Duvernoy lit, pour M. l'abbé DIDIER-LAURENT absent, un travail intitulé : *Une vacance inexpliquée dans l'abbatiai de Remiremont (1294-1304)*, travail destiné aussi au *Bulletin*.

M. le commandant H. DEMIAU continue la lecture de son étude sur *Le recrutement dans la Moselle (1791-1796)*.

MÉMOIRES

Karageorges et la Lorraine.

Dans la chronique du numéro de novembre du *Bulletin* était une note sur *L'origine lorraine du roi de Serbie*. Un savant des plus autorisés pour toutes les études slaves, M. Émile Haumant, professeur de langue et littérature russes à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, veut bien nous adresser sur ce sujet de curieuses réflexions qui seront lues avec un grand intérêt, et dont nous le remercions vivement.

Une note de M. E. Duvernoy sur les origines supposées lorraines de Karageorges finit par cette question : « Où Pouqueville a-t-il recueilli cette légende, en Serbie ou en Lorraine ? »

Il semble bien que ce soit en Dalmatie, dans une des garnisons françaises de cette province, que Pouqueville venait justement de traverser quand les incidents de son voyage l'amènèrent à s'occuper de Karageorges. Mais comment est-elle née, cette légende, c'est ce qu'on ne peut déterminer. Le point de départ en a peut-être été le fait, universellement connu dans notre armée, que Kléber avait pris part, comme sous-officier autrichien, à la campagne contre les Turcs (1788-1790), à laquelle Karageorges avait aussi participé. L'expression « compagnon de Kléber » a pu suggérer l'idée qu'il était peut-être français, lui aussi, et les musulmans ont dû l'accepter et la propager d'autant plus qu'elle accommodait leur amour-propre : avoir été battu par un compatriote du vainqueur d'Héliopolis n'était pas aussi humiliant que de l'avoir été par un simple raia serbe. Mais encore reste-t-il à expli-

quer pourquoi la légende a fait de Karageorges un Lorrain. Peut-être faut-il se rappeler qu'au XVIII^e siècle, les Lorrains ont été nombreux dans les armées autrichiennes opposées aux Turcs. A priori, un Français au service de l'Autriche devait être ou lorrain ou alsacien : le nom de Georges, si fréquent chez nous (1), a sans doute décidé de la préférence en faveur de l'origine lorraine. Mais pourquoi nancéienne, et pourquoi de la paroisse Saint-Nicolas? Nous avouons ne voir aucune hypothèse capable de l'expliquer, peu ou prou (2).

Ce qui est certain, c'est que les historiens serbes n'ont jamais pris au sérieux cette prétendue origine lorraine de Karageorges, et que le dernier d'entre eux, M. Vukitchevitch, n'y a pas fait allusion une seule fois en deux cents pages consacrées aux ancêtres de ce héros.

ÉMILE HAUMANT.

Réponse à M. Léon Germain au sujet de son article : « Sur Stenay et le culte de saint Dagobert ».

En rédigeant l'opuscule intitulé : *Les reliques de saint Dagobert et son culte à Stenay* (3), nous ne songions nullement à nous adresser aux lecteurs du *Bulletin de la*

(1) Parce que Nancy avait une collégiale, dédiée à saint Georges dont elle possédait une relique, et qui était l'un des principaux sanctuaires du duché.

(2) Remarquer cependant que Karageorges, dit-on, vénérât spécialement saint Nicolas, dont on sait le crédit dans tous les pays orthodoxes. Un dicton russe affirme qu'avant Dieu le Père, il est le personnage le plus important du Paradis.

(3) Montmédy, imprimerie E. Girardot, s. d., 7 pages in-8°.

Société d'archéologie lorraine. Par conséquent, il était au moins superflu d'amener cette question sur un terrain où elle n'avait que faire. Précisément, en raison même des liens qui existent entre le culte rendu actuellement par Nancy à saint Sigisbert, et le culte rendu jadis à saint Dagobert par Stenay et sa région (1), nous formions le projet de rédiger ultérieurement, pour la Société, un article dans lequel, grâce à de nouvelles recherches, nous aurions complété les sources par nous tirées principalement du manuscrit de Denain (2) et du *Manuel de la Meuse* de Jeantin, et utilisées dans l'article incriminé.

Un contradicteur s'est néanmoins rencontré, qui a taxé d'inexactitude nombre d'allégations contenues dans notre modeste travail : M. L. Germain de Maily (3). Nous devons à nos confrères de la Société, nous devons à notre propre contradicteur, persuadé que nous sommes que l'amour de la vérité est pour beaucoup dans l'exagération de sa sévérité, nous nous devons à nous-même, de rétablir les faits dans leur ordre initial. Le lecteur impartial jugera.

On nous accuse d'abord d'être « un peu trop sobre de références ». Un étalage de science plus ou moins pompeux était-il si nécessaire dans notre opusculé ? Il s'agissait de convaincre du fait suivant, non pas les membres de la Société d'archéologie lorraine, mais des personnes intéressées. La paroisse de Stenay a possédé et honoré durant de longs siècles les reliques de saint Dagobert. Cette paroisse est actuellement privée de toute relique de son patron séculaire, alors que le chef du roi appartient

(1) Dagobert II était fils de Sigebert III, roi d'Austrasie, patron de Nancy.

(2) Jean-Grégoire Denain, avocat au Parlement, né à Stenay en 1723, mort en 1811, a laissé sur l'histoire de cette ville un manuscrit dont on possède plusieurs copies.

(3) Voir l'article de M. GERMAIN dans *B. S. A. L.*, octobre 1911, p. 225-230.

à une communauté de religieuses, ayant à le garder un intérêt beaucoup moindre que l'église de Stenay, puisque l'établissement qui en fut jadis donataire n'existe plus. L'évêque de Tournai, ordinaire de Mons, les Sœurs Noires de cette ville, détentrices de la relique, demandèrent sur quelles raisons s'appuyait, pour réclamer celle-ci, le curé-doyen de Stenay. Notre opuscule répondit à cette demande (1).

Venons-en maintenant à ces « quelques points, d'ailleurs tout à fait accessoires, » pour lesquels M. Germain réclame des corrections.

1^{er} point. Page 1. — De lui-même, M. Germain corrige les mots *Morlay* et *Savoy*, orthographe défectueuse due à des erreurs typographiques, qui, du reste, par une circonstance indépendante de notre volonté, pullulent dans tout l'article, les épreuves ne nous ayant pas été communiquées.

2^e point. P. 2, note 1. — L'existence de deux églises à Stenay, dès l'époque mérovingienne, est attestée par Jeantin (2), dont l'autorité ne saurait d'ailleurs être invoquée sans les plus sérieuses réserves. La *Géographie de la Meuse*, par Pierson et Loiseau, donne trois églises paroissiales à Stenay (3), dans le but de prouver l'importance de la population. Elle ne fait en cela que copier fidèlement sa devancière, imprimée à Stenay même en 1838 (4). En face de témoignages si peu concordants pour la fixation du titre paroissial, on comprendra notre prudence.

(1) Ce travail parut d'abord dans *L'Écho des familles de Stenay*. Il en fut fait un tirage à part, dont nous envoyâmes un exemplaire à M. Germain.

(2) *Manuel de la Meuse*, t. III, p. 1822 et *passim*.

(3) Saint-Dagobert, Saint-Maurice et Saint-Grégoire.

(4) Verdun, Pierson, 1862.

(5) HENRIQUEL et RENAUDIN, *Géographie de la Meuse*, Stenay, 1838.

Notre impeccable contradicteur tombe, lui, dans une confusion malheureuse, quand il écrit (page 226) : « A côté de ces deux églises [Saint-Remi et Saint-Maurice] vint se ranger... l'église construite en l'honneur de saint Dagobert et qui a dû lui être dédiée » ; point que je ne précise pas suffisamment, paraît-il. Or, n'ai-je pas dit (p. 2) que le corps de saint Dagobert fut inhumé dans l'église du palais « dédiée à saint Remi » ? Plus loin : qu'il fut tiré de sa sépulture et placé sur l'autel, à l'occasion de sa canonisation, et enfin que, pour abriter le saint tombeau, Charles le Chauve fit construire une église nouvelle, c'est-à-dire remplaçant celle qui déjà existait, celle qui était dédiée à saint Remi ? Ce n'est donc pas à côté des deux églises, c'est à la place de l'une d'elles, que fut édifiée l'église Saint-Dagobert. En résumé : église Saint-Remi depuis l'origine jusqu'en 872, année de la canonisation ; à cette date, église nouvelle sous le vocable de saint Dagobert, avec le titre de collégiale, en vertu de la fondation de Charles le Chauve ; en 1069, église priorale sous la dépendance de Gorze, par la fondation de Godefroy IV. A la sécularisation de cette abbaye, en 1580, le prieuré subsiste en titre seulement, tandis que l'église devient et reste simple chapelle de secours jusqu'à la Révolution. Voilà ce qui ressort de la lecture de notre travail.

3^e point. P. 4. — Par une comparaison qui prouve l'érudition scripturaire du docte contradicteur, il nous reproche de faire surgir, aussi inopinément « que, dans la Bible, apparaît Melchisedech, une église Saint-Grégoire, qui semble être une paroissiale ». Le sujet de notre article étant l'histoire des reliques de saint Dagobert à Stenay, nous n'avions à parler de cette église que très incidemment. Comme nous l'avons affirmé, une partie des ossements y fut déposée en 1645. C'est tout ce que nous avons à dire. Franchement, n'eût-il pas été plus

correct de laisser le vénérable personnage biblique reposer dans une ombre majestueuse, que de l'évoquer « d'une manière aussi imprévue » et, ajoutons-le, aussi imprévoyante ? Quel est ce saint Grégoire ; pourquoi, par qui, à quelle époque, cette église a-t-elle été construite ? Autant de questions qui nous ont paru oiseuses dans la circonstance ; questions que, d'ailleurs, nous avons traitées naguère, non pour une communauté de religieuses, mais pour les lecteurs du *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine*. Il suffit de s'y reporter (1).

4^e point. P. 2 *bis*. — Nous avons omis de signaler « l'attitude de l'ordinaire » à la canonisation de saint Dagobert. Grave question ! Si nous nous étions adressé à des érudits tels que M. Germain, nous aurions pu, avec une très grande réserve, presque timidement, hasarder l'hypothèse suivante. La présence de Bérard, évêque de Verdun, qui alors serait l'*ordinaire*, n'indiquerait-elle pas que, au ix^e siècle, les décanats wallons dont dépendait Stenay étaient encore rattachés à l'église de Verdun ? Outre Bérard, à qui il donne le titre de « diocésain de Stenay », Denain mentionne Hincmar, archevêque de Reims. Mais il ne peut être question comme ordinaire de ce dernier, venu sans doute uniquement pour accompagner le roi. Son admission parmi les *missi dominici* légitimait du reste sa présence. Il nous a paru que cette question historico-canonique intéresserait fort peu les Sœurs Noires de Mons.

5^e point. P. 3. — Vient ensuite une question philologique. Le mot *Veleado* est une faute typographique pour *Velcado* qui se lit dans la charte de donation des dîmes de Stenay à l'église Saint-Dagobert en 886. Voici le texte : « ... augeo ... mansum unum et integrum, cum omnibus

(1) Cf. B. S. A. L., 1903, *passim*.

appenditiis, in villa Velcadonis (1) ». Denain pense que « Velcado » pourrait se traduire par « Valendon ». Je lui laisse la responsabilité de son sentiment.

C'est au même auteur qu'incombe également la responsabilité de cette affirmation : « Le cardinal de Guise, évêque de Metz et de Strasbourg, abbé de Gorze, fit transporter à Nancy le corps de saint Sigisbert » (1553). M. Germain est dans l'erreur, quand il soutient « qu'il ne s'agit là, non point d'un Guise, mais du cardinal de Lorraine, Charles, fils du duc Charles III ». Il y a, toutefois, dans le système de Denain, une difficulté de date. Moréri (2) cite, dans la liste des évêques de Metz, « Charles de Lorraine, *cardinal de Guise*, [qui] résigna l'évêché en 1550 ». M. Germain s'écarte davantage de la vérité quand il prétend que le personnage en question — qui aurait dû exister vers 1550 — est le cardinal de Lorraine, fils du duc Charles III, lequel figure sur le catalogue des prélats messins de 1578 à 1607, année de sa mort (3). N'est-ce pas

(1) Cf. JEANTIN, *Chroniques de l'Ardenne et des Woëpvres*, t. I, p. 79.

(2) *Dictionnaire historique*, supplément, t. III, p. 1080.

(3) Après avoir pris connaissance de la réponse de M. l'abbé Nicolas, M. L. Germain nous a transmis, à ce propos, les observations suivantes : « Je n'ai jamais songé à faire intervenir dans un événement accompli en 1553 le cardinal de Lorraine fils du duc Charles III et né en 1567 ; j'ai simplement montré la confusion qui a dû être faite entre le premier Guise qui fut cardinal (il devint plus tard le grand cardinal de Lorraine, second du nom) et le troisième cardinal de Lorraine, seul prince auquel puisse s'appliquer les qualités réunies d'« évêque de Metz et de Strasbourg, abbé de Gorze ». D'ailleurs, il ne paraît point qu'un cardinal ait pris part au transport des reliques de saint Sigisbert. On peut consulter sur ce sujet : Aug. DIGOT, *Hist. d'Austrasie*, t. III, p. 356, et Henri LEPAGE, *L'Abbaye de Saint-Martin de Metz*, dans *M. S. A. L.*, 1878, p. 185-188 ; ce dernier se trompe incidemment en disant que le cardinal de Lorraine, fils du duc Charles III, ne fut jamais évêque de Metz ; il le fut de 1578 à 1607, date de sa mort (cf. baron D'HANNONCELLES, *Metz ancien*, t. I, p. 249). Bien mieux, dans le courant des années 1552-1553, il ne devait pas y avoir de « cardinal de Guise », car Charles, premier cardinal de Guise, prit le titre de

une chose étonnante qu'une telle erreur de la part de notre habile contradicteur ?

Nous abordons ensuite la question de prééminence au sujet des églises de Stenay. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'une église, la première en date, enrichie par des dîmes, des propriétés, des donations de toute sorte, centre d'un pèlerinage célèbre, successivement chapelle royale, collégiale, priorale, ait tenu le premier rang parmi les édifices religieux de la petite cité ? La charte de 1086, par là même qu'elle réserve aux religieux le titre de *curés primitifs*, n'indique-t-elle pas la prééminence de leur église ? Dès lors l'église Saint-Maurice, encore subsistante, l'église Saint-Grégoire, nouvellement édifiée, ne sont-elles pas forcément des églises filiales ? En vérité, si étonnement il y a, il ne peut provenir que de l'hypothèse opposée.

6^e point. P. 4, note 1. — C'est ici une question d'une haute importance. Denain raconte que Metz devant être assiégée par l'armée de Charles-Quint, le duc de Guise, à la tête de troupes considérables, arriva pour défendre la cité. Il fit raser plusieurs édifices extérieurs, églises et abbayes, qui auraient pu favoriser l'ennemi et nuire à la défense de la place. Dans le nombre, se trouvait l'abbaye de Saint-Martin, qui gardait la châsse de saint Sigisbert, son fondateur. J'ai eu le tort de dire que cette abbaye fut détruite « pour raisons politiques ». Pourtant, si cette épithète signifie un rapport quelconque avec les affaires publiques, je ne vois nullement pourquoi il m'était interdit de l'employer. L'intérêt des affaires publiques de la cité messine demandait la suppression de Saint-Martin.

7^e point. P. 5. — M. Germain avoue que, « en dépit de la

« cardinal de Lorraine » après la mort du premier prince qui ait porté cette dénomination, Jean (fils du duc René II), mort en 1550 ; et quant à Louis, le second cardinal de Guise, il ne reçut le chapeau qu'à la fin de décembre 1553. »

règle canonique, d'après laquelle le patron d'une localité est inamovible, beaucoup de patrons ont été changés », et que « souvent chaque paroisse d'une même ville prétend avoir un patron particulier ». Qu'il fasse rentrer Stenay dans cette nombreuse catégorie d'exceptions, et tout sera dit.

L'« oubli » de notre note de la page 2 eût été vraiment regrettable ; car, en dépit du scepticisme de M. Germain, en dépit des allégations de M. Migette, nous affirmons l'existence de l'église construite à Stenay par Charles le Chauve. Bien entendu, le vénérable édifice a violemment souffert de la part des hommes et du temps. Un siècle et plus s'est écoulé depuis que, arraché à son antique destination, le noble sanctuaire où dorment tant d'illustres défunts, où nos pères accouraient en foule, a été livré aux plus vulgaires usages. Nous l'avons vu transformé en dépôt à houille ou à bois ; il sert aujourd'hui de remise à voitures. Des appartements particuliers ont pris la place des premières travées de sa nef. Le temple, déshonoré, est privé de ses bas côtés, de son pavage, de ses verrières, de ses voûtes. Ses baies romanes sont converties en de vastes ouvertures rectangulaires ; le portail est devenu une banale entrée ; le chœur, en abside circulaire, est transformé en cellier. Cette misère, cette dégradation ne suffisent pas toutefois à anéantir l'identité du monument. C'est bien là l'église érigée par Charles le Chauve. Il est possible, vraisemblable même, que de l'édifice construit en 872 il reste peu de chose. Et pourtant, tout archéologue remarquera l'antique appareil de l'abside dans sa partie inférieure, comme aussi les impostes biseautées sur lesquelles s'appuient les arcades, marque caractéristique de l'époque carolingienne (1). D'ailleurs, il n'y eut jamais destruc-

(1) Cf. André MICHEL, *Histoire de l'art*, t. I, p. 115.

tion, mais transformation : ce qui est différent (1). Aussi ne pouvons-nous partager le sentiment de M. Germain, quand, précisant, d'après la lettre de M. Migette, que « toutes les voûtes sont tombées, qu'il y a des restes de murs, ainsi que des pilastres qui soutenaient les grand arcs et des cintres qui supportaient la tour ou le clocher ; que la nef sert de remises à voitures », il conclut que cela ne suffit point « pour dire que l'église existe encore ». Voyez-vous des pilastres, des cintres et une nef servant de remise, dans une église qui n'existe pas ! Nous maintenons donc notre assertion. Mais voilà, M. Germain n'a pas vu. *Nisi videro non credam*. Il est entendu que l'existence à Stenay d'un édifice du ix^e siècle ne peut échapper à la connaissance du savant critique. M. Germain ne connaissant pas l'édifice, l'édifice n'existe pas.

Il m'est reproché ensuite de n'avoir pas « défini plus exactement le rôle et les situations canoniques respectives des différentes églises de Stenay ». Or, de quel intérêt pouvaient être ces renseignements pour les Sœurs Noires de Mons, qui avaient des données extrêmement vagues sur l'histoire du saint dont elles possèdent le chef ? Aussi bien, pourquoi aurais-je eu à rappeler l'article que j'ai publié en 1903, dans le *Bulletin*, au sujet de l'église Saint-Grégoire, l'histoire de cette église ne touchant que très incidemment à mon sujet ?

Nous plaindrons-nous avec amertume de ces critiques ? Non : car d'un tel procédé résulte un puissant avantage. Grâce à M. Germain, nos érudits confrères sauront que la petite ville de Stenay, à l'aspect insignifiant, possède un monument d'une incontestable valeur, que plus d'une

(1) Un libraire de Stenay va éditer prochainement des cartes-vues représentant le chevet de l'église.

grande cité pourrait lui envier, monument d'autant plus précieux qu'il est plus rare.

J. NICOLAS.

Les deux articles de MM. Germain et Nicolas étant suffisamment étendus pour permettre aux lecteurs du *Bulletin* de se former une opinion sur les différents points en litige, la discussion peut, dès maintenant, être considérée comme close en ce qui concerne les publications de la Société. (*Note de la Commission de rédaction.*)

Louis XIV et Balthazard de Chaponay, conseiller au Parlement de Metz (1684).

M. Louis Caillet, archiviste-paléographe, conservateur de la Bibliothèque de Limoges, à qui nous devons déjà un acte de René II (1), veut bien nous communiquer encore le document que voici.

Balthazard de Chaponay, qui appartenait à l'illustre famille de ce nom (2), avait été nommé, le 21 mars 1645, conseiller clerc au Parlement de Metz. Peu après, il avait été nommé conseiller lai. Après 39 ans de service, il résigna sa charge en faveur de Guillaume ou plutôt de Philbert Blancheton (3), qui fut nommé le 2 octobre 1683. Mais

(1) Cf. *B. S. A. L.*, 1910, p. 153.

(2) Famille lyonnaise et dauphinoise, qui a joué un grand rôle dans l'histoire de Lyon ; originaire probablement de Chaponnay, Isère, arr. de Vienne, cant. de St-Symphorien d'Ozon.

(3) Notre texte porte Guillaume, mais c'est une erreur due sans doute à une mauvaise lecture du copiste. C'est ce que nous apprend M. Hauviller, directeur des Archives départementales de Lorraine à Metz. En effet, écrit-il, dans le reg. n° 4 du Parlement de Metz (Fonds non classé) se trouvent insérées les lettres de provision de l'office de conseiller lay en la cour du Parlement de Metz « que tenoit et exer-

on le regretta vite ; lui-même, d'ailleurs, revint sur sa décision et il obtint de Louis XIV d'être réintégré dans sa charge. Louis XIV acquiesça à son désir par le mandement du 10 juin 1684, qu'il expédia de Versailles aux « gens » de sa « cour de Parlement, comptes, aides et finances à Metz ». Une copie du temps en est conservée à la Bibliothèque de Lyon, dans la collection Morin-Pons. Une addition nous apprend que l'original, signé : « Le Tellier, marquis de Courtanvaux », a été scellé du grand sceau en cire jaune. Cette copie est défigurée par des trous (1).

1684. — 10 juin. — Versailles. — *Mandement de Louis XIV, roi de France, au Parlement de Metz, lui prescrivant de maintenir à Balthazard de Chaponay son titre de conseiller au Parlement de Metz, qu'il avait depuis le 21 mars 1645 et qu'il a résigné en faveur de Guillaume Blancheton, pourvu le 20 octobre 1683.*

Louis (2), par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à noz amez et féaux les gens tenans nostre cour de Parlement,

ceoit M^e Balthazard de Chaponay, lequel en auroit fait sa résignation en faveur de *Philbert Blancheton* », du 29 octobre 1683, suivies de l'acte de réception du 7 février 1684 (reg. n^o 10).

Au reg. n^o 3, on a enregistré les lettres de provision d'un office de conseiller clerc en la Cour du Parlement de Metz pour M^e Balthazard de Chaponay, du 31 octobre 1644, suivies de l'acte de réception du 21 mars 1645. M. Hauviller m'écrit aussi que son dépôt possède, non pas l'expédition des lettres d'honneur du 10 juin 1684, délivrées par Louis XIV, en faveur de Balthazard de Chaponay, mais la minute de ces lettres, telles qu'elles ont été enregistrées dans les registres du Parlement de Metz (reg. n^o 4). M. le marquis de Chaponay ne croit pas avoir l'original dans ses Archives.

Sur la famille de Chaponay, voir VITAL DE VALOUS, *Généalogie de la maison de Chaponay* (Lyon, 1882, in-8^o). — Voir aussi CHAIX D'EST-ANGE, *Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle*, t. IX (Évreux, impr. Paul Hérissé, 1910, in-8^o), p. 372-376 pour la branche de Chaponay-Morancé, et p. 376-377 pour la branche Chaponay-Disimieu. Seule la première a encore des représentants.

(1) Ces restitutions sont faites d'après le texte de la minute communiquée par M. Hauviller. La graphie de celle-ci diffère un peu de celle de cette copie.

(2) En haut, à gauche : *Lettres d'honneur. Conseiller au Parlement.*

comptes, aides et finances, à Metz, [sa]lut. Mectant en considération les longz et [recom]mandables services qui nous ont esté rendus [pa]r nostre amé et féal Balthazard de Chaponay, tant en la fonction des charges de conseiller clerc et de conseiller lay en notre dite cour, dans la première déquelles il fut receu dez le xx^{ie} mars 1645 et qu'il a successivement, sans discontinuation, exercez avec honneur et intégrité, à nostre satisfaction, durant prez de trente neuf années (1), ainsy qu'il appert par ses arresté de réception aus dites charges cy attachez sous notre contreseel, qu'en divers autres emplois et commissions qui lui ont esté confiez, et dont il s'est pareillement dignement acquité à nostre contentement et celui du public, voula[ns] luy donner des marques de la reconnaissance que nous en avons et ne pas priver nos sujets, dez à présent, des avantages qu'ils peuvent tirer de la grande expérience qu'il s'est acquise pendent tant d'années en l'administracion de la justice, nous avons estimé que nous devions le maintenir et continuer dans le tiltre d'honneur, rang, séance et voix délibérative en vostre compagnie, nonobstant la résignation qu'il a faicte de sa dite charge de conseiller lay en faveur de nostre amé et féal Guillaume Blancheton. A ces causes [et] autres bonnes et justes considérations à ce nous mouvans, de nostre grâce spéciale, plaine puissance et auctorité royale, nous luy avons permis et accordé, permectons et accordons par ces présentes signées de nostre main que, nonobstant la résignation qu'il a faicte de sa dite charge, et les provisions que nous en avons octroyées au dit sieur Blancheton, le vingtie[sme] (2) octobre dernier, dont coppie collacionnée son[t aussy] cy attachées, il puisse continuer à se [dire et] qualiffier en tous actes nostre conseiller [en nostre dite cour] de Parlement, comptes, aides e[t finances à Metz,] qu'il jouisse des mêmes honneu[rs, autoritez], rang, prééminance du jour de sa ré[ception et] qu'il aye entrée, séance et voix délibéra[tive], tant ez audiences qu'autres assemblées pu[bli]q[ues] et particulières, tout ainsy qu'il fai-

(1) En marge : xxxix années de service et plus.

(2) Il y a : « vingt neufyiesme octobre », dans la minute conservée à Metz.

soit avant la dite résignation et dont jouissent nos autres conseillers honoraires de nostre dite cour, sans toutesfois qu'il puisse prétendre aucuns gages, droits ny espices. Sy vous mandons et ordonnons (1) que du contenu et (2) ces présentes vous fassiez jouir et user ledit sieur de Chaponay plainement et paisiblement (3), cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens au (4) contraire. Car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles, le dixiesme jour de juin (5), mil six cens quatre vingt quatre et de nostre règne le quarente deuxiesme. Signé: Louis, et (6) Par le roy: LE TELLIER. (7) Seellées du grand seau en (8) cire jaune, et contreseellées, et au doz, signé : Dugour.

En bas : Signées : LE TELLIER, marquis de Courtanvaux.

LOUIS CAILLET.

CHRONIQUE

Versements de membres perpétuels.

Ont versé la somme de 200 francs dans les conditions indiquées à la délibération du 8 avril 1891, et sont, en conséquence, devenus membres perpétuels de la Société d'archéologie lorraine :

le comte OLRV DE LABRY, au château d'Aulnois, par Fresnes-en-Woëvre (Meuse) ;

le comte Enguerrand DE PULLY, docteur en droit, avocat, à Lunéville.

(1) Au lieu de ce mot, il y a *enjoignons* dans la minute.

(2) *Sic*, pour *en*. La minute porte *en*.

(3) La minute porte *visiblement*.

(4) *A ce*, dans la minute.

(5) *L'an de grâce*, dans la minute.

(6) *Et*, n'est pas dans la minute.

(7) *Et*, dans la minute.

(8) *De*, dans la minute, au lieu de *en*.

MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

RÈGLEMENT POUR LA VISITE DU MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN.

Erratum.

Par suite d'une erreur d'impression, l'article 4 du Règlement publié dans le dernier numéro du *Bulletin* (p. 264) a été reproduit d'une façon incomplète. La teneur doit en être ainsi rétablie :

ARTICLE 4. — Sont exonérés de toute redevance : les membres du Comité du Musée, les membres du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, les membres du Conseil municipal de Nancy, les maires des Villes et Communes inscrites comme membres de la Société d'archéologie lorraine, et les membres perpétuels de ladite Société.

DONS

SECTION III

Par le comte Jules BEAUPRÉ : Giberne et plaque de ceinturon de la garde nationale de Nancy (1848).

— M. JACQUOT, orfèvre : Statuette de saint Nicolas, bois doré et polychromé (xviii^e siècle), trouvée dans la Moselle à Messein.

— M. LEGAY, antiquaire : Portrait de Henri-Hyacinthe, comte de Tornielle, grand doyen de l'insigne église primatiale de Nancy ; peinture à l'huile.

— M. Henri MENGIN, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier : Schako de la garde nationale de Nancy (fin du règne de Louis-Philippe), porté par M. Charles Mengin, décédé avoué honoraire et ancien adjoint au maire de Nancy.

SECTION V

Par M^{me} veuve BUQUET, antiquaire : Bénitier en ancienne terre de Favières ; deux bénitiers, faïence lorraine.

— M^{lle} DEBARGE, antiquaire : Bénitier en étain, provenance lorraine.

ACQUISITIONS

SECTION II

Esterlin du duc Ferri IV (1312-1329).

Esterlin d'Édouard I^{er}, comte de Bar (1302-1337), frappé à Saint-Mihiel.

Esterlin de Jean d'Arzillières, évêque de Toul (1309-1320), frappé à Liverdun.

Esterlin de Thomas de Bourlémont, évêque de Toul (1330-1353).

SECTION III

Soupières, assiettes et cruche, anciennes faïences de Toul, Niderviller, Saint-Clément et Rambervillers.

Coiffures dites « tromblons » et schakos de la garde nationale de Nancy (époques 1830, 1840 et 1848).

Ancien casque de pompier de Villers-lès-Nancy.

SECTION IV

Abandon à titre viager, par le roi Stanislas à la marquise de Boufflers, du domaine de la Petite Malgrange. Lunéville, 26 août 1756. Pièce autographe, signée, avec cachet.

SECTION V

Corne à jus de tabac, dont se servaient les bergers pour soigner les moutons ; avec sujets sculptés : berger et son troupeau, vue ancienne de la ville de Gerbéviller.

Cire habillée représentant sainte Élisabeth de Hongrie; travail de Guillot, de Nancy (xviii^e siècle).

Bénitiers en faïence lorraine.

Pour la Commission de rédaction, le Président : PIERRE BOYÉ.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

TABLE DES MATIÈRES

Procès-verbaux des séances.

	Pages
Séance du 9 décembre 1910.....	3
— 13 janvier 1911.....	25
— 10 février.....	49
— 10 mars.....	73
— 7 avril.....	97
— 12 mai.....	121
— 9 juin.....	145
— 31 juillet.....	217
— 13 octobre.....	241
— 10 novembre.....	265
— 8 décembre (voir le n° de janvier 1912).	

Mémoires.

Les « Epinicia » d'Alphonse de Rambervillers, par R. HARMAND.	9
La grotte du Géant. Fouilles de 1907 et 1908, par J. BEAUPRÉ....	17
Une épitaphe lorraine en Bohême, par E. DUVERNOY.....	18, 131
L' « Arbre des fées » à Domremy se trouvait-il en un lieu mal fame ? par L. GERMAIN DE MAIDY.....	29
Sur l'église de Tomblaine, par E. DUVERNOY.....	38
Un heurtor du dix-huitième siècle au Musée historique lor- rain, par Georges DEMEUFVE (<i>avec une planche</i>).....	40
Les élections municipales de 1788 et 1790 dans le bailliage de Blâmont, par Émile AMBROISE.....	52, 76
Deux lettres de Charles le Téméraire relatives à l'Évêché de Verdun, par Ch. AÏMOND.....	58

Inscriptions inédites à Pont-à-Mousson, par E. DUVERNOY (<i>avec une planche</i>).....	85
La légende de la famille de Tillon, par L. GERMAIN DE MAIDY...	103
Le médaillier lorrain à la Monnaie de Paris, par Gaston GRILLET...	124
Voyage à Joinville au mois de septembre 1664, par J. FAVIER...	132
Un sceau de la Cour souveraine de Lorraine par A. DE MAHUET (<i>avec une figure</i>).....	137
Le pain de Pâques à Sepvigny, par C. CHÉVELLE.....	139
Andilly, son vieux cimetière et ses « trous de fées », par Fr. PERNOT.....	147
A propos du séjour de Louis XIV à Nancy (1673), par Chr. PFISTER.....	154
« Rammon » (Messein ?) et « Mansilis Tutberti » (Richardménill), par R. PARISOT.....	156
Les armoiries de quelques familles lorraines à Aspelt (grand-duché de Luxembourg), par Émile DIDERRICH.....	161
Réparations à une église en 1762, par E. DUVERNOY	164
Le château de Drouville et ses seigneurs, par Ed. CHATTON (<i>avec trois planches</i>)	169
De Stanislas à Charlemagne, par Pierre Boyé et Otto FORST.....	199
La Cherche à Plombières aux xvii ^e et xviii ^e siècles, par Jean KASTENER	208
Note sur un frontispice gravé par Callot, par J. FAVIER (<i>avec une planche</i>).....	221
Sur Stenay et le culte de saint Dagobert, par L. GERMAIN DE MAIDY	225
Dédicace de Lionnois à l'empereur Joseph II, par Chr. PFISTER.	230
Un pseudo-jeton à l'effigie de saint Michel, par Edmond DES ROBERT	232
Le prieuré de Sylo ou Syle, dépendance d'Hérival, par A. DIDIER-LAURENT.....	234
Les tumulus de Bouxurulles et de Savigny, par J. BEAUPRÉ (<i>avec une planche</i>).....	246
Stainville et Choiseul-Stainville, par le marquis DE MARMIER....	250
Extraits de registres paroissiaux du temps de l'invasion suédoise, par J. PARISOT.....	257
Karageorges et la Lorraine, par Émile HAUMANT.....	269
Réponse à M. Léon Germain au sujet de son article « Sur Stenay et le culte de saint Dagobert », par J. NICOLAS.....	270
Louis XIV et Balthazard de Chaponay, conseiller au Parlement de Metz (1684), par Louis CAILLET	279

Chronique.

Avis importants.....	7
Versements de membres perpétuels.....	21, 41, 282
L' « Histoire de Nancy » à l'Académie française.....	21
Vœux de nouvelle année.....	41
Rapport présenté au nom de la Commission des fouilles sur le récent projet de loi intéressant l'archéologie, par J. BEAU- PRÉ.....	65, 92, 117
Rues de Nancy.....	91
Rapport fait au nom de la Commission des finances pour l'an- née 1910, par Ch. GUYOT.....	99
Cathédrale de Metz.....	141
Les fêtes franco-américaines de Saint-Dié, par P. BOYÉ.....	165
Excursion du 3 juillet à Neufchâteau et Pompey, par P. BOYÉ.....	166
Congrès des Sociétés savantes.....	216
Sur l'histoire provinciale.....	235
Exposition de la Société des amis des arts.....	236
Répertoire des collectionneurs.....	236
Cours publics.....	259
L'origine lorraine du roi de Serbie, par E. DUVERNOY.....	260
Monuments historiques.....	261

Bibliographie.

La Renaissance française, par Marius Vachon.....	22
Annales de géographie.....	22
Ephemeris campanographica.....	23
Lettre inédite de Louis XV à Stanislas.....	23
Revue de Gascogne.. ..	23
Revue belge de numismatique et de sigillographie (Ed. DES ROBERT).....	42
Bibliographie lorraine, 1909-1910 (E. DUVERNOY).....	43
Historische politische Blätter.....	44
Biographie de la Cour souveraine, par le comte de Mahuet (baron de DUMAST).....	44
Revue d'histoire littéraire de la France.....	46
Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français...	46
Annales de la Société d'histoire de Chaumont... ..	46

Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais.....	46
Gazette des Beaux-Arts (E. DUVERNOY).....	95
Revue numismatique.....	141
Gazette numismatique de Bruxelles.....	141
Actes de Sully.....	142
Les deux Guillaume Fillâtre (E. DUVERNOY).....	167
Revue de synthèse historique	168
Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques.....	237
Les Lectures pour tous.....	237
Bulletin de l'art ancien et moderne.....	238
Le Bibliographe moderne.	238
Lettres du général Fabvier.. ..	261
Mirecourt et ses habitants, par Ch. Guyot (E. DUVERNOY).....	261
Revue des questions historiques.....	262
Feuilles d'histoire.....	262

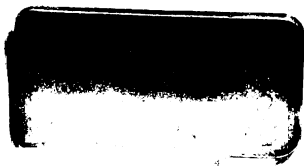
Musée historique lorrain.

Comité du Musée.....	23
Dons au Musée.....	23, 47, 71, 95, 142, 238, 283
Acquisitions.....	24, 48, 72, 96, 144, 240, 284
Dépôts.....	48, 240
Règlement pour la visite du Musée.....	262, 283

Planches et figures.

Heurtoir de porte au Musée historique lorrain.....	40
Épitaphe du couvent des clarisses de Pont-à-Mousson (1536)....	88
Sceau de la Cour souveraine de Lorraine.....	138
Château de Drouville.....	170, 172, 174
Frontispice gravé par Callot.....	222
Objets trouvés dans le tumulus de Bouxurulles.....	248

NANCY. — IMP. A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, RUE SAINT-DIZIER



MICHIGAN STATE UNIV. LIBRARIES



31293018399240